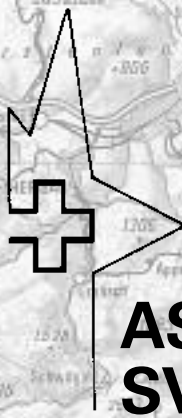


Travaux et recherches Beiträge zur Forschung 1997



**ASHSM
SVMM**

**Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte
und Militärwissenschaft**

Association suisse d'histoire et sciences militaires

Travaux & recherches
Beiträge zur Forschung

1997

Bern

*Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte
und Militärwissenschaft*

Association suisse d'histoire et de sciences militaires



© Association suisse d'histoire et de sciences militaires, Berne.
ISBN 2-9700034-3-0

Imprimé en Suisse

Avant-propos

L'actualité prouve une fois de plus qu'une bonne connaissance du passé peut éviter de sérieux malentendus et affermir nos positions face à des controverses.

L'histoire militaire de la Suisse n'échappe pas à la fréquente remise en question de toutes ses séquences. Sombres ou glorieuses, elles ne procèdent pas que du mythe, fut-il fondateur. Le mythe agrémenté un paysage en arrière-plan ; il ne saurait se substituer à celui-ci. L'avant-scène est nuancée, précise, mouvante. En l'occurrence, une recherche renouvelée, débouchant sur des synthèses inédites qui dégagent les lignes de force de la réflexion et de l'action, témoignent de la maîtrise des thèmes abordés. Des historiens confirmés, jouissant également d'une expérience militaire à différents niveaux, analysent ici des faits marquants de l'histoire de notre pays : la neutralité, l'occupation, la résistance populaire, le maintien de l'ordre, l'armement nucléaire. Cette démarche s'inscrit dans une perspective plus large de la connaissance de l'homme et de la société face au danger.

A la suite de la publication des actes des colloques qu'elle a organisés en 1991 et 1995, l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires (ASHSM) élargit, avec ses *Travaux et recherches* son champ d'investigation.

Vortwort

Die Geschichte ist eine Bereicherung unseres Lebens. Sie hilft, ernsthaft und ehrlich betrieben, das Ge-wordene zu verstehen. Sie verhindert auch, dass die Gengenwart, irgendeine Gegenwart, sich allzu ernst nimmt, sich absolut setzt. Das Absolute ist nur in Gott.

Die Schweizer Militärgeschichte mit ihren ruhmreichen und ihren dunklen Seiten gehört zu unserer politischen Kultur. Es liegt mir fern, Wert und Bedeutung von Mythen zu bezweifeln, die Geschichte aber können sie niemals ersetzen. Freude herrscht – ich lasse mir diesen Ausdruck nicht verbieten – Freude herrscht, weil die Schweizerische Vereinigung für Militärgeschichte und Militärwissenschaften (SVMM) dem Publikum einen ganzen Korb wertvoller Studien zur Verfügung stellt. Thematisch reichen sie von der Neutralität über die Besatzungspolitik, den Widerstand und den Ordnungsdienst hin zu den Plänen für eine schweizerische Atombewaffnung. Auch in diesen, zum Teil ehemals heiklen Bereichen, gilt: Wir wollen die Suche nach historischer Wahrheit erleichtern, uns keiner unbequemen Frage verschliessen, nichts ausblenden und stets die richtigen Proportionen der Dinge im Auge behalten.

Alle Welt kennt professionelle nationale Kommissionen für Militärgeschichte. In der Schweiz nimmt der Vorstand eines privatrechtlichen Ve-

J'en félicite les initiateurs, les auteurs, et souhaite une large diffusion de ce fascicule.

**L'histoire doit maintenir
vivante la vie**

Grâce à ses nombreuses prestations, aux contacts qu'elle noue et entretient en Suisse et à l'étranger, l'ASHSM remplit sa mission dans son domaine de prédilection mais ne joue-t-elle pas aussi, avec d'autres, un rôle apprécié de relations publiques pour nos institutions militaires, dans un authentique esprit de milice ? C'est ainsi que l'intérêt que suscite l'histoire militaire doit servir de trait d'union entre les nations et les hommes.

Adolf Ogi
Conseiller fédéral

reins mit, an den Ergebnissen gemessenen, bescheidener, öffentlicher Unterstützung diese Aufgabe war. Das ist beste schweizerische Miliztradition. Ich freue mich darüber und wünsche der SVM weiterhin eine segensreiche Tätigkeit bei der Forschung unserer faszinierenden Geschichte.

Adolf Ogi
Bundesrat

Introduction

Pour l'essentiel, l'activité de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires touche à des recherches, des études, des publications. Souvent, les travaux entrepris par nos membres font l'objet d'une diffusion trop limitée. Une communication, lors d'un colloque de la Commission internationale d'histoire militaire, ne touche forcément que les participants au dit colloque ; les actes publiés après coup, qui rassemblent les versions écrites des communications, ont la plupart du temps un tirage confidentiel. Les participants au colloque les reçoivent, quelques bibliothèques et instituts également, soit deux ou trois douzaines d'exemplaires pour l'ensemble de la Suisse. Lors des assemblées générales, des journées scientifiques ou des colloques de l'Association suisse d'histoire et de sciences militaires, les auteurs ne s'adressent qu'aux personnes présentes à ces diverses rencontres.

Voilà les constatations qui nous ont amenés à décider la publication groupée de certains travaux, afin de permettre à un cercle plus importants de lecteurs d'en prendre connaissance, nos membres bien entendu, mais également toutes les personnes intéressées par l'histoire ou les sciences militaires. *Beiträge zur Forschung/ Travaux & recherches 1997* rassemble cinq études entre lesquelles il ne faut pas chercher de thème commun ou de fil conducteur. Ce sont les résultats de recherches effectuées à des occasions diverses qui sont publiés dans l'ordre chronologique des faits ou des périodes couvertes.

La neutralité de la Suisse fait, depuis longtemps, l'objet de discussions passionnées. La guerre de Trente Ans, thème choisi pour le XXIII^e Colloque de la Commission internationale d'histoire militaire organisé à Prague en août 1997, a donné l'occasion au colonel Hans Rudolf Fuhrer de traiter des conditions de la neutralité suisse durant la première moitié du XVII^e siècle. Partant des caractéristiques politiques et juridiques du temps, il explique avec beaucoup de rigueur le comportement des cantons suisses et des pays alliés durant cette longue période de guerre qui ravage toute l'Europe. C'est le cadre dans lequel s'élabore le Défensional de Wil. Tout cela met en évidence que la neutralité des Suisses n'a pas uniquement servi leurs propres intérêts mais aussi, dans une large mesure, ceux des puissances européennes. « Durant la guerre de Trente Ans, la Suisse a choisi, comme lui étant le mieux adaptée, la neutralité permanente et armée en tant que politique de sécurité ». La conclusion de Hans Rudolf Fuhrer s'inscrit parfaitement dans les questions débattues actuellement au sujet de notre politique de neutralité dans le passé, dans le présent et dans l'avenir.

Le capitaine Derck Engelberts traite de l'événement qui a marqué l'histoire de la Confédération suisse en 1798. Il y a deux siècles, le Corps helvétique subissait l'invasion d'armées étrangères qui allaient se battre sur son sol. Présentée au XX^e Colloque de la Commission internationale d'histoire militaire à Varsovie en 1995, cette étude montre les problèmes de conduite rencontrés par le général français Schauenburg, alors commandant de l'« Armée d'Helvétie ». Les conditions particulières de l'engagement de cette force en Suisse ont créé des problèmes, dans les domaines de la discipline et de la logistique, qui apparaissent finalement aussi importants, si ce n'est plus, que ceux générés par la conduite opérative ou tactique.

Le travail du major Hubert Förster, qui a également fait l'objet d'une communication lors du colloque de Varsovie en 1995, couvre la même époque. Il décrit les soulèvements armés durant l'année 1799 : au printemps, il s'agit de « civils en uniforme » puis, durant l'été, de « citoyens-soldats en uniforme ». Tout soulèvement armé porte en lui les germes de sa réussite ou de son insuccès. Cette étude en montre les limites et les raisons d'un échec qui se situent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

S'il est un domaine constamment discuté et remis en cause, c'est bien celui de l'engagement de l'armée pour le maintien de l'ordre. Les dispositions qui régissent l'organisation « Armée 95 » ont fixé à nouveau avec précision les conditions dans lesquelles de telles opérations peuvent être envisagées et comment elles doivent se dérouler. L'occasion nous a semblé favorable de nous pencher sur les divers aspects qui ont marqué, entre 1830 et 1970, les interventions militaires dans ce domaine. Cette étude, œuvre du colonel Hervé de Weck, a été présentée à notre assemblée générale d'octobre 1996. A travers cinq cas marquants, elle met en évidence, à propos du maintien de l'ordre, « les problèmes délicats qui peuvent se poser dans un Etat à démocratie semi-directe ». L'examen rigoureux et sans passion des faits montre la complexité de tels engagements, la dimension éminemment politique de mesures de ce genre et leurs conséquences.

Dès 1945, la politique de défense de notre pays a été marquée par la possibilité d'acquérir un armement atomique pour notre armée. Sur la demande du Conseil fédéral, le lieutenant-colonel EMG Jürg Stüssi-Lauterburg, membre de notre association, a procédé à l'étude des divers aspects de la question entre 1945 et 1988. Lié à l'acquisition de cent avions de combat *Mirage-III* par notre aviation militaire, ce problème, délicat et complexe, a fait l'objet de nombreux débats, tant au niveau du commandement de l'armée, du Parlement fédéral que sur la place publique. On pense à la votation populaire d'avril 1962. Jürg Stüssi suit les événements qui ont marqué l'évolution d'un dossier qui trouva son épilogue en automne 1988, avec la décision du conseiller fédéral Arnold Koller de tirer un trait sur ces études.

L'Association suisse d'histoire et de sciences militaires tient à ce que l'approche historique des travaux qu'elle publie soit d'une valeur incontestable, c'est-à-dire franche, rigoureuse et crédible. Le passé n'est jamais neutre et il s'agit de l'éclairer avec une grande honnêteté intellectuelle. C'est dans un tel esprit que les textes rassemblés dans *Beiträge zur Forschung/Travaux & recherches 1997* ont été mis au point. Nous formons le vœu que ces contributions apportent des éléments positifs à la résolution des problèmes qui se posent à notre pays en cette fin du XX^e siècle.

Commandant de corps Adrien Tschumy
*Président de l'Association suisse d'histoire
et de sciences militaires*

OBERST HANS RUDOLF FUHRER *

Das « Stillesitzen » - Zur Problematik der schweizerischen Neutralität im Dreissigjährigen Krieg

1. PROBLEMSTELLUNG

Der Report der US Regierung, der sog. « Eizenstat-Report », in welchem die Schweiz angeklagt wird, den deutschen Nationalsozialisten im Zweiten Weltkrieg unter anderem geholfen zu haben, Gold zu waschen, ist eine der jüngsten Kontroversen in der rund 500-jährigen Geschichte der schweizerischen Neutralität.

In der Einleitung zum Bericht des State Department Historikers, William Slany, postuliert der Undersecretary of Commerce Stuart Eizenstat, die « Swiss neutrality » sei moralisch unverantwortbar gewesen und habe angeblich dazu beigetragen, den Krieg zu verlängern.

In der *New York Times* vom 23. Mai konnten wir lesen : « The cynical form of neutrality is to stay out of war but do business with all sides to enrich yourself. That was the Swiss in World War II (...) We would always like to believe that in a polarized world there is one safe haven-above the fray, neutral and fair, reliable as a cuckoo clock. We thought that was Switzerland. But Swiss neutrality was a fraud, pure and simple. Swiss neutrality has no past. Only this generation can determinate if it has a future ¹. »

*Privatdozent, lehrt Militärgeschichte an der Militärischen Führungsschule an der Eidgenössischen Technischen Hochschule und an der Universität Zürich. Ich danke meinen Assisenden : lic. phil. D. Wicki, lic. phil. T. Hess und lic. phil. S. Lüchinger für die wertvolle Hilfe bei der Materialsuche und bei der Abfassung dieser Studie.

¹ Vgl. IHT, 23. Mai 1997.

Dies ist nicht das erste Mal in diesem Jahrhundert, dass die schweizerische Neutralität als unmoralisch bezeichnet worden ist. Der Genfer Professor William E. Rappard berichtet beispielsweise gegen Ende des Krieges von einem Gespräch im Sommer 1917 mit dem ehemaligen US-Staatssekretär Elihu Root. Rappard war in Washington, um sich für die Fortsetzung der amerikanischen Rohmaterial- und Lebensmittellieferungen an die Schweiz zu bemühen. Root sagte ihm während einer Unterredung unumwunden : « Mein Herr, ich habe zwei Söhne und einen Schwiegersohn an der Front. Wie alle meine Freunde bringe ich für diesen Krieg, an welchem wir früher hätten teilnehmen sollen, alle möglichen Opfer. Die Neutralen Europas flössen mir weder Sympathie noch Vertrauen ein. Die wirtschaftliche Unterstützung, die sie unseren Feinden leihen, macht unsere Aufgabe schwieriger. Sie müssen verstehen, dass ich mich unwiderruflich gegen jede Konzession wende, deren indirekte Wirkung wäre, dass diese Unterstützung noch erleichtert würde. Die Affären Ritter und Hoffmann sind nicht dazu angetan, meine Prinzipien zugunsten der Schweiz zu ändern, deren Haltung in diesem Krieg mich überrascht und enttäuscht hat ; ich sage ihnen dies in aller Offenheit ². »

Die hier geäußerte Meinung, welche die Stimmung in den Regierungskreisen Washingtons wohl weitgehend widerspiegelt, führt uns mitten hinein in die aktuelle und in die historische Problematik der schweizerischen Neutralität im allgemeinen und der Periode 1618-48 im speziellen.

Als erste **These** kann gesagt werden : **Die Neutralität der Schweiz wird von denen als unmoralisch verurteilt, die einen « gerechten » Krieg führen und dafür Opfer erbringen.** Wir befinden uns hier auf einer glitschigen Unterlage. Welches ist ein gerechter und welches ein ungerechter Krieg ? Welches ist ein gerechter und welches ein verbrecherischer Kriegführender ? Die Diskussionen um diese Frage sind so alt wie die Menschheitsgeschichte. Moralische Urteile sind zudem zweifellos kulturbedingt und von vielen unwägbaren Faktoren abhängig. Es wird also schwierig sein, objektive Argumente beizubringen, welche die These widerlegen können.

Wir versuchen einen anderen Weg und stellen eine **zweite These** auf : **Es ist offensichtlich, dass Angriffe gegen die schweizerische Neutralität neben handfesten eigenen Interessen nicht zuletzt einem verbreiteten Unwissen entsprungen sind.** Ein Beispiel solcher Ignoranz über spezifisch schweizerische Verhältnisse wird von einem Hearing des New Yorker Senators D'Amato berichtet. Barbara Boxer, Senatorin von California, habe nach den vehementen Angriffen gegen die Schweiz ihres Kollegen, auch etwas Positives über die Schweiz sagen wollen. Sie habe insbesondere auf die Schutzlosigkeit des kleinen Landes im Zentrum des von den Nazis beherrschten Europas hingewiesen, « *vor allem, wenn man bedenke, dass das Land damals ja über keine Armee verfügt habe (...)* ³. » Diese Zeichen völliger Verständnislosigkeit und intellektueller Lücken auf dieser höchsten politischen Stufe sind doch erstaunlich. Wie verständlich werden daneben die bald legendären Verwechslungen Schweiz-Schweden des fiktiven Mannes auf der Strasse.

²Rappard, William E. *La mission suisse aux Etats-Unis*. Genève 1918, S. 43-44. Zit. nach Kunz, Hans B., « Weltrevolution und Völkerbund », *Die schweizerische Aussenpolitik unter dem Eindruck der bolschewistischen Bedrohung, 1918-1923*, Bern 1981, S. 52.

³Zit. nach *Die Weltwoche* Nr. 21, 22. Mai 1997.

Das **Ziel dieser Arbeit** ist es, der Frage nachzugehen, wie die schweizerische Neutralitätspolitik während des Dreissigjährigen Krieges entstanden ist und wie sie sich entwickelt hat. Es ist als bekannt vorauszusetzen, dass es der damaligen Schweiz, der alten Eidgenossenschaft der dreizehn Orte, gelungen ist, sich aus dem Krieg 1618-1648 herauszuhalten – wie auch aus den europäischen Kriegen im 19. und 20. Jahrhundert.

Nach einer kurzen einleitenden Analyse über die **Eckwerte der schweizerischen Neutralität** wollen wir die ersten Versuche einzelner Orte zu einer situativen Neutralitätspolitik betrachten. Es gilt besonders zu zeigen, dass sich die Neutralitätsauffassung des Spätmittelalters und der Renaissance in den eidgenössischen Orten deutlich von der modernen Auffassung über den Neutralitätsbegriff unterscheidet. In einem weiteren Teil werden einzelne **Aspekte der eidgenössischen Politik** während des Krieges dargestellt. Ein Schwergewicht liegt dabei auf den dreissiger Jahren, auf den schwedischen Bündnisanträgen, den Neutralitätsverletzungen an der eidgenössischen Nordgrenze und den daraus resultierenden inneren Konflikte in der Eidgenossenschaft. In einem letzten Teil wollen wir die zunehmende Manifestation des eidgenössischen Neutralitätswillens darstellen, welchem man durch ein **gesamteidgenössisches Defensionale**, dem Erlangen der **formellen** Souveränität der schweizerischen Eidgenossenschaft im westfälischen Frieden und später durch eine explizite **erste gesamteidgenössische Neutralitätserklärung** Nachdruck verschafft hat.

Zum **Stand der Forschung** kann, aufs äusserste verkürzt, gesagt werden, dass unsere Fragestellung in jüngster Zeit kaum mehr auf verbreitetes Interesse gestossen ist. Die umfassendsten Analysen zu dieser Periode tragen die Erscheinungsdaten 1895 respektive 1918. *Die Geschichte der schweizerischen Neutralität* von Paul Schweizer sowie Frieda Gallatis Werk *Eidgenössische Politik zur Zeit des Dreissigjährigen Krieges* bilden immer noch die Grundlagen für heutige Darstellungen und sind weitgehend nur in der Interpretation zu differenzieren. Es wäre wünschenswert, wenn u.a. aus schwedischen Archiven die schweizerischen Positionen kritisch befragt werden könnten.

Selbst das monumentale Werk zur schweizerischen Neutralität des Baslers Edgar Bonjour hat in den entsprechenden Kapiteln nur das bisherige Wissen referiert und aus baslerischen Quellen marginal ergänzt. Die weiteren einschlägigen Werke zur Militärgeschichte des « Dreissigjährigen Krieges » greifen ebenso wenig über das Werk Schweizers und Gallatis hinaus. Für die regionalen Aspekte eröffnen die jüngsten Kantonsgeschichten interessante neue Aspekte und Ergänzungen⁴. Neuere Forschungen werden voraussichtlich zum 350-jährigen Gedenkjahr zu 1648 erscheinen. Unsere Betrachtung muss sich damit bescheiden, die vernachlässigte Periode der schweizerischen Militär- und Neutralitätsgeschichte im Dreissigjährigen Krieg in ihren Hauptlinien nachzuzeichnen. Wirtschafts- und sozialgeschichtliche Aspekte müssen dabei ausgeklammert werden. Spektakuläre Quellenfunde und grundsätzlich neue Resultate sind dabei nicht zu erwarten, doch können diese Überlegungen auf dem Hintergrund der Diskussionen nach den beiden Weltkriegen dahingehend fruchtbar sein, das oft aggressive Unverständnis für die Neutralität der Schweiz zu vermindern.

⁴ Vgl. u.a. *Geschichte des Kantons Zürich*, Band 2, Zürich 1996.

2. DIE BEWAFFNETE NEUTRALITÄT ALS EINE DER DREI SÄULEN DES SCHWEIZERISCHEN WEHRSYSTEMS

Wir unterscheiden für die neuere und neueste Zeit drei tragende Säulen des schweizerischen Wehrsystems : Bewaffnete Neutralität, Allgemeine Wehrpflicht, Milizsystem⁵. Es kann heute nur darum gehen, die historischen Wurzeln der schweizerischen bewaffneten Neutralität aufzuspüren, ein historisches Verständnis für den langwierigen Prozess zu gewinnen und die beeinflussenden Faktoren zu bestimmen. Die beiden anderen Säulen des schweizerischen Wehrsystems müssen wir ausklammern. Wir wollen drei Aspekten der bewaffneten Neutralität der Eidgenossenschaft im Rahmen des gegebenen Raumes nachgehen : dem strategischen Aspekt, dem instrumentellen Aspekt, dem rechtlichen Aspekt.

2.1. Der strategische Aspekt

Die zentrale Lage in Europa im allgemeinen sowie die zentrale Stellung in der europäischen Zwischenzone West im speziellen (Norwegen, Belgien, Holland, Luxemburg, Lothringen, Elsass, Burgund, Savoyen, Italien, Schweiz) bestimmen den militärgeografischen Wert der Schweiz. Die schweizerische Neutralität wird von einem grundsätzlichen Spannungsverhältnis und einem gewissen Gleichgewicht zwischen den konkurrierenden europäischen Mächten bestimmt. Oberstes Ziel der traditionellen Gleichgewichtspolitik, wie der schweizerische Politologe Gabriel in seiner jüngsten Aufsatzsammlung zur Problematik der schweizerischen Neutralität festgestellt hat, war die Aufrechterhaltung von Souveränität und Unabhängigkeit jedes europäischen Staates. Dabei war der Krieg ein anerkanntes Mittel zur Durchsetzung dieses Zieles⁶. Wenn eine Macht einen Hegemonialanspruch geltend machte, spielten die Gegenkräfte. Die Folge war ein permanentes « balancing ». Die Schweiz lag nun mitten in diesem Spannungsgeflecht und versuchte, sich aus diesen Machtkämpfen nach Möglichkeit herauszuhalten. Daraus kann eine erste Folgerung gezogen werden : Wenn ein Gleichgewicht sowie keine europäische Spannung besteht, kein europäischer Krieg mindestens potentiell droht, dann muss das System des « Abseitsstehen » zwangsläufig Legitimationsprobleme haben oder gar widersinnig erscheinen. Von einem bernischen Schultheiss wird der Satz tradiert : « Nous nous trouvâmes mieux entre deux nations ennemies qu'entre deux qui sont amies. »

Wir ziehen eine **zweite Folgerung** : Herrscht in Europa ein Ungleichgewicht und bestehen grosse Spannungen, so ist das helvetische Territorium in Gefahr, besetzt oder aufgeteilt zu werden.

Die strategischen Interessen der Hegemonialmacht, die operativen « Notwendigkeiten » und die Glaubwürdigkeit der eidgenössischen Verteidigungskapazität bestimmen die Intensität der Gefährdung in einer realpolitischen Aufwand- und Ertragsrechnung. Napoleon soll einmal gesagt haben : « Vis-à-vis de moi, votre neutralité est un mot vide de sens. »

⁵ Vgl. Fuhrer, Hans Rudolf, « Das Schweizer System. Friedenssicherung und Selbstverteidigung im 19. und 20. Jahrhundert », *Die Wehrpflicht. Entstehung, Erscheinungsformen und politisch-militärische Wirkung*, MGFA (Hrsg.), München 1994, S. 192-206.

⁶ Vgl. Gabriel, Jürg Martin, *Sackgasse Neutralität*, Zürich 1997, S. 76.

Welches sind nun die **strategischen Güter** der eidgenössischen Orte, die für die Interessenlage der europäischen Grossmächte eine Rolle gespielt haben? Allein die Analyse der Friedensverträge des 16. Jahrhunderts zeigt schon deutlich die folgenden fünf strategischen Güter, je nach Vertrag in unterschiedlicher Gewichtung: Die schweizerischen Alpenpässe, das militärische Potential, die innere Stabilität unter den einzelnen Orten, die Unantastbarkeit des Territoriums dank der Neutralität und die wirtschaftlichen Güter (Finanzen, Waren etc.).

Der Ewige Frieden mit Franz I. nach den oberitalienischen Kriegen 1516 sowie das darauf aufbauende Schutzbündnis von 1521 enthalten beispielsweise alle obigen Elemente. Die Eidgenossen versprachen, ihre Kriegsknechte nie gegen den französischen König marschieren zu lassen, den Feinden Frankreichs die Pässe zu verschliessen sowie jederzeit das Recht zu gestatten, für defensive Zwecke 6-16 000 Söldner anwerben zu dürfen. Zu diesen Werbungen war die innere Stabilität eine Voraussetzung, da sonst die Krieger für eigene Bedürfnisse gebraucht worden wären. Der französische König verpflichtete sich seinerseits, im Angriffs-falle den Orten mit schwerem Kriegsmaterial zu Hilfe zu kommen, namhafte wirtschaftliche Vergünstigungen zu gewähren und jedem Ort hohe Jahrgelder (sog. Pensionen) auszuzahlen⁷. Ein weitgehend analoges Bündnis war bereits 1511 in der sog. « Erbeinigung » mit Oesterreich abgeschlossen worden⁸. Aehnliche Bündnisse einzelner Orte beispielsweise mit Savoyen (1577)⁹ und Spanien (1587)¹⁰ lassen identische Interessen dieser Mächte an den strategischen Gütern der Eidgenossenschaft im 16. Jahrhundert erkennen. Es ist offensichtlich, dass sich die einzelnen Bündnisse in gewissen Zusicherungen widersprachen. Den spanischen Truppen wurde trotz anderslautender Zusicherungen an Frankreich jederzeit gestattet, mit Truppen innerhalb gewisser Spielregeln über die Pässe zu ziehen. Auch für dieses strategische Gut lagen innerörtliche Konflikte nicht im Interesse der Vertragspartner. Bei einer Zweiteilung der Eidgenossen in ein katholisches und ein reformiertes Lager wären sie der eingehandelten Vorteile verlustig gegangen. Die strategischen Güter standen so grundsätzlich beiden Seiten oder keinem zur Verfügung.

Die Nichtbeteiligung an einem europäischen Kriege machte die Orte und damit ihr Territorium für beide Seiten berechenbar, auch wenn es nicht an Versuchen mangelte, sie einseitig in den Kampf um die Macht einzubinden. Meist begnügte man sich mit den gestellten Soldtruppen. Dieses europäische Interesse an der Neutralität der Schweiz wurde erst im Artikel 84 der Schlussakte des Wiener Kongresses, in der sog. Pariser Akte vom 20.11.1815, ein erstes Mal explizit erwähnt: Die Anerkennung war « une reconnaissance formelle et authentique de la neutralité perpétuelle de la Suisse » durch alle europäischen Grossmächte. Die Unterzeichnerstaaten garantierten aber 1815 nicht die Neutralität der Schweiz, sondern « l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire dans les nouvelles limites » und was für

⁷ Der ewige Friede zwischen Frankreich und der Eidgenossenschaft nebst Abt und Stadt St. Gallen, Graubünden, Wallis und Mülhausen, Freiburg, 29.11.1516, *Eidgenössische Abschiede* III 2, S. 1406 ff.; Sicherheitsbündnis zwischen König Franz I. von Frankreich und den zwölf Orten (ohne Zürich) nebst ihren Zugewandten, Luzern 5.5.1521, *Eidg. Abschiede* IV 1a, S. 1491 ff. Vgl. Feller, Richard, « Bündnisse und Söldnerdienst », *Schweizer Kriegsgeschichte*, Heft 6, Bern 1916, S. 7 f.

⁸ Erbeinigung mit Oesterreich, Baden 7.2.1511, *Eidg. Abschiede* III 2, S. 1343 ff.

⁹ Bündnis zwischen Savoyen und den sechs katholischen Orten, Luzern 8.5.1577, *Eidg. Abschiede* IV 2, S. 1541 ff.

¹⁰ Bündnis der katholischen Orte (Luzern, Uri, Unterwalden, Zug und Freiburg) mit König Philipp II. von Spanien, Luzern 12.5.1587, *Abschiede* V 1, S. 1829 ff.

die Bewertung der strategischen Lage der Schweiz besonders wichtig war « ils reconnaissent que la neutralité et l'inviolabilité de la Suisse et son indépendance de toute influence étrangère sont dans les vrais intérêts de la politique de l'Europe entière ». Es wird zu zeigen sein, ob sich diese Einsicht von 1815, die strategischen Güter der Schweiz seien durch ihre Neutralität am besten nützlich, bereits im 17. Jahrhundert irgendwie manifestiert hat.

2.2. Der instrumentelle Aspekt

Noch heute besteht in der schweizerischen Bevölkerung eine Diskrepanz, ob die Neutralität ein Ziel oder nur ein Mittel zur Erreichung der Staatsziele, Selbständigkeit und Unabhängigkeit, sei ¹¹. Die schmerzhafteste Niederlage von Marignano 1515 gegen Franz I. von Frankreich bildet in der schweizerischen Tradition eine erste Zäsur für diese sich konkurrenzierende Wertung der Neutralität, Mittel oder Ziel. Das freie Bündnis der Orte und die politische Führung der zerstrittenen Orte hatten in den oberitalienischen Kriegen der ersten Hälfte des 16. Jahrhunderts für die Führung einer europäischen Aussenpolitik nicht genügt. Trotz der anerkanntermaassen besten Soldaten konnte man sich im Konzert der Grossmächte nicht behaupten; dazu kam noch eine gewisse Stagnation in der Bewaffnung und Taktik ¹². In einer Rückwärtsprojektion legte man nach Marignano dem bereits 1487 gestorbenen, aber erst 1947 heilig gesprochenen Obwaldner Eremiten, Bruder Klaus, die für die Begründung der Neutralität richtungweisenden Sätze in den Mund: « Macht den Zaun des Landes nicht zu weit: so möget ihr in Ruhe und Frieden die harterkämpfte Freiheit wahren und geniessen. (...) Mischt euch nicht in fremde Händel. (...) Verbindet euch mit fremder Herrschaft nicht ¹³. » Die Neutralität hat sich im Volksempfinden weit über die Neutralität als strategisches Instrument hinaus entwickelt, zu einer Art « swiss way of life ». Diese Entwicklung ist mit ein Grund für die existentielle Bedeutung der aktuellen Angriffe gegen die schweizerische Neutralität im Zweiten Weltkrieg für grosse Teil der schweizerischen Bevölkerung.

2.3. Der rechtliche Aspekt

Auf objektiverem Boden bewegen wir uns mit der Definition des Begriffes, ohne uns hier auf juristische Diskussionen einzulassen. In der uns hier interessierenden Zeit hat einer der Begründer des Völkerrechts, der Holländer **Hugo Grotius** (1583-1645), die neutrale Stellung, « De his qui in bello medii sunt » ¹⁴, mit den Begriffen « medii in bello » und « qui a bello abstinent » definiert. Grotius hat damit das seit dem Altertum bekannte neutrale Verhalten, völkerrechtlich einerseits auf das Verhalten im Krieg ausgerichtet, das Verhalten im Frieden unberücksich-

¹¹ Als aussenpolitische Maxime steht die Neutralität in der schweizerischen Bevölkerung wie eh und je hoch im Kurs. Im Trend der letzten Jahre sind es unverändert vier von fünf Stimmbürgerinnen und Stimmbürger, die an ihr festhalten. Hingegen verschieben sich die Auffassungen über die Funktion der Neutralität. Die Neutralitätstraditionalisten, welche in der Neutralität ein schweizerisches Identitätssymbol und ein Ziel per se und nicht ein Mittel der Aussen- und Sicherheitspolitik sehen, haben seit 1993 von 48 % auf 37 %. Vgl. Haltiner, Karl, *Studie 97 MFS/ETHZ*. Au 1997.

¹² Vgl. Schaufelberger, Walter, *Marignano*. Frauenfeld 1993.

¹³ Vgl. Scheuber, J.K., *Bruder Klausens Gebetbuch*. Sachseln 1947.

¹⁴ Vgl. de Groot, Huig, *De jure belli ac pacis*, lib. III, cap. 17

tigt gelassen und andererseits die Rechte und Pflichten des Neutralen und der Kriegführenden gegenüber dem Neutralen enger gefasst.

Wenn wir von Neutralität der Schweizer Eidgenossenschaft zur Zeit des Dreissigjährigen Krieges sprechen, so ist vorerst eine **gelegentliche, unvollkommene Neutralität** gemeint. Die Orte behielten sich die Option offen, fallweise neutral zu sein und den Kriegführenden wohlwollend beizustehen. Die permanente, immerwährende oder dauernde Neutralität auch in Friedenszeiten hat sich aber bereits neben der erstgenannten entwickelt, bevor sie sich endgültig durchgesetzt hat. Eine gewisse indirekte Teilnahme des Neutralen am Krieg war völkerrechtlich erlaubt und unbestritten, durfte aber nicht das Ausmass annehmen, dass der neutrale Staat als Kriegspartei mit der ganzen Staatsmacht erschien¹⁵. Grotius verlangte von einem neutralen Staat, gegenüber den kriegführenden Parteien nichts zu tun, was denjenigen, welcher einen ungerechten Krieg führt, bevorteilen und die anderen benachteiligen könnte. Im moralisch unentscheidbaren Fall verlangte er absolute Unparteilichkeit in der Hilfe aller Art und in der **Gewährung des Durchmarschrechtes**¹⁶. Der Durchmarsch durch ein neutrales Land sollte vom Kriegführenden finanziell abgegolten werden und hatte in jeder Beziehung friedlich zu erfolgen. Auch gelieferte Waren mussten entschädigt werden.

Das **Anwerben von Söldnern** in neutralen Ländern war allen gestattet und tat der Neutralität in diesen Ländern keinen Abbruch. Dasselbe galt auch für den **Waffen- und Munitionshandel**, der zwischen kriegführenden und neutralen Staaten stattfinden konnte. Im Falle einer Anklage durch eine Kriegspartei wurde dem Neutralen geraten, Zurückhaltung zu üben und die finanziellen Interessen zurückzustellen. Die wichtigste **Pflicht der Kriegführenden** war das Anerkennen des Neutralitätswillens des Dritten und der Respektierung dessen Territoriums. Der Neutrale sollte also nicht zum Kriegseintritt gezwungen werden können.

Die Forderung Grotius' nach moralischer Unterscheidung der Kriegführenden, zwischen « Gerechten » und « Ungerechten » galt schon in dieser Zeit, aber besonders später als fragwürdig. Zedler beispielsweise kritisierte in seinem *Universalexikon* von 1740 diese Unterscheidung vehement. Es könne nicht angehen, dass ein neutraler Staat offen Partei für oder gegen eine Kriegspartei beziehe, um der nach seinem Dafürhalten gerechten Sache zum Durchbruch zu verhelfen. Zedler verteidigt vielmehr, was sich mit unserer heutigen Neutralitätsauffassung deckt, der neutrale Staat habe sich in jedem Fall der Unparteilichkeit zu befleissigen¹⁷. Er bejahte nur die unparteiische Vergabe von Krediten an die beiden Kriegsparteien und keine

¹⁵ Schweizer, Paul, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*. Frauenfeld 1895, S.48 f.

¹⁶ Grotius schreibt : « Erstlich, nichts zu thun, dadurch derjenige mächtiger werde, welcher ungerechte Sache hat, oder wodurch die Unternehmungen der Gerechten Parthey gehindert werden ; andern in zweifelhaften und ungewissem Falle sich billig zu bezeigen gegen beyde Partheyen, sowohl in Erlaubung des Durch-Marsches und Ertheilung einer Bedeckung, als auch in Ansehung dessen, dass man denen Belagerten auf keine Weise Vorschub thue. » Vgl. Grotius I.3. cap. 17. § 3. Zitiert nach Zedler, *Universalexikon*, Bd. 24, Spalte 382 f.

¹⁷ « Vielmehr muss ein neutraler Staat, da er sich in die Sache der kriegenden gar nicht mengen will, auch die Gerechtigkeit oder Ungerechtigkeit derselben, zum wenigsten äusserlich, dahin gestellet seyn lassen, [...] »Ferner sind die Kriegenden verbunden, gegen neutrale Lande keine Feindseligkeit noch Gewalt auszuüben. Sie sind also nicht befugt, den Durchzug eigenmächtig, und ohne Vergünstigung, oder gar mit Gewalt zu nehmen, vielweniger gar den Sitz des Krieges in neutrale Länder zu spielen (...).»Vgl. Zedler, *Universalexikon*, Bd. 24, Spalte 383.

direkte Waffenhilfe¹⁸. Diese klare Einschränkung machte Grotius und das Völkerrecht des 17. Jahrhunderts noch nicht. Diese engeren Kriterien können deshalb für die Beurteilung des eidgenössischen Verhaltens nicht angewandt werden.

3. SCHWEIZERISCHE NEUTRALITÄTSPOLITIK VOR DEM DREISSIGJÄHRIGEN KRIEG

Wenn wir das Entstehen der Neutralitätspolitik der Schweiz im 17. Jahrhundert, speziell im Dreissigjährigen Krieg, nachzeichnen wollen, müssen wir uns zuerst ein Bild der Schweiz zur damaligen Zeit verschaffen. Hier stellt sich gleich eine erste Schwierigkeit ein, da es kaum zulässig ist, im 17. Jahrhundert von einer Schweiz als Nation, von einem einheitlichen Willen der Eidgenossenschaft zu sprechen. Was muss man sich unter dieser Eidgenossenschaft des 17. Jahrhunderts vorstellen?

Wie bereits erwähnt, war der Bund ein loses Gebilde von dreizehn souveränen Republiken, welche in der Schweiz damals Orte und heute Kantone genannt werden. Landorte mit einer traditionellen direkten Demokratie hatten sich mit zünftisch oder patrizisch regierten Stadtorten verbunden. Sie waren untereinander durch diverse Interessens- und Sicherheitsbündnisse verbunden, welche auch Elemente zur gegenseitigen militärischen Unterstützung gegen Angriffe von aussen enthielten. Die tiefgreifenden, komplexen Interessenskonflikte werden in den Bundesbriefen und in der Schweizergeschichte des Spätmittelalters besonders deutlich. Die wichtigsten gesamteidgenössischen Beschlüsse wurden in der einzigen gemeinsamen Institution, der sogenannten Tagsatzung, gefällt. In der Tagsatzung nahmen die grossen Stadtorte wie Zürich, Bern und Luzern, sich regelmässig abwechselnd, eine Führungsstellung (Vorort) ein. Die Reformation hatte einen tiefen Graben zwischen die einzelnen Orte gerissen. Dieser verstärkte die alten Gegensätze. Die Mehrheit der Bevölkerung dieser dreizehn Orte der Eidgenossenschaft war im 17. Jahrhundert reformiert. Dagegen war die Mehrzahl der Orte – also vorwiegend die kleineren – katholisch.

Es lässt sich kaum ein bestimmtes Datum nennen, an welchem die schweizerische Neutralitätspolitik geboren wurde. Es handelte sich nicht um einen einmaligen Willensakt, sondern vielmehr um einen aus verschiedenen Gründen hervorgerufen kontinuierlichen Prozess. Dieser Jahrhunderte dauernde Prozess war teilweise durch äussere Umstände beeinflusst, teilweise durch innenpolitischen Entwicklungen bestimmt.

3.1. Erste Neutralitätsbezeichnungen in Form des « Stillesitzens » in den alten Bünden

Der Grundsatz der Neutralität der damaligen schweizerischen Eidgenossenschaft findet sich, wenn nicht dem Namen, so doch der Sache nach schon am Ende des

¹⁸ « Also ist es zum Exempel wohl nicht vor eine Brechung der Neutralität zu halten, wenn man der einen der kriegenden Partheyen ein Darlehen an Geld verwilligt, wenn auch gleich solches Geld zum Kriege angewendet wird : Wenn nur der Vorschuss nicht in Feindlicher Absicht geschieht ; welcher Verdacht insonderheit dadurch hinweg fällt, wenn man dem anderen Theile, (...) zu gleicher Gefälligkeit erbothig ist. » Vgl. Zedler, *Universalexikon*, Bd. 24, Spalte 384.

vierzehnten Jahrhunderts in einem Bündnis der Städte Bern und Solothurn mit dem Markgrafen Rudolf v. Hochberg. Man gebrauchte dafür den Ausdruck « **Stillesitzen** »¹⁹. 1399 schloss Basel ein ähnliches Bündnis mit der selben Neutralitäts-Klausel²⁰.

Der Terminus **Neutralität** taucht erst später auf, beispielsweise in einer Anfrage Zürichs aus dem Jahre 1536 an die Tagsatzung von Baden zur Zeit, als Kaiser Karl V. und König Franz I. sich im Krieg mit Mailand befanden²¹. Der auch international verständliche, aus dem Mittellateinischen stammende Begriff « Neutralität » hat sich während des 17. Jahrhunderts in der Eidgenossenschaft zunehmend durchgesetzt²².

3.2. Die alte Eidgenossenschaft auf dem Weg zur Neutralität

3.2.1. Die neutralisierten Orte als Maxime späterer Aussenpolitik²³

Bevor sich die schweizerische Neutralität im 17. Jahrhundert ausgestalten konnte, fand in der Schweiz ein politischer Prozess statt, der zur Stabilisierung des losen Staatenbundes wesentlich beitrug. Gemeint ist die Neutralisation der Orte Basel, Schaffhausen und Appenzell, die zu Beginn des 16. Jahrhunderts in die Eidgenossenschaft aufgenommen wurden. Es war diesen drei neutralisierten Orten verboten, bei Kriegen unter den alten Mitgliedern der Eidgenossenschaft teilzunehmen, doch waren sie angehalten, bei Kriegen des Staatenbundes gegen einen äusseren Feind auf der Seite des alten Bundes mitzukämpfen²⁴. Durch Verträge mit den 13 Orten wurden beispielsweise auch die Freigrafschaft Burgund, Savoyen, die österreichischen Waldstädte am Rhein sowie die süddeutschen Stände neutralisiert. Die später in den Bund aufgenommenen Gebiete des Waadtlands,

¹⁹ Vgl. Bündnis der Städte Bern und Solothurn mit dem Markgrafen Rudolf v. Hochberg von 1399 : « Were och, das inwendig dem zile und jaren als unser fründschaft weren sol, die obgenannten von Berne und Solottern dehein krieg an keme, mit weme das were, denne sol ich der vorgeschriben margraf oder min erben mit allen den unsern und den wir ze gebieten oder ze wisen haben, stille sitzen und alle unser stette, schloss und vestinen besorgen das inen dehein leide noch schade darus noch darin bescheche, in guetem truwen ane alle geverde. » Pergamenturkunde mit drei anhängenden Siegeln im Berner Staatsarchiv. Zitiert nach Brand, *Die schweizerische Neutralität*, S.1.

²⁰ Eidg. Abschiede I, S.455 und 465. Zitiert nach Schweizer, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, S.157.

²¹ « Nun dringe der Kaiser [Karl V] zum ernstlichsten darauf, dass man unparteiisch bleibe, so dass man jetzt den besten Anlass dazu hätte ; Zürich bitte nun dringlich, dass man bedenke, was daran gelegen sei, und namentlich, dass man nicht sobald wieder zu solcher, unpartyschung und neutralitet kommen dürfte (...). » Eidg. Abschiede IV 1c, S. 710 g, 26. Juni 1536. Zitiert nach Brand, *Die schweizerische Neutralität*, S.4 f.

²² Bonjour, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, S.20.

²³ Oftmals wird die Neutralisation auch als « Vormauernpolitik » bezeichnet. Vgl. dazu auch Bonjour, *Geschichte* Band I, S. 74-88 ; Niethammer, *Das Vormauernsystem an der eidgenössischen Nordgrenze* ; Schweizer, *Neutralität*, S. 144-156.

²⁴ Bei der Aufnahme Basels in die Eidgenossenschaft heisst es : « Sollte sich unter den eidgenössischen Orten selbst Zweigung und Span erheben, so soll Basel durch seine Botschaft am Frieden arbeiten, und wenn es doch zum Kriege käme, keinem Teile Hülfe leisten wider den andern, sondern stille sitzen und für die freundliche Mitteilung wirken. » Blunschli, *Bundesrecht I*, S.172. Zitiert nach Straessle, *Die Entwicklung der schweizerischen Neutralität*, S.40.

Neuenburgs und Genfs wurden den gleichen neutralisierenden Bedingungen unterworfen. Die Bildung einer neutralisierten Pufferzone ist unübersehbar.²⁵

Straessle meint, dass sich innerhalb der Eidgenossenschaft mit der Neutralisation der neu aufgenommenen Glieder eine Politik durchsetzte, die sich später auch als aussenpolitische Maxime bewähren sollte²⁶. **Drei weitere Gründe** erscheinen mir für das Entstehen der Schweizerischen Neutralität unmittelbar entscheidend gewesen zu sein.

3.2.2. Unmöglichkeit der Aufrechterhaltung der Grossmachtpolitik

Wie oben erwähnt, wäre es falsch, die Neutralitätshaltung der Eidgenossenschaft mit einem einzelnen Datum zu verknüpfen. Dennoch kann man nicht abstreiten, dass die Niederlage von Marignano eine Abkehr von der eidgenössischen Aussen- und Grossmachtpolitik nach sich zog. Die Eidgenossen verliessen das italienische Terrain, das sie über viele Jahre hinweg dominiert, wo sie die Lombardei erobert und den Vasallenstaat Mailand errichtet hatten²⁷. Die zweitägige Schlacht fand ohne die Teilnahme der Kontingente aus Bern, Biel, Solothurn, Freiburg und Wallis statt, welche sich bereits auf dem Rückmarsch Richtung Heimat befanden²⁸. Ein starkes Auftreten gegen aussen hätte der Zentralisation des Bundes bedurft, was gleichzeitig einen Verzicht auf Föderation, das Urprinzip eidgenössischer Staatlichkeit, bedeutet hätte. Diese föderale (Ur-) Struktur der Eidgenossenschaft war wiederum der Nährboden der heranreifenden Neutralitätspolitik, wie später gezeigt werden kann. Gleichzeitig begannen sich die Nachbarstaaten der Eidgenossenschaft zu nationalen Gebilden zu festigen, womit sich auch internationale Gegensätze aufbauten. Zwischen den Machtblöcken Frankreich und dem habsburgischen Oesterreich (verbunden mit Spanien) eingeklemmt, konnte es für die Eidgenossenschaft nur ratsam sein, sich aus der internationalen Grossmachtpolitik herauszuhalten²⁹. Nachzügler und Unbelehrbare gab es weiterhin, beispielsweise Bundesrat Jakob Dubs, dem noch im 19. Jahrhundert eine Schweiz vom Rhein bis Venedig vorschwebte³⁰. Der Verzicht auf eine weitere Verwicklung mit dem Ausland in gewaltsame Auseinandersetzungen brachte eine gewisse Selbstbeschränkung mit sich – die Neutralität. Die Eidgenossen machten aus ihrer Not (Aufrechterhalten der Grossmachtpolitik wird unmöglich) eine Tugend (sie verhält sich in den Kriegswirren neutral, entschliesst sich zu einem neutralen Kriegsboykott). Diese Selbstbeschränkung bewahrte den inneren Frieden und förderte den nationalen Zusammenhalt, indem sich die neu eintretenden Stände verpflichten mussten, keine Partei zu ergreifen und nach Möglichkeit zu vermitteln³¹. Die Neutralität hatte da-

²⁵ Straessle gibt folgende Ueberlegungen an, die zur Neutralisation der genannten Orte führten :

- Die Differenz zwischen Länder- und Städteorten.
- Man wollte ganz realpolitisch die Ausbreitung eines internen Konfliktes begrenzen.
- Die geographische Lage der Neutralisierten an der Peripherie des Landes : Sie sollten vor allem Schutzwall gegen aussen sein und durften deshalb ihre Kräfte nicht in inneren Streitigkeiten verbrauchen. Die Einsicht, unter den eigenen Mitgliedern des Bundes wohl die besten Vermittler zu haben, wenn man einzelne zum voraus vertraglich von der Parteinnahme ausschliesse.

²⁶ Straessle, *Entwicklung*, S. 38 ff.

²⁷ Bonjour, *Geschichte*, S.21.

²⁸ Vgl. Schaufelberger, Walter, *Marignano*.

²⁹ Bonjour, *Geschichte*, Band 1, S.21 ff. ; *Handbuch der schweizerischen Aussenpolitik*, 1976, S. 92 ff.

³⁰ Frei, Daniel, *Neutralität - Ideal oder Kalkül ?* Frauenfeld 1967. S. 38.

³¹ Bonjour, *Geschichte*, Band 1, S. 40-42.

mit unzweifelhaft eine integrative Wirkung. Wir haben damit den wohl entscheidenden aussenpolitischen Grund des Prozesses zur schweizerischen Neutralität erkannt.

3.2.3. Die Spaltung der Eidgenossenschaft in zwei Lager durch die Reformation

Wäre das oben erwähnte Manko einer gemeinsamen starken Aussenpolitik vielleicht zu überwinden gewesen, so hat die Spaltung im Glauben diesen Mangel verstärkt und massgeblich zum Entstehen der eidgenössischen Neutralitätspolitik beigetragen. Die Schweiz wurde in zwei machtpolitisch ungefähr gleichwertige Parteien gespalten. Die beiden Konfessionsparteien haben sich deshalb immer wieder gegenseitig neutralisiert. Bonjour meint dazu : « Gewiss hätte die militärische Parteinahme für das eine europäische Glaubenslager durch die entsprechende Konfessionsgruppe sofort die andere auf den Plan gerufen ³². »

Dies hätte somit nicht nur eine Ausweitung europäischer Konflikte auf eidgenössisches Gebiet, sondern mit grösster Wahrscheinlichkeit das Ende der Eidgenossenschaft bedeutet. Weil ein Gleichgewicht der Konfessionsgruppen bestand, wurde die ideologische Bereitschaft, sich mit auswärtigen Glaubensgenossen zu verbünden, einerseits gefährlich für die innere Ruhe und andererseits auch unattraktiv für die europäischen Mächte, die im Fall der inneren Wirren um die vertragsgemässe Lieferung von Söldnern fürchten mussten.

3.2.4. Die Kontroverse zwischen Städte- und Länderorten

Ein dritter Aspekt, ebenso wie der vorherige von innenpolitisch relevanter Art, sind die Zwistigkeiten zwischen den Städten und den Länderorten innerhalb der Eidgenossenschaft, deren teilweise diametral auseinanderstrebende Interessen ein starkes aussenpolitisches Auftreten verhinderten. Jeder einzelne Ort versuchte durch eine expansive Politik zu einer möglichst einheitlichen Territorialhoheit zu gelangen, was wegen ihrer staatsgefährdenden Potenz ebenfalls ihren Anteil zu der Ausbildung des Neutralitätsgedankens beitrug ³³.

3.2.5. Die Einstellung der Eidgenossenschaft zu Bündnisverträgen am Vorabend des Dreissigjährigen Krieges

Trotz dieser oben erwähnten, ansatzweisen Neutralitätspolitik der frühen Eidgenossenschaft war diese innenpolitisch noch lange nicht gefestigt, so dass ihr Verhalten im Dreissigjährigen Krieg nicht a priori feststand. 1610 wünschte die Union der evangelischen Kurfürsten, Fürsten und Städte des Deutschen Reiches eine Annäherung an die evangelischen Städte der Eidgenossenschaft. Diese antworteten ablehnend. Sie begründeten ihre vorsichtige Haltung mit der Befürchtung, wenn sie der Union näherkämen, man damit rechnen müsse, dass die katholischen Orte ihrerseits sich der katholischen Liga näherten. Diese Entwicklung müsste zum Nachteil

³² Ebenda, S.23.

³³ Straessle, *Die Entwicklung der schweizerischen Neutralität*, S.35.

der Union und der reformierten Partei in der Schweiz sein. Deshalb erschiene es den reformierten Orten für angebrachter, sich zurückzuhalten, damit der katholischen Partei kein Grund zum feindlichen Handeln entstünde ³⁴.

Auf eine erneute Anfrage der Unierten 1613 beschlossen die vier evangelischen Städte (mit Ausnahme Berns), beim Entschluss von 1610 zu verbleiben. Sie versprachen aber, sich bei den katholischen Orten dafür einzusetzen, dass den Spaniern kein Durchzug aus Italien nach Deutschland mehr gestattet werde ³⁵.

4. DIE SCHWEIZ WÄHREND DES DREISSIGJÄHRIGEN KRIEGES

Als der Dreissigjährige Krieg im Deutschen Reich ausbrach und von Böhmen bis nach der Pfalz und von Nord- bis nach Süddeutschland auf weite Bevölkerungskreise übergriff, wuchsen auch die konfessionellen Spannungen in der Eidgenossenschaft parallel zu dieser Entwicklung an. Das ganze europäische Kriegsgeschehen wurde von den Regierungen der Orte vor allem aus dem Blickwinkel der eigenen « richtigen » Konfession beurteilt, so dass sich der Graben zwischen den katholischen und den reformierten Orten zusehends vergrösserte. Nach der ersten Phase des Krieges, der örtlich noch einigermaßen begrenzt war, stellte sich bei seiner Ausweitung für die Eidgenossenschaft die existentielle Frage ihrer zukünftigen Politik.

Sollte die Eidgenossenschaft weiterhin am inneren Frieden und ihrer Neutralität festhalten und die kriegführenden Parteien, wie es früher üblich war, nur mit Söldnern und mit Waren unterstützen ? Sollten die Eidgenossen für ihre Konfession – mit oder ohne ausländische Hilfe – gegeneinander vorgehen ? Sollten sie je nach Konfessionszugehörigkeit mit voller Kraft in den europäischen Machtkampf eingreifen ? Zudem bestand die Unsicherheit, ob das militärische Potential der einzelnen Orte der Eidgenossenschaft – eine gemeinsame Armee bestand noch nicht – ausreichen würde, um sich gegen die Heere der europäischen Grossstaaten zu behaupten ? Gespräche über eine gemeinsame Verteidigung standen zwar regelmässig auf der Traktandenliste wenigstens der evangelischen Konferenzen, von einem gesamteidgenössischen Verteidigungswerk, welches auch die katholischen Orte eingebunden hätte, war man jedoch noch weit entfernt.

Die Eidgenossenschaft konnte sich aber wegen der zentralen geographischen Lage nicht gänzlich aus dem Krieg heraushalten. Sie waren rings von Kriegführenden eingeschlossen. Auch wenn in einer ersten Periode die eigentlichen Kriegshandlungen die Grenze noch nicht erreicht hatten, so waren doch die Orte wirt-

³⁴ « Dadurch dann den anderen unsern Eidgenossen [gemeint sind die Katholiken] auch Ursach gegeben wirt, still ze sitzen und sich neutral zu halten (...) » *Eidg. Abschiede* V, 1, S.1020. Zitiert nach Schweizer, *Geschichte*, S.211 f.

³⁵ Die Bewilligung des Durchzugs für den König Philipp II. von Spanien von 1587 enthält einige interessante Elemente : Zölle und Nahrungsmittel müssen bezahlt werden, der Einkauf hat in Mailand zu erfolgen, so dass der Eidgenossenschaft keine Teuerung erwächst, Waffen müssen, in Kisten verpackt, abgegeben werden und schliesslich dürfen die Soldaten nur in kleinen Gruppen marschieren, von Gruppe zu Gruppe zwei Tagereisen Abstand. *Eidg. Abschiede* V, 1, 1828 ff.. Vgl. auch *Eidg. Abschiede* V, 1, S.1151.

schaftlich und politisch mitten ins Geschehen hineingerissen. Das komplizierte Bündnisgeflecht des 15. und 16. Jahrhunderts mit Oesterreich, Spanien, Mailand sowie Frankreich, dem Deutschen Reich, Savoyen und Venedig beeinträchtigten den freien Handlungsspielraum. Daneben waren die Orte in diverse weitere Bündnisse auch innerhalb der Eidgenossenschaft eingebunden.

4.1. Die Politik der Eidgenossenschaft zwischen 1618 und 1629

In den ersten Kriegsjahren war der Krieg vom eidgenössischen Territorium noch weit entfernt. Wenn man von den Bündnerwirren einmal absieht – das heutige Graubünden war nur Verbündeter, ein sogenannter « Zugewandter Ort » der dreizehnörtigen Eidgenossenschaft – bestand die unmittelbare Gefahr einer Involvierung in den Krieg erst ab dem Jahre 1629. Die Zeit von 1618 bis 1629 war somit gekennzeichnet durch keine unmittelbare Bedrohung, aber umso mehr durch ein gegenseitiges Misstrauen zwischen eidgenössischen Katholiken und Protestanten. Gegenseitig beschuldigten sich die Parteien, die alten Bünde zu verletzen.

Das Hauptproblem dieser Periode war das Durchmarschrecht für fremde Truppen. Beim dritten Beitrittsgesuch der Union im Jahre 1617 hatten sich die evangelischen Städte wie bis anhin abweisend verhalten. Gegen die « willkürlichen Durchpassbewilligungen » wurde sogar eine Verordnung aufgestellt. Darin wird den Orten erlaubt, die Einwilligung zum Durchmarsch nur dann zu erteilen, wenn für die Gesamteidgenossenschaft kein Nachteil entsteht ³⁶.

Diese Uebertragung der Entscheidung brachte immer wieder Probleme. Die katholischen Orte klagten beispielsweise 1618 die reformierten Städte an, sie konspirierten mit evangelischen deutschen Fürsten. Als Beweis wurde angeführt, sie hätten noch kurz vor dem Krieg (1617) dem Grafen von Mansfeld den Durchzug aus dem Piemont nach Deutschland gestattet. An der Novembertagsatzung 1618 vermochten die eidgenössischen Abgeordneten im Sinne der Festigung der politischen Einheit die Meinungsunterschiede wenigstens für kurze Zeit auszuräumen oder wenigstens den offenen Streit zu unterdrücken ³⁷.

Die katholischen Orte waren aber ihrerseits 1620 nicht bereit, den spanischen und italienischen Heeren den Durchzug durch ihre Landesteile zu verwehren. Sie gaben an, vertraglich seit 1587 dazu verpflichtet zu sein. Die reformierten Orte befürchteten, die protestantische Union ihrerseits werde nun dem katholischen Heere entgegenziehen und somit die Schweiz zum Kriegsschauplatz machen. Eine daraufhin von den reformierten Orten anberaumte ausserordentliche Tagsatzung, welche zum Ziel hatte, die Durchzüge durch das schweizerische Territorium ohne einstimmige Bewilligung aller dreizehn Orte zu verbieten, hatte keinen Erfolg ³⁸.

³⁶ « Wenn in Zukunft ein fremder Fürst oder Herr durch eidgenössisches Gebiet Kriegsvolk zu führen wünscht, so soll, bevor ihm der Pass bewilligt wird, eine Tagleistung der Orte, durch deren eigene Lande oder gemeine Vogteien das Volk passieren müsste, in des Begehrenden Kosten ausgeschrieben werden ; auf diesem Tage soll dann der Ambassador oder Anwalt des betreffenden Fürsten eröffnen, wohin und zu welchem Zwecke der Durchpass begehrt werde ; findet man, dass derselbe ohne Nachteil des Vaterlandes vorgehen könne, so kann man die Einwilligung dazu geben. Es steht jedoch jedem Orte frei, durch sein eigenes Gebiet den Pass zu erlauben oder nicht. » *Eidg. Abschiede* V, 1, S.1292. Zitiert nach Schweizer, Geschichte, S.212.

³⁷ *Eidg. Abschiede*, V, 2, S. 48. Zitiert nach Schweizer, Geschichte, S.214.

³⁸ *Eidg. Abschiede*, V, 2, S. 118.

Trotz dieses negativen Entscheides mehrten sich die Verbote. Die reformierten Orte verweigerten in der Folge (1620) trotz zweifellosen Sympathien dem Markgrafen von Baden-Durlach den Durchgang durch eidgenössisches Territorium, weil eine Erlaubnis dem Erbvereinungsvertrag widersprochen hätte. Im weiteren wurde aber auch der Durchgang für österreichische Truppen verweigert. Die katholischen Orte schlugen 1624 französische und österreichische Durchmarsch-Begehren ab, damit das Territorium der Eidgenossenschaft nicht zum Kriegsschauplatz würde. Auf Initiative Zürichs und Berns beschworen die Orte ihre alten Bünde und bekräftigten ihren Willen gegen alle Versuche des Auslands, sie zu trennen oder das neutrale Territorium nicht zu respektieren, gemeinsam sich zu wehren. Diese Erklärung wurde in der Folge in unregelmässigen Abständen erneuert ³⁹.

Noch fehlten wesentliche Elemente für ein gemeinsames Denken. Jede Entscheidung wurde vorwiegend durch das Parteieninteresse bestimmt. Anlässlich einer weiteren Grenzgefährdung durch Oesterreich im Jahre 1628, welche die Verteidigungsbereitschaft aller dreizehn Orte hervorrief, forderte beispielsweise Luzern die evangelischen Orte auf, durch neutrales Verhalten die Oesterreicher nicht zu provozieren ⁴⁰.

1629 wurde die Lage für die Schweiz wegen des Krieges um die Erbfolge im Herzogtum Mantua wiederum bedrohlich. Sowohl Frankreich als auch Oesterreich machten ihre Machtansprüche in Oberitalien geltend. Zu diesem Zwecke besetzte der österreichische Kaiser Ferdinand II. die Bündnerpässe, um sich die besten Verbindungswege nach Italien zu sichern. Die reformierten Orte fürchteten, Oesterreich könnte plötzlich auch die Eidgenossenschaft besetzen. Aus diesem Grund sicherten sie die Pässe und die Wege, die in das eigene Gebiet führten. Sie bauten einen ersten gemeinsamen Neutralitätsschutz auf. Graubünden – dieses wurde gemeinhin als eigenständige Republik angesehen – konnten sie jedoch keine Hilfe zukommen lassen, weil dazu der Wille der katholischen Orte fehlte. Immerhin waren auch die österreichfreundlichen Orte bereit, das eigene Territorium gegen jeden Angreifer zu verteidigen. Kurzfristig kam es sogar zu Diskussionen um die Aufstellung einer kleinen stehenden Armee, welche finanziell von Frankreich getragen worden wäre. Auch diese Bemühungen scheiterten jedoch an der Absage der katholischen Orte ⁴¹.

Die innenpolitischen Verhältnisse der schweizerischen Eidgenossenschaft der ersten Jahre des Dreissigjährigen Krieges fasst Gallati äusserst treffend zusammen, wenn sie schreibt: *« Es zeigte sich damals, was sich in den folgenden Jahren stets wiederholen sollte: waren kaiserliche Truppen in der Nähe, gab es bei den Evangelischen Beunruhigung und Anstrengungen, die Grenzen möglichst zu schützen, während bei den Katholischen die Sorge mässig war, obschon sie keineswegs gegen eine Grenzverletzung gleichgültig gewesen wären. Kamen später die Heere der protestantischen Kriegführenden in bedrohliche Nachbarschaft, war es umgekehrt »* ⁴².

³⁹ Schweizer, *Geschichte*, S.214.

⁴⁰ Die Luzerner betonten Zürich gegenüber, dass « wir unns niemalen ynbinden können unnd noch nit fürchtend, das solliche geschwinde unversächne unnd mächtige ynlegerung zu allgemeiner Loblicher Eydtenossenschaft gefahr reichen werde, darumb dann unns allewyl obgelegen gewesen, das mann sich der neutralitet beflysse, und durchus dess anlasses unnd gar zu öffentlicher erzeigung müsig. » Staatsarchiv Luzern, 30jähr. Krieg. 1628 Luzern an Zürich, 28. März, 27. April - Staatsarchiv Zürich A. 178, 1. Zitiert nach Gallati, *Eidgenössische Politik*, S. 23. Hervorhebung durch den Verfasser.

⁴¹ Gallati, *Eidgenössische Politik*, S.24 ff.

⁴² Ebenda, S.21.

4.2. Die frühen Dreissigerjahre - Gustav Adolfs Bündnisanträge und die Festigung des schweizerischen Neutralitätswillens ⁴³

Schwedens König **Gustav Adolf** landete 1630 in Norddeutschland, um angeblich dem Protestantismus zum Siege zu verhelfen aber bestimmt auch, um den schwedischen Machtansprüchen Geltung zu verschaffen. Um sich gegen die gewaltige, katholische Macht zu behaupten, sah er sich nach Bundesgenossen um. Diese strategischen Ueberlegungen liessen ihn bei der schweizerischen Eidgenossenschaft sondieren. Erste Annäherungsversuche des schwedischen **Gesandten Sadler** fruchteten vorerst nichts. Dem schwedischen Gesandten war wohl die historische Gegnerschaft gegen die Habsburger bekannt, doch schien er sich der konfessionellen Zerstrittenheit der Eidgenossenschaft zu wenig bewusst gewesen zu sein. Noch bevor er sich an die Tagsatzung wenden konnte, wurde er von den reformierten Orten auf die Aussichtslosigkeit der Werbeversuche um die Unterstützung der katholischen Orte gegen die Spanier und Oesterreicher hingewiesen.

1631 schickte Gustav Adolf seinen Diplomaten **Christoph Ludwig Rasche** mit neuen Bündnisanträgen in die Eidgenossenschaft. Wie Sadler zwei Jahre zuvor, berücksichtigte Rasche die komplizierten politischen und konfessionellen Verhältnissen in der Schweiz zu wenig. Die strategische Situation hatte sich aber nun insofern geändert, als Schweden in der Zwischenzeit grosse militärische Erfolge verzeichnen konnte und schon recht nahe an der schweizerischen Grenze stand ⁴⁴.

Die Tagsatzung in Baden im Februar 1632 lehnte Rasches Vorschlag dankend ab, wie es speziell von katholischer Seite zu erwarten war. Dieses Bündnis wäre, wie die Tagsatzung in diplomatischer Vorsicht mitteilte, nicht mit den älteren Bündnissen, vor allem nicht mit dem Erbeinigungsvertrag mit Oesterreich zu vereinbaren. Rasche wies diesen Entscheid wegen materieller Fehler in der schriftlichen Abfassung erbst zurück, was nichts daran änderte, dass Rasche den Kontakt zum katholischen Teil der Eidgenossenschaft von nun an abbrach ⁴⁵.

Bonjour stellt sich die Frage, ob das Bündnisangebot der Schweden an die gesamte Eidgenossenschaft überhaupt ernst gemeint war oder nur dazu diente, um geheime Verhandlungen für ein Sonderbündnis mit den reformierten Orten aufzunehmen. Dafür spricht, dass diese in der Folge besonders intensiv mit den Schweden verhandelten und dabei beinahe der Versuchung erlegen wären, sich auf die Seite der siegreichen Schweden zu schlagen. Das innenpolitische Ziel war offensichtlich: Man wollte die katholische Vorherrschaft in der Eidgenossenschaft seit dem 2. Kappeler Frieden von 1531 brechen.

Rasche hatte starke Argumente. Er warf den eidgenössischen Orten vor, das Abseitsstehen helfe der eigenen Sicherheit nichts mehr. Es sei nun Zeit, sich am Kriege zu beteiligen. Das neutrale Verhalten sei eher Faulheit und Verrätereie als

⁴³ Einen Ueberblick zu diesem Kapitel ermöglicht insbesondere Haas, *Schwedens Politik gegenüber der Eidgenossenschaft*, S.83 - 112.

⁴⁴ Gallati, *Eidgenössische Politik*, S.73 ff. Vgl. dazu auch Seehausen, *Schweizer Politik während des Dreissigjährigen Krieges*, S.48 ff.

⁴⁵ *Eidg. Abschiede* V, 2, S. 667c, 8.-24. Februar 1632. Zitiert nach Bonjour, *Neutralität*, Band 1, S.24.

Klugheit und Sicherheitspolitik. Sein König erwarte einen freien und reinen Entscheid für die gute Sache und nicht mehr ein falsches, heuchlerisches Spiel ⁴⁶.

Hier wird die von uns eingangs aufgestellte These ein erstes Mal explizit bestätigt. Für einen, der einen « gerechten » Krieg führt, ist die Neutralität ein Aergernis, eine egoistische Heuchlerei. Vor allem Zürich aber auch Bern schienen gewillt zu sein, die frei gewählte Neutralität aufzugeben und sich den Schweden anzuschliessen. Sie entschuldigten sich gar bei Gustav Adolf für den negativen Bescheid der eidgenössischen Tagsatzung. Anfangs März 1632 übergab Rasche in Zürich einige Artikel des neuen **schwedischen Forderungskatalogs** zur Beratung an der künftigen evangelischen Konferenz. Die Schweden forderten unumwunden die Unterstützung des Königs mit Geld und Soldaten. Rasche war darauf bedacht, ein Offensivbündnis mit den reformierten Orten abzuschliessen. Diese schwedischen Forderungen waren anscheinend des Guten zuviel. Erstens waren sich die Eidgenossen gewohnt, Defensiv- und nicht Offensivbündnisse abzuschliessen, und zweitens empfand man es als eine Zumutung, nebst Soldaten noch zusätzlich Geld für den Kampf Gustav Adolfs gegen Oesterreich zu verlangen. Hinter diesen Vorzeigeargumenten verbarg sich aber die Befürchtung, bei der Annahme der schwedischen Forderungen einen Krieg gegen die katholischen Orte und gegen den österreichischen Kaiser zu riskieren.

Nun ging es um eine Schadensbegrenzung, speziell die geographisch exponierten und zur Vermittlung verpflichteten Orte Basel und Schaffhausen waren sich bewusst, dass sich ihre Partei zu weit vorgewagt hatte. Basel versicherte den Schweden an der Maitagsatzung, dass gar kein Gesuch von spanischer Seite um Durchgang gestellt worden sei und dass die Eidgenossen nicht gewillt seien, auf ein entsprechendes Gesuch auch positiv zu reagieren ⁴⁷.

⁴⁶ Rasche schreibt : « Wobei sie (die evangelischen Städte) dann nicht unterlassen werden zu bedenken, dass kein Fundament so stark und mächtig sei als einzig und allein dasjenige, das auf der Religion gründe ; (...) dass wenn die Evangelischen in Deutschland weiter leiden sollten, die in der Eidgenossenschaft das Unglück auch bald auf dem Hals hätten ; dass wenn man ausser Gefahr leben wolle, man dem drohenden Uebel ohne Verzug mit einem guten, tapferen Entschluss begegnen müsse ; dass für einen Staat nichts gefährlicher und bedenklicher sei, als ein Kriegsheer in der Nachbarschaft zu haben und zu dulden ; dass man denjenigen, die sich zum Verletzen vorbereiten, billigerweise zuvorkomme ; dass jetzt nicht mehr Zeit sei, sich mit der Neutralität zu behelfen ; denn bei diesen Läufen und dem Zustand der allgemeinen Sachen werde die Neutralität vielmehr für Faulheit und Verrätereie als für Klugheit und Vorsicht gehalten und darum von Seiner königlichen Majestät als Feindseligkeit betrachtet, welche die seinige erwecke und provoziere ; dass es viel besser, löblicher und heilsamer sei, zur Wiederherstellung, Erhaltung und Vermehrung der allgemeinen und seiner eigenen Freiheit und Wohlfahrt sich öffentlich und frei rein heraus zu bekennen, als schändlich unter dem Hütlein zu spielen, abzuwarten und zu heucheln ; dass der beide Parteien reize und angreife, welcher keiner helfen wolle ; dass es rühmlicher und sicherer sei, mitzuschlagen, als den Streich zu erwarten ; dass die Zeiten und Läufe es jetzt nicht zulassen, dass man dem Werk bloss zuschauen und die Hände in den Schooss lege, sondern wollten, dass man sie brauche und sich mit andern verbinde, die im Werk bereit seien ; dass man nicht das Ende des Spiels erwarte, sondern sich von Anfang an dabei befinden müsse ; dass es viel besser, ehrlicher, nützlicher und rühmlicher sei, auf dem Triumphwagen mitzufahren, als ihm zu folgen ; dass wenn man Anteil am Sieg und an dessen Nutzen haben wolle, man auch am Streit teilnehmen müsse. » Eidgenössische Abschiede V, 2, S.672 ff und 678 ff. Vgl. Lüthi, Walter, *Neutralität und Humanität 1481-1950*. Aarau 1956. S. 7. Übertragen in modernes Deutsch.

⁴⁷ Die Eidgenossen « auch nit gesinnt seien, derartigen Anmuthungen zu verwilligen, dadurch unsers geliebten Vaterlands Ruhestand perturbirt und deme erinnertmassen sedes belli zugezogen werden möchte, insonderheit aber der angedeuteten Neutralitet, sowit es ohne Verletzung unserer Bündtnus geschehen mag, ufrichtig und onusgesetzt uns zu beflissen, der gestrosten Hoffnung, Euer kön. Maj. werden [...] gemeine Eidgenossenschaft in dero königl. Gnaden einschliessen und bey dero siegreichen Armee die gnedigst Anstalt verfertigen, dass eine gem. Eidgnossschaft, als welche sich in dieses ob-schwebende deutsche Kriegswesen nicht ingemischt, [...] vor allerlei Kriegsbeschwerden gesicheret verblibe. » Föh, S. 58. Zitiert nach Schweizer, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, S. 219.

Die Verhandlungen mit Schweden konnten zudem nicht vor den katholischen Orten, dem österreichischen Kaiser und Erzherzog Leopold geheim gehalten werden. Die beiden letzteren hatten die Eidgenossenschaft schon im Januar 1632 davor gewarnt, ein Bündnis mit Schweden einzugehen. Beim Bemühen, sich aus ihrer gefährlichen Situation zu befreien, kam der reformierten Partei ein Schreiben des in den bayrischen Raum vorgedrungenen Königs Gustav Adolf sehr gelegen. Weil der schwedische König trotz gegenteiliger Versicherungen befürchten musste, dass die katholischen Orte dem spanischen Heer den Durchzug über ihre Pässe erlauben würden, drohte er, das Territorium der Eidgenossenschaft zum Kriegsschauplatz zu machen. Er forderte deshalb, dass die Eidgenossen bei ihrer bisherigen Neutralität verblieben und den Feinden Schwedens keinerlei Begünstigungen zukommen liessen⁴⁸.

Gustav Adolf forderte somit die Neutralität der Eidgenossenschaft, welche zwei Monate zuvor von seinem Gesandten Rasche dermassen verurteilt worden war. Dies war natürlich politisches Kalkül. Da Gustav Adolf im besten Falle die Neutralität der katholischen Orte erwarten konnte, war die Neutralität des gesamten Bundes in seinem Interesse. Auch hierin bestätigt sich eine der einleitend aufgestellten Thesen. Die Neutralität eines Staates muss im Interesse der beiden Kriegsparteien sein, wenn sie respektiert werden soll. Diese Antwort der Eidgenossen auf die Drohung Gustav Adolfs hatte die Bedeutung einer förmlichen Neutralitätserklärung. Auf diese Neutralitätserklärung haben sich im weiteren Verlauf des Dreissigjährigen Krieges beide Seiten noch mehrmals berufen.

Der französische Botschafter, **Herzog Heinrich von Rohan**, war im Oktober 1632 gewillt, zum Nutzen von Frankreich und Schwedens die allgemeine eidgenössische Neutralitätserklärung gegenüber den Schweden zu differenzieren und rechtlich klarer zu fassen⁴⁹. Alle Gesandten der sieben katholischen Orte waren aber der Ansicht, dass man bei der im Mai angenommenen Generalneutralität bleiben sollte⁵⁰. Und da sich auch Oesterreich zu Recht über diese einseitigen Neutralitätsverhandlungen beklagte, war die negative Antwort aller Eidgenossen die logische Konsequenz. Weitere Verhandlungen zu diesem Thema entfielen, nachdem der schwedische König Gustav Adolf 1632 bei der Schlacht von Lützen gefallen war. Nach der Bekräftigung einer Generalneutralität anstatt einer spezifizierten, auf einen besonderen strategischen Fall ausgerichtete, bemühten sich Kräfte in einzelnen Orten, dass Soldatenwerbungen ab sofort verboten und der Durchzug fremder Heere durch die Eidgenossenschaft nicht mehr zugelassen werden sollten⁵¹.

⁴⁸ « Noch ferner in der Neutralität und gutem Verstand mit uns unverrückt bestehen, unsern Feinden keinen Pass, Favor oder Vorschub gestatteten. » Vgl. Fäh, S. 39. Zitiert nach Schweizer, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, S. 219.

⁴⁹ Rohan legte im Oktober 1632 folgenden Neutralitätsvertrag den dreizehn Orten der Eidgenossenschaft vor :

1. Zwischen den Schweden und den Eidgenossen finden keine Feindseligkeiten statt.
2. Bei Zwistigkeiten der Schweizer unter sich darf Schweden keine der beiden Parteien unterstützen.
3. Es wird keinem Kriegsvolke der Durchzug gestattet.
4. Das Bündnis der Eidgenossen mit Frankreich bleibt mit allen Artikeln unangefochten bestehen.
5. Der österreichischen Erbeinigung soll kein Nachteil verursacht werden.

Diese Artikel bleiben 4 Jahre in Kraft. Zitiert nach Seehausen, *Schweizer Politik*, S.54.

⁵⁰ *Eidg. Abschiede* V, 2, S.718. Zitiert nach Schweizer, *Geschichte*, S. 220.

⁵¹ *Eidg. Abschiede* V, 2, S.723 u. 729. Zitiert nach Schweizer, *Geschichte*, S.220.

Oxenstierna übernahm als Reichskanzler das eigentliche Erbe der schwedischen Politik. Die protestantische Einheit konnte er jedoch nicht mehr aufrechterhalten, da **Kurfürst Johann Georg** nach dem Tod Gustav Adolfs die Leitung der Sachsen übernahm. Oxenstierna fasste die rheinischen, fränkischen und schwäbischen Reichskreise zum **Heilbronner Bund** zusammen. Die militärische Führung übernahmen **Bernhard v. Weimar** und **General Gustav Carlsson Horn** ⁵². Der Heilbronner Bund sondierte schon bald in der Eidgenossenschaft. Vorerst ermahnte er im März 1633 die Eidgenossen, die Neutralität zu wahren und die Pässe zu bewachen. Doch nur drei Wochen später forderte er die reformierten Orte zum Mitmachen im Heilbronner Bund auf ⁵³. Diese wiesen diese Aufforderung mit dem Hinweis zurück, dass ja Gustav Adolf selbst die schweizerische Neutralität gewünscht habe ⁵⁴.

Abermals versuchte nun auf der Sommertagsatzung **Reichserbmarschall Max v. Pappenheim**, die Eidgenossenschaft zum Beitritt zu bewegen, indem er drohte, die Schweiz als Helfer ihrer Feinde zu betrachten, wenn sie nicht dem Heilbronnerbund beitreten würden. Wiederum bestätigte sich unsere These : Wer einen gerechten Krieg führt, erwartet eine Teilnahme und kein neutrales Abseitsstehen. Die Tagsatzung schlug dieses Begehren mit einem fadenscheinigen Grund ab, weil sie keine Weisungen ihrer Orte für dieses Geschäft besäßen ⁵⁵.

4.3. Ein Spezialfall - Die schwedische Neutralitätsverletzung bei Stein am Rhein im August 1633

Zu Beginn des Jahres 1633 fassten die Schweden den Plan, das operativ wichtige Konstanz zu erobern. General Horn und Herzog Bernhard von Weimar lagen vor Donauwörth. Herzog von Feria führte dem Kaiser ein starkes spanisches Hilfskorps aus Oberitalien zu. Horn erhielt den Auftrag, diesen Vormarsch zu stoppen oder wenigstens den Einfall in den süddeutschen-elsässischen Raum zu verhindern. Der schwedische General entschloss sich, das Einfallstor, die Stadt Konstanz, den Feinden zu entreissen, bevor die spanischen Truppen, durchs Veltlin und Tirol herkommend, den Oberrhein erreicht hatten.

Am **7. September 1633** erschien Horn gegen abends 7 Uhr mit rund 6000 Mann vor dem zürcherischen Städtchen Stein. Nach einem kurzfristigen Begehren konnte er das Städtchen und die Brücke friedlich passieren, weil ihm kein Widerstand entgegengesetzt wurde. Durch thurgauisches Gebiet, d.h. durch eine Gemeine Herrschaft katholischer und reformierter Orte, gelangte Horn schliesslich nach Gottlieben, von wo er am nächsten Morgen mit der Belagerung von Konstanz begann. In seinem Entschuldigungsschreiben vom 14. September verwies Horn auf die « ratio et necessitas belli » und besonders auf die Wichtigkeit eines schnellen Durchganges, um die Schweiz nicht zum Kriegsschauplatz mit den heranrückenden Spaniern werden zu lassen ⁵⁶. Trotz dieser Entschuldigung stellte diese Operation Horns die schwerste Neutralitätsverletzung des Dreissigjährigen Krieges dar.

⁵² Haas, *Schwedens Politik*, S.114 f.

⁵³ Staatsarchiv Zürich, Akten Schweden, A 220, Nr. 40 - 47. Zitiert nach Haas, *Schwedens Politik*, S.116.

⁵⁴ Staatsarchiv Zürich, Akten Schweden, A 220, Nr. 48 - 58. Zitiert nach Haas, *Schwedens Politik*, S.116.

⁵⁵ *Eidg. Abschiede*, Bd. V, 2, S.756-758. Zitiert nach Haas, *Schwedens Politik*, S.117.

⁵⁶ *Eidg. Abschiede*, Bd. V, 2, S.770. Zitiert nach Schweizer, *Geschichte*, S.221.

In der einschlägigen Literatur ist betreffend der Mithilfe Zürichs bzw. deren Mitwissenschaft bei der Neutralitätsverletzung Horns keine Einigkeit auszumachen. Schweizer misst dem Verhalten von Zürich, speziell demjenigen von Antistes Breitingen massgebliche Schuld zu, während Gallati betont, dass aufgrund der Quellen keine Schuld definitiv auszumachen sei. Es gelang selbst den katholischen Orten nicht, Beweise für die Schuld Zürichs zu erbringen, auch nicht nachdem in der Schlacht von Nördlingen Teile der Kanzlei Horns in die Hände der katholischen Sieger gefallen waren⁵⁷. Es kann nicht von einem offiziellen Einverständnis Zürichs mit der Neutralitätsverletzung Horns die Rede sein, mindestens eine indirekte Schuld und eine aktive Rolle der Kriegspartei in der Stadt kann Zürich indes nicht abgesprochen werden⁵⁸. Weitgehend unbestritten ist, dass Zürich den Grenzschutz vernachlässigt hatte. Die Besatzung von Stein war aus Kostengründen schon Mitte März abgezogen worden. Das erboste die fünf katholischen Orte, welche nämlich gerne auch rechtsrheinisch Soldaten aufgestellt hätten, was ihnen von Zürich untersagt wurde. Somit war es nur logisch, dass sie den Zürchern nun besonders vehement die fehlenden Wachen vorwarfen⁵⁹.

Die vier katholischen Orte (ohne Luzern) – selbstverständlich angetrieben von ihrem « rechten Glauben » – beschlossen an der katholischen Tagsatzung, die Schweden mit Waffengewalt aus dem Thurgau zu vertreiben. Sie beriefen sich explizit auf die neutrale Schutzpflicht⁶⁰.

Die Grenzverletzung bei Stein zeigt ein weiteres Mal die offensichtliche Zerrissenheit der damaligen Schweiz und der daraus resultierenden Mangelhaftigkeit des gemeinsamen Handelns⁶¹. Die Ereignisse rissen die Eidgenossenschaft beinahe in den Strudel eines Bürgerkrieges. Die gegenseitigen Drohungen wurden klar ausgesprochen: Wenn sich die katholischen Orte mit dem kaiserlich-spanischen Heer zusammenschliessen, so werden sich die reformierten Orte unter der Führung Zürichs mit dem schwedischen Heer verbünden. Trotz dieser drohenden Worte signalisierten die Gesandten besonders der reformierten Städte, man wolle alles vermeiden, um einen Bürgerkrieg auszulösen. An der evangelischen Konferenz vom 8. Oktober 1633 liessen sie auch Taten folgen. Sie wiesen ein Bündnis mit Horn mit dem bereits traditionellen Hinweis zurück, dass selbst Gustav Adolf vor seinem Tode die eidgenössische Neutralität gefordert habe. Es könne nicht schwedisches Interesse sein, dass die Eidgenossenschaft zerrissen werde⁶². Auch die katholischen Orte waren sich anscheinend der Gefahren, die ein Krieg für die Eidgenossenschaft bringen würde, bewusst und rieten nun ihrerseits zur Mässigung⁶³. Vor allem der Vorort Luzern war nicht gewillt, mit einem kaum kriegsbereiten Heer

⁵⁷ Gallati, *Eidgenössische Politik*, S.33.

⁵⁸ Vgl. Schweizer, *Geschichte*, S.221-254 ; Gallati, *Eidgenössische Politik*, S.37.

⁵⁹ Gallati, *Eidgenössische Politik*, S.33 ff.

⁶⁰ In ihrem Manifest hielten sie fest, dass « durch solchen gewalttätigen schwedischen Inbruch, Durchpass und Inquartierung uf unserem eidgenössischen Grund und Boden die bekannte Neutralität übersehen worden » ist. *Eidg. Abschiede*, V, 2, S.769. Zitiert nach Schweizer, *Neutralität*, S.248.

⁶¹ Gallati bringt das Malaise auf den Punkt, wenn sie schreibt, « dass man sich nie zu einem gemeinschaftlichen Defensionale entschliessen konnte, war der Fehler aller Orte, der katholischen noch mehr als der evangelischen. Die ausgeprägte Neigung für den einen oder den anderen Teil der Kriegführenden, die Rücksicht auf die bessere Partei, die man oft der eigenen Sicherheit voranstellte, war eine Krankheit, an der alle litten. » Gallati, *Eidgenössische Politik*, S.35.

⁶² *Eidg. Abschiede* V, 2, S.785. Zitiert nach Schweizer, *Geschichte*, S.249 ; Gallati, *Eidgenössische Politik*, S.48.

⁶³ Schweizer, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, S.248 f.

gegen die Schweden zu ziehen⁶⁴. Das stärkste Argument für die Zurückhaltung war aber zweifellos die Scheu, den Krieg am eigenen Leibe zu erfahren⁶⁵.

Rohans Vermittlungsversuch, Konstanz sollte nach dem Abzug der Schweden unter den Schirm der dreizehn Orte gestellt werden, scheiterte bereits am Widerstand der Stadt Konstanz, die sich gegen die schwedische Belagerung standhaft zeigte⁶⁶. Die Situation änderte sich für die Eidgenossenschaft auf einen Schlag durch den plötzlichen Abzug der Schweden.

4.4. Der Einfluss des Kesselringhandels auf die eidgenössische Neutralität⁶⁷

Mit dem Abzug der Schweden waren die Zwistigkeiten keineswegs ausgestanden. Die vier katholischen Orte nahmen mit fadenscheinigen Gründen den reformierten Thurgauer Oberstwachmeister Kilian Kesselring fest. Ihm wurde als Interessenvertreter Zürichs Begünstigung beim Einfall Horns in den Thurgau vorgeworfen. Dieser über ein Jahr dauernde Prozess führte, ohne dass Kesselring eine Schuld nachgewiesen werden konnte, dazu, dass auf beiden Seiten Mannschaften zum Kampf bereit gestellt wurden⁶⁸. Der Bürgerkrieg stand wiederum vor der Tür. Vor allem Zürich war zur gewaltsamen Lösung des Streites bereit. Am 23. Januar 1634 traten die Kriegsräte zur Ausarbeitung eines Kriegsplanes zusammen. Es handelte sich hierbei mehr um eine Generalabrechnung mit den katholischen Orten unter der Mithilfe der Hornschen Armee als um eine Vergeltung im Zusammenhang mit der Gefangennahme von Kesselring⁶⁹. Der von Zürich ausgearbeitete Operationsplan hätte die alte Eidgenossenschaft mit grosser Wahrscheinlichkeit in den Dreissigjährigen Krieg hineingerissen, ohne die evangelische Position nachhaltig zu verbessern, da die katholischen Orte Anschluss bei den habsburgisch-spanischen Mächten gesucht hätten. Tatsächlich verharteten die katholischen Orte während der auffälligen Kriegsvorbereitungen Zürichs und Berns nicht untätig und betrieben auf ihren Konferenzen in Luzern und Solothurn über geeignete Gegenmassnahmen. Sie suchten den Kontakt zum Herzog von Lothringen und schlossen demonstrativ ein Bündnis mit Spanien-Mailand ab⁷⁰.

Der zürcherische Angriffsplan scheiterte einerseits an den zu hohen Forderungen Zürichs an die schwedische Kriegsleitung, zumal sich Zürich in vorhergehenden Jahren gegenüber den Schweden oft sehr schwankend und zurückhaltend gezeigt hatte. Andererseits kamen auch die unparteiischen Orte beider Konfessionen zur Einsicht, dass das Säbelrasseln der ganzen Eidgenossenschaft zum Nachteil gereichen würde. Die katholischen Orte Freiburg, Solothurn und Luzern warnten ihre vier aggressiveren glaubensgenössischen Orte Uri, Schwyz, Unterwalden und Zug,

⁶⁴ Gallati, *Eidgenössische Politik*, S.60.

⁶⁵ « Der tiefste Grund dafür, dass ein kriegerischer Zusammenstoss Zürichs mit den fünf Orten während der Belagerung von Konstanz ausblieb », lag, wie Gallati analysiert, « aber in der bei beiden Teilen vorhandenen Scheu, die Schrecken des deutschen Krieges am eigenen Leib zu erfahren. »

⁶⁶ Gallati, *Eidgenössische Politik*, S. 52 ff.

⁶⁷ Vgl. zu diesem Kapitel : Gallati, *Eidgenössische Politik*, Der Einfluss des Kesselringhandels auf die eidgenössische Neutralität. S.62-126.

⁶⁸ Gallati, *Eidgenössische Politik*, S.62.

⁶⁹ Gallati, *Eidgenössische Politik*, S.82.

⁷⁰ Gallati, *Eidgenössische Politik*, S. 95 ff.

nicht « etwas zu unternehmen, was den Untergang des Vaterlandes herbeiführen könnte », und stellten Bern die eine Versöhnung ermöglichende Frage, warum es überhaupt rüste ⁷¹.

Die zur Neutralität verpflichteten Städte Basel und Schaffhausen forderten Zürich zur Mässigung in ihrer Agitation und zur Beibehaltung der von Gustav Adolf geforderten Neutralität auf ⁷². Als sich gar Bern von seiner Kriegspartei distanzierte und es ablehnte, im Kriegsfall schwedische Hilfe beizuziehen, war die Kriegsgefahr bereits massiv reduziert. Zur Beruhigung der innenpolitischen Ereignisse der Eidgenossenschaft trug auch die Niederlage der Schweden bei Nördlingen bei. Mit Nördlingen kam die Wende. Zürich steckte seine kriegserischen Ziele zurück, zumal für die Durchsetzung eigener Interessen keine fremde Hilfe mehr zu erwarten war ⁷³.

Die katholischen Orte begrüßten die Ereignisse von Nördlingen und konnten nun den Prozess um Kesselring endlich abschliessen. Dieser wurde der vorsätzlichen Rebellion für schuldig erklärt, jedoch gegen Bezahlung eines Lösegeldes freigelassen. Dieses von Zürich und Bern als äusserst ungerecht angesehene Urteil genügte jedoch in Anbetracht der geschilderten Entwicklung nicht mehr, erneute Kriegsgelüste bei der reformierten Seite aufkommen zu lassen.

Wertend kann gesagt werden, dass das kriegstreiberische Zürich sich mit seiner von konfessionellen Egoismen geleiteten Politik nicht durchsetzen konnte – zum Glück für das Fortbestehen der Eidgenossenschaft. In letzter Konsequenz zögerte Bern stets und auch in Zürich war die regierende Schicht somit nicht bereit, sich in einen Krieg einzulassen.

Die Verletzung der eidgenössischen Neutralität durch das schwedische Heer bei Stein am Rhein war zweifellos die schwerste Prüfung des eidgenössischen Bundes im Dreissigjährigen Krieg. Aeussere Kriegseignisse und Entwicklungen (u.a. Lützen, Nördlingen bzw. schwedisch-französisches und habsburgisches Interesse an der Neutralität der Eidgenossenschaft) und innere politische Interessenabwägungen vermieden es, dass die Divergenzen zwischen den katholischen und reformierten Orten sich zur gewaltsamen Konfliktregelung steigerten und den Kriegseintritt ermöglicht hätten. Den unparteiischen Orten der Eidgenossenschaft kommen grosse Verdienste zu, indem sie es verstanden, ihre vom Bundesbrief geforderte innere Neutralität zur Aufrechterhaltung der äusseren Neutralität einzusetzen.

4.5. Die Eidgenossenschaft während der letzten Jahren des Dreissigjährigen Krieges (1633-1847)

Die folgenden Jahre standen im Zeichen einer inneren Festigung der Eidgenossenschaft. Es gelang, die konfessionellen, wirtschaftlichen und politischen Differenzen nicht mehr dermassen aufflammen zu lassen, wie dies bei der Grenz-

⁷¹ *Eidg. Abschiede* S. 822. Konferenz der drei Orte vom 6. Februar 1634. Zitiert nach Schweizer, *Geschichte*, S.251.

⁷² Gallati, *Eidgenössische Politik*, S.114 ff. Schweizer, *Neutralität*, S.252.

⁷³ Gallati schreibt treffend: « Die Schlacht bei Nördlingen bezeichnet auch einen Wendepunkt in der Politik des eidgenössischen Vorortes [gemeint ist Zürich]. Von dieser Zeit an datiert seine aufrichtige Neutralität, insofern man darunter nicht mehr versteht als den Verzicht auf die Begierde, fremdes Kriegsglück den eigenen Interessen dienstbar zu machen. » Gallati, *Eidgenössische Politik*, S.121

verletzung bei Stein oder im Kesselringhandel der Fall gewesen war. Das eidgenössische Territorium und damit dessen Neutralität hingegen wurden noch einige Male verletzt, ohne jedoch die beiden Glaubenslager der einen oder anderen Kriegspartei zuzuführen⁷⁴. In der Eidgenossenschaft setzte betreffend des Durchmarschrechtes ein markantes Umdenken ein. An der Tagsatzung im Mai 1637 beschloss die eidgenössische Tagsatzung « *alle Pässe wohl verschlossen zu halten und jedem Ort mit ganzem Vermögen zu Hülfe zu eilen, wenn es von fremdem Volk angegriffen werde.* »⁷⁵

Dies war die Absichtserklärung für die **bewaffnete Neutralität**. Allein, um diesem Beschluss Nachdruck zu verleihen, fehlte es an einer geeigneten Militärorganisation und oft auch an der Kraft, diesem Willen Nachachtung zu verschaffen. Bereits wenig später sollten weitere Gebietsverletzung durch Bernhard von Weimar im Juli 1637 und Januar 1638 am Rhein diese Entwicklung gefährden. Die katholischen Orte signalisierten an der Tagsatzung im Februar 1638 wieder einmal, dass sie ein Zusammengehen mit den kaiserlichen Truppen erwögen, um den Neutralitätsbruch bei Basel zu bestrafen und um das evangelische Heer des Weimarsers von den Grenzen zu vertreiben. Zur Aufgabe der fragilen Neutralität kam es nicht, zumal wieder die Einsicht obsiegte, ein Eingreifen in den Krieg würde den Untergang der Eidgenossenschaft bedeuten. Diesmal kam den reformierten Orten das Verdienst zu, mässigend eingewirkt zu haben⁷⁶.

In den letzten zehn Jahren des Krieges liefen die Eidgenossen nicht mehr Gefahr, ihre sukzessiv gewachsene Neutralität aufs Spiel zu setzen. Im Gegenteil, die eidgenössischen Orte versuchten im andauernden Konflikt zwischen Frankreich und Oesterreich/Spanien als Neutrale vermittelnd und teils gar zum Frieden ermahnen einzugreifen. Es wäre wohl verfehlt, hier bereits von « Guten Diensten » zu sprechen, doch sind die Ansätze dazu bereits sichtbar⁷⁷.

Abschliessend kann gesagt werden, dass die Eidgenossenschaft sich während des Dreissigjährigen Kriegs von einer gelegentlichen zu einer dauernden Neutralität durchgerungen hat. Es fehlte jedoch immer noch das geeignete Mittel, diese strengere Neutralitätsform gegen aussen mit Erfolg zu vertreten – es fehlte eine einheitliche eidgenössische Militärorganisation !

⁷⁴ Dies galt für die österreichische Grenzverletzung bei Basel im Jahre 1633, also unmittelbar nach der Grenzverletzung des schwedischen Heeres bei Stein.

⁷⁵ *Eidg. Abschiede* V, 2, S.1030. Zitiert nach Schweizer, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, S.263. In einzelnen Werken wird auch das Jahr 1638 genannt.

⁷⁶ Vgl. Zürichs Instruktion auf die Tagsatzung vom 2. Februar 1638. Zitiert nach Schweizer, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, S. 268.

⁷⁷ Schweizer, *Geschichte der schweizerischen Neutralität*, S. 254 ff. Als der oesterreichische Kaiser die Eidgenossenschaft im März 1639 zum Kriegseintritt bewegen wollte, um den Krieg endlich zu beenden, lehnte dies die Tagsatzung mit der Begründung ab, den eigenen Bund damit nicht zu gefährden : « (...) dass sie sich bishero diser Kriegsempörung nichts annehmen noch inmischen wellen, sondern in der Neutralitet jederweilen verbliben, da sie sonst das Vaterland in höchste Gefahr setzten würden. » *Eidg. Abschiede* V, 2, S.1127. Zitiert nach Schweizer, *Geschichte*, S.258.

⁷⁸ Vgl. u.a. Heusler, Andreas, *Zur Entstehung des Eidgenössischen Defensionals*. Basel 1855.

5. DAS WILER DEFENSIONALE VON 1647 ⁷⁸

Mit dem Aufkommen des Grundsatzes der dauernden Neutralität hatte sich auch der vornehmliche Zweck des Wehrwesens erweitert. Die Territorialverteidigung des eigenen Kantons und der anderen im Rahmen der verschiedenen Bündnisverpflichtungen brauchte in der Regel nur für kurze Zeit ein militärisches Grossaufgebot. Damit wurde eine Form der Allgemeinen Wehrpflicht, die sog. « Landsturmpflicht », begründet. Der wehrpflichtige Bürger hatte selber für die persönliche Ausrüstung aufzukommen. Nur die Besoldung und die Bereitstellung der schweren Kampfmittel ging auf Kosten der Orte. Dazu kamen die Regimenter in Fremden Diensten, welche im Angriffsfall durch Rückrufr Klauseln in den Verträgen verfügbar waren. Dies hätte den Einsatz professioneller Truppen neben der Miliz ermöglicht. Um die dauernde Neutralität hingegen glaubwürdig durchzusetzen, brauchte es eine gesamteidgenössische Neutralitätsschutzpflicht. Der ausgeprägte Foederalismus brachte es mit sich, dass während des Dreissigjährigen Krieges die Kosten für die Grenzbewachung oft den Grenzkantonen aufgebürdet wurde. Die inneren Orte sahen nicht ein, warum sie sich finanziell beteiligen sollten. Ihr Kantonsgebiet war ja nicht angegriffen. Ein weiterer Grund für das Fehlen einer einheitlichen Wehrorganisation lag aber einmal mehr in der konfessionellen Spaltung innerhalb der Eidgenossenschaft ⁷⁹. Die exponierte und vor allem gefährdete Nordgrenze lag in der Verantwortung der vorwiegend reformierten Orte (Basel, Schaffhausen, Zürich). Diese bemühten sich unter der Führung von Zürich und Bern zwischen 1620 und 1639 mehrmals um eine gemeinsame Verteidigungsorganisation – letztlich vergebens. Dieses reformierte Defensionale war auch dafür gedacht, bei einem eventuellen Angriff von Seiten der katholischen Orte gerüstet zu sein ⁸⁰.

Ein Umdenken innerhalb der Eidgenossenschaft trat erst in den letzten Kriegsjahren ein, als Frankreich sich kräftiger engagierte. Die Tagsatzung war überzeugt, dass der mächtige Nachbar im Westen vorwiegend machtpolitische Interessen verfolgte. Frankreich suche nicht den Frieden in Europa, sondern wünsche sich zur eigenen Stärke die Teilung des Reiches für die Durchsetzung eigener Hegemonialinteressen, hiess es ⁸¹. An der Tagsatzung vom Juli 1640 wurde erstmals ein gemeinsames Defensionalwerk der katholischen und reformierten Orte beraten, ohne sich jedoch zu einem Entscheid durchringen zu können. Zur Ausführung brauchte es wiederum einen Anstoss von aussen, die schwedische Grenzgefahr am Bodensee durch **General Wrangel**, welche an die schwedische Grenzverletzung von 1633 erinnerte. Somit kam zu Beginn des Jahres 1647 endlich das **Defensionale von Wil** zustande, die erste gemeineidgenössische Wehrverfassung, die der Einsicht folgte, dass die Verteidigung der Neutralität nicht allein den Grenzorten aufgebürdet werden konnte, sondern eine gesamteidgenössische Pflicht sei.

Inhaltlich bestand das Defensionale aus zwei Teilen. Der erste enthielt operative Richtlinien zum Schutz der bedrohten Nord- und Ostgrenze ; der zweite Teil, das eigentliche Defensionale, enthielt die Grundzüge einer Heeresorganisation im Falle einer kriegerischen Verwicklung. Der erste Auszug sollte 12 000 Mann, die Armeereserven weitere 24 000 Mann betragen, so dass im Ernstfall 36 000 Mann zur

⁷⁹ Grosjean, *Defensionale*, S.8 f.

⁸⁰ Vergleiche hierzu auch Heusler, *Zur Entstehung des Eidgenössischen Defensionals*.

⁸¹ Sutter, *Schirmwerk*, S. 465.

⁸² Grosjean, *Defensionale*, S.120 ff.

Landesverteidigung eingesetzt werden konnten. Die Kantone waren wehrpflichtig, mussten die ihrer Bevölkerungszahl entsprechende Anzahl Soldaten stellen und ihrer wirtschaftlichen Kraft entsprechend einen festen Betrag in die eidgenössische Kriegskasse bezahlen⁸². Die neugeschaffene Wehrorganisation wurde sogleich auf die Probe gestellt, als die Heere sowohl des schwedischen Generals Wrangel als auch des französischen Felmarschalls Turenne eine akute Gefährdung darstellten. Beide Heerführer respektierten die eidgenössischen Grenzen und verzichteten auf den Durchmarsch. Es lässt sich schwerlich beweisen, dass es die aufgebotenen eidgenössischen Milizen waren, welche die beiden Generale davon abhielten.

Das Defensionale von Wil von 1847 ersetzte in der Folge das Wehrwesen der einzelnen Orte keineswegs, überlagerte es vielmehr. Auf dieser Grundlage konnte das eidgenössische Wehrwesen nach der Abhängigkeit von Frankreich 1798-1815 wieder aufgebaut werden.

6. ANERKENNUNG DER EIDGENÖSSISCHEN SOUVERÄNITÄT BEIM WESTFÄLISCHEN FRIEDEN

Der Staatenbund der dreizehnörtigen Eidgenossenschaft hatte sich bis zum Beginn des 16. Jahrhunderts herausgebildet. Weder die einzelnen Orte noch die Eidgenossenschaft in ihrer Gesamtheit besaßen formell ihre volle Souveränität, die sie auf diplomatischem Wege auch nie verlangt hatten. Faktisch hatten sie die relative Unabhängigkeit nach dem Schwabenkrieg mit dem Frieden von Basel im Jahre 1499 erlangt.

Anders stellte sich die Situation für die Grenzkantone Schaffhausen und Basel dar, die erst im Jahre 1501 zur Eidgenossenschaft gestossen waren. Ihre rechtliche Lage war äusserst unsicher und nicht selten wurden Basler Händler vor das Reichskammergericht von Speyer zitiert. Aus diesem Grund war Basel darauf aus, seine rechtliche Lage an den seit 1644 laufenden Friedensverhandlungen im westfälischen Münster und Osnabrück endgültig zu verbessern und zu klären. Der Bürgermeister Basels, **Johann Rudolf Wettstein**, vertrat die Interessen Basels und der vier reformierten Orte. Der Rest der Eidgenossenschaft, also die vorwiegend katholischen Orte, wollten keine Kosten für eine Delegation tragen und stellten sich zudem auf den Standpunkt, dass sie als nicht in den Krieg involvierte Republiken an den Friedensverhandlungen nichts verloren hätten⁸³. Wettstein vertrat jedoch nicht nur die Interessen seiner Auftraggeber, sondern er setzte sich auch erfolgreich für die rechtliche Loslösung der gesamten Eidgenossenschaft vom Deutschen Reich ein. Dabei kam ihm einerseits die Rivalität von Frankreich und Oesterreich zugute, die beide weiterhin an der freien Benützung der strategischen Gütern der Eidgenossenschaft interessiert waren und andererseits die gewandte Vermittlungstätigkeit von Hans Ludwig von Erlach, welcher die Kontakte zu einflussreichen Kongressmitgliedern herzustellen vermochte⁸⁴. Wettstein drang schliesslich mit seinem Begehren durch; er sicherte der Schweiz im Westfälischen Frieden die förmliche Anerkennung der eidgenössischen Unabhängigkeit vom Deutschen Reich⁸⁵.

⁸³ Gallati, *Die formelle Exemption der Schweiz*, S.453 ff.

⁸⁴ Vgl. Gonzenbach, Arnold von, *Die schweizerische Abordnung an den Friedenskongress in Münster und Osnabrück 1646 bis 1648*, Bern 1880.

⁸⁵ Gallati, *Die formelle Exemption der Schweiz*, S.477.

Schweizer meint zur nicht erwarteten und frisch erlangten Souveränität : « *Das war die Frucht der neutralen Haltung der Eidgenossen im dreissigjährigen Krieg, dass alle Parteien fanden, ein Volk, welches sich in einem so langwierigen europäischen Krieg so unabhängig gehalten, müsse auch formell und völkerrechtlich als unabhängig anerkannt werden* ⁸⁶. » So kausal können wir diese Anerkennung heute nicht mehr sehen. Unbestreitbar ist jedoch, dass 350 Jahre danach dieses Ereignis immer noch einen einzigartigen Stellenwert in der Schweizergeschichte hat. Das neugewonnene europäische Gleichgewicht war auch für die Weiterentwicklung der schweizerischen Neutralität entscheidend. 1674, als wiederum Krieg die schweizerische Souveränität bedrohte, erfolgte die **erste offizielle Neutralitätserklärung** der Tagsatzung im Sinne der während des Dreissigjährigen Krieges gewonnenen Einsichten ⁸⁷.

7. ZUSAMMENFASSUNG

Thesenartig wollen wir zuerst die Ergebnisse unserer Darstellung zur Entwicklung der schweizerischen Neutralität im Dreissigjährigen Krieg zusammenfassen.

1. Der Eidgenossenschaft gelang es 1618-48 einerseits, sich aus den europäischen Kriegswirren herauszuhalten und andererseits im Westfälischen Frieden die staatliche Souveränität und Unabhängigkeit nun auch de iure zu erlangen, nachdem sie sich diese de facto im sog. « Schwabenkrieg 1499 » auf verschiedenen Schlachtfeldern schon erkämpft hatte. **Der Dreissigjährige Krieg stellt einen wichtigen Markstein der schweizerischen Geschichte dar.**
2. Trotz der konfessionellen Spaltung, der divergierenden politischen und wirtschaftlichen Interessen sowie ständiger Umwerbungen aus dem Ausland gehörten weder die katholischen Orte der Liga noch die reformierten Orte der Union an. Es setzte sich die Einsicht durch, dass ein Anschluss an die eine oder andere Kriegspartei unweigerlich die Auflösung des eidgenössischen Bundes bedeutet hätte sowie wirtschaftliche und gesellschaftliche Vorteile gefährdet gewesen wären. **Die eidgenössische Neutralität war im eigenen Interesse.**
3. Die strategischen Güter der Schweiz (v.a. Söldner, Wirtschaftsgüter und Pässe) wurden von allen Seiten begehrt. Um von ihnen optimal profitieren zu können, entweder alle oder niemand, erkannten beide Kriegsparteien, dass ein innereidgenössischer Krieg oder eine Teilung der Eidgenossenschaft entlang der Konfessionsgrenzen nicht in ihrem Interesse sein könne. Ein einseitiger

⁸⁶ Schweizer, *Geschichte*, S.280.

⁸⁷ Wörtlich heisst es in der offiziellen Neutralitätserklärung der Tagsatzung von 1674 : « Da die gegenwärtig an unseren Grenzen zusammenrückenden fremden Armeen unser Land gefährden, haben unsere gnädigen, lieben Herren der Stadt Basel, zur Sicherung ihrer Stadt und ihrer Länder, von der Eidgenossenschaft den bekannten Zusatz begehrt und erhalten (...) Nachdem wir den üblichen eidgenössischen Gruss entboten, haben wir im Sinne getreuen Zusammenhaltens das bereits beratshlagte und allerseits angenommene eidgenössische Defensionale vorgenommen und in bester brüderlicher Einigkeit und Vertraulichkeit all das überlegt, besprochen und beratschlagt, was uns für den Vorteil, die Ruhe und die Sicherheit des Vaterlandes notwendig und nützlich schien : vor allem dass wir uns als ein Neutralstand halten und uns gut vorsehen wollen und sollen und dass wir uns keinesfalls einmischen, weil wir sonst in den Krieg verwickelt werden könnten. » Zitiert nach Lüthi, *Neutralität*, S.5.

Anschluss oder eine Präventivbesetzung ohne Intervention des Gegners schien nicht erfolgversprechend. Den eidgenössischen Orten kam der Part des « Stillesitzens », der Neutralität, zu. **Die eidgenössische Neutralität war im Interesse der europäischen Mächte.**

4. Die Eidgenossenschaft hat im Verlaufe des Krieges das praktische Neutralitätsrecht viel enger ausgestaltet als vom damaligen Völkerrecht (Grotius u.a.) vorgesehen. Die Eidgenossen mussten die Erfahrung machen, dass besonders die Durchzüge fremder Truppen durch das eigene Territorium die innere Sicherheit gefährdeten und die Bedrohung von aussen steigerten. **De Schweiz hat zur Ausgestaltung der Landneutralität einen grossen Beitrag geleistet.**
5. Die dauernde Neutralität setzte sich gegenüber der gelegentlichen zunehmend durch. Die mangelnde eidgenössische Wehrkraft erwies sich für diese neue Neutralitätspolitik als grosses Hindernis. Um die Glaubwürdigkeit dieser Sicherheitspolitik zu steigern, entwickelte sich das System der bewaffneten Neutralität. Die erste gemeinsame Wehrorganisation im Defensivsystem von Wil bildete den ersten Schritt auf diesem Weg. **Die Schweiz hat im Laufe des Dreissigjährigen Krieges die dauernde, bewaffnete Neutralität als die ihr angepasste Aussenpolitik und Sicherheitspolitik gewählt.**

H.R. F.

CAPITAINE DERCK ENGELBERTS *

Les forces d'occupation françaises face à l'insurrection en Suisse centrale...

Problèmes de conduite et de commandement du général Schauenburg en 1798

Les événements évoqués dans ce travail étant relativement mal connus en dehors de la Suisse en raison notamment du caractère « accessoire » de ces opérations par rapport à celles qui se déroulent au même moment en Italie et en Egypte, il paraît indispensable de présenter au préalable un tableau général des opérations en Helvétie avant de passer en revue les problèmes qui se sont posés à Schauenburg, général en chef. Il faut présenter la carrière de ce dernier, tant il est vrai qu'il s'est trouvé dans une situation particulière où sa personnalité a contribué à façonner la mémoire collective des Suisses à propos des événements de 1798. L'historiographie doit aussi être évoquée car, marquée par les idéologies, surtout de la seconde moitié du XIX^e siècle, elle nous a livré un grand nombre d'à-priori qui doivent être confrontés aux documents nouvellement mis à jour.

Les opérations, nécessitées par la résistance au nouveau régime dans les cantons de la Suisse centrale, peuvent être vues de plusieurs manières. Dans l'optique des nouveaux dépositaires du pouvoir, il s'agit d'une insurrection contre leur autorité légale reconnue par la majorité des cantons. Dans les cinq cantons, c'est la résistance contre l'invasion étrangère. Comme la perspective de cette étude est celle du commandement des troupes françaises, qui sont le seul soutien des autorités helvétiques, nous mettrons l'accent sur les moyens mis en œuvre contre l'insurrection.

* Licencié ès lettres de l'Université de Neuchâtel. Prépare une thèse sur Schauenburg et les rapports occupants-occupés en Suisse en 1798. Secrétaire général et rédacteur scientifique de la *Bibliographie internationale d'histoire militaire*.

Les termes de « rebelles », « insurgés », « révoltés » désignent donc les défenseurs de l'ordre traditionnel et celui de « patriotes » les tenants du nouveau régime.

Il s'agit enfin de dégager les principales mesures prises par le général Schauenburg pour éviter, en premier lieu, une trop grande effusion de sang et, ensuite, pour réduire les charges de l'armée française afin de rendre la présence française acceptable en Helvétie.

LES ÉVÉNEMENTS DE 1798

La Suisse et la France entretenaient des relations diplomatiques et militaires institutionnalisées depuis le XVI^e siècle. Les services capitulés des Suisses en France (11 des 29 régiments étrangers actifs en France à la fin de l'Ancien Régime) fut de loin le plus important, prélevant à lui seul presque autant d'hommes que tous les autres services capitulés. Les traités de paix et d'alliance défensive étaient régulièrement renouvelés, pour la dernière fois en 1777 pour cinquante ans. La Révolution française allait rompre cette entente. La rupture, durable et irréversible, se produit le 10 août 1792 avec le massacre des Gardes suisses aux Tuileries. Cet événement sanglant marque le début d'un processus qui, bien que ralenti sous la Convention, débouche sur les hostilités de 1798.

Un groupe restreint d'hommes politiques suisses et français décide au cours du mois de décembre 1797 que, si la Suisse ne fait pas sa révolution d'elle-même, il faudra l'inciter à changer de structures en exerçant une pression militaire. Divers intérêts convergent en ce sens, ceux des révolutionnaires suisses qui ne pensent pas parvenir à leurs fins sans cet appui, ceux des militaires français qui ont besoin du territoire helvétique, non pour agrandir la France, mais pour assurer des communications plus rapides entre les armées du Rhin et de l'intérieur, d'une part, et celles séjournant dans la République Cisalpine, d'autre part. Bonaparte a fait faire des reconnaissances à cet effet sur la route du Simplon, dès mai 1797, et a lui-même traversé la Suisse pour se rendre à Rastatt, en octobre 1797. La France a demandé en vain le droit de faire passer les troupes par les territoires relevant de la neutralité helvétique. Ce que les Suisses ne donnent pas de bon gré, il faudra l'arracher par la force.

Lorsque le 9 janvier 1798, le révolutionnaire vaudois Frédéric César de Laharpe dépose sa pétition en faveur du soutien français aux patriotes vaudois, c'est le début des mouvements militaires. Une division (forte d'environ 9400 hommes) de l'Armée d'Italie, qui faisait mouvement pour se rendre à celle d'Angleterre, est détournée de sa route¹ : la 2^e demi-brigade d'infanterie légère ainsi que les 18^e, 25^e, 32^e et 75^e demi-brigades d'infanterie de ligne partent de Chambéry, entre le 13 et le 16 janvier ; elles doivent être rendues, entre le 20 et le 24 janvier, à Versoix (à 8 km de Genève sur la route de Lausanne), « pour y demeurer jusqu'à nouvel ordre ». Ces troupes ont été placées sous le commandement du général Menard en attendant l'arrivée du général Brune. La révolution vaudoise éclate le 24 janvier 1798 ; les troupes françaises, saisissant le prétexte d'une escarmouche, entrent dans le pays de Vaud le 28 janvier 1798.

¹ Vincennes, Service historique de l'Armée de terre (SHAT), B 13 250.

Le même jour, le général Schauenburg reçoit l'ordre de se mettre en mouvement « sur les frontières de l'Helvétie », avec des troupes qui reçoivent ordre ² de faire mouvement, le 31 janvier et le 1^{er} février, en direction de Delémont dans le département du Mont-Terrible. La partie Nord de l'ancien évêché de Bâle avait été rattachée à la France en 1793, la partie Sud en 1797. Les 14^e et 16^e demi-brigades d'infanterie légère ainsi que les 3^e, 31^e, 38^e, 89^e (2 bataillons) et 97^e de ligne ainsi que des troupes montées et l'artillerie, détachés de l'Armée du Rhin, forts d'environ 17 400 hommes doivent arriver entre le 4 et le 8 février. ³

Dès lors les événements se précipitent et sont d'emblée marqués par des problèmes relationnels entre certains responsables civils et militaires français, notamment entre le général Brune, commandant en chef des deux divisions et Mengaud, le chargé d'affaires de la République française près le Corps helvétique. La guerre ne commence officiellement que le 1^{er} mars à 10 heures du soir comme l'annonce une dépêche du colonel commandant le poste bernois de Nidau au général Schauenburg. ⁴

Soleure et Fribourg tombent facilement aux mains des Français, le 2 mars. Grâce au courage des combattants bernois s'opposant avec succès aux forces de Brune à Neuenegg, il faut des combats plus sérieux pour s'emparer, le 5 mars, de Berne qui n'a pu compter que sur elle-même et dont le « gouvernement populaire provisoire » était prêt à capituler dès le 4 mars ! ⁵. Les gouvernements oligarchiques sont déposés et un ordre nouveau, préparé par le bâlois Pierre Ochs à Paris, s'installe rapidement, remplaçant la vétuste Confédération d'Etats par une République helvétique une et indivisible. La première période d'occupation militaire de la Suisse par la France commence.

Elle est le résultat d'une campagne rapide et victorieuse contre trois des treize cantons seulement. Elle n'entraîne pas moins la chute de tout l'édifice confédéral. Premier effet de la victoire, les vaincus doivent subvenir aux besoins en vivres des troupes françaises, qui sont particulièrement importants dans la division commandée par Schauenburg. En effet, elle a traversé une région pauvre et totalement dénuée de ressources, le ci-devant Evêché de Bâle et Prévôté de Moutier-Grandval, devenus département du Mont-Terrible (actuel canton du Jura et Jura bernois).

Le 27 mars, le commandement de l'armée d'occupation passe du général Brune au général Schauenburg et la République helvétique est proclamée le 12 avril à Aarau. Ce nouveau pouvoir, installé grâce à la force des armées françaises, ne dispose d'aucun moyen, notamment militaire, pour obtenir l'obéissance des anciens Etats confédérés. Le nouvel Etat a hérité dans ce domaine du dénuement de la structure qu'il remplace. Le Louable Corps helvétique de l'Ancien Régime n'avait jamais eu de force armée commune permanente et ne pouvait se défendre que par la réunion de contingents des milices cantonales, accordés selon les besoins et le bon vouloir des cantons qui le composaient.

² Strasbourg, Bibliothèque nationale et universitaire (BNUS), MS 483/19.

³ SHAT, B 2 338/31bis

⁴ BNUS, 483/33, dépêche du colonel de Gross, commandant de Nidau, au général Schauenburg, du 1.3.1798

⁵ Stüssi-Lauterburg, J. ; Engelberts, D. ; Berlincourt, A. ; Dach, H. von : *Der Weg ins Grauholz*, Zurich, GMS, 1992.

La résistance à l'ordre nouveau va devoir être réduite par les armes. Schauenburg lutte, du 27 avril au 3 mai, sur de nombreux fronts. Il affronte à maints endroits les troupes des « Petits cantons » (ce terme regroupe dans la perception française les anciens cantons de Schwyz, Glaris, Uri, Zoug ainsi que Gaster, Sargans, Uznach et le Freiamt). S'il parvient toujours à les contenir, voire les repousser, il ne parvient pas à les battre de manière complète. Un armistice intervient avant qu'il écrase complètement les rebelles. Moyennant des concessions, les cantons de la Suisse centrale acceptent de se rallier à l'ordre nouveau.

A peine ce mouvement est-il réduit, qu'un autre foyer d'insurrection se déclare en Valais le 6 mai. Profitant du passage de deux corps en partance pour l'armée d'Italie et de l'aide de 1500 Vaudois, les révoltés sont, là aussi, repoussés le 17 mai. Cependant, les pertes sont plus lourdes pour les vaincus et la réaction franco-vaudoise moins mesurée qu'en Suisse centrale. Il faut quelques jours pour réduire les derniers résistants qui ont reflué jusqu'à Loèche.

Ces deux soulèvements locaux étant réduits, on semble avoir maîtrisé la résistance à l'ordre nouveau. Schauenburg lui-même écrit le 3 juin 1798 au ministre de la Guerre Schérer : « Je suis parvenu au terme de la réunion de tous les cantons en une seule république [et] ne laisse plus rien à faire à l'armée qu'à maintenir l'exécution des lois du gouvernement helvétique, jusqu'à ce qu'il ait formé la force armée nationale qu'il croira convenable. Le moment est donc venu de vous rappeler, citoyen ministre, la promesse que vous m'avez faite de me rendre à mes fonctions d'inspecteur lorsque celles dont je suis chargé en ce moment cesseraient d'être utiles ». ⁶

Schérer lui répond le 7 juin : « (...) je vous prie d'être persuadé que le Directoire exécutif, qui a une parfaite connaissance de vos talents en cette partie [l'inspection], reconnaîtra vos services en vous rendant à vos précédentes fonctions aussitôt que les circonstances le permettront » ⁷. Le ministre est-il plus lucide que son général ou fait-il fi de sa promesse ? Schauenburg reste en place et les événements démontreront la justesse de ce choix. Cela est heureux pour les autorités helvétiques qui remettent elles-mêmes le feu aux poudres avec une mesure en apparence banale. Un décret des corps constitués du 12 juillet 1798 exige de la population entière un serment patriotique à la nouvelle Constitution.

Cette décision, et surtout le texte du serment, provoquent l'ire d'une partie du clergé catholique qui n'y trouve aucune allusion à la religion et la déclare en danger. « (...) Ces ennemis irréconciliables de tout ordre de choses qui tende à éclairer les esprits et diminuer leur influence opposèrent à la prestation du serment la même résistance qui a organisé la guerre civile en France » ⁸ écrit Schauenburg.

Les exhortations au refus du serment trouvent une terre fertile dans le ci-devant demi-canton de Nidwald, devenu district du nouveau canton des Waldstätten. Encouragés par les émissaires et agents autrichiens qui les assurent du soutien de l'Empereur et de ses troupes, une partie des Nidwaldiens décide de prendre les armes et de défendre jusqu'au bout un ordre qui appartient déjà au passé. De me-

⁶ BNUS, MS 485/14

⁷ SHAT, B 2 64

⁸ BNUS, MS 476/1057, rapport officiel de Schauenburg au Directoire exécutif, du 14.9.1798

nances en ultimatums, le Directoire helvétique se trouve contraint de faire appel à l'aide militaire française, puisqu'il ne dispose pas encore de sa propre force armée.

La révolte de Nidwald met aux prises une force d'environ 1800 montagnards décidés et sachant tirer un parti optimal du terrain et des armes dont ils disposent, face à une force française d'environ 9000 hommes, qui effectue des mouvements considérables pour attaquer les résistants sur le plus grand nombre de fronts possibles, avec pour objectif la prise de la petite ville de Stans, chef-lieu de district. Les combats sont opiniâtres, la coordination des opérations françaises excellente : on ne recule nulle part devant des actions de combat à livrer dans les positions les plus difficiles. La prise de Stans dégénère en un grand carnage. La population locale est décimée : « Jamais je n'ai vu d'atrocités pareilles : les remparts, les rues, les chemins, les églises, tout était rempli de morts de tout âge et de tout sexe », lit-on dans les mémoires du maréchal des logis Curély ⁹.

Jusqu'à la fin de l'année 1798 il n'y a plus d'événements guerriers en Suisse. Les armées françaises ont reçu l'ordre de ne pas entrer dans les Grisons, malgré les appels dans ce sens du résident français Florent Guiot. Ce sont au contraire les Autrichiens qui y pénètrent dans la nuit du 17 au 18 octobre, en vertu d'anciens traités d'alliance défensive datant du XVI^e siècle.

LE GÉNÉRAL SCHAUENBURG : CARRIÈRE ET PERSONNALITÉ

Pour mieux comprendre les questions relatives au commandement de l'armée d'occupation, il paraît essentiel de brosser un bref portrait du général en chef de l'armée française en Helvétie.

Alexis Balthasar Henri Antoine de Schauenburg ¹⁰ est né dans une vieille famille de petite noblesse alsacienne, le 31 juillet 1748, à Hellimer (Moselle). A onze ans, il entre comme volontaire au régiment Nassau-Cavalerie, passe cadet de Pologne en 1761. Sous-lieutenant au régiment d'infanterie d'Alsace en 1764, il gravit les échelons de la hiérarchie. Il est major à Nassau-Infanterie en 1785, ayant fait, de 1770 à 1772, la campagne de Corse contre Paoli. Chevalier de Saint-Louis en 1786, il est promu au grade de colonel en 1791. Général de division en mars 1793, il commande l'armée de la Moselle pendant cinquante-deux jours avant d'être suspendu de ses fonctions et mis en état d'arrestation à la prison de l'Abbaye à Paris, condamné à mort et sauvé par le coup d'Etat du 9 thermidor an II. Réintégré dans son grade en mars 1795, il est inspecteur de l'infanterie à l'Armée de Rhin et Moselle lorsqu'on lui confie, le 8 mars 1798, le commandement de l'Armée française en Helvétie, nomination devenue effective le 27 du même mois. On lui a donné l'assurance qu'il pourrait reprendre ses fonctions d'inspecteur sitôt sa mission terminée. Il n'aura ce plaisir que le 12 décembre 1798, conservant cette fonction jusqu'au 24 décembre 1814. A sa retraite, il totalise 50 ans 6 mois et 1 jour de services et de campagnes. Il meurt le 1^{er} septembre 1831 à Geudertheim

⁹ Louvat : *Historique du 7^e Hussards*. Paris, Pairault et Cie, 1889, pp. 58-59, qui cite Thoumas, Charles Antoine : *Le général Curély. Itinéraire d'un cavalier léger de la Grande Armée, 1793-1815*. Paris, Berger-Levrault, 1887.

¹⁰ SHAT, Dossier personnel de Schauenburg, 2^e série, GD. Cf. aussi MATTER, J.-L. : Un général alsacien, A.-B. de Schauenbourg (1748-1831). Colmar, « Alsatia », 1931.

(Haut-Rhin), redevenu baron, grand-officier de la Légion d'honneur, commandeur de Saint-Louis. Son nom ¹¹ figure sur l'Arc de Triomphe de l'Etoile.

La carrière de cet officier exceptionnel met en évidence un aspect primordial de sa personnalité : officier de fortune de l'Ancien Régime, il n'a vécu, sa vie durant, que par et pour la chose militaire. Dès 1767, on le qualifie de « bon officier, assez intelligent, exact, en état de bien dresser et exercer une troupe. » ¹² En 1786, le prince de Nassau-Siegen, propriétaire de son régiment, dit de lui qu'il est « un des officiers les plus dévoués et les plus expérimentés. Déjà auparavant j'avais une idée avantageuse de Schauenburg, mais ce que je viens de voir dépasse toute mon attente et m'inspire une considération bien méritée (...) » ¹³.

Scrupuleux pour les détails, il manque parfois d'âpreté pour obtenir l'obéissance à ses ordres toujours bien fondés. Il n'est pas sans connaissances militaires plus générales. N'a-t-il pas tracé, comme général de brigade à l'état-major de Kellermann, le plan de la bataille de Valmy (20 septembre 1792) ? Il est cependant poursuivi par la malchance (et la désobéissance de ses subordonnés) dans son commandement en chef de l'Armée de la Moselle, qu'il avait tenté en vain de refuser en ces termes : « J'ai dû refuser la place de général en chef en remplacement d'Houchard, dont vous venez de m'honorer, parce que j'ai fortement senti que les preuves les plus soutenues de mon ardent amour pour la liberté et l'égalité ne peuvent remplacer les talents qui me manquent dans une place qui a une influence si directe sur les destinées de la République. » ¹⁴

Au moment de prendre son commandement en Helvétie, il ne le fait qu'à la condition qu'on le rende dès que possible à son inspection d'infanterie où il sait qu'il excelle. N'est-il pas en train de rédiger une « Instruction concernant les manœuvres de l'infanterie », qui a pour but de corriger les défauts du règlement de 1791 ?

Parfaitement bilingue, père de famille de quatre garçons, dont l'aîné, Maximilien, a commencé à servir dès l'âge de douze ans et se trouve comme sous-lieutenant (sans en avoir l'âge) dans le 14^e demi-brigade d'infanterie légère qui fait partie de l'Armée française en Helvétie, le général Schauenburg se consacre à une mission qui le mettra aux prises avec tous les problèmes liés à l'occupation d'un pays que l'on veut frère.

LE COMMANDEMENT EN CHEF AU CENTRE DES CHAMPS D'INFLUENCE

La position faite au général en chef de l'Armée française en Helvétie n'est guère aisée et l'étendue de ses pouvoirs limitée. Il en résulte une situation d'impuissance dans certains domaines qui n'est pas sans importance dans l'optique des relations entre occupants et occupés en Suisse.

Dès le 12 avril 1798, les forces françaises sont l'instrument militaire à la disposition du pouvoir helvétique. Le général est subordonné à son propre gouvernement,

¹¹ L'inscription sur l'Arc de Triomphe est lourdement fautive. Elle porte « Schavembourg » au lieu de « Schauenburg ».

¹² Matter, op. cit., p. 6.

¹³ ibidem, p. 10.

¹⁴ ibidem, p. 27, cf aussi : pétition adressée par Schauenburg au « Comité de Salut public, de sûreté générale et de la guerre », le 29 messidor an 2 [17.7.94], BNU, MS 502.

dont il doit appliquer à son Armée les décisions politiques et militaires, les lois et règlements. Mais il dépend aussi du gouvernement helvétique qui, sans lui, n'aurait que fort peu de chances de survivre. Une telle situation peut ne poser aucun problème, tant que les intérêts des deux Etats sont convergents. Qu'en est-il lorsqu'il y a divergence, voire contradiction ? Comment gérer de tels conflits d'intérêt sans mettre en péril l'obéissance aux ordres et le respect des traités ?

Schauenburg n'est pas le seul représentant des autorités parisiennes. Il partage ses pouvoirs avec un commissaire civil du Gouvernement auprès de l'Armée française en Helvétie, investi le 13 mai 1798 « de toute autorité en matière civile, politique et de finances dans le territoire de la République helvétique en ce qui peut concerner les intérêts de la République française ». ¹⁵ Cet homme est le citoyen Rapinat qui est, le détail peut avoir son importance, le beau-frère de la femme du citoyen Reubell, l'homme fort du Directoire à Paris, qui poussa en 1797 à l'intervention en Suisse. Rapinat est plus spécialement chargé de négocier avec les autorités helvétiques.

La répartition des compétences convient à Schauenburg et à Rapinat : L'activité de ce dernier mérite sans aucun doute une nouvelle évaluation basée sur les nouveaux documents découverts aux archives de la Guerre, grâce auxquels on peut faire la part de l'exécution des ordres du Directoire et de ses propres actes. En novembre 1798 il écrit : « La cause la plus certaine de l'aversion des Suisses contre les Français, ce sont les vexations sans nombre que des individus isolés de l'armée ont exercé envers eux (...). En outre que dira-t-on de cette nuée de fournisseurs qui, en vrais vampires, se sont acharnés à dévorer la substance des habitants (...). Les Suisses deviendront nos ennemis les plus irréconciliables si nous ne nous appliquons pas sans délai à les délivrer de cette horde de vampires qui les accable et si l'on ne prend des mesures prochaines pour mettre l'armée à même de se passer entièrement des secours de la Suisse (...). » ¹⁶ Les prévaricateurs ne sont pas seuls en cause !

Rapinat engage aussi la responsabilité de son Gouvernement dont il doit exécuter les mesures : « Je ne me permettrai point de censurer les intentions du Gouvernement, mais je prendrai la liberté de lui représenter en peu de mots ce que l'expérience m'a appris (...). Il serait à désirer que le Directoire de la République française révoquât expressément et publiquement tous ordres antérieurs au traité [19 août 1798] et qui seraient contraires à sa teneur (...). Par exemple si le gouvernement diminuait la contribution qui dans l'origine paraissait trop forte, cet acte de générosité concilierait les Suisses aux Français. » ¹⁷ Sont-ce là les propos d'un helvétophile endurci ? Ces propos mettent en évidence quelques-uns des principaux problèmes sur lesquels nous reviendrons.

Un troisième homme apparaît entre les deux principaux responsables, dépendant de l'un et de l'autre, sans être ni tout à fait leur subordonné ni leur égal en droit : le commissaire ordonnateur en chef Rouhière, plus spécialement chargé des fournitures aux troupes. Au vu des pièces d'archives, on peut considérer qu'il est le prin-

¹⁵ BNUS, MS 484/114, MS 484/124, MS 484/125, arrêté du 24 floréal an 6^e, art. 1.

¹⁶ Rapinat : « Réflexions politiques sur la Suisse », SHAT, MR 1407/26, brumaire - frimaire an 7^e [octobre - novembre 1798], pp. 28-36.

¹⁷ *ibidem*, p. 36.

cipal responsable de la majorité des dérèglements qui vont rendre l'occupation française si insupportable aux Suisses.

Le rôle de Rouhière, infiniment douteux, pose des problèmes avant même son arrivée à Soleure : « Vous êtes arrivé à Soleure précédé d'une lettre que vous n'auriez jamais dû vous permettre de m'écrire. Vous avez blâmé la conduite du commissaire Perroud depuis votre bureau de Strasbourg (...). C'est à son activité et à son zèle que je dois d'avoir pu rassembler mes troupes (...) vous le remplacez par le citoyen Souvestre qui est un ivrogne et qui (...) a paralysé nos mouvements. »¹⁸

Les rapports entre Schauenburg et Rouhière ne cessent de se dégrader au cours de l'année, car le commissaire ordonnateur gêne systématiquement les mouvements militaires en mettant une mauvaise volonté évidente à l'exécution des ordres. Lorsqu'il proteste en termes pathétiques de sa bonne foi pour refuser la fourniture de 2000 couvertures nécessaires pour un camp que le général en chef souhaite établir près de Berne¹⁹, il obtient la réponse suivante du général en chef : « Lorsque vous voudrez, citoyen commissaire, remplacer vos prétentions par vos devoirs, vous me trouverez franchement disposé à bien vivre avec vous. »²⁰

Alors que le général en chef constate qu'une nouvelle fois, en septembre, ses ordres n'ont pas été exécutés, il écrit de Lucerne au ministre de la Guerre : « L'indépendance de ce commissaire a tellement désorganisé les administrations de cette armée que, malgré les ordres réitérés, (...) je suis ici réduit à un couple d'officiers de santé tandis qu'il m'en faudrait au moins une vingtaine. »²¹ Le même jour, il ajoute à Rouhière : « Voilà citoyen quels sont les résultats de votre indépendance et j'y ajouterai même de votre coupable insouciance. Vous avez un nombreux cortège de commissaires des guerres et d'officiers de santé qui sans doute à votre exemple se jouent de leurs devoirs. »²² Le général Schauenburg obtient finalement la révocation de Rouhière mais il est trop tard, des maux énormes ont été faits de manière irréversible.

Il ressort donc que le général en chef a de sérieux problèmes pour obtenir les moyens qui lui permettraient de commander fermement ; il n'est pas suivi dans ses exigences visant à interdire les réquisitions individuelles indues. Les points suivants ont plus particulièrement trait aux relations entre l'armée et le pays occupé :

- les conflits d'autorité à propos des troupes françaises en Suisse ;
- le respect de la discipline en période de tranquillité relative ;
- la lutte contre les excès commis dans les actes de guerre et leur sanction ;
- l'organisation du service des approvisionnements en vivres et matériels.

CONFLITS D'AUTORITÉ

Ces problèmes peuvent être de plusieurs types. Ils peuvent mettre en opposition les autorités civiles des deux Etats. En 1798, à deux reprises, des détachements importants de troupes sont envoyés en renfort vers l'Italie et on les fait passer par la

¹⁸ BNUS, MS 470/213, Lettre de Schauenburg à Rouhière, 7.3.1798.

¹⁹ SHAT, B 2 65, Rouhière - Schauenburg, 2.8.1798 (copie).

²⁰ SHAT, B 2 65, Schauenburg - Rouhière, 4.8.1798 (copie).

²¹ BNUS, MS 476/1041, 11.9.1798.

²² BNUS, MS 476/1038quater.

Suisse. Le premier de ces passages devait commencer entre le 22 et le 28 mai. Il portait sur six demi-brigades et deux régiments de dragons, soit au total quelque 14 625 hommes et 1500 chevaux²³. Ces troupes viennent en Suisse, réparties en deux colonnes, l'une passant par Porrentruy et l'autre par Huningue. Toutes deux doivent passer par Berne, Lausanne, Martigny et le Grand Saint-Bernard, pour se rendre directement à Milan. Un second passage est ordonné le 1^{er} octobre 1798 pour sept demi-brigades et, par la suite, 14 compagnies d'artillerie et trois régiments de dragons, soit au total près de 20 000 hommes. De ce dernier convoi, trois demi-brigades vont rester en Helvétie (les 57^e, 84^e et 100^e demi-brigades d'infanterie de ligne)²⁴.

Ces passages de troupes, qui étaient une des raisons principales de l'intervention française en Suisse, font l'objet de plaintes amères et fondées des autorités helvétiques. Si, pour le premier de ces passages, il n'existe encore aucune prescription prévue dans les relations bilatérales, le second passage a une base légale, mais n'en respecte pas la lettre, en ce sens que la route que l'on avait donnée aux troupes ne correspondait pas à celles prévues par l'article 5 du traité du 19 août 1798. Le gouvernement helvétique se plaint amèrement : « (...) notre traité d'alliance désigne deux routes militaires qui ne sont point celles que suivent vos troupes. Elles tombent en masse sur des communes déjà foulées par les passages précédents et qui commençaient à se consoler des maux qui les ont accablés. Cette nouvelle calamité contre laquelle elles se croyaient protégées par le traité d'alliance, les jette dans une agitation alarmante (...). Quelqu'ordre que vous donniez pour alléger ce fardeau, nous vous déclarons que les mesures sont prises avec tant d'insuffisance que notre peuple nourrit en majeure partie vos soldats et serait réduit à partager avec eux ses dernières ressources pour l'hiver qui va commencer. »²⁵.

Le projet de réponse rédigé par le ministre de la Guerre pour le Directoire exécutif est révélateur de l'attitude du gouvernement français à l'égard de ces passages : « Le Directoire a dû être sensible aux inquiétudes que vous lui témoignez (...) avec d'autant plus de raison que ses instructions et son vœu n'auront point été remplis si, dans la nécessité où se sera trouvé le général Schauenburg de faire exécuter ce mouvement avec rapidité (...) il a négligé de vous prévenir de la marche indispensable de ces troupes par la direction la plus courte. » On rejette ensuite l'invocation au traité : il n'est pas encore applicable, le délai prévu de trois mois après l'échange des ratifications n'étant pas écoulé. Quant au choix de la route, « surtout celle du midi [Pays de Gex - Simplon] ayant besoin de travaux considérables pour devenir praticable à une armée, le Gouvernement helvétique serait sans doute le premier à offrir les voies d'accélération qui seraient démontrées indispensables, si des événements et des circonstances imprévues et de la plus haute importance exigeaient que la marche de cette armée fut rapide. »

On rappelle la particulière urgence de la situation et l'intérêt commun des deux Républiques à « en imposer à nos ennemis communs par un développement rapide » qui doit assurément prévaloir « sur des considérations locales et sur les clameurs que les partisans de l'oligarchie ont peut-être excitées dans le dessein d'entraver nos mouvements (...) ». Avec une condescendance marquée, on fait sen-

²³ SHAT, Registre du mouvement, an 6^e, B 13 238.

²⁴ SHAT, Registre du mouvement, an 7^e, B 13 239.

²⁵ SHAT, B 2 67, Directoire exécutif helvétique au Directoire exécutif français, 13.10.1798.

tir de Paris qu'aussitôt que la Suisse serait assez affermie, on la laisserait organiser elle-même le transit : « Le Directoire exécutif désirerait (...) que vous donnassiez vous-mêmes, Citoyens Directeurs, les ordres et que vous prissiez les mesures que vous jugerez nécessaires à la parfaite sécurité des cantons qui se trouveraient sur la ligne de passage de nos troupes. »²⁶

Cet échange de correspondance illustre à souhait la sujétion de la Suisse à l'égard de la France et le mépris parisien pour les régions périphériques. Or, qui doit gérer sur place les problèmes posés par le passage des troupes ? C'est le commandant en chef de la force d'occupation, mais celui-ci n'a pas beaucoup de moyens pour intervenir. Deux problèmes majeurs sont à signaler :

1° La préparation des magasins de vivres et de ravitaillement sur l'itinéraire. Cette question relève de la compétence des commissaires des guerres auxquels le général en chef ne peut rien ordonner sans passer par leur chef Rouhière et sur lesquels il ne dispose d'aucun moyen de contrainte. Il est donc *de facto* impuissant dans ce domaine.

2° Le comportement des troupes en transit, en particulier leur discipline générale et la question des retardataires. Dans ces domaines, la compétence du général en chef n'est pas clairement définie, car les troupes restent en principe subordonnées à leur propre général de division, si ce dernier voyage avec eux. En son absence, elles sont théoriquement subordonnées au commandement territorial qu'elles traversent. Or, si un déplacement à l'intérieur de la France ne les soumet en règle générale à aucune prescription particulière, tel n'est pas le cas en Suisse. Le général Schauenburg, exerçant les pouvoirs qui lui sont conférés par le droit militaire²⁷, a édicté un certain nombre de prescriptions particulières qui précisent diverses dispositions des lois et règlements français, en leur donnant un caractère plus contraignant. On conçoit cependant aisément que les chefs de brigade ne disposent pas du temps nécessaire pour prendre connaissance des prescriptions particulières en vigueur en Helvétie. De plus, cela ne fait pas partie de leurs préoccupations qui sont plutôt de suivre le tableau des marches et de trouver pour leurs corps les ravitaillements promis et rarement présents.

A cause du rythme des mouvements de transit, il y a un grand nombre d'attardés et de déserteurs qui, échappant à tout contrôle, sont les principaux responsables des vrais désordres. « Quantité de soldats français des bataillons qui passent en Italie rentrent dans l'intérieur de la France (...). Il serait fort intéressant, citoyen commissaire, que les commandants des corps (...) surveillassent et punissent les soldats qui tiennent des propos contre le Gouvernement français (...) », écrit un patriote au service de Rapinat.²⁸

Si divers cas sont finalement dénoncés au général Schauenburg, il est trop tard pour pouvoir intervenir par la voie judiciaire en Suisse. Seule peut avoir lieu une dénonciation pénale au commandant de l'armée d'Italie dans (l'utopique) espoir

²⁶ SHAT, B 2 67, 22.10.1798. Ce message, rendu dans un langage plus diplomatique, sera finalement expédié le 31.10.1798 par le ministre des relations extérieures Talleyrand à Zeltner, ministre plénipotentiaire helvétique à Paris.

²⁷ Code des délits et des peines pour les troupes de la République, du 21 brumaire an 5, titre VIII, article XXIII. In : *Journal militaire*, tome XIV, an 5, pp. 89-101.

²⁸ SHAT, B 2 68, Rapport de Rapinat au Directoire exécutif, 16.11.1798.

d'obtenir une sanction. Cet aspect de l'occupation française est déterminant dans la fixation de l'image négative des armées françaises. Il n'est cependant pas imputable à la force d'occupation elle-même qui devra cependant en gérer les effets négatifs.

LA DISCIPLINE EN TEMPS DE CALME RELATIF

La discipline est primordiale pour favoriser l'acceptation de l'occupation. Schauenburg l'a bien compris et le fait savoir à ses troupes dès le début de la campagne : « Les Français, terribles dans les combats, sont humains, généreux envers les peuples qui les accueillent. Votre bravoure est connue de toute l'Europe : que votre amour de la discipline et votre respect pour les propriétés vous méritent les mêmes éloges (...) je déploierai l'inflexibilité des lois contre ceux qui pourraient troubler le maintien de l'ordre. »²⁹ Il n'est pas dans le pouvoir du général d'empêcher les vexations commises par les éléments incontrôlables de son armée, mais il est de son devoir de prendre toutes les mesures nécessaires visant tant à la répression des délits qu'à l'indemnisation des victimes. Qu'en est-il de Schauenburg ?

Le dépouillement des très nombreuses pièces d'archives montre de manière irréfutable que la préoccupation du maintien de la discipline se trouve au centre de son activité. Le 11 février 1798 déjà, on apprend que des avantages indus ont été obtenus par des soldats français à Bienne. La réaction est immédiate : Schauenburg écrit au représentant des autorités biennoises : « Je vous engage à vouloir bien demain matin à 9 heures vous trouver avec quelques citoyens sur la promenade qui conduit au lac, attendu que je me propose de leur dire devant vous ce qui convient à cet égard. »³⁰ Il en ira de même pendant toute la durée de son mandat. Il agit de trois manières : en édictant des ordres, en demandant l'aide des autorités locales constituées et en sanctionnant les coupables.

1° Il édicte un nombre important d'ordres visant à limiter les possibilités d'excès. Dans le seul registre d'ordres, on n'en compte pas moins d'une quarantaine ayant trait aux questions de discipline (soit près d'un par semaine en moyenne !), auxquels il faut ajouter vingt-deux simples annonces de jugement du Conseil de guerre. Schauenburg manifeste une claire volonté de prévention et de dissuasion. Il lutte en particulier contre les abus d'autorité que commettent les militaires de tous grades en requérant des prestations indues. Il interdit de manière réitérée aux militaires de tous grades de s'éloigner des cantonnements, pensant à juste titre qu'un militaire isolé est un prévaricateur en puissance. Il lutte également contre la présence auprès de l'armée des parasites qui profitent de sa présence pour s'enrichir. Il veut limiter le nombre des femmes à la suite des corps à celui qui est prescrit par les règlements. Il exhorte aussi les troupes à soigner leurs relations avec les populations locales : « Le général en chef recommande particulièrement aux généraux et aux chefs des corps de veiller à ce que l'on ait pour les habitants du canton de Zurich tous les égards que leur dévouement pour la cause de la liberté, la conduite qu'ils ont tenue lors de la résistance à ceux de Schwitz, Uri, Glaris et le zèle avec lequel les habitants se livrent au service, leur peut avoir mérité. »³¹

²⁹ BNUS, MS 481/1, ordre à l'armée, 3.2.1798.

³⁰ BNUS, MS 470/62, Schauenburg à Bresson, 11.2.1798. Dans son discours, il aura probablement rappelé les termes de son ordre général du 3.2.1798, cf. note 29 ci-dessus.

Il encourage les autorités helvétiques à créer des piquets pour assurer le maintien de l'ordre, qui auraient la compétence d'arrêter les soldats français isolés³² pour les reconduire aux corps les plus proches. Il exhorte les chefs de corps à faire fonctionner les conseils de discipline, en réservant les pouvoirs du Conseil de guerre.

La mesure la plus importante, prise pour concentrer les troupes sous son influence directe, est la formation du camp devant Berne en août, réunissant quatre demi-brigades. Cela permet une surveillance régulière d'environ la moitié de son armée qui, logée sous la tente, n'est plus une charge pour de nombreuses communes. Il en profite pour reprendre en main et améliorer l'instruction des troupes.

Il met aussi en exergue les actions qui mettent en évidence le dévouement pour la population. « Les autorités constituées de cette ville [Berne] ont témoigné au général en chef combien tous les habitants étaient reconnaissants des soins que les militaires des différents corps s'étaient donnés pour arrêter les progrès de l'incendie qui a eu lieu le 30 thermidor [17 août 1798]. Ils aiment à déclarer que c'est principalement à leur activité et à leur courage qu'on doit la conservation d'un grand nombre de maisons (...) »³³

2° Le général Schauenburg sollicite en permanence l'aide des autorités helvétiques : celles-ci doivent dénoncer les abus. Tous les règlements ne servent à rien si on ne dispose pas des moyens de connaître les infractions commises. Pour cela, le commandant en chef doit pouvoir compter, non seulement sur les officiers supérieurs sous ses ordres, mais surtout sur les autorités locales, voire des victimes elles-mêmes. Nombreuses sont ses invitations à dénoncer les abus de manière précise (noms, lieux, dates, faits), pas de manière abstraite. Pour que de telles plaintes lui parviennent, le commandant en chef doit être crédible et jeter les bases d'une confiance réciproque entre la population et l'armée. Force est de constater que celle-ci est difficile à établir, même si de modestes résultats viennent à se produire.

Schauenburg adresse en septembre une circulaire aux chambres administratives des cantons, dans laquelle il constate que des abus se produisent encore et toujours. « Un abus aussi contraire aux intentions du gouvernement ne se serait pas ainsi perpétué si vous m'aviez secondé dans les efforts que je n'ai cessé de faire pour le détruire. Mais puisque vous n'avez pas eu assez de confiance pour les dénoncer dès sa naissance, il faut que j'appelle encore votre surveillance sur les intérêts de vos administrés. Je vous prie donc (...) de me faire connaître les noms de ceux qui jusqu'à ce jour ont reçu semblables fournitures. »³⁴ Cette exhortation sera enfin suivie de quelques effets. Divers abus sont dénoncés ; le général fait d'abord rembourser aux victimes ce que les militaires leur doivent. Il se charge par la suite, par la voie interne, de sanctionner les coupables et de faire communiquer la sanction à l'armée entière.

A quoi doit-on attribuer la lenteur des autorités locales dans la dénonciation précise des abus ? A la crainte des représailles ? Au fait qu'elles ne croient pas réelle la volonté du général Schauenburg de sévir ? A l'exagération qui n'est possible que

³¹ BNUS, MS 482, p. 54, Ordre du jour, 6.5.1798.

³² BNUS, MS 482, p. 55, Ordre à l'armée, 11.5.1798.

³³ BNUS, MS 482, p. 159, Ordre à l'armée, 20.8.1798. cf. aussi MS 483/140, remerciements officiels du Directoire exécutif helvétique à Schauenburg, du 20.8.1798.

³⁴ BNUS, MS 476/1101, Circulaire aux chambres administratives des cantons, 20.9.1798.

dans les plaintes vagues, mais qui est exclue dans des plaintes précises ? Tous ces cas de figure ont pu se produire, parfois même concurremment.

3° Une fois les abus connus ou dûment dénoncés, il reste au général Schauenburg à sévir. Pour ce faire, il dispose de l'important arsenal juridique prévu par les législateurs de la République française : le code d'« Organisation des tribunaux criminels militaires », du 12 mai 1793³⁵, le « Code pénal militaire pour toutes les troupes de la république en temps de guerre », du 12 mai 1793³⁶, le « Code des délits et des peines pour les troupes de la République », du 21 brumaire an 5³⁷.

En vertu des lois en vigueur, Schauenburg a institué un Conseil de guerre, sitôt qu'il a eu le personnel nécessaire. Cette institution lui semble pourtant défailillante et il le fait savoir fin mars 1798 au Directoire : « J'ai fait tous les efforts qui dépendaient de moi pour arriver à ce but [maintenir la plus sévère discipline] mais je ne dois pas vous dissimuler que les Conseils de guerre et la lenteur des formes qu'ils entraînent sont un moyen insuffisant pour l'atteindre (...). Ce mode compliqué serait d'ailleurs impraticable dans ma campagne actuelle et assurerait l'impunité des plus grands crimes. Cela est tellement vrai que je n'ai pas encore pu organiser les Conseils de guerre de ma division et j'ai été obligé de demander au général Brune qu'un homme convaincu d'avoir assassiné un paysan sur une grande route fût fusillé dans les 24 heures (ce qui a été exécuté). »³⁸

Schauenburg propose des changements de procédure tendant à une accélération de celle-ci, donc à une pression disciplinaire plus forte des commandants, doublée d'un contrôle social accru, les militaires devant être jugés, selon lui, au sein même des corps. Il souhaite pouvoir accroître le contrôle sur les officiers qui donnent l'exemple, bon ou mauvais. Il demande un examen plus sévère des capacités et de la moralité dans le cadre de l'avancement qui, dans les débuts de la Révolution, a permis à certains hommes incapables ou indignes de l'état d'officier d'accéder aux grades : « Les uns ne rougissent pas de partager avec les soldats les fruits du vol et du pillage, d'autres non moins coupables sont les témoins muets de ces désordres ou ne mettent aucune fermeté dans leur répression (...). C'est par la privation de leur place, c'est en les éloignant d'un état où l'honneur doit être, comme le patriotisme et la valeur, la principale qualité de celui qui le profane. Il faut, il est vrai, n'user qu'avec ménagement d'une arme aussi terrible. »³⁹

Il requiert que de tels pouvoirs soient attribués aux généraux en campagne et, pour illustrer le bien-fondé de son argumentation, il annonce qu'il a destitué provisoirement deux officiers et demande au Directoire de rendre sa décision définitive. Il n'est pas soutenu dans cette démarche par le ministre de la Guerre : « Cette mesure ne me paraît pas devoir être adoptée en ce que la destitution ne serait pas une punition proportionnée au délit dont ces deux officiers sont prévenus. Je pense donc qu'il convient de les faire traduire devant un Conseil de guerre pour y être ju-

³⁵ Contient 11 titres et 99 articles. In : *Journal militaire*, tome VII, 1793, pp. 341-352.

³⁶ Contient 6 sections et 70 articles. In : *Journal militaire*, tome VII, 1793, pp. 352-361.

³⁷ cf. note N° 26, contient 8 titres et 77 articles.

³⁸ BNU, MS 471/298, Schauenburg au Directoire exécutif, 27.3.1798. Deux dépêches (MS 471/254-255, 16.3.1798) permettent d'attester de ce fait. Brune y a répondu en ces termes : « J'approuve fort l'exemple de justice que vous donnerez demain aux brigands pour lesquels rien n'est sacré », In : « *Archiv für Schweizerische Geschichte* », Zürich, Höhr, 1862, Band 12, p. 367, dépêche N° 204.

³⁹ BNU, MS 471/298 et MS 481/70, Schauenburg au Directoire exécutif, 27.3.1798.

gés conformément aux lois »⁴⁰. Ce n'est pas le seul cas où la sévérité de Schauenburg est désavouée par Paris. Malgré tout, en 1798, la justice militaire fonctionne en Suisse. Près de 450 dossiers seront ouverts entre mars et décembre, retenant plus de 600 chefs d'accusation, dont plus de la moitié ont trait aux relations avec le pays occupé, notamment 173 cas d'infractions contre le patrimoine (28 %), 54 cas d'infractions contre l'intégrité corporelle par voies de fait ou blessures (14 %) et 20 cas d'infractions contre la vie (3 %).

Cet aperçu des mesures qu'il est possible de prendre pour améliorer les relations entre occupants et occupés, par conséquent pour réduire les vellétés séditeuses et insurrectionnelles, montre que le général en chef en a déployé une large palette qui semble assez convaincante comme stratégie contre-insurrectionnelle. Les soulèvements se sont produits principalement en tant que réactions contre des décisions politiques du pouvoir central helvétique plus que contre les armées françaises à proprement parler. Pourtant, les effets des mesures françaises semblent avoir peu amélioré l'entente entre les troupes et les civils. Cet échec s'explique notamment par les embûches administratives, par les décisions malheureuses des autorités civiles helvétiques et françaises, par la mauvaise gestion des services de l'armée et, plus particulièrement, par les passages de troupes à destination de l'Italie.

LA DISCIPLINE EN SITUATION DE COMBAT

Une occupation, qui s'apparente à un service d'ordre « lourd », doit être distinguée de la guerre qui génère une dynamique propre. Si la première a pour but essentiel de prévenir l'insurrection, la seconde doit la réduire lorsqu'elle a éclaté. Les deux campagnes qui se sont déroulées en avril-mai et en septembre 1798 n'avaient pas d'autre but. Si elles sont brèves, elles sont aussi violentes. Elles opposent des forces armées régulières à des troupes de milice encore bien organisées et commandées au printemps, mais qui n'ont plus, ni les moyens ni les effectifs nécessaires pour une organisation suffisante en septembre. Ces aspects ne sont pas à négliger, car la morphologie du combat et les comportements des militaires en subissent l'influence.

La perception des combats qui apparaît dans la littérature est celle de David contre Goliath, à cette notable différence près qu'en Helvétie en 1798, c'est Goliath qui l'emporte. Les combats du printemps ont laissé des traces de deux types d'excès commis par les troupes françaises : le massacre de paysans innocents à proximité de Rapperswil, dans le village de Rüti ainsi que le pillage du couvent d'Einsiedeln.

Ces deux reproches ont passé sans commentaire ni explication dans l'historiographie suisse, les chercheurs n'ayant pas eu connaissance des sources françaises. Or, pour le premier des cas au moins, il y a une explication plausible des événements. Voici ce qu'en dit Schauenburg à son gouvernement : « (...) un bataillon de la 16^e légère se porta sur Rüti, village zurichois situé sur l'extrême frontière de ce canton près de Rappersville, que les Glaronnais avaient occupé ainsi que les environs. Nos troupes, en s'avancant sur le village qu'elles croient également occupé par les in-

⁴⁰ Paris, Archives Nationales, AF III 180/832/27, Rapport du Ministre de la guerre au Directoire exécutif, 22.4.1798.

surgés, trouvèrent des hommes armés qui portaient le même uniforme que ceux qui avaient voulu défendre l'entrée de Rapperswil. On fait feu sur eux. Quelques-uns furent tués et d'autres blessés. Ces sortes de méprises, [qui] sont si fréquentes à la guerre, le sont encore bien plus dans un pays qui n'a pas de troupes réglées et dont tous les habitants portent des armes. »⁴¹

Cette « méprise » sera utilisée, un mois plus tard, par un député devant le Grand Conseil helvétique (le Parlement) pour honnir les troupes françaises, ne retenant de l'événement que les sept morts devenus, dans son discours, victimes d'un assassinat collectif délibéré. Ses déclarations sont reprises par la presse contre-révolutionnaire. Le général Schauenburg demande et obtient la rétractation officielle et publique du député. Des historiens vont continuer à reprendre la version du massacre gratuit, mettant la rétractation sur le compte de la pression exercée par les militaires français sur les autorités politiques helvétiques.

De tels accidents peuvent, sans aucun doute, se produire et l'argumentation de Schauenburg, basée sur la complexité de la situation particulière, n'est pas dénuée de fondement. Il met l'accent sur un des aspects de l'action contre-insurrectionnelle : la lutte contre des troupes mal définies, les difficultés d'identification des combattants font de ce type de combats une guerre qui provoque sans aucun doute un nombre d'erreurs plus élevé que la guerre régulière. Cet effet pervers de la guerre interdit de faire de tous les guerriers des bêtes sanguinaires. Il ne nous appartient point de trancher. Seule une enquête neutre faite à l'époque aurait pu apporter une réponse au débat. Retenons cependant que le doute doit profiter à l'accusé.

Quant au pillage du couvent d'Einsiedeln, c'est également une situation embrouillée. Un des objectifs stratégiques de la campagne est de s'emparer de ce couvent que l'on soupçonne d'être un des foyers de l'insurrection des petits cantons. « Je savais surtout que la prise d'Einsiedeln, où Notre-Dame des Ermites était l'objet de la vénération particulière de ce peuple crédule, serait promptement suivie de sa soumission. »⁴² A l'arrivée des troupes françaises, « les moines avaient fui en emportant avec eux la plus grande partie de leurs richesses. Ils laissèrent cependant la vierge prétendue miraculeuse et les ornements que la superstition lui avait fait prodiguer. »⁴³ L'anticléricalisme des révolutionnaires ne fait pas de doute. Ils n'ont aucune raison de respecter les objets du culte et il est plausible qu'une partie des richesses d'Einsiedeln ait été emportée par les vainqueurs. Diverses sources indiquent cependant aussi que les habitants ont pris part au pillage...

Comment un commandant en chef peut-il lutter contre le pillage ? Ce n'est guère possible s'il n'est lui-même présent au moment de la prise d'une place. Même alors, il ne peut que tenter d'arrêter les criminels pour les faire traduire en justice. L'état actuel du dépouillement des sources ne permet pas d'identifier de tels cas concrets à Einsiedeln, mais plusieurs militaires, coupables de pillage à Soleure, seront poursuivis, jugés et condamnés par le Conseil de Guerre. Schauenburg utilise tous les pouvoirs à sa disposition pour limiter au maximum le pillage. Prônant le respect d'une stricte discipline à tous les échelons de la hiérarchie, il tente

⁴¹ BNUS, MS 474/621, Schauenburg au Directoire Exécutif, 22.6.1798.

⁴² BNUS, MS 472/393 et MS 481/109, Schauenburg au Directoire Exécutif, 4.5.1798.

⁴³ *ibidem*.

de faire condamner les coupables qui ont pu être identifiés. La faiblesse du système est ici également l'absence de dénonciations précises.

Les événements de l'automne mettent en exergue un autre type d'excès : la violence gratuite et la tuerie sans discernement. Elles aussi sont la conséquence du caractère particulier de la lutte contre-insurrectionnelle. Dans ses mémoires, le général Curély, sous-officier du 7^e régiment de hussards en 1798, relate les événements ⁴⁴. Le général en chef n'est pas sur place au moment de la prise de la petite ville de Stans, il dirige l'ensemble des attaques depuis son quartier général de Hergiswil, à une lieue de là, mais sur l'autre rive du lac. Il doit être frappé d'horreur au moment où il arrive. On ne saurait douter qu'il l'a fait savoir oralement, mais il reste aussi des traces écrites. Au Directoire helvétique, son commanditaire, il écrit : « Tous ce qui me peine, c'est que cette journée n'a pu être terminée sans toutes les suites d'une action opiniâtre. Elle a coûté beaucoup de sang, mais c'étaient des rebelles et il a fallu les dompter. » ⁴⁵ Plus laconique mais combien révélatrice, cette autre phrase adressée à son gouvernement : « Il a été impossible de maîtriser la furie des soldats. » ⁴⁶

De tels comportements ne font pas partie, pour Schauenburg, d'une sorte de situation inévitable, donc normale, quoique pénible de la guerre. Dès lors, on doit s'interroger sur les causes de ces dérapages. La résistance forcenée des Nidwaldiens en apparaît comme une des causes principales. Schauenburg parle de « l'aveugle obstination des révoltés ». Celle-ci se manifeste sur tous les plans lors des combats : « (...) si l'on considère leur enthousiasme religieux, leur habileté à se servir de leurs carabines, leurs positions dans des montagnes couvertes de bois et de rochers, la facilité qu'ils avaient d'en détacher des pierres énormes, la route étroite et marécageuse du défilé de Kerns à Stans, enfin les retranchements et les abattis dont ils l'avaient obstruée, on aura une grande idée des obstacles que nos troupes avaient à vaincre. » ⁴⁷

D'autres éléments d'explication sont à verser au dossier. Datant de la veille de l'assaut, ils restent à vérifier : « (...) les Suisses nous prirent trois soldats qu'ils nous renvoyèrent horriblement mutilés. Deux d'entre eux avaient la langue et les oreilles coupées ; le troisième, les yeux crevés et une main coupée. Ces barbares atrocités indignèrent tellement l'infanterie (...) à laquelle appartenaient les trois soldats.. que nos troupes dépassèrent les Suisses en férocité pendant le combat. » ⁴⁸

Sans aucun doute nous touchons ici à un des aspects principaux de la lutte contre l'insurrection : le caractère passionnel, pratiquement sacré de la lutte des révoltés, auquel s'ajoute leur situation désespérée : ils sont sans alliés actifs, encerclés de toutes parts et combattant à environ un contre cinq. Tout cela donne au combat une morphologie sacrificielle. De part et d'autre, on ne fera pas de quartier. Les atrocités commises par les vainqueurs mettent en exergue le courage des vaincus et la justesse de la Cause. La gloire leur revient, malgré la défaite. La signification du combat en devient en quelque sorte mystique.

⁴⁴ cf note 9.

⁴⁵ BNUS, MS 476/1033, Schauenburg au Directoire Exécutif helvétique, 9.9.1798.

⁴⁶ BNUS, MS 476/1057, Schauenburg au Directoire Exécutif, 13.9.1798.

⁴⁷ ibidem.

⁴⁸ Louvat, op. cit.

Les rapports de subordination, le respect de la discipline exigés dans le combat en ligne ne peuvent plus avoir cours ici. La troupe, devenue meute, n'obéit plus qu'à son instinct : « Les officiers, qui parvenaient à préserver quelques personnes, faillirent être victimes de leur dévouement, car les soldats, furieux de se voir arracher leur vengeance, leur tirèrent des coups de fusil. »⁴⁹

La réaction du commandant en chef après les événements s'explique : il lui a été matériellement impossible de prévenir les faits et il lui est tout aussi difficile de poursuivre les coupables. Il ne peut que donner des ordres pour que cela ne se renouvelle pas. Il le fait le lendemain, en adressant un ordre à toute l'armée, non pas seulement aux corps directement impliqués dans les combats : « Les chefs de corps rassembleront de suite leurs troupes pour témoigner de la part du général en chef combien il est vivement affecté des pillages qui ont eu lieu et des massacres qui ont été faits après l'action. Ils rappelleront à nos frères d'armes que ces traits d'inhumanité ternissent la gloire des plus braves soldats de l'univers et que jaloux de leur honneur et du nom français, il prendra les mesures les plus sévères pour mettre un terme à une conduite aussi répréhensible. Les chefs de corps feront arrêter sur-le-champ les hommes qui pourraient répéter de pareils excès et ils les feront punir suivant le régime des lois et sans aucun délai. »⁵⁰

Seule la prévention permet d'entretenir l'espoir d'une conduite digne. Elle perd toute chance de succès en l'absence de la volonté du chef charismatique auquel le soldat obéit en toute circonstance.

L'ORGANISATION DU SERVICE DES APPROVISIONNEMENTS EN VIVRES ET MATÉRIELS.

La personnalité du commissaire ordonnateur Rouhière et la nature de ses relations avec le commandant en chef mettent en évidence un aspect essentiel des relations entre occupants et occupés, qui a pesé d'un poids négatif considérable. Dans le domaine du ravitaillement, l'année 1798 se divise en deux phases principales : la période de l'invasion et du début de l'occupation, ensuite celle de l'occupation-collaboration entre les deux Républiques alliées. Au cours de la première, qui correspond aux mois de mars et avril, les troupes françaises font peser toute leur charge sur les vaincus, qui sont, selon la France, les responsables de la guerre⁵¹.

Elles appliquent quelques-uns des principes établis déjà par Emer de Vattel : « L'Etat qui prend les armes pour un juste sujet (...) a le droit d'affaiblir l'Ennemi pour le mettre hors d'état de soutenir une injuste violence. »⁵² La ponction de vivres contribue certainement à obtenir un tel effet. Plus loin, Vattel précise : « Au pillage de la campagne et des lieux sans défense, on a substitué un usage, en même

⁴⁹ ibidem.

⁵⁰ BNU, MS 476/1038bis, Ordre à l'armée, 10.9.1798.

⁵¹ L'incident de Thierrens (la mort de deux soldats français avant l'invasion du pays de Vaud), et la lettre du colonel de Gross (cf. note 4) ont largement contribué à justifier un raisonnement attribuant à Berne l'ouverture des hostilités.

⁵² Vattel, Emer de : *Le droit des gens ou principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des Nations et des Souverains*. Londres, 1758, tome II, Livre III, chap. IX, par. 160. Si Vattel n'était que peu reçu sous l'Ancien Régime en France, il n'en est plus ainsi depuis que l'abbé Grégoire en a repris un grand nombre de principes dans la « Déclaration des Droits des Nations » en 1795.

temps plus humain et plus avantageux au Souverain qui fait la guerre, c'est celui des Contributions. Quiconque fait une guerre juste est en droit de faire contribuer le pays ennemi à l'entretien de son armée, à tous les frais de la guerre : il obtient ainsi une partie de ce qui lui est dû ; et les sujets de l'Ennemi se soumettant à cette imposition, leurs biens sont garantis du pillage, le pays est conservé. »⁵³ Si l'on admet que la guerre menée par la France est juste, les ponctions prélevées sur les cantons de Fribourg, Soleure et Berne en deviennent pleinement justifiées aux yeux de son gouvernement.

Pendant la phase de l'occupation, surtout après la signature du traité d'alliance du 19 août 1798, il faut trouver des bases légales nouvelles pour faire assurer le ravitaillement par les Suisses. Diverses solutions sont appliquées, en particulier la transformation du solde dû de la Contribution de guerre par des versements en nature ou le paiement de vivres tirés sur la Contribution⁵⁴. On charge alternativement les Chambres administratives cantonales ou des entreprises de subsistances de pourvoir aux besoins de l'armée. L'inexpérience des uns n'a souvent d'égale que l'avidité des autres, toujours aux dépens des soldats et des civils.

La complexité de ces systèmes, immanquablement, empêche le ravitaillement régulier des troupes qui se trouvent sans cesse en manque de vivres ou d'autres produits nécessaires à leur entretien. Et les militaires se servent directement sur le pays avec tous les problèmes que cela engendre toujours. Le passage, à deux reprises, de six demi-brigades aggrave encore la situation, soumettant les régions traversées à de rudes privations.

Le citoyen Rouhière a pour mission de mettre sur pied une organisation correcte des services. Il doit assurer, avec ses commissaires des guerres, la satisfaction des besoins des troupes, transports compris. Il a toute latitude et ne rend de comptes qu'au commissaire du gouvernement en Suisse et au ministre de la Guerre à Paris. Chaque fois que Schauenburg, ou le ministre annonce un mouvement afin que l'on prépare les services, ceux-ci font défaut aux lieux et aux jours indiqués. Les plaintes, tant de l'armée que des populations locales, sont continuelles, mais sans effets. Rouhière se réfugie derrière une panoplie de prétextes allant du manque de moyens de transport, de l'irrespect des marchés passés avec les fournisseurs, au défaut d'aide des autorités locales ou aux mouvements inattendus de l'armée en campagne. Il fait tout pour que la charge pèse le plus possible sur le pays occupé, contestant à plusieurs reprises les ordres du général en chef par une argumentation oiseuse qui tend à faire apparaître ses refus comme motivés par les intérêts financiers supérieurs de la France.

Il y a, bien évidemment, les fournisseurs qui ne respectent pas les contrats de fournitures. Dans ce domaine, le commandant en chef ne peut qu'exhorter les victimes à veiller au respect des contrats et à poursuivre les abus, n'ayant aucune compétence en la matière. Celle-ci appartient exclusivement à Rapinat. Il y a les contraintes extérieures qui empêchent les mouvements de vivres. Ainsi le Directoire helvétique intervient auprès de Schauenburg à propos du bétail destiné au ravi-

⁵³ ibidem, par. 165

⁵⁴ cf. à ce sujet Wolf, Kaspar : *Die Lieferungen der Schweiz an die französischen Besetzungstruppen zur Zeit der Helvetik*. Basel, Helbing & Lichtenhahn, 1948. Abordant le point de vue helvétique, cette thèse de doctorat mérite d'être mise à l'épreuve des documents français, notamment quant à la question de la part de la Contribution dépensée par les Français en Suisse.

taillement, voulant « prévenir le renouvellement de l'épizootie qui s'est déjà manifestée en Suisse, [il] désirerait que les entrepreneurs ne tirassent aucuns bestiaux de l'étranger et fussent tenus à les acheter dans le pays occupé par l'armée en leur donnant toutefois une compensation proportionnée, ou en autorisant les Chambres administratives à leur fournir des bestiaux au même prix que celui de l'étranger. »⁵⁵ Les contraintes sanitaires accroissent ici la charge sur le pays, malgré la bonne volonté du commandement qui comptait tirer le bétail des départements français limitrophes.

Il arrive aussi que l'entente entre les armées françaises gêne une bonne collaboration en matière de ravitaillement. Il en est ainsi lors de l'occupation du Tessin à la fin de l'année. Il faut un long échange de correspondance triangulaire entre Zurich, Milan et Paris (du 27 octobre au 29 novembre 1798) pour parvenir au règlement de la situation des troupes séjournant au sud du Gothard : « L'Armée d'Italie pourvoira à la subsistance et à l'approvisionnement des troupes sous vos ordres. Pour prévenir l'inconvénient d'exposer ces troupes à être abandonnées à elles-mêmes, qui pourrait résulter dans cette saison de l'accroissement des difficultés dans le passage du Gothard, ces troupes pourront recevoir pendant l'hiver du général de l'Armée d'Italie des ordres relatifs à des mouvements, positions ou actions militaires tendant à la défense des cantons de Bellinzona et Lugano (...) Elles recevront leur solde de l'Armée d'Helvétie, l'ordre de cette armée leur sera envoyé aussi régulièrement que possible (...). »⁵⁶

La question des services nécessite un dépouillement approfondi, encore en cours, des sources. Il sera cependant difficile de déterminer les responsabilités exactes dans ce domaine, vu le manque de renseignements précis à propos de la gestion de Rouhière, à propos de laquelle nous ne disposons pratiquement que de « pièces à charge ». Sans aucun doute, cependant, cette gestion, gravement défailante, a contribué à forger une sorte d'unanimité anti-française en Helvétie.

CONCLUSIONS PROVISOIRES

En 1798, les troupes françaises éprouvent plus de difficultés à résoudre leurs propres problèmes d'organisation qu'à vaincre les insurrections armées qui éclatent en Helvétie. La faiblesse des forces d'occupation apparaît surtout dans le domaine des mesures préventives relevant de la discipline interne des corps, de la justice militaire trop formaliste et lente, de la gestion administrative de la force d'occupation, trop compliquée et mal servie. Dans ces divers domaines se révèlent des lacunes tant réglementaires que personnelles.

Les qualités personnelles requises pour occuper les différents commandements et fonctions de la hiérarchie mettent en évidence la nécessité de fixer des modalités, positives et relatives, plus exigeantes pour les promotions d'officiers. Ni la cooptation de l'Ancien Régime, ni l'élection « démocratique » de la Révolution ne peuvent mettre l'armée à l'abri de l'ascension d'hommes indignes de la confiance sur

⁵⁵ BNUS, MS 476/1069, Schauenburg au citoyen Toussaint, commissaire des guerres, faisant par intérim la fonction d'ordonnateur en chef, 14.9.1798

⁵⁶ BNUS, MS 478/1637, Schauenburg au général de brigade Mainoni, cdt des troupes au sud du Gothard, 29.11.1798.

laquelle un officier doit baser son autorité, aussi bien à l'égard de ses subordonnés que dans ses rapports avec les civils. L'extrême complication des systèmes administratifs français et le manque de clarté de la hiérarchie au niveau supérieur font la part belle aux prévaricateurs de tous ordres qui, sous l'uniforme français, peuvent se couvrir face aux civils.

Le caractère particulier de la guerre contre une insurrection porte également en germe des comportements extrêmes dans les deux partis en présence. Les armées révolutionnaires ne sont pas préparées pour une guerre de ce type. L'instrument militaire, parfaitement rôdé pour la bataille rangée, est mal adapté pour des fonctions de police. Les excès commis dans un pays pourtant réputé ami, même allié, montrent aussi à quel point la société militaire de la fin du Directoire s'écarte déjà de la société civile dont elle perçoit de plus en plus mal les besoins et les aspirations. La correspondance entre le commandement en chef et les autorités civiles des départements français limitrophes ne diffère en rien de celle adressée aux autorités locales helvétiques. Les civils suisses et français sont globalement traités sur un pied d'égalité, aussi bien ou mal les uns que les autres.

D. E.

MAJOR HUBERT FOERSTER *

Der missglückte Volksaufstand von 1799 in der Schweiz...

Zivilisten unter Waffen - Bürgersoldaten in Uniform. Staatsterror

Die 1798 von den Franzosen nicht kampflos eroberte und besetzte Alte Eidgenossenschaft wies einige Besonderheiten auf, welche der neu geschaffenen Helvetischen Republik, deren Politikern, Beamten und Parteigängern die erhoffte Durchführung der zentralisierten und völlig neuen Ordnung trotz der Präsenz der stützenden französischen Bajonette schon anfänglich erschweren und schliesslich verunmöglichen sollten : Dieser lockere Staatsverband bestand aus 13 Vollmitgliedern, souveränen Kantonen, aus zugewandten Orten mit weniger Rechten und Pflichten und aus den von einem Kanton oder von mehreren Kantonen gemeinsam verwalteten Untertanengebieten oder Vogteien. Dazu kam eine Vielzahl von Herrschaftsrechten im Besitz von mehrheitlich aus dem Heiligen Römischen Reich Deutscher Nation stammenden weltlichen und geistlichen Eigentümern.

Auch von der Regierungsform her bot die Alte Eidgenossenschaft mit ihren Ständen keine Einheit. Es gab die direkte Demokratie mit der Landsgemeinde besonders in den Landkantonen neben der Zunft- und Patriziatoligarchie in den Städtekantonen mit allen Mischformen und Reformtendenzen. Unabhängig davon verwalteten die Kantone ihre Vogteien in recht patriarchalischer Art.

Neben der politischen Vielfalt bestand - und besteht noch heute - auch eine religiöse und sprachliche. So findet man Katholiken und Protestanten mehr oder weniger in den vier Sprachregionen und in allen politischen und sozialen Klassen.

* Mitarbeiter am Staatsarchiv in Freiburg ; Verfasser mehrerer Arbeiten über die helvetischen Republik und die Miliz in der Schweiz.

Es hatte sich Ende des 18. Jahrhunderts noch kein Nationalstaat Schweiz herausgebildet. Bestimmend war das Talkesseldenken. Der « Durchschnittsschweizer » fühlte sich als Einwohner besonders eines Dorfes, als Bürger einer Stadt, als Zürcher, Genfer oder Freiburger. Übergeordnete politische Ideale waren in den aufklärten Führungsschichten zwar bekannt, ein gemeinsames politisches Handeln war aber äusserst schwierig und nur nach langer Entschlussfindung durchzusetzen.

DER VOLKSAUFSTAND 1799

Der Volksaufstand 1799 in der Schweiz gegen die Franzosen und gegen das von ihnen politisch und militärisch gestützte helvetische Regime muss neben den innenpolitischen Gründen im europäischen Kontext des 2. Koalitionskriegs beurteilt werden. Die strategische Lage der Schweiz im Herzen Europas mit den kürzesten Alpentransversalen Nord-Süd nach Italien und den Verbindungen Ost-West in die offene Flanke Frankreichs war für weiterführende militärische Aktionen grossen Ausmasses erfolgversprechend ; ihre Besitznahme war angesichts der machtpolitischen Situation gut möglich – die französischen und helvetischen Militärkräfte waren schwach – und gemäss dem Angriffskonzept Österreichs, Englands und Russlands auch nötig.

In einem ersten Schlag sollten nämlich die österreichischen und russischen Truppen die Franzosen aus Italien und Süddeutschland vertreiben, durch die Schweiz nach Ostfrankreich stossen und im Raume Lyon die Winterquartiere beziehen. Gleichzeitig hatte ein russischenglisches Korps in Holland zu landen und die Generalstaaten zu befreien. Als zweiter Schlag musste nach einem Vorstoss aus den Niederlanden und von Lyon her die Eroberung von Paris erfolgen. Die republikanischen französischen Kräfte waren dabei durch royalistische konterrevolutionäre Aufstände im Innern Frankreichs zu binden.

Im Zusammenhang mit der ersten Phase wollten die 1798 nach der französischen Besetzung der Eidgenossenschaft und während der Errichtung der Helvetischen Republik geflüchteten Führungspersönlichkeiten um den Berner alt-Schultheissen von Steiger und die im Lande verbliebene Opposition gleichzeitig mit dem Einmarsch der österreichischen Truppen in die Schweiz einen Volksaufstand entfachen.

Dessen Ziele waren klar :

1. die Unterstützung der Koalitionstruppen zur Vertreibung der Franzosen aus dem Land
2. die Auflösung der Helvetischen Republik
3. die Wiederherstellung der alten Ordnung
4. der Schutz der Religion

Unglückliche Umstände führten jedoch zu einer Aufsplitterung der gemeinsamen Aktion in zwei Phasen : Infolge der innenpolitischen Verhältnisse brach der Volksaufstand im Frühjahr 1799 zu früh aus und konnte nicht durch den gleichzeitigen österreichischen Angriff konzentriert und konzentriert und damit erfolgreich durchgeführt werden. Die Niederschlagung besonders durch die französischen Truppen

fürte zu einer allgemeinen Entmutigung der Bevölkerung. So fehlten dann bei der Eroberung der Ostschweiz und von Teilen der Zentralschweiz durch die Österreicher im Sommer 1799 einheimische Kräfte in grösserem Mass zur Unterstützung der Befreiungstruppen und zur völligen Vertreibung der Franzosen. Damit war dem Volksaufstand und der Befreiung der Schweiz der Misserfolg beschieden. Dies war der Anfang einer Reihe von Niederlagen der Alliierten, die dann mit den entscheidenden Schlachten von Marengo und Hohenlinden den 2. Koalitionskrieg verlieren sollten.

DIE MILITÄRISCHE LAGE IN DER SCHWEIZ 1799

Im Frühjahr 1799 zählte die « Armée de l'Helvétie » unter dem Oberkommando von Masséna rund 30 000 Mann. Sie hatte besonders die Nordgrenze der Helvetischen Republik und die strategische Achse mit dem Gotthardpass besetzt. Bezweckt war einerseits die Sicherstellung der Drehscheibe Schweiz mit der Verbindung zwischen Jourdans « Armée du Danube » (37 000 Mann) und Scherers Italienarmee (58 000 Mann) und andererseits der Schutz der offenen Flanke Frankreichs im Westen der Schweiz. Die helvetische Regierung stellte den Franzosen rund 20 000 Milizen und 3000 Mann Liniensoldaten als Hilfstruppen zur Verfügung.

Durch die ständigen Kontakte mit der im Lande verbliebenen Opposition war die Führung der Emigranten und damit auch die Österreichische Truppenführung über die Standorte und Stärke der französischen und helvetischen Truppen informiert. Zu den militärischen Lageberichten gehörte auch die Erfassung der Gesinnung der Bevölkerung in den Kantonen.

Den Franzosen standen direkt die Österreicher unter dem Oberkommando von Erzherzog Karl mit zwei äusseren Schwerpunkten und zwei Verbindungskorps gegenüber. Karl befehligte selbst 78 000 Mann in Süddeutschland. Feldmarschall Hotze bildete mit 33 000 den linken nördlichen Flügel in Vorarlberg und Graubünden. Bellegarde sicherte mit 47 000 im Tirol die südliche Verbindung mit Kray's Armee (75 000 Mann) in Oberitalien.

DIE GRÜNDE FÜR DIE OPPOSITION IM FRÜHJAHR 1799

Die Motive für den Aufstand waren vielfältig. Die Besetzung der Schweiz und die Einführung der helvetischen Verfassung bedeutete den Verlust der alten demokratischen Freiheiten und der traditionellen Ordnung. Dies bedauerten besonders die Ober- und Mittelschicht, die gerade in den Landsgemeindekantonen als aktiver Souverän wirkten. Bei ihnen, wie auch bei den Angehörigen der vormals patrizisch regierten Kantone, war die Verbundenheit mit der politischen Führungsschicht traditionsgemäss gegeben. Ein dadurch entstandenes gewisses Abhängigkeitsverhältnis war für die Opposition der unteren Schichten auch mitbestimmend. Selbst vormalige Untertanen aus den Vogteien, denen die neue Ordnung die Gleichberechtigung und Selbständigkeit brachte, opponierten teilweise. « Libéri e Svizzeri », wohl freie Schweizer, aber nur innerhalb ihrer traditionellen Verhältnisse.

Die politische und verwaltungsmässige Neuordnung mit dem Zentralismus verunsicherte die lokal denkende Bevölkerung. Man wollte die alten überschaubaren politischen Verhältnisse wieder einführen.

Die wirtschaftliche Not, hervorgerufen durch die Kontributionen und Requisitionen, die Plünderung der Staatsschätze und das Leeren der Zeughäuser, die Abschaffung der Zins- und Zehntpflicht liess den Wunsch nach den wirtschaftlich geordneten Verhältnissen des Ancien Régime laut werden.

Die Organisation der Kirchen im Sinne des Laienstaates, dem die Kirchen untertan waren, führte besonders in den katholischen Gebieten zur Forderung der Verteidigung des Glaubens.

DIE BEWAFFNETE OPPOSITION 1799

Auslösendes Moment für den Volksaufstand 1799 war wie in anderen Ländern in der Helvetischen Republik die Konskription, die zwangsweise Aushebung für die helvetische Armee nach dem Gesetz vom 27. Februar. Man wollte weder für das helvetische Regime noch für Frankreich, das nach dem Militärbündnis von 1798 ein Hilfskontingent von 18 000 Mann erhalten sollte, kämpfen. Anlässlich der Aushebungen kam es dann von Mitte März bis Ende April zu Aufläufen, Unruhen und bewaffneten Aufständen in Teilen der vormaligen Kantone oder Untertanengebiete Uri, Schwyz, Zug, Glarus, Luzern, Solothurn, Aargau, St. Gallen, Bern, Freiburg, Waadt, Tessin, Graubünden und Wallis. In letzterem dauerten die Kämpfe bis Anfang Juni. Es erleichterte den Aufstand, dass in diesen Gebieten anfänglich wenig oder keine französischen Besatzungstruppen oder helvetische Einheiten standen.

Die Franzosen und helvetischen Truppen besiegten die nur lokal und unzusammenhängend kämpfenden Aufständischen nach der bewährten Methode : die gegnerische Hauptmacht binden, über die Flanken Rückzugs- und Verbindungsmöglichkeiten abschneiden und dann je nach Lage den machtvollen Angriff im Zentrum, seitwärts oder kombiniert führen, sollte die Aufforderung zur Niederlegung der Waffen nicht angenommen werden. Die Kämpfe verliefen besonders im Wallis, in Uri und in Graubünden für Schweizer Verhältnisse verlustreich und grausam. Auch der materielle Schaden war dort erheblich ; so praktizierte etwa Xaintrailles im Wallis die ihm seit dem Vendée-Aufstand geläufige Methode der verbrannten Erde, wie sie Turreau praktiziert hatte.

Der Feldzug verlief nicht nach dem Plan der Koalitionsmächte. Erzherzog Karl erstritt sich noch in Süddeutschland den nötigen Flankenschutz gegen Jourdan, Hotzes erster Angriff über die Grenze war ein Misserfolg. So konnte das konzertrierte Vorgehen nicht stattfinden, einzig die Walliser erhielten etwas österreichische Waffenhilfe. Masséna konnte sich mit dieser Verzettlung zuerst erfolgreich dem inneren Problem widmen, um sich dann ungestört mit dem äusseren Feind zu beschäftigen. Auch wenn er sich im Mai bis nach Zürich zurückziehen musste und erst Ende September mit der 2. Schlacht von Zürich die Oberhand gewann, zahlte sich das französische Eingreifen im Frühjahr für die helvetische Regierung psychologisch aus : Der oppositionellen Bevölkerung waren bis 1802 der Mut und der Wille zu Kraftakten vergangen.

Die bewaffnete Opposition 1799 in der Schweiz hat zwei Gesichter. Das eine zeigt im Frühjahr Zivilisten unter den Waffen und das andere im Sommer Bürgersoldaten in Uniform.

Zivilisten unter Waffen

Nach ersten Abklärungen kann festgehalten werden, dass der Volksaufstand von 1799 von den Bauern getragen wurde. Teile von ihnen waren durch den Fremden Dienst, die kantonale Milizschulung und die Jagdausübung mit dem Waffenhandwerk vertraut. Eine etwas ordentlichere Militärorganisation fehlte ihnen jedoch. Sie zogen landsturmweise, selbst Frauen ergriffen die Waffen, ohne weiterführenden Plan und höchstens nach Absprache mit gerade der nächsten gleichgesinnten Region mit selbsternannten Führern und Unterführern gegen die Franzosen ins Gefecht.

Während auch hier die leitenden Köpfe in den Emigranten-, österreichischen Generals- und Hofkreisen, die englischen Diplomaten und Spione wie William Wickham im Hintergrund blieben, stellt man « an der Front » unterschiedliche Führer fest. So übernahm in Uri Vinzenz Schmied aus der bedeutendsten Magistratenfamilie des Kantons, Landesmajor und Vertreter der jungen Generation, das Kommando. In Schwyz verweigerte hingegen Alois Reding, der Held von 1798 und prägende Kopf im Aufstand 1802, jede Unterstützung oder Mitarbeit. Im Berner Oberland hatte der vormalige Miliz-Aidemajor, Michael Bühler das Kommando. Ihm sekundierten der ehemals preussische Soldat Johannes Zabli als Major und Isaak Marti, früher Wachtmeister im holländischen Dienst und Miliz-Unterleutnant, als Hauptmann. In Freiburg ernannte das Volk Christian Gobet, vormals Wachtmeister im französischen Dienst und Bauernhofbesitzer, sogar zum General.

Die Aufständischen waren infolge der französischen Waffenbeschlagnahmen von 1798 nicht durchgehend mit Gewehren versehen. Sie zogen in « Zivil », in der Innerschweiz in den weissen Hirtenhemden, in den Einsatz. Sehr wenige trugen die alte Uniform der kantonalen Miliz oder aus dem fremden Dienst. Ein gemeinsames Abzeichen oder Fahnen fehlten, zur Beschaffung dieser Stücke war der Aufstand zu kurzfristig vorbereitet und zu kurzlebig.

Die helvetischen Milizen als Gegner wurden von den Aufständischen unterschiedlich beurteilt. Die Zürcher galten in Glarus und Zug schlimmer als die Franzosen und waren ihrer Übergriffe wegen gefürchtet. Die lemanischen Truppen der Waadt wurden in der Deutschschweiz von der Sprache und vom Naturell her den Franzosen gleichgestellt. Die Unterwalliser wurden von den Oberwallisern als alte Untertanen verachtet. Die Freiburger genossen beinahe die Sympathie, galten sie doch eher als schlechte Patrioten und der Sache der Gegenrevolutionäre offen.

Bürgersoldaten in Uniform

In enger Verbindung mit den Ereignissen von 1798 (Eroberung der Eidgenossenschaft, Kämpfe bei der Einführung der Verfassung und im September in Nidwalden anlässlich der Eidleistung und der Emigration) und dem Volksaufstand im Frühjahr 1799 und in deren logischen Folge stehen die Bürgersoldaten in Uniform im Sommer 1799. Es handelte sich hier um Schweizer, die sich in Neu-Ravensburg freiwillig im Emigrantenregiment Rovérea zur Befreiung des Vaterlandes sammelten. Sie standen in englischem Sold und unter österreichischem Oberkommando, so zu Beginn unter Hotze. Die Truppenführung übernahmen, wie bei den im Sommer in der Schweiz aufgestellten gleichartigen Regimentern Bachmann, Salis und Courten, rund 140 Schweizer Offiziere aus dem fremden Dienst.

Die Aufstellung dieser Linientruppen bezweckte psychologisch die Mobilisierung der Bevölkerung : « Schweizer befreien die Schweiz ! » Dies sollte in den von den Franzosen freien Gebieten, die Bevölkerung hatte die Erlebnisse 1798/99 noch nicht verdaut und die Notwendigkeit zum kraftvollen Einsatz gegen die Franzosen und das helvetische Regime nicht eingesehen, nicht der Fall sein. Der Bestand betrug im Sommer 1799 erst 2000 Mann, stieg aber in der folgenden Emigrationsperiode im Winter doch auf über 3000 Mann. Diese Regimenter wurden nach erfolgreichen Rückzugsgefechten in Vorarlberg und im Engadin mit dem Frieden von Lunéville 1801 in der Steiermark abgedankt. Ein Teil der Leute kämpfte im englischen Regiment Wattenwyl weiter, die Mehrheit nutzte die stufenweise erweiterten Amnestien und kehrte in die Schweiz zurück.

Neben diesen auf drei Jahre oder bis zum Frieden angeworbenen Linienregimentern kämpften Kantonsmilizen in ihren alten Uniformen auch in englischem Sold unter dem Kommando des österreichischen Rittmeisters Managhetta ausschliesslich in der Schweiz und nur bis zu deren Befreiung. Sie kamen in unterschiedlicher Zahl aus den von den Österreichern eroberten Gebieten. Im Sommer 1799 zählte man doch 2000 Mann. Von ihnen gingen über 400 ins Exil. Die Legion Managhetta wurde im Dezember 1800 nach Disziplinproblemen aufgelöst.

Den Emigrantenregimentern und den Milizkontingenten des Freikorps war die Devise « Für Gott und Vaterland » gemeinsam. Sie zierte Fahnen und Aufrufe.

DER STAATSTERROR

Die Unterdrückung des Volksaufstandes erfolgte auf verschiedenen Ebenen. Vor, mit und nach dem militärischen Erfolg der französischen und helvetischen Ordnungstruppen setzte der Staatsterror ein. Requisitionen, Kontributionen von Einzelpersonen und Gemeinschaften und Truppeneinquartierungen gehörten zum üblichen Kriegsbrauch und waren auch in der Schweiz bekannt. Die Höhe und die Härte der verschiedenen Abgaben war aber hier neu.

So führten die Requisitionen von Lebensmitteln, Tieren und Futter zur Aushungerung weiter Landstriche in Graubünden, in der Zentralschweiz und im Wallis. Etwa 4500 Kinder dieser Gegenden mussten sogar gesammelt werden und wurden, um das Überleben zu sichern, in versorgungsmässig besser gestellte Gegenden verteilt. Eine Aktion, die Heinrich Pestalozzi, Philanthrop und Kinderfreund, schon

1798 für die Nidwaldner durchführen musste. – Die überhöhten Kontributionen ruinierten Private, Dörfer und Städte. Sie brachten den Bargeldumlauf zum Stocken und den Kredit zum Erliegen. Damit brachen Handel und Wirtschaft zusammen und führten zur Verarmung und Verelendung weiter Teile der Bevölkerung. Die wirtschaftliche Erholung davon fand in den am stärksten betroffenen Landgebieten erst in den 1830er Jahren statt.

Daneben bildeten die Sondergerichte nach französischem Vorbild mit der häufigen Verhängung von Todesstrafen einen beeindruckenden Kontrast zu der Praxis, wie sie weitgehend in der Alten Eidgenossenschaft vorherrschend war. Im 18. Jahrhundert wurden höchstens die Hauptträdelsführer zum Tode verurteilt und verschiedentlich sogar wie 1795 in Stäfa – nur « in effigie » hingerichtet, während 1799 sogar « kleine Leute » in zur Abschreckung genügender Anzahl getötet wurden.

Der Staatsterror zeigte sich auch – neu in der Schweiz – in den willkürlichen Geiselnahmen und in der Sippenhaft nach dem revolutionären Vorbild. Auf blossen Verdacht hin und ohne Anklage wurden politische und militärische Führer, aber auch nur potentielle Opponenten aller Schichten in der Schweiz (Aarburg, Basel, Chillon) und im benachbarten Frankreich (Strassburg, Belfort, Salins) eingekerkert. Dabei wurde auch die Sippenhaft angewendet, wie das Beispiel der über 70 Jahre alten Eltern und der Geschwister des Kapuziners Styger zeigt. Die Haftbedingungen waren unterschiedlich, unmenschlich hingegen z.B. auf der Festung Aarburg, in überbelegten unterirdischen Gewölben, ohne Licht, ohne Bewegungsmöglichkeit, ohne Stroh, Liegen nur übereinander in gekreuzter Lage, keine Aborte, dafür alle 14 Tage ein Ausspülen des Kerkers, Wasser und Brot nur gegen Bezahlung.

Es ist klar, dass unter diesen Voraussetzungen die Emigration zunahm und dem ersten Emigrantenregiment Rovérea und später organisierten Einheiten starken Zulauf von motivierten Kämpfern brachte. Die inländische Opposition war damit nicht erlahmt oder mundtot gemacht. Dies zeigt sich in Flugzetteln, die unter der Hand verbreitet oder öffentlich an die Freiheitsbäume oder Häuser der helvetischen Führer geheftet wurden. Als Beispiel seien das illustrierte « Vater Unser eines Nidwaldners » und das Pamphlet genannt, das sich im Sommer 1799 am Haus des Peter Ochs, des zeitweilig massgeblichen Chefideologen und Autors der helvetischen Verfassung, fand :

Voulès vous connoitre les Escroqs,
Voyès Schauenbourg, Rapinat et Ochs,
Voulès vous connoitre les Vautours,
Voyès Rapinat, Ochs et Schauenbourg,
Voulès vous connoitre les Scellerats,
Voyès Schauenbourg, Ochs et Rapinat.

Das helvetische Beispiel machte Schule, wie die konterrevolutionäre Interimsregierung von Graubünden im Sommer 1799 zeigt. Sie verfügte eine Geiselnahme mit Hausarrest von Patrioten in Innsbruck, im befreundeten Ausland, eine im Vergleich mit den helvetischen Massnahmen doch milde Schutzhaft. Erstaunlicherweise diente dies in der Literatur zur fast diskriminierenden Wertung der Opposition, während das repressivere helvetische Vorbild nicht gewertet wurde.

Die Repressionen erwiesen sich, wenn überhaupt, nur zeitlich eng begrenzt als nützlich, auf die Dauer hingegen als kontraproduktiv. Die erlebten und von der Regierung zur Abschreckung publik gemachten Terrormassnahmen verstärkten nur die Opposition, zeigten sie doch den Unentschiedenen oder vorsichtig still Abwartenden überdeutlich, wozu das neue helvetische Regime unter Duldung der französischen Schutzmacht fähig war. Die im November 1800 erlassene Generaleamnestie beruhigte zwar die Lage im Landesinnern, führte aber auch der Opposition weitere überzeugte und kampfbereite Kräfte zu. Die psychologische Wirkung des Staatsterrors als höchsten Ausdruck des Regimes und die Vereinigung der antihelvetischen Kräfte sollten dann 1802 im « Stecklikrieg » zum Sieg der Föderalisten und Anhänger der alten Ordnung über die Helvetik führen.

Es ist für die in der Schweiz im Falle der Helvetik verdrängende Geschichtsauffassung und -schreibung bezeichnend, dass dieser helvetische Staatsterror noch nie gesamthaft erfasst, ausgewertet und bewältigt wurde.

GRÜNDE FÜR DEN MISSERFOLG

Die Gründe für den Misserfolg sind vielfältig, können aber auf zwei Ebenen gesehen werden, national-lokal und international.

Auf der *national-lokalen Ebene* versagte die erste Garnitur der traditionellen Führungsschicht. Einerseits befanden sich die zum Kampf entschlossenen Politiker und Militärs mehrheitlich in der Emigration, andererseits hielten sich die im Lande weilenden Persönlichkeiten im Hintergrund. War es der Schock der erstmaligen Eroberung der Schweiz ? Furchtsamkeit ? Berechnendes Abwarten der Entwicklung ? Mit einer zweiten Garnitur oder mit Nachwuchskräften (der alten Führungsschicht) lassen sich höchstens lokale und kurzfristige Erfolge erringen.

Zur Führungsschwäche kamen die fehlende Unterstützung und der Mangel an festem Siegeswillen innerhalb der Bevölkerung, an Rückhalt in der Masse. Dies verunmöglichte angesichts der nur lokal erfolgten Absprachen konzertierte, machtvolle und weiträumige Aktionen. Ein Grund für diese Haltung liegt auch in der Opposition einzelner Gegenden zueinander wie etwa im Kanton Uri im Gegensatz zwischen Altdorf im untern Reusstal und Urseren auf dem Gotthard.

Die Aufständischen wählten die « falsche » Kampfweise. Nur lokale, auf sich allein gestellte Bauernhaufen mit Milizsoldatencharakter konnten im traditionellen Gefechtseinsatz keinen Krieg gegen einen an Menschen, Führung, Waffen und Technik so überlegenen Gegner gewinnen. Hier stellt sich nun die Frage nach einem Guerilla-Einsatz. Das Wissen um und das Verständnis für einen länger dauernden Kleinkrieg fehlten aber Führern, Mannschaft und Bevölkerung. Auch war das doch zu kleinräumige Gelände angesichts der relativen Zersiedelung und Erschliessung dazu ungeeignet. So ist dem militärischen Einsatz der Aufständischen nur eine heroische Symbolkraft zuzusprechen ; rational und erfolgbernehmend gesehen, hätten die Waffen unter den gegebenen Umständen nicht ergriffen werden dürfen.

Es fehlte ein « gesamtschweizerischer » Aktionsplan mit klaren Zielvorgaben, die über den militärisch-lokalen Bereich hinaus gegangen wären. Ein Programm der Emigranten und der inneren Opposition zur politischen, sozialen und wirtschaftlichen Gestaltung der Eidgenossenschaft nach der Vertreibung der Franzosen und dem Sturz des helvetischen Regimes, eine klare Zukunftsgestaltung mit konkreten Aussagen, auch für den einfachen Mann verständlich und überzeugend, wurde nicht formuliert. Die fehlende pragmatische Zielvorgabe war nicht durch die idealistische Devise « Für Gott und Vaterland » zu ersetzen, zumal bei aller Ablehnung der helvetischen Errungenschaften die unveränderte Rückkehr zur alten Ordnung nicht durchgehend verstanden und unterstützt wurde.

Auf der *internationalen Ebene* fehlten einerseits die genauen Absprachen über die Kriegsziele und das Vorgehen nach Zeitplan unter den Koalitionspartnern Österreich, England und Russland, zwischen den österreichischen Heerführern und schliesslich zwischen ihnen, den Emigranten und der inneren Opposition. Der Zeitverlust nach lokalen militärischen Rückschlägen verhinderte dann das erfolgversprechende konzentrierte Vorgehen, die Kombination des Angriffs von aussen mit dem Volksaufstand im Landesinnern.

Dass sich die Österreicher als Schutzmacht für die Befreiung der Schweiz nicht stärker zur Definition der politischen Ziele bei den Emigranten einsetzten, ehrt wohl ihre Zurückhaltung und die bewusste Förderung der Selbstbestimmung. Bei der Führungsschwäche und Unentschlossenheit der Emigranten erwies sich dies aber als beachtlicher Fehler.

SONDERFALL SCHWEIZ ?

Ist nun der Volksaufstand 1799 in der Schweiz ein Sonderfall ? Vom Verlauf her gesehen, muss dies verneint werden. Das zeigt der Vergleich mit dem heutigen Belgien und Luxemburg deutlich. Frankreich eroberte 1794 die österreichischen Niederlande, was zur Emigration und Bildung von Emigrantenkomitees in Düsseldorf und Emmerich führte. 1798/99 löste auch hier die Einführung der Konskription mit den Einwirkungen der Emigranten den allgemeinen Aufstand aus, der später in Belgien als Bauernkrieg und in Luxemburg als Klöppelkrieg bezeichnet wurde. Die lokale und regionale Führungsschicht stammte aus dem Bauernstand oder dem bürgerlichen Mittelstand. Gekämpft wurde zur Verhinderung der Konskription, zur Wiedererlangung der alten Ordnung und Freiheit und zur Bewahrung der Religion. So trugen auch hier die Fahnen der Aufständischen die Inschriften « Voor God en Vaderland » oder « Dieu et nos libertés ». Die Repression - man rechnet mit 5700 bis 10 000 Toten - erfolgte ebenfalls nach den bekannten Methoden (Plünderungen, Einquartierungen, Kontributionen, Inhaftierungen). Auch in den österreichischen Niederlanden war dem Aufstand kein Erfolg beschieden.

Zu wünschen ist eine europäisch koordinierte Erfassung der Volksaufstände auch dieser Geschichtsperiode nach einem gemeinsamen Schema, um die Eigenarten und Gemeinsamkeiten dieser Bewegungen herauszuarbeiten. Dies würde dann einmal erlauben, eine objektivere Beurteilung des national-lokalen Geschehens und eine bessere, abgestufte Wertung der internationalen Konter-Revolution zu erhalten, als dies bis anhin der Fall ist.

ERFOLGE TROTZ MISSERFOLG

Wenn auch der Volksaufstand von 1799 militärisch und politisch ein Misserfolg für die Anhänger der alten Ordnung und die Gegner der Helvetik war, müssen doch zwei Erfolge für den Aufstand unterstrichen werden.

Das helvetische Regime verzichtete nach 1799 auf die Konskription. Das nur zwangsmässig mögliche Aufgebot von 20 000 Mann in den regierungstreuen Gebieten zur Bildung des auf 65 000 Mann geplanten helvetischen Milizheeres als Hilfstruppe für die Franzosen hatte ja im Sommer 1799 mit gut 4/5 Bestandesverlust aus Desertionen überdeutlich bewiesen, dass auf das Volk nicht zu zählen war. Die helvetische Regierung stützte sich in der Folge nur noch auf eine kleine Anzahl angeworbener Linientruppen.

Die Niederschlagung des Volksaufstandes und der Misserfolg der Koalitionstruppen bewies den politischen und militärischen Führern mit grösster Deutlichkeit, dass nur ein gemeinsames Vorgehen aller inneren Kräfte zum Erfolg führen konnte. Der Friede von Lunéville 1801 garantierte ja das Selbstbestimmungsrecht auch der Bevölkerung der Helvetischen Republik. Die fünfjährige Praxis der helvetischen Ordnung hatte bis 1802 zudem breiten Schichten des Volkes klar gemacht, dass ohne Einsatz weitester Kreise keine Besserung der Lage zu erwarten war. Diese Erkenntnisse führten dann zum Volksaufstand im Herbst 1802, « Stecklikrieg » genannt. Der Kern der Aufständischen bestand aus Offizieren und Mannschaften, die schon 1799 gekämpft hatten. Das erfolgreiche Vorgehen der Föderalisten, der Anhänger der alten Ordnung, trieb die helvetische Regierung von Bern nach Lausanne. Ihrer Exilierung nach Frankreich kam nur der Machtspruch Napoleons zuvor, der in der Folge 1803 mit seiner Mediation eine gemässigte Form der alten Ordnung diktierte. Diese blieb dann auch bis zur Abdankung Napoleons 1814 erhalten. Die letzten helvetisch gesinnten Kräfte, die im Kanton Zürich gewaltsam einen Umsturz versuchten, wurden 1804, im « Bockenkrieg », ohne französische Unterstützung durch eidgenössische Interventionstruppen zur Raison gebracht. Helvetische Grundideen triumphierten nach der Aufnahme des liberalen Gedankenguts 1830/31 erst 1848 mit der Bildung des neuen Bundesstaates und seiner radikal-liberalen Verfassung.

SCHLUSSBEMERKUNGEN

Zu verschiedenen direkten oder indirekten Aussagen in der bestehenden Literatur oder mündlich vorgetragenen Meinungen sind doch noch einige Korrekturen oder Hinweise nötig : – Der Volksaufstand von 1799 in der Schweiz, wie auch die früheren und später erfolgten Oppositionsbewegungen, sind im Detail, nach den inne-

ren Zusammenhängen und Umständen, weitgehend unerforscht. Um allgemeine Schlüsse ziehen zu können, muss endlich die nötige Klein- und Vorarbeit gemacht werden. Die hier zitierte, doch beeindruckende Zahl von Publikationen und Artikeln täuscht über die Aussagekraft zur angesprochenen Thematik hinweg.

– Der Aufstand wird von der bauerlichen Opposition, wohl hauptsächlich aus der oberen und mittleren Schicht mit Vertretern der Unterschicht getragen. Bei letzteren haben sicher das Abhängigkeitsverhältnis und die Opportunität stärker mitgespielt.

– Der Aufstand ist kein katholisches Phänomen, sondern findet auch in protestantischen Gebieten statt. Die Haltung der Geistlichen beider Konfessionen ist gespalten. Die Mehrheit empfand es bitter, politischer Bürgerrechte beraubt, nur noch als Vertreter « privater Vereine » zum Wohle des Staates wirken zu müssen. Die Opposition der katholischen Welt- und Ordensgeistlichen ist nach dem abschreckenden und in der Eidgenossenschaft bekannten Beispiel der Verfolgungen in Frankreich und durch die einschneidenden Massnahmen der helvetischen Regierung mit dem Sequester, dem Aufnahmeverbot von Novizen und den Klosteraufhebungen schärfer als die der protestantischen Pfarrer, die, « aufgeklärter », schon länger an das dirigistische Staatskirchentum gewöhnt, eher vom Wegfall der Zins- und Zehntrechte und von der Beschneidung ihrer Kompetenzen im Chorgericht und in Schulfragen als vom Systemwechsel betroffen waren.

– Der Aufstand wurde nicht von rückständigen, von der Kommunikation abgeschlossenen « Hinterwäldlern » getragen, wenn die Beteiligten auch verschiedentlich in alpinen, voralpinen oder unwegsameren Randregionen lebten. Die aufständischen Gebiete sind vielmehr von internationalen (Gotthardpass) bis lokalen Verkehrsachsen (Freiburger Gebiet) durchschnitten, was den Informationslauf reichlich fliessen und die Bevölkerung an den aktuellen Ereignissen teilhaben liess.

– Der Volksaufstand hatte nie den Charakter oder auch nur den Anschein einer Hungerrevolte. Die Lebensmittelknappheit trat erst nach den Aufständen auf.

– Es handelt sich 1799 um keinen eigentlichen Stadt/Land-Gegensatz. Die Städte waren nur als Verwaltungszentren der helvetischen Macht Ziele der Aufständischen. Dabei konnte in logischer Folge wie in Lugano eine Druckerei als pro-helvetische Propagandazentrale zerstört werden.

– Der Aufstand kostete gesamthaft gesehen wenige Tote. Es gab keinen « Völkermord » wie in der Vendée. Da die Opfer den Franzosen angelastet wurden, war das nach-helvetische Zusammenleben nicht durch Rachegefühle stärker belastet und erschwert. Der Eintrag der Toten in die Schlachtenjahrzeitbücher brachte nur lokale Helden und Märtyrer hervor, deren noch heute anlässlich der Erinnerungsfeiern gedacht wird. Sie dürfen aber trotzdem nicht von zeitgenössischen Geschichtsschreibern als solche unerwähnt bleiben.

– Der passive Widerstand der Bevölkerung als alternativen Oppositionsmodus gegen die französische Besetzung und gegen die « revolutionäre Regierungsform » war nur eine zeitlich befristete Antwort. Das Grundproblem, der Verlust der überlieferten Lebensweise durch das gewaltsame Aufzwingen der neuen Ideen und

Formen, war damit nicht gelöst. Dies zeigt das Beispiel des okkupierten linksseitigen Rheinlandes deutlich. Die Konskription erfolgte hier trotzdem, wenn auch erst 1802. Der vorgängige zivile Ungehorsam verhinderte bis dahin lediglich grössere Unruhen und blutige Gewaltanwendung. Es zeigt sich, dass der Volkscharakter, die äusseren Umstände der Besetzung und die politische Lage zur Art und Dauer des Widerstandes wesentlich beitrugen. « Unheroic and intelligent the Rhine-landers may have been ; docile they were not. Very early in the occupation they discovered that there were more effective and more enjoyable ways of opposing the French than committing suicide ». Die Frage nach der Machbarkeit und nach dem möglichen Erfolg eines allgemeinen passiven Widerstands in der ganzen Schweiz ohne jeglichen Versuch einer bewaffneten Auseinandersetzung stellt sich angesichts der Vielfalt der geschichtlichen Entwicklung der Kantone und bei den Zeitumständen höchstens in der Theorie als Gedankenpielerei.

H. F.

Die Personen, die die bibliographischen Angaben wollen, können sie bei Generalsekretär der SVMM, Oberstlt Pedrazzini, Eidg. Militärbibliothek, CH-3003 Bern, verlangen.

COLONEL HERVÉ DE WECK *

Aspects du maintien de l'ordre par l'Armée (1830-1970)

S'exprimant à l'occasion des cinquante ans de la fin de la Seconde Guerre mondiale, Willy Gautschi, auteur d'une biographie du général Guisan, déclarait : « Un bilan des fautes commises dans le passé est une des conditions d'une bonne santé mentale. Cela n'a rien à voir avec une flagellation masochiste, c'est un acte d'hygiène psychique. Ni l'individu, ni l'Etat ne doit mentir sur son passé. Ce n'est pas la découverte de la vérité historique qui est dangereuse pour un Etat démocratique, mais les tentatives de cacher ou de déformer la vérité. Les faussaires de l'histoire ne sauvent pas la liberté, ils la mettent en danger. » Les polémiques, les affirmations tendancieuses à propos du maintien de l'ordre par l'armée justifient un tel souci. Il faut en revenir aux faits !

Cinq cas de maintien de l'ordre par l'armée, entre 1830 et 1970, permettent de mettre en évidence les problèmes délicats qui peuvent se poser dans un Etat fédératif à démocratie semi-directe :

- deux interventions des troupes cantonales dans le Jura bernois à une époque de montée des passions politico-religieuses ;
- le service d'ordre en novembre 1918, en période de service actif, qui révèlent des difficultés au niveau de l'appréciation de la situation et du partage des compétences entre cantons, Confédération et commandant en chef ;
- les événements dramatiques de novembre 1932 à Genève qui s'expliquent par de graves lacunes au niveau de la planification, de l'instruction et une inconscience des autorités politiques, cantonales et fédérales ;
- la mise de piquet de troupes en 1968 dans le contexte de la Question jurassienne, une mesure qui ne sera pas accompagnée d'une politique d'information convenable.

* Maître de gymnase rédacteur en chef de la *Revue militaire suisse*, secrétaire général adjoint et trésorier de la Commission internationale d'histoire militaire.

Entre 1830 et 1939 en tout cas, le niveau de violence naturelle des Suisses apparaît beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui, alors que les moyens et la formation des polices cantonales ne leur permettent pas de faire face à des désordres d'une certaine gravité. En Suisse, il n'y a jamais eu de police fédérale capable d'intervenir en tant que réserve stratégique. Aujourd'hui, les gouvernements des Etats voisins disposent, pour ce faire, d'effectifs avoisinant les 100 000 hommes, ce qui leur évite, en cas de troubles graves, de faire appel aux forces armées pour le service d'ordre. En Suisse, quand il faut engager des troupes, des problèmes se posent, qui n'apparaissent pas dans des armées de métier. Enfin, les gouvernements cantonaux ont compétence d'engager en service d'ordre leurs troupes cantonales, c'est-à-dire des formations d'infanterie.

INTERVENTIONS DE L'ARMÉE EN SERVICE D'ORDRE (1830-1970) ¹

Date	Canton/région	Événement	Mesures	Cause	morts blessés
1831	Neuchâtel	« Occupation militaire »	SO féd	pol	
1831-1832	Bâle	« Occupation militaire »	SO féd	pol	
1833	Schwyz	« Occupation militaire »	SO féd	pol	
1833	Bâle	« Occupation militaire »	SO féd	pol	
1835	Argovie	Serment des prêtres	SO cant/piquet	pol	
1836	Jura bernois	« Occupation militaire »	SO cant	pol	
1838	Schwyz	« Occupation militaire »		pol	
1856 02.09.	Neuchâtel	Putsch royaliste	SO cant/piquet	pol	
1860 26.03.	Genève	Affaire de Savoie	piquet	pol	
1860 31.03.	Lausanne	Affaire de Savoie	SO cant	pol	
1864 22.08.	Genève	Troubles électoraux	SO féd	pol	
1869 25.03.	Lausanne	Grève ouvriers du bâtiment	SO cant	soc	
1871 09.03.	Zurich	Affaire de la Tonhalle	SO féd	pol	5
1873-1874	Jura bernois	Kulturkampf	SO cant	pol	
1875 29.07.	Gothard	Grève ouvriers du tunnel	SO cant	soc	4
1876 22.10.	Stabio (TI)	Troubles	SO cant/piquet	pol	
1889 05.03.	Tessin	Troubles électoraux	SO féd	pol	
1890 11.09.	Tessin	Putsch libéral-radical	SO féd	pol	
1893 19.06.	Berne	Affaire du Käfigturm	SO cant/piquet	soc	
1896 27.07.	Zurich	Affaire des Italiens	SO cant	pol	1
1897 16.10.	Lucerne	Grève ouvriers du bâtiment	SO cant	soc	
1898 19.07.	Genève	Grève ouvriers du bâtiment	SO cant	soc	
1899 08.11.	Simplon	Grève ouvriers du tunnel	SO cant	soc	
1901 25.06.	Simplon	Grève ouvriers du tunnel	SO cant	soc	
1902 09.-11.10.	Genève	Grève générale	SO cant/piquet	soc	2
1903 07.04.	Bâle	Grève des maçons	SO cant	soc	
1904 27.07.	Ricken (SG)	Grève ouvriers du tunnel	SO cant	soc	
1904 01.08.	Chx-de-Fonds	Grève ouvriers du bâtiment	SO cant	soc	
1905 10.08.	Locarno	Grève ouvriers du bâtiment	piquet	soc	
1905 06.09.	Rohrschach	Grève des fondeurs	SO cant	soc	
1906 19.07.	Zurich	Grève des métallurgistes	SO cant	soc	
1907 27.03.	Vaud	Grève générale	SO cant	soc	7
1907 07.05.	St-Moritz	Grève des maçons	SO cant	soc	
1907 22.07.	Hochdorf (LU)	Grève générale	SO cant	soc	
1911 12.05.	Zurich	Grève des maçons	SO cant	soc	
1912 12.07.	Zurich	Grève générale	SO cant	soc	
1913 14.06.	Bâle	Grève des teinturiers	SO cant	soc	

¹ Cette liste ne prétend pas à l'exhaustivité ! Les mesures prises lors des conférences internationales et des visites de personnalités politiques ne sont pas prises en compte. SO = service d'ordre.

Date	Canton/région	Événement	Mesures	Cause	morts blessés	
1913 22.09.	Granges	Grève ouvriers du tunnel	SO cant	soc		
1914 06.04.	Granges	Grèves ouvriers horlogers	SO cant	soc		
1915 26.05.	Tessin	Manifestations anti-allemandes	SO féd	pol		
1916 29.02.	Zurich	Procès des colonels	SO féd/piquet	pol		
1916 29.02.	Lausanne	Procès des colonels	SO féd/piquet	pol		
1916 03.09.	Chx-de-Fonds	« Dimanche rouge »	SO féd	pol		
1916 22.11.	Lausanne	Grève des typographes	SO féd	soc		
1917 01.05	Chippis	Attentat, grève	SO féd	soc	1	
1917 19.05.	Chx-de-Fonds	Libération de détenus	SO féd	pol		
1917 13.10.	Bodio (TI)	Grève usines d'explosifs	SO féd	soc		
1917 15.11.	Zurich	Soutien à la révolution d'Octobre et grève fabriques de munitions	SO féd	soc		
1918 01.05.	Zurich	Manifestation du 1 ^{er} mai	SO féd	pol		
1918 22.06.	Bâle	Manifestations contre le renchérissement	SO féd	soc		
1918 08.07.	Bienne	Manif Jeunes socialistes	SO féd	pol	1	
1918 08.07.	Lugano	Grève générale	SO féd	soc		
1918 07.-17.11.	Berne	Grève générale	SO féd	soc/pol	1 sdt	5
1918 07.-16.11.	Zurich	Grève générale	SO féd	soc/pol	1 sdt	4
1918 14.11.	Bienne	Grève générale	SO féd	soc/pol		1
1918 14.11.	Granges	Grève générale	SO féd	soc/pol	3	2
1919 31.07.	Bâle	Grève générale	SO féd	soc/pol	5	12
1919 01.08.	Zurich	Grève générale	SO féd	soc/pol	1	1
1923 16.09.	Tessin	Manifestations antifascistes				
1927 22.08.	Genève	Manifestations en faveur de Sacco et Vanzetti	SO cant	pol		
1929 29.-31.03.	Tessin	Projet « Rencontre rouge »		pol		
1929 24.03.	Bâle	« Rencontre rouge »	SO féd	pol		
1929 01.08.	Bâle	Journée antifasciste	SO féd	pol		2
1930 30.03.	Zurich	Manifest. communiste	piquet	pol		
1930 18.05.	Baden	Jeunes communistes	SO féd	pol		
1930 28.09.	Schaffhouse	« Rencontre rouge »	piquet	pol		
1932 23.01.	Zurich	Assaut contre la caserne	-	pol		
1932 02.02.	Genève	Manifestation pour le désarmement	piquet	pol		
1932 13.-14.08.	Lugano	Manifestation antifasciste	piquet	pol		
1932 08.10.	Fribourg	Libération de détenus	SO cant	pol		
1932 09.-13.11.	Genève	Troubles gauche-droite	SO féd	pol	13	39
1932 09.-13.11.	Lausanne	Troubles	SO cant	pol		
1933 01.04./						
1933 01.05	Genève	Manifestation anti-allemande	SO cant	pol		
1933 03.-04.06.	Bienne	Jeunes socialistes	SO cant	pol		
1934 25.01.	Tessin	Manifestations fascistes	piquet	pol		
1936 06.03.	Liestal	Manif de chômeurs	piquet	soc		
1942 10.06.	Chippis	Conflit dans l'aluminium	SO féd	soc		
1942 22.09.	Steinen (SZ)	Manifestation contre l'économie de guerre	SO féd	soc		
1945 07.-31.05.	Tessin	Violences anti-fascistes	SO féd	pol		
1945 29.08.	Berne	Manif communiste	piquet	pol		
1946 19.02.	Andermatt	Manif contre usine électr	piquet	pol		
1953 07.08.	Saxon	Mévente abricots	piquet	soc		
1955 14.02.	Berne	Attaque contre la légation de Roumanie	SO féd	pol		
1964 11.09.	Lausanne	Journée bernoise à l'Exposition nationale	piquet	pol		
1968 30.07.	Jura bernois	Actions illégales	piquet	pol		

LES VILLES LES PLUS CONCERNÉES			
Ville	Service d'ordre (nombre)	Manifestations politiques	Manifestations sociales
Zurich	12	6	6
Genève	8	6	2
Bâle	8	4	4
Berne	4	3	1
Ensemble des opérations en Suisse (1831-1968)	84	46	38

MAINTIEN DE L'ORDRE PAR L'ARMÉE (NOMBRE D'ENGAGEMENTS)			
	Manif pol	Manif soc	Total
1831-1896	17 (85,0 %)	3 (15,0 %)	20
1897-1919	7 (8,5 %)	31 (81,5 %)	38
1920-1945	19 (95,0 %)	3 (5,0 %)	22
1946-1968	4 (80,0 %)	1 (20,0 %)	5

1. MAINTIEN DE L'ORDRE PAR LA TROUPE DANS LE JURA BERNOIS

1.1. A l'époque de la Régénération (1830-1836)

A partir de 1830, la montée du libéralisme et du radicalisme provoque des tensions en Suisse. Pour juger de leur gravité, il faut tenir compte du « niveau naturel de violence » des Suisses, de leurs velléités libertaires, ce qui relativise ces affrontements et la gravité des troubles. Entre 1831 et 1844, la troupe intervient à huit reprises, dans plusieurs cantons, pour maintenir ou rétablir l'ordre, pour s'interposer à la suite d'affrontements politiques, de coups d'Etat, de « révolutions » qui s'y sont produits. Entre 1831 et 1833, il y a deux interventions militaires fédérales dans le canton de Bâle qui se divise dans la violence en deux demi-cantons ; en 1833, la Diète prend une mesure identique à Schwyz où les conservateurs ont tenté un coup de force contre les libéraux, et il y a une deuxième intervention en 1838. En 1831,

des troupes rétablissent l'ordre à Neuchâtel où un coup de force a été tenté contre le parti conservateur royaliste au pouvoir. En 1835, en Argovie, l'obligation faite aux prêtres catholiques de prêter serment de fidélité à la nouvelle Constitution cantonale amène une intervention militaire. Entre 1839 et 1844, des affrontements sanglants se produisent en Valais.

Il faut encore tenir compte des mises de piquet : à Vevey en 1832, pour prendre un exemple, les « Réveillés » (des sectaires protestants) s'opposent à la Fête des vignerons, la considérant comme une « bacchanale impie », une « provocation païenne » et une « incitation au stupre ». La population locale réagit très mal à ces attaques, si bien que l'on peut craindre des actes de violences contre les sectaires... Les milices de Morges et de Lausanne sont mises de piquet.

Les opérations de maintien de l'ordre dans la partie catholique du Jura bernois ne sont donc pas des particularités bernoises : elles se situent dans un contexte d'affrontements politiques en Suisse. L'historiographie jurassienne passe sous silence ce paramètre pourtant essentiel à la compréhension des événements.

Dans la période 1830-1880, lorsque des désordres et des troubles se produisent dans le Jura bernois, entre Boncourt et La Neuveville, les autorités cantonales lèvent des troupes, même si la situation, avec le recul, n'apparaît pas vraiment grave². Dans l'historiographie jurassienne, on en conclut que les Bernois se servent de la force pour mater d'irréductibles Jurassiens qui aspirent à l'indépendance. La réalité s'avère différente. Les désordres, au XIX^e siècle, qui restent limités aux districts catholiques d'Ajoie, des Franches-Montagnes et de la vallée de Delémont, sont dus à des tensions politico-religieuses entre Jurassiens, une majorité catholique et conservatrice, d'une part, une minorité libérale-radical farouchement anticléricale, d'autre part, à une époque où les forces de police à disposition du canton de Berne (il en va de même dans les autres cantons) sont dérisoires.

En 1816, la Berne cantonale avait fixé à 48 le nombre des gendarmes prévus dans l'ancienne Principauté de Bâle qui vient de lui être rattachée. Ces hommes semblent poser plus de problèmes qu'ils n'en résolvent. Beaucoup sont d'anciens grognards au service de Napoléon, grossiers, méprisant les civils et compensant la faiblesse de leurs appointements par des contraventions. Dans l'administration, on ne les considère en aucun cas comme capables d'intervenir en cas de désordres. Le gouvernement vaudois, au début des années 1830, entretient un corps d'environ 200 gendarmes, dont 45 travaillent au service des péages. En 1833, les effectifs de la police bernoise s'élèvent à 250 hommes ; on ne peut pas compter sur les agents communaux qui ne sont guère « à la hauteur des exigences »³. Pour maintenir ou rétablir l'ordre, il n'y a que les troupes cantonales, voire celles d'autres cantons...

² Du 15 janvier au 10 février 1851, des troupes, placées sous les ordres du colonel Gerwer, maintiennent l'ordre en Erguel à cause de tensions politiques. Le gouvernement cantonal met de piquet les bataillons Dieter et Kistler, une compagnie de carabiniers et une compagnie d'artillerie. Il met à la disposition du préfet, M. Lombach, des troupes des districts des Franches-Montagnes et de Courtelary. (Juillerat, *Pages d'histoire*, t. I, p. 6 ; Bessire, *Histoire du Jura bernois*, p. 292-293).

³ *Gendarmerie vaudoise*, p. 21, 28 ; Moine, Virgile : *Le Jura et le mouvement démocratique de 1830-1831*. Delémont, Démocrate, 1929, p. 31 ; Moine, Virgile : *Un centenaire. L'instauration du régime démocratique dans la république de Berne. 1831*. Bienne Schöler, 1931, p. 10 ; Arnet, pp. 68-72.

En 1831, les soulèvements qui entraînent la chute du gouvernement bernois, conservateur et patricien, suscitent d'abord la sympathie des catholiques dans la partie nord du Jura bernois ; quelques exaltés y rassemblent même des armes et des munitions pour résister à une éventuelle intervention de forces contre-révolutionnaires. En revanche, dans la vallée supérieure de la Sorne (Sornetan, Châtelat, Monible et Souboz), la population, essentiellement rurale, reste favorable au gouvernement patricien. Le 31 juillet 1831, le peuple bernois accepte la nouvelle Constitution par 27 802 oui contre 2153 non, et les résultats sont à l'unisson dans l'ancienne Principauté épiscopale : 6905 oui contre 894 non.

C'est dans ce contexte qu'une garde civique se constitue à Porrentruy en octobre 1830. Les leaders libéraux, des bourgeois, craignent des dérapages semblables à ceux de 1792 en France. Ils comptent sur cette modeste force, calquée sur les gardes nationales organisées en France après les événements de juillet. Cette garde civique comprend des citoyens attachés à la « cause nouvelle » mais ennemis du désordre et du pillage ; elle se trouve sous le contrôle de Xavier Stockmar. En 1833, on compte dans le canton de Berne 211 gardes civiques qui rassemblent sur le papier 23 429 hommes ⁴.

La nouvelle charte fondamentale d'inspiration libérale modifie profondément les relations Eglise-Etat. La religion devient une affaire privée, l'Etat s'octroyant un droit de contrôle sur les affaires touchant à la religion catholique comme il l'exerce depuis longtemps sur l'Eglise protestante bernoise. Il s'agit de créer les conditions pour que les gens puissent s'émanciper de croyances et de contraintes que les libéraux jugent dépassées. Le Saint-Siège et la hiérarchie catholique refusent ce qu'ils considèrent comme un alignement.

Dès le début de l'année 1831, des tensions naissent entre des membres du clergé comme le chanoine Jean-Baptiste-Bernard Cuttat, curé de la paroisse de Porrentruy depuis 1820, et des ténors libéraux comme François-Joseph Vautrey ou Xavier Stockmar devenu préfet d'Ajoie. En février 1832, le Grand-Conseil adopte une loi qui fait perdre le monopole de l'enseignement au clergé catholique dans la partie nord du Jura bernois, car elle y prévoit une école normale mixte du point de vue confessionnel. Dès cette époque, catholiques-conservateurs et libéraux jurassiens se disputent les enseignants primaires et, à travers eux, l'orientation de la société ⁵.

Les passions se cristallisent aussi autour de l'obligation faite aux prêtres catholiques de prêter serment de fidélité à la nouvelle Constitution cantonale de 1831, une mesure pourtant acceptée par le Vatican et l'évêque de Bâle. Une partie de la population de Vendlincourt (600 habitants) soutient son curé, dont le traitement a été suspendu jusqu'à ce qu'il se soumette à cette formalité ; ces fidèles retiennent sur leurs impôts la somme que représente le traitement du prêtre. Le 1^{er} juin 1832, le village est occupé pendant trois jours par 400 hommes que le gouvernement can-

⁴ Moine, Virgile : *Mouvement démocratique...*, p. 55, 88, 152-158 ; Moine, Virgile : *Un centenaire...*, p. 21-23, 28 ; Moine, Virgile : « Xavier Stockmar, l'homme du Jura », *Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern*, 1965, p. 8.

⁵ Bernard Prongué ; Marcel Rérat : *Le Jura historique ou le Jura des sept districts. 1815-1978*. Porrentruy, Office du patrimoine historique, 1994, p. 46-48.

⁶ Moine, Virgile : *Mouvement démocratique...*, p. 158 ; Moine, Virgile : *Le colonel Hoffmeyer*, p. 247 ; Bessire, p. 267 ; Bélet, t. I, p. 109.

tonal a placés sous les ordres du colonel Jean-Baptiste Hoffmeyer de Bassecourt, un libéral ⁶.

Les gouvernements de sept cantons libéraux, dont Berne, désirent concrétiser les principes de la Régénération ; ils discutent d'un concordat connu sous le nom d'« Articles de Baden » et en adoptent le texte le 27 janvier 1834. Le conseiller d'Etat Vautrey, un Ajoulot libéral, accepte les articles au nom de son canton, mais il changera d'avis un peu plus tard. Bien que le pape et l'évêque de Bâle condamnent ce texte, le Grand-Conseil bernois le ratifie le 26 février 1836 ⁷.

Dans le clergé catholique jurassien, on prétend que les autorités veulent faire changer de religion au brave peuple ; on fausse la réalité, faisant preuve de mauvaise foi, sans doute dans le but de faire réagir les gens. Les prêtres font ce qu'on appellerait aujourd'hui de la désinformation. Sous leur impulsion, des « arbres de la religion » sont plantées en Ajoie, aux Franches-Montagnes et dans la vallée de Delémont. Une pétition comprenant 8000 signatures est adressée aux autorités. Ce chiffre correspond au nombre des signataires de pétitions, catholiques-conservatrices à l'époque du Kulturkampf, au début des années 1870. On pourrait donc en déduire que, dans les trois districts catholiques, les conservateurs-catholiques représentent déjà les trois quarts des électeurs, les libéraux un quart.

Les autorités cantonales craignent un mouvement sécessionniste semblable à ceux qui se sont produits dans les cantons de Bâle et de Schwyz. Lorsque le Grand Conseil délibère des mesures à prendre, Xavier Stockmar, élu conseiller d'Etat à la place de Joseph Vautrey le 11 décembre 1835, recommande l'application des Articles de Baden, par la force militaire s'il le faut. Une opération de maintien de l'ordre est décidée, qui va durer dix-sept jours. 3 compagnies d'artillerie, 4 compagnies de carabiniers (environ 120 hommes par unité) et 7 bataillons d'infanterie (environ 700 hommes par corps de troupe) sont mobilisés dans l'ancien canton. Seuls 3 bataillons s'en vont cantonner dans les districts catholiques, les autres formations restant en réserve dans les districts de Bienne, de Courtelary et de Moutier ⁸. Le calme se rétablit ; le chanoine Cuttat, accusé comme ses deux vicaires (les abbés Jacques Spahr et Jean-Pierre Bélet), quitte le pays pour échapper à son arrestation. Un procès de haute trahison sera engagé contre lui en 1836.

Ces mesures ne créent pas un « front du refus » chez les habitants du Jura bernois. Dans les districts de La Neuveville, de Courtelary et de Moutier, la vie

⁷ Prongué et Rérat, op. cit., p. 46-48 ; Dierauer, *Histoire de la Confédération suisse*, t. V, pp. 713-714. Deux des articles de Baden qui vont poser problème :

Art. 3.- Ils [les sept cantons signataires, AG, BE, BL, LU, SG, SO, TH] s'obligent à maintenir le droit de souveraineté en vertu duquel les publications et dispositions ecclésiastiques doivent être soumises au placet de l'autorité civile, telles que :

a) les bulles, brefs et autres mandements du Saint-Siège ;

b) les ordonnances générales, circulaires, publications, etc, émanant de l'archevêque, de l'évêque et des autres autorités supérieures ecclésiastiques, et qui sont adressées au clergé et aux fidèles du diocèse, ainsi que les décisions synodales et toutes dispositions emportant une charge imposée à des individus ou à des corporations ;

c) les sentences rendues par des supérieurs ecclésiastiques, en tant qu'elles ne sont pas compatibles avec les lois du pays.

Art. 13.- Les Etats contractants se garantissent mutuellement le droit d'exiger, lorsqu'ils le jugeront convenable, le serment de fidélité de la totalité de leur clergé. Un ecclésiastique qui aura refusé le serment dans un canton ne pourra obtenir d'emploi dans un autre. (Ernest Daucourt : *Les troubles de 1836 dans le Jura bernois*. Porrentruy, 1923, pp. 91-94)

⁸ Archives de l'Etat de Berne, BB II 529.

continue normalement. Dans la partie Nord, si les catholiques-conservateurs s'insurgent, certains considèrent ces mesures comme normales, voire indispensables ; les libéraux les applaudissent, puisqu'ils « sont en guerre » contre les conservateurs.

Les lettres écrites par le préfet d'Ajoie Henri-Joseph Choffat – il ne s'agit pas d'un immigré alémanique ! – fournissent des indices intéressants. En date du 4 mars, il annonce au Conseil exécutif : « J'ai (...) convoqué quinze élites avec les capitaines Eichelberger et Bornèque. J'ai cru devoir prévenir le colonel Quiquerez⁹ de ces tentatives [de soulèvement] sur plusieurs points du district. Je lui ai donc dépêché le capitaine Fattet. » Le lendemain, il déclare au même destinataire qu'« il n'est pas prudent de mettre des élites sur pied, crainte de refus ; sur onze commandés hier, trois ont refusé. Les chefs ne seraient pas obéis (...) ». Le 12, il annonce que « le colonel Zimmerli est arrivé hier (...). Les soldats ont été promptement logés. Je me suis rendu à la cure, accompagné du colonel Buchwalder, du commandant de la gendarmerie, du capitaine Wisard et de la force nécessaire. »¹⁰

Les noms qu'il cite de gens, sur lesquels il peut compter, ne sonnent pas comme ceux de ressortissants de l'ancien canton... Dans le même temps, le colonel Hoffmeyer, préfet de Delémont, que l'abbé Bélet considère comme appartenant au « parti radical honnête », aurait déclaré au commissaire du gouvernement cantonal qu'avec le 8^e bataillon, formé d'hommes de la région, il est prêt à maintenir l'ordre légal dans le pays. Hoffmeyer relativise-t-il la gravité de la situation ? Ignore-t-il le principe selon lequel on n'engage pas en service d'ordre des troupes recrutées dans la région ? Souhaite-t-il profiter de la situation pour régler des comptes ?

L'historiographie jurassienne a toujours exagéré les moyens engagés dans cette opération de maintien de l'ordre. Selon l'abbé Bélet, elle « devait être aussi rapide que possible et, au moyen de 12 bataillons, c'est-à-dire de la totalité des troupes régulières dont pouvait disposer l'ancien canton. » L'abbé Bélet, qui ne brille généralement pas par son objectivité et sa tolérance, ajoute tout de même que seuls 4 bataillons sont accourus à l'intervention du préfet Hoffmeyer¹¹. Dans *Les troubles de 1836*, Ernest Daucourt parle de 6 bataillons ; dans *Histoire du Jura bernois*, P.-O. Bessire soutient que « le Jura catholique est occupé militairement par 12 bataillons¹². »

1.2. LE KULTURKAMPF (1873-1878)

Bismarck est l'initiateur, en Allemagne, du Kulturkampf, ce combat dit « pour la civilisation ». Depuis la fin de la guerre franco-allemande de 1870/71, les élites radicales en Suisse alémanique perdent leur crainte viscérale face à la puissance de l'Etat des Hohenzollern et leur nouvelle admiration les poussent à imiter le chancelier du II^e Reich. Il en va de même en Suisse romande, en particulier à Genève, où se produisent différentes crises en relation avec le Kulturkampf. Ce qui se passe

⁹ Il s'agit du frère du géologue et historien. Député au Grand-Conseil, il a soutenu les articles de Baden (Mémoires de l'abbé Bélet, t. I, p. 179).

¹⁰ Vautrey, Joseph-François : *Correspondance de MM. les préfets... avant, pendant et après l'occupation militaire du Jura catholique en mars 1836*. Berne Haller, 1836, t. I, p. 6, 46, 54.

¹¹ Bélet, t. I, pp. 155-156.

¹² Daucourt, pp. 242-243 ; Bessire op. cit., p. 269.

Le Kulturkampf dans le Jura bernois (chronologie)

1863	Election du jurassien Eugène Lachat comme évêque de Bâle
1864 (08.12.)	Publication du <i>Syllabus</i> condamnant le libéralisme
1870 (18.07.)	Proclamation du dogme de l'infaillibilité pontificale en matière de doctrine et de morale.
1871	Lettre de carême de l'évêque de Bâle menaçant d'excommunication les prêtres qui jureraient le serment de fidélité au gouvernement cantonal.
1873 (févr.)	Pétition de 97 prêtres jurassiens ; pétition revêtue de 9703 signatures ($\frac{3}{4}$ des électeurs) ; recours rejetés.
1873 (18.03.)	Arrêté cantonal : suspension des curés réfractaires de leurs fonctions officielles.
1873 (28.04.)	Ordonnance d'exécution de l'arrêté, appelée « Code de persécution du clergé jurassien » dans les districts catholiques du Jura bernois.

Fin du culte public, établissement d'une Eglise nationale

	Rassemblements et manifestations populaires.
1873 (15.09.)	Destitution de 69 prêtres signataires.
1874 (18.01.)	Nouvelle loi sur les cultes acceptée au niveau cantonal par 69 478 oui contre 17 133 non ; rejet dans le Jura catholique par les trois quarts des électeurs. – organisation de l'Eglise catholique chrétienne bernoise – l'évêque est remplacé par un synode de laïcs – les paroisses deviennent autonomes, 34 d'entre elles sont supprimées
1874 (30.01.)	Décret d'exil des prêtres signataires.
1874 (janv.-fév.)	« Occupation militaire » de certaines localités (entre 8 jours et 4 semaines)
1874	La Constitution fédérale interdit aux cantons de proscrire leurs ressortissants.
1875 (31.10.)	Nouvelle loi sur les cultes : – amendes sévères en cas de troubles mettant en danger la paix religieuse – interdiction des processions religieuses
1875 (15.11.)	Une décision de l'Assemblée fédérale met fin à l'exil des prêtres signataires.
1878	Elections bernoises ; fin des persécutions (amnistie). Le pape Léon XIII autorise les catholiques jurassiens à appliquer la loi bernoise ; <i>modus vivendi</i> concernant la nomination des curés.
1886	Mort de M ^{re} Eugène Lachat pour qui une Administration apostolique spéciale avait été créée au Tessin.
1893	La Constitution bernoise supprime la sanction de l'Etat dans les affaires internes des Eglises (doctrine, prédication, culte, bienfaisance).
1907/1935	Rétablissement des 34 paroisses supprimées en 1874.
1917	Rétablissement des processions de la Fête-Dieu.
1921	Le canton de Berne réintègre la Conférence diocésaine ; reconnaissance de l'évêque de Bâle.

dans les districts catholiques du Jura bernois se situe également dans un contexte européen et suisse.

1.2.1. La montée des tensions

En 1871, le gouvernement bernois, à majorité radicale, interdit de proclamer le dogme de l'infaillibilité pontificale. Monseigneur Lachat, évêque de Bâle, dans sa lettre de carême, que sciemment il ne soumet pas à l'autorité politique, menace d'excommunication les prêtres qui prêteraient serment de fidélité à la Constitution cantonale ; il se fait expulser par les autorités cantonales. La grande majorité du clergé catholique jurassien et les trois quarts des électeurs d'Ajoie, des Franches-Montagnes et de la vallée de Delémont, font bloc derrière lui. Le Conseil exécutif riposte en interdisant aux prêtres « réfractaires » d'exercer leur ministère et les remplace par des prêtres catholiques-chrétiens¹³ venus de France, d'Italie, d'Allemagne ou d'Autriche.

À l'époque, la police cantonale comprend quelque 250 hommes qui, à côté de leurs tâches habituelles, assurent les contrôles à la frontière. Ils semblent toujours peu disciplinés, car le commandement déplore « la peste de l'eau de vie » et le braconnage dont se rendent coupables de nombreux gendarmes ; l'âge moyen paraît assez élevé¹⁴. Lorsqu'il y a troubles ou désordres, il faut donc lever des troupes.

Depuis l'hiver 1873, le préfet de Moutier dit son inquiétude face à l'évolution de la situation dans le nord du Jura bernois. « Veuillez envoyer 4000 cartouches et désigner officier Moutier pour commander troupes en cas de trouble », écrit-il dans un télégramme au gouvernement cantonal en date du 19 mars. « En cas de troubles à Delémont, Courrendlin etc., demande-t-il dix jours plus tard, m'autorisez-vous à envoyer immédiatement soldats du district élite et réserve ? » Des mesures préliminaires sont prises si l'on en croit une note, datée du 21 mars 1873 ; elle précise que « le télégraphe de Porrentruy a un service de nuit, celui de Delémont et de Saignelégier également, mais le chef de bureau aux Franches-Montagnes est « ultramontain ». La note précise ce qu'il conviendrait de faire si les lignes étaient coupées¹⁵. On en est à une phase de planification et de recherche de renseignements !

Jusqu'au 22 mars 1873, le gouvernement a pressenti un commissaire du Gouvernement (le député Charles Kuhn¹⁶) et un commandant des troupes. « Il pourrait arriver que l'exécution de l'arrêté pris le 18 de ce mois au sujet de la révocation et de la suspension immédiate des curés catholiques qui se trouvent en activité de service donnât lieu à des perturbations de l'ordre et du repos publics parmi la population catholique du Jura ; (...) dans ce cas il sera nécessaire au maintien et au rétablissement de l'ordre d'occuper les localités que cela concerne en y envoyant des

¹³ Le schisme catholique-chrétien ou « vieux-catholique » se produit après la proclamation de l'infaillibilité pontificale. La nouvelle Eglise garde l'ensemble de la doctrine catholique, à l'exclusion de l'infaillibilité ; elle ne reconnaît plus l'autorité du Saint-Siège.

¹⁴ Arnet, op. cit., pp. 39, 72, 74.

¹⁵ Archives de l'État de Berne, BB IIIa 62, Vorsorgliche Massnahmen. Un réseau de télégraphe commence à s'organiser dans le Jura bernois dès 1853. En 1860, il y a six stations (Prongué, Bernard ; Rérat, Marcel, op. cit., p. 24)

¹⁶ Charles Kuhn (1831-1888) de Porrentruy. Il quitte le chef-lieu de l'Ajoie et devient banquier, président de la ville de Bienne, député au Grand-Conseil, conseiller national (1879-1886), colonel d'artillerie.

troupes. (...) il ne convient pas d'employer pour ce service des troupes du Jura, attendu que dans toutes les unités tactiques de cette partie du canton il se trouve non seulement des protestants et des catholiques, mais encore parmi ces derniers des représentants de différents partis, ce qui entraverait le maintien de la discipline¹⁷. » Le texte ne parle pas d'occupation de l'ancienne Principauté de Bâle !

1.2.2. Des troupes en service d'ordre

Quelques soldats des districts catholiques sont mobilisés pour maintenir l'ordre dès le mois de novembre 1873. « On voyait des militaires arriver bride abattue sur Porrentruy, au signal de M. Froté et sous le commandement du major Jolissaint, de Bressaucourt. » L'opération dure, semble-t-il trois jours...¹⁸ M. Teuscher, conseiller d'Etat directeur des Cultes, précise que « des excès violents et répétés eurent lieu, notamment à Bonfol (...). Pour les réprimer, on dut d'abord envoyer de Porrentruy un certain nombre de militaires de la contrée¹⁹. » Du 9 au 17 janvier 1874, 50 hommes levés par Joachin Froté, préfet de Porrentruy, cantonnent à Bonfol ; ils sont relevés à cette date par une compagnie de carabiniers levée dans l'Oberland, une deuxième doit suivre²⁰.

Au début de l'année 1874, le Conseil exécutif désigne officiellement Charles Kuhn comme commissaire du gouvernement et le lieutenant-colonel Fr. Hofer comme commandant des troupes. Le 6 janvier, Kuhn reçoit de plus la mission d'enquêter sur les activités des prêtres révoqués ; il peut s'adjoindre comme secrétaire, A. Gobat, avocat à Delémont²¹. Dans la foulée, l'exécutif décide d'envoyer 5 compagnies de l'ancien canton dans les districts catholiques²². Elles y maintiennent l'ordre durant les mois de janvier et de février.

Des détachements plus ou moins importants prennent leurs quartiers dans les localités les plus « agitées » : Bassecourt (2 compagnies de carabiniers pendant 10 jours), Bonfol (4 semaines), Brislach, Courfaivre (16 jours), Fahy (12 jours), Saint-Ursanne (3 semaines), Saucy (3 semaines), Vendlincourt. 3 compagnies du bataillon Roth cantonnent pendant 9 jours à Saignelégier afin de protéger le curé catholique-chrétien et ses quelques fidèles²³. La durée de ces « séjours » varie entre 8 et 30 jours. C'est en Ajoie que les esprits sont le plus échauffés. La tactique des forces de l'ordre apparaît simple : les officiers répartissent soldats et chevaux dans les familles jugées les plus « ultramontaines », les frais occasionnés par le logement et la pension qu'elles doivent payer calment rapidement les esprits, et la troupe quitte le village... Les soldats ne semblent pas avoir réprimé une manifestation ou, surtout, ouvert le feu contre des manifestants. Ils font de la « gesticulation » et de la « dissuasion ».

¹⁷ Archives de l'Etat de Berne, Rapport de la Direction des Affaires militaires du canton de Berne au Conseil exécutif pour être soumis au Grand-Conseil du 22 mars 1873. BB IIIa 62.

¹⁸ Tableau d'honneur des victimes de la persécution religieuse dans le Jura (1873-1878).

¹⁹ « Rapport de la direction des Cultes au gouvernement du canton de Berne sur les causes, la marche et l'état actuel du conflit ecclésiastique jurassien », *La Démocratie catholique*, 30 août 1874.

²⁰ *La Démocratie catholique*, 25 janvier 1874.

²¹ Archives de l'Etat de Berne, BB IIIa 62, Regierungskommissariat im Jura 1873/74.

²² *Rapport sur l'administration cantonale 1874*, p. 531 ; *Nouvelle histoire du Jura*, p. 240.

²³ Tous ces chiffres sont tirés de la *Démocratie catholique* des 15 et 22 janvier et 8 mars 1874.

Dans ses télégrammes au gouvernement, Kuhn parle de voies de faits, de dégâts occasionnés à des biens, de manifestations visant à empêcher la police d'intercepter les curés réfractaires. Il parle d'une démonstration d'une centaine de personnes à Saignelégier, d'une agression à Courfaivre contre un certain Bandelier, un libéral, père de l'instituteur du village, blessé nuitamment à la tête par un coup de bâton et qui est tombé inconscient. Cet incident provoque l'arrivée au village de quelques soldats. Le commissaire envoie des troupes où se produisent des troubles ; toutes les localités des trois districts catholiques ne sont pas occupées ²⁴ !

1.2.3. « Occupation militaire » ?

En 1836 et en 1873/74, lorsqu'ils parlent des mesures destinées à maintenir la légalité et l'ordre public dans la partie catholique de l'ancienne principauté épiscopale, l'administration et le gouvernement bernois utilisent l'expression « occupation militaire » ; le 12^e tome de l'*Histoire militaire de la Suisse*, qui traite des nombreuses interventions fédérales destinées à rétablir l'ordre et l'état de droit dans de nombreuses parties de la Suisse, utilise la même expression pour les années 1830. Elle a pris aujourd'hui un sens très différent pour des francophones du XX^e siècle.

Dans le *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse* paru dans les années 1920, le maître au progymnase de l'Ecole cantonale de Porrentruy, Gustave Amweg, parle d'une « occupation militaire du Jura », lorsqu'en 1830, le gouvernement patricien bernois envisage d'envoyer un bataillon pour mater les menées libérales dans le bailliage de Porrentruy. En 1836, selon lui, « le Jura fut occupé militairement par 3000 soldats dont la ville [de Porrentruy] eut la bonne part. » Cette formulation, alors qu'il s'agit en réalité d'une opération de maintien de l'ordre en Ajoie, aux Franches-Montagnes et dans la vallée de Delémont, va devenir la formule consacrée d'une historiographie jurassienne marquée par le séparatisme. En 1836 et en 1874, les effectifs engagés et les affrontements n'ont pourtant pas le moindre point commun avec ce qui se passe dans des territoires occupés comme la France entre 1940 et 1944 ou, surtout, dans les territoires occupés par Israël, où a sévi une Intifada tristement célèbre !

En revanche, Amweg se montre plus objectif à propos du Kulturkampf dans l'article « Porrentruy » du *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse* : « La période du Kulturkampf eut à Porrentruy les partisans et les adversaires les plus acharnés. » Sans qu'il ne s'en rende vraiment compte, P.-O. Bessire montre l'inexistence de l'« occupation » qu'il dénonce, mettant en évidence des divisions entre Jurassiens : il précise en effet que les « soldats sont reçus amicalement : il n'y a pas d'affrontements violents ²⁵. »

Le leader séparatiste Roland Béguelin, dans ses pamphlets, condamne les « nombreuses occupations militaires du Jura », oubliant comme par hasard de prendre en compte la période 1792-1815, en réalité la seule véritable occupation militaire par un Etat perçu comme étranger par la plus grande partie de la population. On comprend ses raisons, car sa stratégie tend à rassembler les Jurassiens derrière les lea-

²⁴ Archives de l'Etat de Berne, BB IIIa 62.

²⁵ Bessire, op. cit., p. 311 ; Prongué et Rérat, op. cit., p. 63, 108, 111, 113.

ders séparatistes en jouant sur des instincts antimilitaristes, l'animosité face à la Suisse, l'oppression et l'arbitraire de la Berne cantonale, l'indifférence des autorités fédérales et l'hostilité face aux Suisses alémaniques. En 1996, le groupe Béliet recourt toujours aux mêmes arguments. S'opposant à la construction d'un cantonnement pour les troupes de sauvetage à Bassecourt, il publie un communiqué dans lequel il dénonce « l'armée suisse, une armée d'occupation, une armée destinée à mater ces 'traîtres de séparatistes' ! » Il ne faudrait pas qu'un mensonge inlassablement répété finisse par passer pour la vérité !

La *Nouvelle histoire du Jura*, publiée en 1984, donc après l'entrée en souveraineté de la république et canton, reprend la même antienne, soutenant que le Kulturkampf est « une tentative du radicalisme bernois de soumettre les catholiques jurassiens, comme citoyens et comme croyants, à la tutelle de l'Etat unificateur ²⁶. » De jeunes historiens, par ailleurs sérieux comme Claude Hauser, continuent à véhiculer le mythe de l'« occupation » et de la tentative de soumission par le radicalisme bernois ²⁷.

« Ce qu'on est en droit de demander à un historien (...) c'est en fait l'instruction d'un procès beaucoup plus que son jugement. Et cette instruction même ne saurait être conduite avec trop de rigueur. C'est dire qu'elle doit s'inspirer de la seule volonté impartiale de connaître et de comprendre la réalité passée telle qu'elle a été, et non du désir tendancieux de suggérer (...) des conclusions conformes aux vues et aux vœux préconçus de l'auteur ²⁸. »

1.2.4. Des affrontements entre Jurassiens

Une réduction du Kulturkampf à des persécutions ordonnées par le gouvernement bernois radical contre de « pauvres » Jurassiens catholiques et « innocents » fausse la réalité historique. Ces tensions politico-religieuses mettent aux prises trois forces en Ajoie, aux Franches-Montagnes et dans la vallée de Delémont : la majorité conservatrice-catholique représentant environ les trois quarts des électeurs, donc des familles si on tient compte des mœurs politiques de l'époque. Les curés réfractaires sont les leaders du camp catholique au même titre que les hommes politiques. Ils n'hésitent pas à faire de la désinformation pour motiver leurs ouailles et les pousser à agir. Selon P.-O. Bessire, les prêtres, surtout en Ajoie, ne se contentent pas de diriger les consciences, ils prétendent diriger la politique du pays. Ils sont les chefs et les agents de l'opposition au gouvernement cantonal ²⁹.

Les conservateurs se trouvent en lutte ouverte contre une minorité libérale-radical jurassienne, farouchement anticléricale, dont certains ténors se trouvent à des postes « stratégiques ». Joachim Froté, préfet d'Ajoie, Constant Borruat, préfet des Franches-Montagnes entre 1870-1872, son successeur Julien Froidevaux participent activement aux « persécutions », peignant souvent le diable sur la muraille dans leurs rapports au Conseil exécutif, réclamant des forces pour empêcher le chaos et l'anarchie. C'est Froidevaux qui demande l'envoi de troupes à Saignelé-

²⁶ p. 238.

²⁷ Hauser, Claude : *Le Jura et l'Université de Fribourg*. 1889-1974, pp. 53-54.

²⁸ William Rappard : 1848-1948. *La Constitution fédérale de la Suisse*, p. 12.

²⁹ Bessire, op. cit., p. 306.

gier. Lorsqu'une préfecture est à repourvoir, les électeurs concernés expriment leurs vœux lors d'une élection purement consultative. Les candidats qui sortent des urnes trouvent rarement grâce auprès du Grand Conseil qui choisit presque toujours des hommes de la tendance dominante dans le canton, donc des libéraux-radicaux.

Le Kulturkampf, dans les districts catholiques du Jura bernois, se caractérise par des tensions interjurassiennes. Même la chanson de propagande intitulée *Les apostats*, chantée sur l'air des *Aidjolas* à l'époque du Kulturkampf, met en évidence ces tensions entre Jurassiens, une donnée que l'historiographie passe sous silence, lutte pour l'indépendance oblige :

1.

Berne a fait les décrets (bis)
Qu'ont d'mandés les préfets (bis)
Contre leurs frères catholiques.
C'est pour nous faire schismatiques
Que le Matan tiuait les apostats (bis)
Vivent les Ai-ai-Ai, vivent les Aidjolas !

6.

Que tous les Rabaté (bis)
Ces prêtres que Froté (bis)
Pour le Jura, fait v'nir de Berne,
Soient court pendus à la lanterne. (...) ³⁰

Le préfet Grosjean écrit à la Direction militaire en date du 25 février 1874 : « J'ai l'honneur de vous adresser avec la présente une requête de l'autorité communale de Delémont tendant à faire payer par les communes ayant dû être militairement occupées une somme de Fr. 1120.- résultant des frais de séjour à Delémont de l'état-major du corps d'occupation. Je ne puis que m'associer à cette demande car il serait injuste que la Commune de Delémont supporte une partie des frais occasionnés par les menées et faits des fanatiques d'autres localités. » Ces « fanatiques » se trouveraient à Courfaivre et à Bassecourt...

Dans un télégramme du 15 avril 1874 au président du gouvernement, après la fin de l'opération de maintien de l'ordre, le préfet Froté prétend que « de tous côtés on annonce troubles pour 19, prise d'armes expédiées sur le Jura bernois. A Bonfol gendarmerie inquiète et attroupements la nuit. (...) Un bataillon ou des dragons éviteraient calamités ou bien suspension du vote le 19 dans le Jura. » Le 23 juillet 1874, autre télégramme à la Direction militaire : « Envoyez si possible (...) cartouches et 10 paquets étoupilles pour pièce de l'Ecole cantonale (...) afin de faire face à toute éventualité lors de nomination préfet et président ³¹. »

Le gouvernement cantonal, troisième protagoniste, ne se montre pas à la hauteur des circonstances. Il se laisse induire en erreur par les informations déformées des leaders libéraux-radicaux. Peut-être les utilise-t-il cyniquement. Quoi qu'il en soit,

³⁰ Archives de l'Etat de Berne, BB IIa 62.

³¹ Archives de l'Etat de Berne, BB IIa 62.

il manifeste un anticléricalisme militant et prend des mesures contre l'Eglise catholique-romaine, sans se rendre compte qu'une telle politique ne peut que resserrer les rangs des conservateurs-catholiques, voire transformer en pratiquants fervents des fidèles plus ou moins tièdes. Vieille constante de l'histoire ! L'intolérance et le fanatisme, on les trouve chez tous les protagonistes du Kulturkampf...

Dès lors, la majorité des conservateurs-catholiques jurassiens, « traumatisée » par le Kulturkampf, considère l'armée comme une émanation du radicalisme anticlérical ; certains officiers des trois districts catholiques manifestent de vives réticences face à des réformes pourtant indispensables des institutions militaires. En avril 1872, pendant la campagne pour la révision de la Constitution fédérale, la *Gazette jurassienne*, organe conservateur édité à Porrentruy, proclame que les changements de l'ordre de bataille, du commandement et de l'instruction de l'armée fédérale, prévus par le projet soutenu par les radicaux, sont surtout désirés par les « enthousiastes militaires, admirateurs des hauts faits de l'armée allemande, qui désirent ardemment que notre système militaire soit calqué sur le modèle prussien (...). Le moindre mouvement dans un canton serait un prétexte suffisant pour y envoyer un corps de troupes. » Dans un autre numéro, la *Gazette jurassienne* ajoute qu'au « milieu de cette phraséologie, (...) une pensée se détache, et celle-la est visible à l'œil nu : le militarisme dans le pays par la centralisation de l'armée. »

2. LA GRÈVE GÉNÉRALE DE NOVEMBRE 1918

2.1. L'armée face aux grévistes (1874-1914)

L'entrée en vigueur de la Constitution fédérale de 1874, qui crée une armée nationale en confiant l'essentiel des pouvoirs militaires à la Confédération, n'entraîne pas de changement dans le maintien de l'ordre. Les autorités cantonales et fédérales comptent toujours sur la troupe, bien peu sur les polices cantonales dont les effectifs et l'instruction vont pourtant en s'améliorant. Entre 1874 et 1914, on dénombre 21 interventions et 3 mises de piquet. Quatre morts sont à déplorer lors d'une intervention cantonale à l'occasion d'une grève sur le chantier du tunnel au Gothard en 1875. Les autres opérations de service d'ordre font une dizaine de blessés.

La première grève générale en Suisse a lieu à Zurich le 12 juillet 1912 à propos de la journée de 9 heures. Une compagnie d'artillerie de forteresse (!?) assure le service d'ordre ; le lendemain, les autorités mobilisent les bataillons 62 (Andelfingen), 64 (Glattal) et 67 (Affoltern), ainsi que l'escadron 24 ; elles ne semblent pas préoccupées par de possibles liens de parenté entre soldats et grévistes ³².

Ailleurs en Europe, des troupes sont systématiquement engagées lors de grèves. En 1898, à Milan, des militaires ouvrent le feu au canon : on dénombre 80 morts et 450 blessés ! Dans les années 1840, certains officiers français se préparent avec ardeur à de telles missions, car ils voient dans les démocrates, les socialistes et les anarchistes des ennemis à combattre. Ils traitent d'ailleurs l'« ennemi intérieur »

³² *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, article « Grève générale ».

avec une rigueur au moins égale à celle qu'ils manifestent en Algérie ou sur les champs de bataille en Europe. En 1871, l'armée est chargée de réprimer la Commune et de rétablir l'ordre légal ; il s'agit surtout de reprendre la ville de Paris ! L'opération fait 20 000 morts dans les rangs des communards, 38 000 arrestations et 200 condamnations à mort. Il s'agit en réalité d'une guerre civile, et non d'une opération de maintien de l'ordre...

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les régiments de cavalerie tiennent garnison autour de Paris et des villes « socialement dangereuses » ; l'infanterie est également souvent engagée lors de grèves. En 1906, *La France militaire* consacre même une rubrique quotidienne aux interventions des troupes dans les grèves d'usines³³. Le sang coule au moins à huit reprises entre 1872 et 1908. Dans *Germinal* de Zola, les pages évoquant l'intervention de fantassins sur le site de la mine en grève sont tout à fait réalistes. Le 17^e et le 100^e régiment d'infanterie se mutinent en 1907 : formés d'hommes du sud de la France, ils doivent intervenir lors de gigantesques manifestations de viticulteurs à Béziers, Narbonne, Carcassonne et Montpellier³⁴. La grande majorité des officiers français répugnent à ce genre d'intervention. En France, il faut attendre jusqu'en 1922 la création de la gendarmerie mobile, force spéciale chargée du maintien de l'ordre, et 1946 celle des compagnies républicaines de sécurité³⁵.

2.2. La peur de la révolution...

Depuis le début du XX^e siècle, les attitudes politiques en Suisse se durcissent : tandis que le bloc bourgeois développe une idéologie nationale, le parti socialiste, jusqu'alors réformiste, intègre le marxisme orthodoxe dans son programme. Chez les anarchistes se manifeste aussi une radicalisation idéologique. La dureté adoptée par le patronat face aux syndicats favorise des tendances extrémistes au sein des mouvements ouvriers, qui prèchent le renversement de l'ordre social par des grèves générales. Dans le même temps, la Suisse devient la plaque tournante internationale pour les mouvements de travailleurs. Dans le camp bourgeois, on craint les intentions criminelles de la gauche, visant au renversement de l'ordre légal : le socialiste est devenu l'image-type de l'« ennemi »³⁶. En octobre 1918, le procureur du canton de Zurich écrit dans un rapport que les mouvements sociaux sont télé-guidés par la « gauche de Zimmerwald³⁷ », c'est-à-dire par les socialistes révolutionnaires.

Après la prise du pouvoir par Lénine en Russie, la peur de la révolution gagne l'ensemble de l'Europe. Clémenceau, au gouvernement français depuis le 16 novembre 1917, déploie des divisions de cavalerie autour de villes ouvrières où l'agitation est forte (Paris, Rouen, Orléans, Saint-Etienne, Tours).

³³ M. Elhías ; L. Nodinot : *Il nous faut des espions*, p. 57.

³⁴ Jean-Baptiste Duroselle : *Clémenceau*. Paris, Fayard, 1988, p. 519.

³⁵ William Serman : *Les officiers français dans la nation*, p. 45-63.

³⁶ Gaby Grossen : « Die politische Polizei in den ersten Jahrzehnten des schweizerischen Bundesstaates », *Études et sources*. Bern, 1992, pp. 142, 147.

³⁷ *Erfahrungen*, p. 3.

Le 2 janvier 1918, l'attaché militaire français informe son gouvernement que des socialistes et des syndicalistes français, en collaboration avec des groupes suisses, préparent une révolution en France. Un comité central aurait été constitué à Paris. Les autorités françaises alarmant quatre divisions de cavalerie et de l'infanterie³⁸. En mai, une grève éclate dans le bassin charbonnier et métallurgique de la Loire, qui pourrait être un « commencement de révolution » ; le gouvernement envoie sur place plusieurs divisions de cavalerie³⁹.

En novembre 1918, c'est surtout la situation en Allemagne qui influence l'appréciation de la situation faite par les autorités suisses. Entre le 16 et le 23 avril 1917, la grève de 250 000 métallurgistes a paralysé 300 entreprises de Berlin et gagné Leipzig où apparaît un premier soviet⁴⁰. Une mutinerie s'était déjà produite dans la flotte de haute mer allemande en été 1917 ; il y en a de nouveau une le 3 novembre 1918, qui rappelle la mutinerie du cuirassé Potemkine. La révolte est écrasée, mais les équipages « infectés par le bacille révolutionnaire » se joignent aux ouvriers et aux soldats qui s'en prennent au régime impérial. Désordres le 6 novembre à Munich, qui débouchent le 8 sur la proclamation par Kurt Eisner de la République de Bavière ; le 9, désordres à Berlin où Guillaume II vient d'abdiquer.

Au moment où le gouvernement provisoire allemand s'apprête à signer l'armistice, la révolution semble toucher plusieurs villes allemandes où des conseils de marins, de soldats et d'ouvriers, calqués sur le modèle soviétique, déposent les autorités locales. Kiel, Hambourg, Wilhelmshafen et Berlin, plusieurs autres villes d'Allemagne du Nord sont concernées. Des soldats braillards et dépenaillés, drapeaux rouges à la main, patrouillent dans les rues ; des barricades et des nids de mitrailleuses s'édifient. On s'attaque aux officiers et on incite à la désobéissance les soldats qui rentrent du front. Assassinats et exécutions sommaires se multiplient. Des officiers, qui ont gardé de bons contacts avec leurs hommes, forment des « corps-francs », c'est-à-dire des unités de volontaires prêtes à lutter contre l'extrême-gauche.

Il y a bel et bien début de révolution en Allemagne, réaction en chaîne de civils dégoûtés des privations entraînées par la guerre, de soldats mutins, tous unis par la colère et la rancœur devant les années gâchées. La gauche modérée et la bourgeoisie en exagèrent le danger, surestimant l'impact du bolchevisme ; dans la panique naît le mythe d'une révolution télécommandée de l'extérieur par Lénine et ses sbires, qui ont infiltré la flotte et les forces terrestres d'un Reich affaibli par la défaite⁴¹.

La révolution des spartakistes, qui se produira en Allemagne à la fin de l'année 1918 et au printemps 1919, ne peut pas jouer un rôle dans la peur-panique de la révolution de nombreux Suisses en novembre 1918. Les spartakistes utilisent tous les moyens contre les corps-francs et les policiers : balles dum-dum, mines à gaz, mutilations. Les repréailles, dans l'autre camp, sont immédiates⁴². Béla Kun, homme de confiance de Lénine, rentre en Hongrie en novembre 1918 ; sa République des

³⁸ Guy Pedroncini : *Pétain général en chef. 1917-1918*, p. 197-198.

³⁹ Jean-Baptiste Duroselle : *Clémenceau*. Paris, Fayard, 1988, p. 833-834.

⁴⁰ *Histoire générale du socialisme*, p. 624.

⁴¹ Karl Dietrich Bracher : *Hitler et la dictature allemande*. Editions complexe, 1995, pp. 108-109 ; Heinz Höhne : *Canaris. La véritable histoire du chef des renseignements militaires allemands*. Paris, Baland, 1981, p. 39-40.

conseils ne se met en place que le 21 mars 1919⁴³. Pourtant, dans les souvenirs et les rétrospectives, la chronologie n'est pas toujours respectée...

En Suisse, des indices peuvent aussi sembler inquiétants. Quelques conseils de soldats ont fait leur apparition à la 4. et à la 5. division en 1917. Lénine, avant la Révolution d'octobre, encourageait la constitution de conseils de soldats dans l'armée tsariste, afin de la paralyser et de permettre la prise du pouvoir par les bolcheviques⁴⁴. Si l'on en croit les mémoires de Jules Humbert-Droz, il existe une aile socialiste révolutionnaire en Suisse. En février 1917, le parti socialiste zurichois s'est prononcé contre la défense nationale ; le parti socialiste suisse en a fait de même en décembre. Durant l'été, *La Sentinelle* prend position en faveur de Lénine. Paul Graber écrit le 30 août qu'il faut « jeter à terre tous les gouvernements bourgeois et détruire les bases du régime économique bourgeois. C'est là l'œuvre salvatrice que doit accomplir le prolétariat européen, par la révolution, s'il le faut ! » Humbert-Droz, le réfractaire et l'antimilitariste, en arrive lui-même à la conclusion que la violence et la révolution s'imposent en Suisse où la voie démocratique se trouve bloquée ; « il est plus facile de trouver des milliers d'hommes prêts à faire une révolution que prêts à refuser le service militaire (...) ».

Les Jeunesses socialistes, sous la direction de Willy Münzenberg qui se fait expulser de Suisse au début de l'année 1918, sont fortement influencées par l'idéologie de Lénine qui a séjourné à Berne et à Zurich. On les encourage « à entrer dans l'armée, à y apprendre le maniement des armes et à y faire des grades pour gagner l'armée à la révolution. »

Robert Grimm a organisé les congrès de Zimmerwald (24-25 avril 1915) et de Kienthal (5-10 septembre 1916)⁴⁵ durant lesquels la gauche internationaliste et révolutionnaire s'est imposée ; il préside maintenant le Comité d'Oltén. Les revendications émises par ce groupe extra-parlementaire peuvent indiquer l'imminence de grèves insurrectionnelles. A la fin de l'année 1918, l'assemblée des délégués du parti socialiste, par 318 voix contre 147, décide d'adhérer à la Troisième Internationale dirigée par Lénine.

L'aile révolutionnaire, imprégnée par les schémas de Lénine, reste pourtant minoritaire au sein du parti socialiste suisse. Ne tenant aucun compte des conditions politico-sociales propres à la Suisse, elle n'a pas de chances véritables d'y imposer une dictature des soviets. Elle pourrait en revanche provoquer de sérieux désordres voire, comme le dit Malraux dans *L'espoir*, « une insurrection dirigée par des cadres (politiques, techniques, tout ce que vous voudrez) formés dans la lutte », mais ceux-ci ne seraient pas à même de « remplacer rapidement les autorités qu'ils auraient détruites⁴⁶. »

Cette minorité extrémiste inquiète au plus haut point la presse bourgeoise ; elle parle du « Soviet d'Oltén », noyauté par les agents étrangers, qui veut faire de la Suisse « une petite Russie bolchevique à la Lénine ». L'opinion non socialiste

⁴² Daniel Heller : *Eugen Bircher*, p. 80.

⁴³ Molnar, Miklos : *Victoire d'une défaite. Budapest 1956*. Lausanne, L'Age d'homme, 1996, pp. 243, 260.

⁴⁴ *Revue militaire suisse*, juillet 1918, pp. 297-298 ; général J.E. Valluy : *La Première Guerre mondiale*. Paris, Larousse, t. II, p. 143.

⁴⁵ Jules Humbert-Droz : *Mémoires*. Neuchâtel, La Baconnière, t. I, pp. 187, 225-234, 250, 268, 272.

⁴⁶ *La Pléiade*, p. 529.

éprouve la même peur, puisqu'un grand nombre de « gardes civiques »⁴⁷ se constituent dans le pays, comme dans de nombreux autres pays européens⁴⁸. A l'appel du colonel Eugen Bircher, 12 000 délégués se retrouveront à Vindonissa le 24 novembre 1918...

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS

Berne (7.-17.11. 1918)

- 07.11.** Le commandant de corps Wildbolz reçoit le commandement des troupes levées pour le service d'ordre à Berne.
- 08.11.** Les compagnies de fusiliers de landsturm I/98 et III/62 sont affectées à la sûreté du Palais fédéral et d'autres bâtiments importants, tandis que les régiments d'infanterie 7 et 16, ainsi que les brigades de cavalerie 1 et 2 restent en réserve à proximité de la ville.
- 09.11.-10.11.** Dans la soirée, les bataillons de fusiliers 14 et 37 prennent leurs quartiers à Berne. Le lendemain, un dimanche, se déroule sans troubles ; les deux corps de troupe relèvent les compagnies de landsturm. Le commandant de place fait une proclamation à la population.
- 11.11.** La grève générale commence. Dès l'aube, les troupes s'avancent jusqu'à la limite de la ville ; il y a des patrouilles dans les rues. Vers midi, la brigade de cavalerie 1, suivie du régiment de dragons 1, fait mouvement vers Thoune pour couvrir la mobilisation du régiment d'infanterie 17.
- 12.11.** Les députés fédéraux arrivent à Berne. La mission soviétique est reconduite à la frontière, l'escadron 9 assurant la couverture militaire de l'opération. L'imprimerie de la *Tagwacht* est fermée. Les cheminots en grève reçoivent un ordre de mobilisation, de sorte qu'un service réduit peut être assuré à la gare.
- 13.11.-14.11.** La troupe n'a pas besoin de disperser des rassemblements. Diverses arrestations sont effectuées sans violence. Le 14, le Comité d'Olten « capitule ».
- 17.11.** La démobilisation des troupes commence. Les sanitaires restent en service à cause de la « grippe espagnole ».

⁴⁷ Jusqu'en 1923, le Département militaire fédéral attribue aux gardes civiques des cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Schwyz, Fribourg, Soleure et Argovie 5000 fusils, 50 revolvers, 800 000 cartouches de fusil, 30 000 cartouches de pistolet et 19 000 cartouches de revolver. La garde civique d'Argovie reçoit même des mitrailleuses (Daniel Heller : *Eugen Bircher*, p. 67).

⁴⁸ Home Guards en Grande-Bretagne, Union civique en France, Somaten en Espagne, Heimwehren en Autriche, Organizzazione civile en Italie, Forenigen Samfundshjaelpen au Danemark, Einwohnerwehren en Allemagne (Daniel Heller : *Eugen Bircher*, p. 57).

Zurich (7.-16.11.1918)

- 07.11.** Le régiment d'infanterie 19 arrive à Zurich pour renforcer le bataillon de fusiliers 90 ; les escadrons de dragons 17, 18 et 24, l'escadron de mitrailleurs 13 mobilisent également. Le régiment d'infanterie 31 se trouve en réserve en dehors de la ville. Tous les « objets » importants sont gardés ; le commandant de place, avec l'accord du gouvernement cantonal, interdit les rassemblements.
- 08.11.-09.11.** Journée « tranquille » le 8, mais rassemblement, le 9, à la Paradeplatz. Un compagnie tire des coups de semonce en l'air. Les trams circulent sous la protection de la police. La cavalerie disperse sans incident une démonstration devant la caserne. La troupe a reçu des casques et des grenades à main.
- 10.11.** 5000-7000 personnes se rassemblent vers 15 heures à la Fraumünsterplatz. Deux compagnies du bataillon de fusiliers 42 ne parviennent pas à disperser la manifestation. Les manifestants cherchent à persuader les soldats de désobéir. Dans la foule, il y a des individus avec des armes de poing qui ne peuvent être interceptés ; des coups de feu isolés sont tirés, des pierres sont lancées en direction des soldats. La foule se disperse après que des salves d'avertissement aient été tirées au-dessus des têtes (500 cartouches). L'escadron de dragons 23 arrive et fait refluer les gens jusqu'au Milchbuck où il disperse encore un rassemblement. Pendant ce temps 4-5 civils sont blessés à la Fraumünsterplatz par des ricochets ; un fusilier est mortellement touché par un coup de feu.
- 11.11.** Toutes les unités d'infanterie arrivent en ville depuis les villages environnants ; la cavalerie sert de réserve mobile. Une proclamation contient un avertissement spécial à l'intention des francs-tireurs. Malgré la grève générale, les jours qui suivent se déroulent sans incidents graves. De nouvelles troupes arrivent pour combler les vides provoqués par la « grippe espagnole ».
- 14.11.** « Capitulation » du Comité d'Olten. Le 16, les troupes défilent devant le général Wille.

Granges (14.-16.11.1918)

- 14.11.** Le dernier jour de la grève, la troupe reçoit l'ordre de dégager les rues et d'empêcher des attroupements. Des petits détachements du bataillon de fusiliers 6 patrouillent sous les injures de la foule. Malgré des menaces d'utilisation des armes, la foule résiste. A 13 heures, un lieutenant et 16 hommes se trouvent face à un groupe près d'un passage sous-voie à Granges-Nord. Malgré une triple sommation faite en français et en allemand, la foule ne se retire pas. Le chef de section commande l'ouverture du feu (16 coups sont tirés). La foule, prise de panique, laisse sur les lieux 2 blessés graves et se retire dans une rue parallèle (rue de Soleure).
- Les invitations à circuler restent sans effets. Le major commande, à son tour, le feu, nouvelle panique : 3 morts sont à déplorer. Sans s'attarder auprès des victimes, l'officier charge la police de s'en occuper.
- 16.11.** Enterrement discret des victimes, sans qu'il y ait d'autopsie.

2.3. La vision du général Wille

Les responsables civils et militaires en Suisse – c'est inquiétant – sont contaminés par ce vent de panique. Au niveau fédéral, le service de renseignements semble, lui aussi, incapable d'interpréter correctement les indices touchant à la situation intérieure du pays et d'en tirer une appréciation réaliste de la situation politico-sociale. Le niveau de vie, depuis 1914, s'est détérioré à cause de l'inflation qui touche spécialement les travailleurs dans les villes. Ceux-ci manifestent donc, dans leur écrasante majorité, un mécontentement social. Le fait qu'à Thoune, le 90 % des personnes employées à la Fabrique de munitions cesse le travail et que l'Atelier fédéral de constructions soit aussi touché par la grève générale apparaissent comme des indices-clés. Il ne doit pas y voir beaucoup de bolcheviques fanatiques dans ces deux entreprises appartenant au Département militaire fédéral ⁴⁹ !

Pour des officiers habitués à reconstituer des ordres de batailles et des rapports de forces, à en déduire des possibilités, voire des intentions ; il s'agit d'un domaine très différent. Leurs problèmes doivent s'apparenter à ceux qu'éprouvent les officiers de renseignements, aujourd'hui, quand ils font une appréciation en situation de violence infra-guerrière...

Le Commandant en chef voit les mêmes risques de révolution que la presse et l'opinion publique. Le Département militaire fédéral et l'état-major de l'armée élaborent une instruction pour l'organisation de la contre-révolution, qui prend en compte un scénario-catastrophe : les autorités fédérales ont été faites prisonnières par les révolutionnaires ⁵⁰.

Le 2 novembre, le général Wille pense qu'« on doit reprendre les villes que la révolution nous a enlevées ⁵¹. » Deux jours plus tard, il évoque les problèmes qui se posent dans le canton de Zurich, surtout dans sa capitale, sans souffler mot de ce qui pourrait se passer à Berne, Bâle, Granges, La Chaux-de-Fonds, autres points chauds pendant la grève générale. Cette focalisation semble compréhensible, car la troupe a déjà été engagée à huit reprises en service d'ordre à Zurich, dont trois fois depuis 1914. En revanche, il n'évoque pas – c'est étonnant – la situation sur l'ensemble du territoire suisse. Sa crainte de la révolution ne l'empêche pas de définir correctement les principes et les difficultés du service d'ordre pour l'armée de milice d'un Etat fédératif à démocratie semi-directe. Certains développements de ses notes apparaissent incontestablement verbeux...

2.3.1. Compétences fédérales et cantonales

La décision du Conseil fédéral, prise le 12 juillet 1918, déléguant aux cantons la compétence de prendre des mesures d'ordre en cas de troubles ⁵², ne simplifie pas la tâche du Commandant en chef. Les problèmes qu'il soulève risqueraient de se poser aux responsables de l'armée 95, puisque les cantons conservent des compétences concernant le maintien de l'ordre et qu'ils disposent de troupes cantonales.

⁴⁹ *Jahre 1863-1988. Eidgenössische Munitionsfabrik Thun.*

⁵⁰ Archives fédérales, E 21 : 10051.

⁵¹ Archives fédérales, E 21 10051. Lettre au chef du Département militaire fédéral.

⁵² Roland Ruffieux : *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, p. 57.

Dans les premiers jours de novembre 1918, le gouvernement zurichois prétend qu'il n'y a pas de risques de troubles, car le travail est abondant et bien payé. Si son analyse ne correspond pas à la réalité, elle pêche aussi par incohérence. Si l'on craint la révolution, c'est-à-dire des manifestations visant à renverser l'ordre légal, comment juger la menace négligeable sur la base d'indications sociales (salaires, emploi, ravitaillement) ! Dans le même temps, le gouvernement zurichois refuse des levées de troupes, car une telle mesure passerait pour de la provocation. Preuve supplémentaire d'incohérence : jusqu'au mois de novembre 1918, il insistait pour que des troupes extérieures au canton stationnent sur son territoire, afin de prévenir des troubles.

Il y a de plus divergence entre le gouvernement cantonal et les milieux bourgeois de la ville de Zurich, qui voient, eux, la situation avec un pessimisme exagéré. Ils craignent le déclenchement inopiné d'une grève générale, celle-ci précédant la révolution qui donnerait, dans les vingt-quatre heures, le pouvoir aux bolcheviques. La « répétition générale » a eu lieu lors de la grève générale du 1^{er} octobre. Certains, par peur du pillage, retirent leurs avoirs des banques zurichaises !

Les autorités zurichoises défendent des conceptions étroitement cantonalistes du maintien de l'ordre, opposées à celles du commandant en chef qui assume l'essentiel de la responsabilité dans ce domaine. S'il fallait faire appel à des moyens militaires, le Conseil d'Etat tiendrait à mobiliser des troupes cantonales zurichoises. Vu le régime de service actif, elles seraient placées sous les ordres du général, mais le gouvernement zurichois tient à maintenir l'ordre avec des troupes levées par lui, et à leur donner les premières instructions, avant que le commandement de l'armée prenne la relève. Pour Wille, ce genre de prétention met en danger l'existence même de la Suisse.

2.3.2. « Prévenir vaut mieux que guérir »

A Zurich, on ne veut lever des troupes qu'au moment où la révolution aura éclaté, voire lorsqu'on disposera d'indices probants annonçant de tels désordres. Implicitement, on accepte de combattre les révolutionnaires dans une sorte de guerre civile. Le général Wille défend, lui, le principe de levées préventives : il veut faire de la dissuasion et éviter les affrontements. Cette méthode, il la prône au moins depuis le début de l'année 1918. Sous son impulsion, le commandement de l'armée avait constitué alors une réserve susceptible, soit d'effectuer du service d'ordre, soit de renforcer les troupes à la frontière ⁵³.

Le 2 novembre, dans sa lettre au chef du Département militaire fédéral, il ne fait que rappeler sa stratégie, en insistant pour que les mesures nécessaires soient prises par les autorités fédérales, non par des gouvernements cantonaux ⁵⁴. Dans son rapport sur le service actif, il précisera ses conceptions : « (...) quant à ma tâche secondaire, touchant le maintien de l'ordre et la tranquillité à l'intérieur, je me guidai d'après le principe que prévenir vaut mieux que guérir. Je crois qu'il ne serait jamais devenu nécessaire de réprimer par les armes des échauffourées au prix de vies

⁵³ Wille : *Rapport*, p. 169.

⁵⁴ Archives fédérales, E 21 10051.

humaines, si je n'avais pas été empêché d'agir (...) par la nécessité, chez nous inéluctable, de tenir compte de l'espoir des autorités civiles que l'agitation s'apaisera, pourvu seulement qu'on n'excite pas les perturbateurs de l'ordre public par des mesures visant à empêcher ou à arrêter les troubles ⁵⁵. »

Deux subordonnés directs du commandant en chef lors du service d'ordre de novembre 1918, le divisionnaire Wildbolz à Berne, le divisionnaire Sonderegger à Zurich, vont appliquer ces conceptions d'une manière différente. Wildbolz, peut-être parce que son fils sympathise avec les grévistes et qu'il leur a fourni des renseignements glanés dans les papiers de son père ⁵⁶, cherche à éviter tout incident. Il fait d'abord cantonner les troupes d'élite dont il dispose hors de Berne, confiant la garde des bâtiments « stratégiques » à des unités de landsturm ; il rend responsable de l'ordre en ville le conseiller municipal socialiste, chef de la police. Il lui faudra pourtant déployer le régiment d'infanterie 7 dans la ville. Le général, qui craint un coup de force bolchevique, remet des instructions secrètes aux commandants des régiments en réserve près de Berne, les autorisant à intervenir à l'insu du divisionnaire Wildbolz et des autorités civiles ⁵⁷.

A Zurich, le divisionnaire Sonderegger se montre moins discret : il ordonne ce qu'on appellerait aujourd'hui de la « gesticulation », faisant ostensiblement garder les bâtiments publics et certaines rues. En plus de la proclamation du gouvernement cantonal, il fait placarder une affiche indiquant les cas dans lesquels il sera fait usage des armes, en particulier lorsqu'un détachement perdrait sa liberté de mouvement ; ultérieurement, il va encore annoncer que ses troupes ont reçu des grenades à main et qu'elles les utiliseront si des tirs partent des toits ou des caves. Sa « politique d'information » semble être utile le 11, lorsque, devant la gare de Zurich, la menace du recours aux armes suffit à faire évacuer la place. En définitive qui, de Wildbolz ou de Sonderegger, a raison ? Les tensions et les conditions locales ne sont pas identiques à Berne et à Zurich. On peut pourtant admettre qu'à Zurich, l'information a renforcé l'efficacité des mesures prises...

Il ne faut pas engager en service d'ordre, insiste le général, des troupes recrutées dans la région où se produisent les troubles, car il est inévitable que des hommes sympathisent avec les manifestants ou qu'ils trouvent face à des proches ou à des parents. Pour cette raison, c'est le régiment fribourgeois d'infanterie 7 qui se trouve à Berne en novembre 1918, le régiment jurassien 9 à Zurich au printemps 1919. Dans sa lettre du 4 novembre, Wille ne demande pas la mobilisation de régiments d'infanterie, mais seulement des quatre brigades de cavalerie. Ce sont les seules formations dont on peut être sûr qu'elles ne soient pas infiltrées par les bolcheviques ou les conseils de soldats. De plus, les dragons sont efficaces dans des manifestations ; on peut par conséquent se contenter d'effectifs plus réduits que s'il s'agissait d'infanterie.

Le commandant en chef veut amener les brigades de cavalerie à proximité des villes qu'elles devraient « protéger », leur faire organiser leurs cantonnements, l'entreposage de leur matériel et de leurs munitions, mettre ensuite les hommes en congé avec leurs chevaux, en ne laissant sur place que des forces de l'importance

⁵⁵ Wille, op. cit., p. 6.

⁵⁶ Pierre Barras : *Novembre 1918*, p. 93.

⁵⁷ Ruffieux, op. cit., p. 62.

d'un escadron de volontaires pour assurer la garde des stationnements. En cas de besoin, les dragons seraient alarmés par télégraphe ou par téléphone. Ainsi on pourrait faire face jusqu'à ce qu'arrivent des régiments d'infanterie. La levée des brigades de cavalerie devrait faire l'objet d'une proclamation du Conseil fédéral, dans laquelle serait clairement expliqué à l'opinion le pourquoi de cette mesure.

Intervenant en service d'ordre, la cavalerie a un impact plus fort que l'infanterie, mais son efficacité ne doit pas être surestimée, car les manifestants peuvent couper les jarrets des chevaux ou leur lancer des pétards dans les jambes. Les dragons agissent avec leur cheval et leur sabre, tandis que les fantassins ne peuvent compter que sur leur fusil et leur baïonnette, passant par conséquent pour plus « répressifs » aux yeux du public. Engager de la cavalerie semble moins grave que de faire intervenir de l'infanterie. « S'il y a de la cavalerie, écrit le divisionnaire Sonderegger, on l'emploiera de préférence pour faire évacuer une place. L'attaque à cheval et sabre au clair est infiniment plus efficace que l'attaque à la baïonnette, et cause infiniment moins de pertes que le feu. La cavalerie devrait toujours être suivie d'infanterie, pour organiser un barrage après évacuation (...)» Elle peut aussi maintenir des axes ouverts ⁵⁸.

Dans les années 1770, le comte de Thélis, officier aux Gardes françaises par conséquent fantassin, posait déjà le problème : « Dans un cas d'émeute ou d'autre trouble public, une demi-douzaine de cavaliers ou de dragons armés de sabres feraient plus d'impression et d'effet que cinquante hommes armés de fusils et de baïonnettes, dont on ne peut faire usage sans exposer la vie des gens qui sont innocents, et sans tuer ceux qui ne seraient pas assez coupables pour mériter la mort ⁵⁹. »

En 1932, au lendemain du drame de Genève, le colonel EMG Roger Masson, chef du Service de renseignements de l'armée et rédacteur en chef de la *Revue militaire suisse*, admettra que la cavalerie est devenue inopérante en cas de troubles intérieurs, car elle n'est plus à même de faire face à « la tactique du combat de rues, telle qu'on la conçoit aujourd'hui ⁶⁰. »

2.3.3. Expériences pratiques

Certaines subordinations décidées en novembre 1918 ne manquent pas d'étonner, parce qu'elles découlent d'une autre philosophie que le service d'assistance prévu dans le concept « Armée 95 ». A Zurich en tout cas, les polices municipales et cantonales se trouvent subordonnées au commandant des forces de l'ordre, soit au divisionnaire Sonderegger ⁶¹. Voilà la raison qui explique la prise de position du général le 2 novembre : « La décision de surveiller et d'arrêter des 'camarades' suspects n'est pas mon affaire. En revanche, je suis habilité à me préoccuper de la levée de troupes, dont la mobilisation préventive empêchera que la volonté criminelle ne se réalise ⁶². » Le gouvernement zurichois, lui-même, ne donne pas l'im-

⁵⁸ Col div Sonderegger : « Le service d'ordre militaire », *Revue militaire suisse*, février 1935 ; *Erfahrungen*, p. 29.

⁵⁹ Jean Chagniot : *Paris et l'armée au XVIII^e siècle*, p. 54.

⁶⁰ RMS, décembre 1932, « Chronique suisse ».

⁶¹ Hirzel : *Ordnungsdienst*, p. 90.

⁶² Archives fédérales : E 21 10051.

pression de se placer au-dessus des militaires. Au lieu de faire solidement garder le bâtiment dans lequel il siège habituellement, il va se réfugier à la caserne !

A l'époque, les responsables du maintien de l'ordre ne distinguent pas comme aujourd'hui les missions que la police doit remplir et celles que l'on réserve à la troupe. Le principe de subsidiarité reste inconnu. Une formation d'infanterie peut barrer un axe, l'accès à une place ; comme la cavalerie, elle peut être appelée à faire évacuer un espace donné en laissant des issues libres qui permettent aux gens de se retirer... A plusieurs reprises, des troupes montées ou à pied s'interposent entre manifestants et contre-manifestants, servent d'escortes, font en sorte que les travailleurs puissent gagner leur entreprise sans en être empêchés par les grévistes. Par leur présence, elles empêchent le sabotage. Quoiqu'elles fassent, elles restent en formation serrée. Voilà la règle essentielle du service d'ordre !

Un problème, en particulier, ne semble pas réglé à satisfaction : des détachements, qui doivent gagner leur lieu d'engagement en colonne, se trouvent à plusieurs reprises littéralement « noyés » dans une foule plus ou moins hostile. Les soldats qui ne peuvent pas maintenir les gens à bonne distance, risquent de perdre leur liberté de mouvement, de se faire assaillir et de perdre leurs armes. Si, par malheur, les pierres se mettent à voler, la panique risque de se produire dans le détachement qui va alors ouvrir le feu. C'est un tel mouvement qui sera la cause du drame de Genève en 1932...

Les conditions de l'ouverture du feu doivent être soigneusement réglées, surtout pour les formations d'infanterie. Tirer en l'air peut servir d'avertissement solennel et bruyant, mais la foule semble s'habituer et ne plus être impressionnée. Une mitrailleuse en position à un emplacement bien visible des manifestants peut avoir un effet dissuasif. A titre d'intimidation, pendant les grèves de 1918 à Zurich, des chefs de détachement ont fait tirer au-dessus des têtes des séries de plusieurs dizaines de cartouches⁶³. Selon les directives reçues au régiment d'infanterie 19, la troupe n'utilisera des mitrailleuses pour regagner sa liberté de manœuvre que lorsque tous les autres moyens auront été engagés sans résultat⁶⁴.

Le bruit lors d'une manifestation empêche les cadres de la compagnie de se faire entendre. Pourtant, ils doivent garder la liberté de mouvement de leur troupe et sa discipline de feu. Les officiers se tiennent en général derrière leurs hommes qui ne les voient donc pas. Ils doivent aller auprès de chacun lui crier les ordres à l'oreille. Lors de l'ouverture du feu, que la salve soit dirigée contre le ciel, au-dessus des têtes des manifestants ou qu'elle soit visée bas, les hommes ne tirent pas tous en même temps. Ceux qui se trouvent le plus près du chef qui ordonne le feu tirent les premiers, les autres les imitent. Il faut aussi avoir les moyens de se faire entendre de la foule ; des trompettes ne suffisent pas, d'autant plus que les gens ne comprennent pas forcément le sens des sonneries.

Un service d'ordre exige beaucoup des cadres, car la troupe les observe avec attention. Leurs paroles, leur comportement prennent une très grande importance. Le fait qu'une partie de la population se montre hostile augmente la nécessité de créer dans la troupe une atmosphère de confiance en rendant plus étroits, même durant

⁶³ *L'armée suisse en service d'ordre*, p. 25.

⁶⁴ *Erfahrungen*, p. 28.

les temps libres, les contacts entre les cadres et la troupe, ce qui ne signifie pas qu'il faille obligatoirement abandonner les exigences dans la conduite et le commandement. Ainsi les causes de mauvaise humeur, de mécontentement sont rapidement perçues. Pour compenser le stress qu'implique un service d'ordre, le lieutenant-colonel Guisan, commandant du régiment d'infanterie 9, fait en sorte que ses hommes, stationnant dans les environs de Zurich, soient logés chez des privés et dorment dans des lits, non sur la paille réglementaire.

3. GENÈVE, NOVEMBRE 1932

Les événements dramatiques de Genève en novembre 1932 ne prennent leur véritable dimension que dans un contexte européen de fortes tensions et d'affrontements entre une droite et une gauche très musclées. Celui qui n'est pas familiarisé avec la violence des discours politiques de l'époque risque de confondre la droite avec le fascisme et la gauche avec le communisme. La violence naturelle est beaucoup plus forte qu'aujourd'hui.

Il en va de même à l'étranger. En juillet 1932, des grèves éclatent dans le Hainaut belge. Des ouvriers, oubliant les mots d'ordre du parti socialiste, passent à l'action violente, pillent, incendient et dressent des barricades. Le gouvernement hésite 48 heures, avant d'envoyer des renforts de gendarmerie, ainsi que des formations militaires qui comprennent de la cavalerie et des chars légers. Les forces de l'ordre ouvrent le feu, ce qui provoque de nombreux morts⁶⁵. Au début de l'année 1934, dans le cadre de l'affaire Alexandre Stavisky, les ligues d'extrême droite provoquent à Paris des affrontements qui culminent, le 6 février, avec l'usage des armes par la gendarmerie à cheval sur la place de la Concorde et aux abords du Palais Bourbon. Bilan : 14 morts et des dizaines de blessés. La gauche y voit la conséquence de l'action de mouvements fascistes. En mars 1937, une manifestation communiste contre une assemblée tenue par le mouvement du colonel de La Rocque tourne au drame. La police tente de disperser quelque 7000 manifestants massés devant la salle. Après les sommations d'usage, les forces de l'ordre ouvrent le feu. Bilan : 5 morts et 200 blessés.

En Suisse dans les années 30, les organisateurs de rassemblements politiques se préoccupent toujours d'organiser un bon service sanitaire, non pour soigner des insolations ou des évanouissements mais les blessés dus aux affrontements ! Il s'en produit à Zurich le 15 juin 1932, entre la police municipale et des grévistes emmenés par des ténors communistes, provoquant la mort d'un manifestant et 30 blessés.

3.1. Absence de planification

« Gouverner, c'est prévoir le pire ». Le gouvernement genevois et le Département militaire fédéral ne semblent pas tenir compte de cette sage maxime ; ils portent une lourde responsabilité morale dans les événements du 9 novembre 1932 à Genève, où les forces politiques, polarisés en deux blocs, s'affrontent depuis des

⁶⁵ Pierre Stéphan y : *La Belgique entre les deux guerres*. Bruxelles, Legrain, 1983, t. II, p. 125-126.

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS

Genève (09.11.-13.11.1932)

06.11. A Genève, le gouvernement à majorité bourgeoise est affaibli par une série de scandales, petits et grands ; il y a de plus un climat d'extrême tension entre la gauche emmenée par Léon Nicole et l'Union nationale d'extrême-droite de Georges Oltramare. C'est dans ce contexte que l'Union nationale annonce une assemblée publique à la salle communale de Plainpalais, qui « jugera » les conseillers nationaux socialistes Nicole et Decker.

08.11. Il faut compter avec des affrontements entre extrémistes des deux bords. Le gouvernement cantonal maintient son autorisation à l'assemblée de l'Union nationale, à la condition que l'accès n'y soit possible que sur la présentation d'une carte de membre. Les accès seront barrés par la police afin d'isoler la manifestation prévue par les socialistes.

Le soir, le gouvernement apprend que la manifestation socialiste risque de tourner à l'émeute, puisque sont signalés des achats importants de poivre, de chambres à air (qu'on remplit de sable), d'objets en métal pouvant servir d'armes improvisées. Les forces de police disponibles risquent de ne pas suffire, alors qu'est prévisible un afflux massif de personnes du côté des socialistes...

09.11. Des informations en provenance de la police amènent le gouvernement, en cours de matinée, à demander des renforts au Département militaire fédéral, car il ne veut pas mobiliser des troupes cantonales, ce qui accentuerait encore l'agitation. Il est décidé d'amener à Genève l'école de recrues d'infanterie de Lausanne, qui en est à sa sixième semaine d'instruction.

Vers le soir, le train spécial arrive à Genève avec 662 hommes. Les recrues, musique en tête, se rendent à la caserne de Plainpalais. Les routes qui mènent vers la salle de Plainpalais sont étroites. Le commandant d'école ne veut pas d'une avance de front, car les manifestants des premiers rangs vont être poussés contre la troupe par ceux qui se trouvent derrière ; il prévoit un mouvement latéral par le boulevard du Pont d'Arve pour aller disperser les manifestants et soulager les barrages de police. Une compagnie se trouve en réserve à l'école du Quai de la Page, afin de pouvoir gagner la salle de Plainpalais par derrière ; des détachements gardent la caserne, l'arsenal et le bâtiment de la Société des Nations.

A 21 heures, les barrages de police autour de la salle risquant de céder, le président du Conseil d'Etat et le directeur de la police font appel à la troupe. 3 sections de la 1^{re} compagnie quittent la caserne (les armes ne sont pas chargées) ; le boulevard du Pont d'Arve fourmille de manifestants et de badauds. Les militaires progressent par section en colonne par un des deux côtés de la rue, en observant une distance de 50 mètres entre les sections ; ils invitent les gens à se disperser. A la hauteur de la rue de Carouge, des manifestants attaquent les soldats avec du poivre, leur rabattent le casque sur les yeux, leur arrachent leur arme, les jettent à terre : 2 officiers et 12 recrues se trouvent désarmées. Le commandant de compagnie, blessé, prend la décision de regrouper ses hommes devant la Palais des Expositions. Par petits groupes, les soldats se fraient un

chemin et arrivent au lieu indiqué où ils se rassemblent en une masse sans ordre. Sur place, l'instructeur de compagnie, un major, a demandé du renfort...

Des manifestants, qui ont suivi les soldats, les bombardent de pierres et s'approchent à quelques mètres. Avec l'accord de l'instructeur, le commandant de compagnie fait charger les armes. Les trompettes jouent à deux reprises le signal « Attention ». Les officiers crient, sans résultat, à la foule de se retirer. Les manifestants croient que la troupe ne dispose que de munition à blanc ! Ils continuent à avancer, certains cherchent à s'emparer des armes. Les soldats doivent se défendre à coups de crosse, sans arriver à se dégager.

A 21 h 34, le commandant de compagnie ordonne : « Un coup, visez bas, feu ! ». Vu le bruit, seuls les hommes qui sont près de lui peuvent l'entendre, mais les autres, suivant l'exemple de leurs camarades, tirent aussi. Le fusil mitrailleur, lui aussi, se met à tirer un magasin complet (30 coups). Des recrues rechargent leur arme à plusieurs reprises, d'autres ne tirent pas, voyant des camarades devant eux, d'autres visent par-dessus les têtes. D'autres mettent en joue un manifestant car, peu avant l'ordre de feu, ils ont vu la lueur d'un tir de pistolet... La foule prise de panique reflue. C'est à ce moment que la 3^e compagnie arrive en renfort, ayant été retardée par des obstacles mis sur sa route. Bilan : 13 morts, 39 blessés. 147 cartouches ont été tirées. Des passants ont été touchés par des ricochets parce que certaines recrues ont tiré par-dessus les têtes.

Durant la nuit, le Conseil d'Etat met de piquet le régiment d'infanterie 3 et le bataillon de fusiliers de landwehr 103.

- 10.11.** A Genève, les recrues continuent à assurer le service d'ordre et à garder les points importants de la ville. Le Conseil fédéral qualifie ce service d'ordre de service actif et soumet au code pénal militaire les infractions commises à cette occasion. Vaud et Fribourg prennent des mesures de précaution ; à Berne, l'école de recrues d'infanterie IV/3 et de cavalerie 3 sont consignées, la Brigade cavalerie 2 et la Brigade d'infanterie de montagne 9 sont mises de piquet.
- 11.11.** Le Conseil fédéral envoie à Genève et dans les environs de la ville le régiment d'infanterie de montagne 6.
- 12.11.** Il proclame l'intervention fédérale et désigne le commandant de l'école de recrues de Lausanne comme commandant de place ; lui sont subordonnées toutes les troupes qui se trouvent à Genève (il y a en tout 5000 hommes).

Vers minuit, attroupement près de la caserne, la foule insulte les hommes du régiment d'infanterie 3 et du bataillon de landwehr 103 qui mobilisent. La police et la troupe déclenchent un « mouvement d'attaque », la foule se retire.

- 13.11.** Les recrues rentrent à Lausanne, les autres formations commencent à démobiliser. Les troupes valaisannes restent en service jusqu'à ce que le Grand Conseil ait discuté des événements, ce qui pourrait entraîner de nouvelles manifestations.

mois dans les assemblées publiques, dans la presse et, spécialement, lors des campagnes électorales. Manifestations et bagarres de rues ne sont pas rares !

Lors de l'ouverture de la conférence du désarmement en février 1932, la police genevoise se trouve débordée par une manifestation socialo-communiste non autorisée. Le Conseil d'Etat demande des troupes : une école de sous-officiers arrive de Lausanne, dont les officiers, à la caserne de Genève, font immédiatement monter des mitrailleuses sur des camions !

Les problèmes qui se posent le 18 février 1931, lors de la première assemblée publique du mouvement de Georges Oltramare dans un local fermé, indique déjà un niveau de risque important. Les communistes cherchent à perturber l'assemblée, les deux groupes s'affrontent à la sortie, mais la police parvient à les disperser. En août 1931 et en février 1932, la gauche reçoit l'autorisation d'organiser des assemblées dans des salles fermées. Il sera donc difficile aux autorités de ne pas accorder le même droit à Georges Oltramare, l'automne suivant. Au début novembre 1932, « la situation particulièrement explosive que connaît Genève n'est que le reflet des tensions accumulées depuis plus de deux ans. » Plusieurs journaux genevois, depuis le début de l'année, se montrent conscients du danger⁶⁶. Les « historiens critiques » refusent de mettre en situation ce qu'ils appellent la « tuerie du 9 novembre 1932 »⁶⁷.

L'intention d'Oltamare de tenir une assemblée populaire, au cours de laquelle on jugera selon une procédure fasciste deux leaders socialistes, Nicole et Dicker, est connue, en tout cas, depuis le 6 novembre. La volonté de Léon Nicole d'organiser une contre-manifestation et de pénétrer dans la salle de Plainpalais est également connue. Ce n'est pourtant que le matin du 9 novembre à 11 h que le Conseil d'Etat genevois semble comprendre que les manifestations prévues pour le soir même risquent de dégénérer en émeute. Il demande au Département militaire fédéral la mise à disposition immédiate de l'Ecole de recrues d'infanterie de Lausanne !

Le chef de l'état-major général devrait connaître le niveau de violence politique qui règne en Suisse, plus particulièrement à Genève. A-t-il pris les décisions nécessaires pour adapter l'instruction au service d'ordre des troupes, surtout des cadres ? Que fait-il pour éviter d'engager une école de recrues en service d'ordre ? Est-il conscient qu'une troupe, pas ou peu formée dans ce domaine, risque de provoquer des catastrophes ?

Dans son numéro du 12 novembre 1932, *Le Peuple genevois*, hebdomadaire radical, met le doigt sur les causes premières de la fusillade : « Des erreurs tactiques ont été commises de longue date. L'hésitation est la pire des méthodes. (...) On a eu peur de prévoir⁶⁸. »

Le 9 novembre à 12 h 15, le colonel Léderrey, commandant de l'Ecole de recrues d'infanterie III/1 de Lausanne, reçoit par téléphone l'ordre d'amener à Genève ses

⁶⁶ Spielmann : *L'aventure...*, p. 188.

⁶⁷ Charles-André Udry : « Guisan. 1918, 1934, 1940 : les constantes d'une même vision », *Les Annales*, N° 1, 1990, p. 58.

⁶⁸ Ibidem, pp. 181, 251, 280-281.

hommes qui en sont à leur sixième semaine d'instruction. Il rassemble ses 30 officiers, instructeurs et miliciens, ses 580 sous-officiers et soldats, les informe, leur rappelle les devoirs en cas de service d'ordre. Il demande à ceux qui ne pourraient pas accepter une telle mission de sortir des rangs : quatre ou cinq le font, qui resteront en caserne, vaquant à des tâches qui ne sont pas des brimades. Quoi qu'il en soit, l'écrasante majorité des recrues ne se rend pas compte de la difficulté d'une telle mission⁶⁹. A 16 h 30, le train spécial quitte Lausanne et arrive après 17 h à Genève.

A 18 h, conférence à la caserne à laquelle participe le colonel Léderrey. On l'informe des mesures prises. On discute l'engagement et l'attribution de la troupe. Le commandant d'école reçoit sa mission : 1. Garde de la caserne et de l'arsenal. 2. Coopération avec la police pour le maintien ou le rétablissement de l'ordre dans la rue selon les ordres du président du Conseil d'Etat genevois. 3. La garde du bâtiment de la Société des nations relève de la police qui peut faire appel à la troupe. Sur cette base, Léderrey rédige ses ordres ; à 20 h, il tient un rapport de donnée d'ordre avec les instructeurs et les commandants de compagnies. Il demande d'expliquer, une fois encore, aux hommes la mission et les conditions qui prévalent pour l'usage des armes, de répéter ce qui a été dit à Lausanne et durant le déplacement en train. A 21 h, le conseiller d'Etat Martin, chef du Département de justice et police, demande l'intervention de la troupe⁷⁰.

3.2. Des erreurs stratégiques et tactiques

Dans quelles conditions psychologiques se trouvent ces recrues, alarmées le matin même sur le terrain d'exercice près de Lausanne, arrivées en fin d'après-midi à Genève et consignées à la caserne en tant que réserve d'intervention ? A-t-il été possible de leur faire assimiler, dans un laps de temps si court, les principes du service d'ordre ? C'est comme si on avait voulu leur inculquer le maniement de la mitrailleuse quelques heures avant le premier combat⁷¹ ! Cinquante ans après les événements, les hommes de la compagnie Burnat, celle qui a ouvert le feu sur la place du Palais des expositions, n'aiment pas évoquer ce moment de leur vie ; en revanche, leur mémoire reste étonnamment fidèle. Impliqués dans un événement échappant à toute logique, ils ont vécu le cauchemar de leur vie et refusent de se poser la question de savoir si les balles qu'ils ont tirées ont tué⁷².

Le manque de clairvoyance et de réalisme des responsables militaires à propos du service d'ordre laisse songeur. Ce n'est pas la première fois qu'en Suisse, on fait appel à des recrues pour un service d'ordre. A Genève, des troubles s'étaient produits en 1864, dans le cadre d'une élection complémentaire au Conseil d'Etat. Des recrues de l'école de Plainpalais étaient intervenues sans qu'elles aient eu, par bonheur, à ouvrir le feu. En 1896, à l'occasion de l'affaire des Italiens à Zurich, le Conseil fédéral avait interdit l'utilisation de recrues pour de telles missions. Dans les années suivantes, on en avait malgré tout engagé lors de troubles. Même après

⁶⁹ Georges Kliebès : *Un coup... tirez bas... Feu !* Genève, Slatkine, 1992, p. 57-58.

⁷⁰ « Militärische Bemerkungen zum Berichte des eidg. Militärdepartement über die Verwendung von Truppen bei den Vorfällen vom 9. November 1932 in Genf », ASMZ, février 1933 ; *Verwendung*, p. 2-3 ; Alex Spielmann, op. cit., p. 231.

⁷¹ Eugen Bircher : *Bemerkungen*, p. 102.

⁷² Kliebès, op. cit., p. 137.

l'expérience cuisante de 1932 à Genève, on continuera à faire appel à des recrues ou à des élèves sous-officiers, par exemple à Liestal en 1936.

Pourquoi Berne ne met-il pas à disposition du gouvernement genevois le régiment d'infanterie de montagne 6, qui termine son cours de répétition à Sion et qui sera envoyé trois jours plus tard dans la cité de Calvin ? Question de délais et de temps nécessaire au transport ? Quoi qu'il en soit, les autorités fédérales semblent réagir, elles aussi, en flagrant délit de surprise. On ne peut exclure qu'en cette période de crise de déflation et de baisse des budgets militaires, on ait pensé à Berne éviter des dépenses en désignant les recrues de Lausanne pour l'intervention à Genève...

Pourquoi, même si la mesure peut sembler dangereuse, le Conseil d'Etat ne mobilise-t-il pas ses troupes cantonales en novembre 1932 ? Peut-être pour une raison également triviale : si une telle décision était prise, ce seraient vraisemblablement les caisses cantonales qui devraient payer les frais, alors qu'une demande à la Berne fédérale libère de ce souci ! Quoi qu'il en soit, le Conseil d'Etat genevois ne diffuse pas une proclamation dans laquelle il indique le pourquoi de son appel à l'armée et les conditions dans lesquelles la troupe fera faire usage des armes. Dans le public, on croit que les militaires n'ont pas le droit d'ouvrir le feu ⁷³. Le commandant des troupes, le colonel Léderrey – on le comprend aisément – n'a pas le temps de faire une proclamation, mais il tiendra une conférence de presse, le 11 novembre, pour couper court à une série de rumeurs. Il faut attendre le lendemain pour que le gouvernement genevois fasse passer un communiqué à la radio ⁷⁴.

Le commandant de l'école de recrues et ses instructeurs n'ont pas fait les reconnaissances qui leur auraient permis de prendre des décisions plus judicieuses. Ainsi les réserves, vu les emplacements qu'elles occupent, devront traverser la foule si elles sont appelées à intervenir ; près de 10 000 personnes se trouvent aux abords de la salle de Plainpalais, le soir du 9 novembre.

La compagnie I, aux ordres du premier-lieutenant Burnat, qui comprend 108 officiers, sous-officiers et recrues (27 Genevois, 24 Jurassiens, 57 Vaudois), reçoit l'ordre d'aller renforcer la police. Son commandant décide de faire mouvement en colonne par un de chaque côté de la rue, ce qui montre qu'il ne s'attend pas à rencontrer de résistance. Dès ce moment, le drame est prévisible, peut-être inévitable. « Seule une troupe à pied nombreuse (400 à 500 hommes) tenant toute la largeur de la rue, marchant en rangs serrés, avec la plus grande cohésion (...) et usant délibérément de la crosse du fusil pour s'ouvrir un passage et débloquer la chaussée, avait quelque chance de réussir. »

Les hommes de Burnat se font submerger par la foule, attaquer par des groupes bien organisés : un manifestant arrache le casque en bousculant le soldat par derrière, un autre le frappe, un troisième lui jette du poivre dans la figure et le désarme. 10 fusils, 15 baïonnettes, 1 fusil-mitrailleur, 2 pistolets, 10 casques sont perdus de cette manière. Le commandant de compagnie, lui aussi désarmé, veut se replier à un endroit où il pourra réorganiser sa formation. La foule, qui serre de près les soldats, croit qu'ils cherchent à regagner la caserne ⁷⁵.

⁷³ Hirzel, *Ordnungsdienst*, p. 92.

⁷⁴ Spielmann, op. cit., pp. 233, 249.

Burnat regroupe ses hommes à un endroit où il croit ne plus risquer de se faire encercler. Devant le Palais des expositions, il dispose sur deux rangs le seul chef de section encore disponible, les 14 sous-officiers et les 78 recrues qui lui restent, le deuxième rang étant surtout constitué avec les hommes désarmés et blessés. La distance entre la foule et les militaires est bien inférieure à 50 mètres, distance considérée comme un minimum⁷⁶. Burnat ne fait pas mettre la baïonnette au canon car, durant la phase précédente, il a remarqué que cela handicapait les hommes dans leurs mouvements et qu'ils se faisaient facilement désarmer.

Des pierres et des pavés pleuvent ; de tels projectiles – c'est connu – provoquent la peur, voire la panique parmi les forces de l'ordre, même bien instruites. Des manifestants ont réussi à se glisser derrière la formation ! Les recrues se trouvent dans une situation à laquelle leur instruction ne les a pas préparées. « Jamais elles ne se seraient attendues à rencontrer une pareille attitude de la part des civils. » Certaines demandent l'autorisation d'ouvrir le feu. Les cadres, qui attendent l'arrivée imminente de la compagnie III envoyée en renfort, temporisent.

Ils donnent finalement l'ordre de charger les armes. Le commandant de compagnie ne dispose que d'un trompette pour faire les sommations d'usage, des sonneries qui ne disent rien à la plupart des gens et que la plupart n'entendent pas à cause du bruit. L'ordre « Un coup, visé bas, feu ! » n'est pas, non plus, entendu par tous les hommes. Certains ouvrent le feu après les premiers coups ; la plupart tirent à plus d'une reprise, car 102 cartouches de fusil sont utilisées et 15 de pistolet. L'un des servants de fusil-mitrailleur, le plus mauvais soldat de l'unité, une « forte tête », commence par tirer coup par coup, puis en rafales jusqu'à ce que le chargeur de 30 cartouches soit vide. Les autres servants n'ont pas ouvert le feu...

Le tir dure entre 10 et 15 secondes. La foule, dans laquelle il y a de simples badauds, ne se retire pas immédiatement, parce qu'on croit que les armes sont chargées à blanc (il n'y a pas eu de proclamation de la part du Conseil d'Etat ou du commandant des troupes). Quand on constate qu'il y a des morts et des blessés, que les militaires ont donc tiré à balle, c'est la panique, la place se vide⁷⁷.

3.3. Mobilisation de troupes genevoises

Les 13 morts et les 65 blessés de la place du Palais des expositions ne contribuent pas à apaiser les tensions, si bien que le Conseil d'Etat met de piquet, dans la nuit du 9 au 10 novembre, des troupes cantonales, soit le régiment d'infanterie 3 (bataillons 7, 10, 13) et le bataillon de fusiliers de landwehr 103. Les 10 et 11 novembre, l'école de recrues d'infanterie III/1 continue seule à assumer le service d'ordre en ville de Genève. Le 11, s'appuyant sur l'article 88 de la Constitution cantonale, le gouvernement genevois décide de mettre sur pied pour le 12, jour des obsèques des victimes, les formations cantonales qui se trouvent de piquet ; dans la foulée, le Conseil fédéral met à sa disposition le régiment d'infanterie de montagne 6 qui termine son cours de répétition à Sion. Le 12, il couvrira la mobilisation des troupes genevoises. Le colonel Léderrey est désigné comme commandant de l'ensemble des troupes.

⁷⁵ Spielmann, op. cit., p. 209-210, 257 ; Duchosal, pp. 66, 69-70 ; *Verwendung*, pp. 3-7.

⁷⁶ Eugen Bircher, op. cit., p. 104.

⁷⁷ *Verwendung*, pp. 8-14 ; Spielmann, op. cit., pp. 212, 264, 352, 792.

Ce matin-là, dès 3 h 30, le bataillon valaisan 88, chargé de surveiller les environs de la caserne de Plainpalais, établit des barrages de sacs de sable avec des mitrailleuses, bandes engagées. Les troupes genevoises sont assermentées en présence de membres du gouvernement cantonal et du colonel Léderrey. Les soldats, qui crient des injures, ceux qui refusent de prêter serment sont mis aux arrêts. Par bonheur, ces formations genevoises n'auront pas à intervenir ⁷⁸.

Le 13 novembre, l'Ecole de recrues d'infanterie III/1 rentre à Lausanne, le bataillon de fusiliers de landwehr 103 est démobilisé. Ce sont les troupes valaisannes qui assurent dès lors le service d'ordre. Les plans prévoient de maintenir le régiment d'infanterie 3 hors de la ville et, si les circonstances le permettent, de le licencier le 14 dans l'après-midi, à l'exception d'une compagnie. Les troupes genevoises restent de piquet. Le 16, le bataillon de fusiliers de montagne 88 quitte Genève, la compagnie de fusiliers I/13 est démobilisée. Le lendemain, les deux autres corps de troupe valaisans rentrent chez eux. Depuis le 16, c'est la police qui assure l'ordre à Genève. Le 22, 6 hommes de la compagnie de fusiliers I/13 entrent en service pour assurer la garde de la prison de Saint-Antoine ⁷⁹.

Les principes défendus par le général Wille en novembre 1918, le gouvernement genevois et les autorités fédérales n'en tiennent aucun compte, avec tous les risques de dérapages que cela comporte. L'opération de novembre 1932 à Genève apparaît comme « le modèle de ce qu'il ne faut pas faire ⁸⁰. » On a l'impression que le maintien ou le rétablissement de l'ordre s'avère bien plus délicat en période de paix qu'en service actif, car les responsabilités sont plus diluées.

Une année après les événements sort le nouveau *Règlement de service* (R.S. 33), qui contient cinq articles en rapport avec le service d'ordre ⁸¹. En cas de troubles locaux, la troupe appuie les forces de police et constitue « une réserve prête à intervenir ». On n'a pas encore compris que les soldats sont mal préparés à se trouver en face d'une foule qui manifeste, que les seules missions qu'ils peuvent assumer, c'est de protéger des bâtiments, de barrer des axes, de surveiller un secteur, libérant des gendarmes pour des interventions dont seule la police est capable. S'il y a menace d'un renversement de l'ordre constitutionnel, la simple présence d'une formation militaire peut dissuader les révolutionnaires et éviter une effusion de sang : les principes du général Wille ont passé. Le *Règlement de service* envisage encore le scénario d'un soulèvement général, style grève de 1918, que les troupes mobilisées auraient pour mission de réprimer.

Quelles leçons, les autorités cantonales genevoises tirent-elles des dramatiques événements de novembre ? Au début de l'année 1933, le Conseil d'Etat propose un renforcement de la police. Selon ses chiffres, il y aurait, en ville de Genève, 1 agent pour 750 habitants. A Berne, la proportion serait de 1 pour 523, à Bâle 1 pour 516, à Zurich 1 pour 469, à Lausanne 1 pour 304. Le Code pénal genevois est modifié, comme la loi sur les réunions et les manifestations publiques.

⁷⁸ Spielmann, op. cit., pp. 236-244.

⁷⁹ Spielmann, op. cit., pp. 248, 253.

⁸⁰ Duchosal, p. 72.

⁸¹ Articles 197-198, 213-215.

A la fin février 1933, les élections cantonales genevoises donnent des résultats étonnants. Le Grand Conseil conserve une majorité de droite, tandis que le Conseil d'Etat est dominé par la gauche, Léon Nicole devenant même président du Gouvernement et chef du Département de justice et police ! L'ancien conseiller d'Etat Frédéric Martin (F.M. comme fusil mitrailleur selon les socialistes) est réélu, malgré son action en tant que chef du Département de justice et police le 9 novembre 1932 : il obtient 15 728 suffrages contre 15 526 au socialiste Albert Naine ⁸².

En mars 1934, la loi sur la protection de l'ordre public passe devant le peuple suisse, à la suite d'un référendum signé par 146 643 citoyens ; elle est refusée par 488 672 non contre 419 399 oui ; la participation s'élève à 78,9 %. En Romandie, les cantons de Vaud, de Fribourg et du Valais disent oui, tandis que Neuchâtel et Genève donnent une majorité rejetante ⁸³.

4. QUESTION JURASSIENNE : DES TROUPES MISES DE PIQUET (1968)

4.1. La situation vue à travers « Le Pays » de Porrentruy

Jusqu'au début avril 1968, pas une allusion importante à la Question jurassienne dans *Le Pays*, le quotidien de Porrentruy : les barbouillages de route sont devenus des banalités... Le 1^{er} avril, dans le but de tourner en dérision la fête nationale, cinquante Béliers (le mouvement a été créé en 1963) célèbrent le 1^{er} août sur la prairie du Grütli. « Dans cette Suisse qui sent le coffre-fort, la largeur du pantalon militaire a beaucoup plus d'importance que les revendications du peuple jurassien. » *Le Pays* déplore le sort de Marcel Boillat, de Jean-Baptiste Hennin et de Jean-Marie Joset, membres du Front de libération du Jura, qui avaient commis des attentats. Les Chambres refusent d'accorder leur grâce à Joset... Rien de particulier durant les trois premières semaines du mois d'avril, sauf que la rédaction s'insurge contre le fléchage français-allemand indiquant la place d'armes de Bure, qui vient d'être installé à Porrentruy. On se demande ce que vont devenir les domaines achetés par le Département militaire fédéral à l'époque où il prévoyait une place d'armes aux Franches-Montagnes.

Rebondissement le 4 mai, lorsque 6 « objecteurs-patriotes » jurassiens déposent leurs effets militaires devant le Palais fédéral. Selon *Le Pays*, 1500 personnes attendent leur retour à Delémont. Une compagnie stationnée à Bure, à la mi-mai se rend sur un terrain privé de Chevenez pour effectuer des tirs à balles, ce qui provoque un incident « agriculteurs-armée », parce que les autorisations nécessaires n'auraient pas été demandées. Le commandant de la division de campagne 3 renonce à ce programme. Deux jours plus tard, le député-maire de Fontenais dépose une intervention à propos de la place de tir de Calabri. Selon lui, ce terrain n'est pas compris dans les installations de la place d'armes de Bure qui a été inaugurée le 20 avril, deux semaines plus tôt.

⁸² Ibidem, pp. 323-324, 334.

⁸³ Jean-Jacques Schumacher : *Partis politiques neuchâtelois*, p. 470.

Début juin, le Rassemblement jurassien s'oppose au procès des 39 Béliers qui, au début de l'année 1967, ont perturbé la réception au Palais fédéral des diplomates accrédités en Suisse. Il met en garde le Conseil fédéral contre les conséquences que « pourraient avoir des actes arbitraires ou répressifs des autorités bernoises. » Le procès est reporté... Le 10, *Le Pays* relaie, pour la démentir, une rumeur concernant l'achat par le Département militaire du domaine du Mont-de-Cœuve. Chose étrange, une lettre se trouve bien aux Archives fédérales concernant une telle transaction, mais elle émane de son propriétaire jurassien qui a pris l'initiative de l'offrir spontanément à l'armée !

Le 15, le Rassemblement fait monter la pression à propos de Calabri en prétendant que, dans cette affaire, « le DMF n'est pas digne de foi » et qu'il cherche à étendre le périmètre de la place d'armes de Bure qui vient d'être inaugurée. « Les agents du DMF ne reculent devant rien. » 2000 personnes, selon les organisateurs, affluent à Fontenais, certaines faisant un détour par Miécourt où l'Union des patriotes jurassiens (anti-séparatistes) tiennent une assemblée. Des hommes de la police cantonale, des grenadiers se trouvent sur place, une réserve d'intervention stationnant à proximité : il n'y a pas d'incidents graves à déplorer. Le 28, les lecteurs du *Pays* apprennent par un titre que « le DMF abandonne tous ses projets aux Franches-Montagnes », que les domaines vont être mis en vente. Le 29 juin, 120 Béliers occupent pour 24 heures la préfecture de Delémont ; le coup est préparé depuis longtemps. « Une foule très dense » se trouve autour du bâtiment pour empêcher une action de la police.

Le Conseil fédéral, à la mi-juillet désigne une commission dite des sages, comprenant entre autres Max Petitpierre, Fritz Traugott Wahlen et Pierre Graber. Le 1^{er} août, le Béliier manifeste aux abords du château de Porrentruy, tandis que les Patriotes jurassiens se retrouvent au lieu-dit Le Paradis près de Bure. Une cohorte de Béliers s'y rend et trouve ses adversaires « retranchés ». Pas d'incident grave à déplorer, sauf que l'orateur invité par les anti-séparatistes ne parvient pas à se faire entendre. *Le Pays* annonce que des mesures de précaution ont été prises, le 1^{er} août, au Palais fédéral à Berne à cause de menaces d'un prétendu Front de libération jurassien.

La veille, le Conseil fédéral a autorisé le chef du Département militaire fédéral, le Bernois Rudolf Gnägi, à mettre de piquet des troupes pour protéger éventuellement des ouvrages dans la partie nord du Jura bernois. Les formations concernées effectuent leur cours de répétition dans les secteurs prévus, la plupart hors du Jura. Dans certaines troupes, on aurait procédé à des distributions de munitions.

Dans *Le Pays*, on parle toujours du risque d'agrandissement de la place d'armes de Bure et de stationnements incessants de troupes à l'extérieur du périmètre. Le 20 août, les troupes soviétiques, polonaises, est-allemandes, bulgares et hongroises envahissent la Tchécoslovaquie. Au nom de sa doctrine de la souveraineté limitée, Leonid Brejnev a décidé de mettre fin au « printemps de Prague ». Le Rassemblement en profite pour publier un communiqué dans lequel il fait un rapprochement entre la situation en Tchécoslovaquie et les « occupations du Jura » ! A la fin du mois, dix jours avant la Fête du peuple jurassien à Delémont, le Conseil fédéral annonce que « l'affaire des Rangiers est officiellement classée ».

Le 20 septembre, le Comité contre l'extension de la place d'armes proteste à nouveau contre l'utilisation de Calabri comme place de tir et contre le « stationnement prolongé de troupes dans les localités voisines de la place d'armes (...) cet état de fait (...) confère à notre région un caractère de pays occupé. » Le 25, « les femmes jurassiennes, écrit *Le Pays*, manifestent devant le bâtiment du Conseil de l'Europe ; la lettre qu'elles adressent à l'Assemblée constituante du Conseil de l'Europe, parle des « huit occupations militaires aux frais des populations », subies par l'ancienne principauté épiscopale... Malgré une rencontre entre le chef d'armes des troupes mécanisées et légères et les autorités municipales de Bressaucourt, le 7 octobre, il n'y a pas d'accord concernant la vente de parcelles pour construire une route d'accès à la place de Calabri.

C'est le 17 octobre que le Département militaire fédéral annonce les mesures prises depuis le 1^{er} août, visant à protéger des ouvrages militaires, soit des arsenaux, des dépôts de munition, des casernes contre des actions séparatistes. Il s'agissait aussi d'éviter que des explosifs disparaissent dans la nature. Le lendemain, *Le Pays* titre « Régime d'occupation », bien que le texte qui suit parle de mise de piquet. Le comité directeur du Rassemblement jurassien, le 18 octobre, attaque le Conseil fédéral qui « affirme tardivement, et sans preuve aucune, que des milieux séparatistes entendaient s'attaquer à des installations militaires de la Confédération suisse. On croirait entendre le chancelier Hitler lorsqu'il justifiait ses agressions en se prétendant menacé par ses faibles victimes. » Le Rassemblement jurassien entend réagir contre cette « intrusion de l'armée » qui a fait « courir un grave danger à la population du Jura ». « Il suffit de rappeler la tuerie de Genève, en 1932, pour connaître le risque encouru lorsque des militaires, non préparés à ce genre d'affrontement, sont opposés à des manifestants. »

Le 11 novembre, une lettre, signée par 32 officiers jurassiens ⁸⁴ et adressée à Rudolf Gnägi, s'insurge contre les mesures prises. « Dès lors se pose en chacun de nous ce cruel dilemme : faire honneur à notre grade et à notre fonction et accepter qu'on puisse tirer sur nos frères jurassiens, ou alors affirmer notre patriotisme et mettre en cause notre appartenance au corps des officiers. » Une résolution de la 5^e Fête de la jeunesse jurassienne, le 10 mai 1969, parle de la place d'armes de Bure comme l'« instrument d'une occupation permanente du Jura. »

A Delémont, on n'a pas fait dans la dentelle, on n'a pas reculé devant des parallèles historiques scabreux et des déformations de la vérité ! En effet, les troupes de piquet étaient prévus pour garder des bâtiments et des ouvrages militaires, pas pour être engagées comme des groupes d'intervention des polices cantonales !

⁸⁴ La lettre qui se trouve aux Archives fédérales à Berne est signée par 32 officiers ; rien n'annonce que d'autres signatures vont suivre. Le texte publié par le Rassemblement jurassien (*La question jurassienne. Documents*. 1970, pp. 215-217) est signé par 40 officiers.

4.2. Le Rassemblement jurassien mal renseigné ?

Pourquoi la mise de piquet, ordonnée par le conseiller fédéral Gnägi, est-elle restée si longtemps ignorée des leaders séparatistes ? Pendant un mois et demi, ils ne disent rien. D'habitude, ils apparaissaient mieux renseignés. La chronologie des événements en relation avec la Question jurassienne, certains détails des prises de position et des communiqués donnent déjà à penser que le Rassemblement jurassien a eu connaissance de la mise de piquet bien avant le 17 octobre.

Une lecture attentive du *Jura libre*, l'hebdomadaire séparatiste, apporte des confirmations. Dès le 9 octobre, sous le titre « Tensions croissantes entre les Jurassiens et l'armée suisse », il est dit que « nous donnerons prochainement des renseignements qui prouvent que la présence et l'extension de l'appareil militaire suisse dans les districts du Jura fait courir à celui-ci un très grave danger. » Dans le numéro du 16 octobre, soit un jour avant le communiqué du Département militaire fédéral, un communiqué précise qu'« au cours des dernières semaines, les organes dirigeants du Rassemblement jurassien ont obtenu des renseignements d'une extrême gravité en ce qui concerne le rôle et les intentions des unités de l'armée suisse cantonnées dans le Jura. »

D'ailleurs, les mesures prises pendant la Fête du peuple jurassien sautaient aux yeux de n'importe quel observateur tant soit peu attentif. Se promenant aux alentours de la place d'armes de Bure, on pouvait voir une partie de football se dérouler sous les yeux de soldats dont l'effectif était bien supérieur à celui d'une compagnie. Spectacle inhabituel un dimanche après-midi, jour normal de congé pour la troupe !

Le Rassemblement semble ne pas avoir voulu sortir l'affaire lui-même. Pourquoi ? Il ne faut pas y voir un souci de trouver des renseignements plus sûrs ou de contrôler ceux qui sont à disposition. A-t-il craint que l'opinion en Suisse ne prenne pas au sérieux une nouvelle « fracassante » qui émane des cercles séparatistes, se contentant de préparer une « belle » campagne de presse ?

4.3. Les autorités militaires et le culte du secret

Il apparaît difficile de contester l'appréciation de situation faite à l'Etat-major général, à la sécurité de l'armée, à la police fédérale, sans disposer de l'ensemble des pièces en main des deux principaux décideurs, soit Rudolf Gnägi, chef du Département militaire et le commandant de corps Gygli, chef de l'état-major général. Lorsqu'ils doivent prendre une décision, les chefs politiques et militaires, les responsables de l'ordre public se trouvent toujours dans l'incertitude, même si leurs services de renseignements fonctionnent normalement. En effet, ce sont l'interprétation d'indices ténus, de données plus ou moins sûres qui donnent une idée toute relative de la menace, des plans, des intentions qui, pour tout compliquer, peuvent changer à n'importe quel moment. Des décisions peuvent être fausses sans que l'on puisse, pour autant, en faire le reproche aux responsables, sauf peut-être de manquer de flair. La politique, la conduite sont des arts, non des techniques.

La lecture du *Pays*, depuis le début de l'année 1968, donne l'impression que les séparatistes se montrent respectueux de la légalité et qu'en définitive, seule l'occupation de la préfecture de Delémont relève de la catégorie des actes illégaux. Se limiter à un tel constat serait oublier qu'avant cette date, il y a eu des attentats contre des biens publics et privés, des ouvrages et du matériel militaire. A partir de mars 1963, le Front de libération jurassien a commis sept attentats. Des incendies criminels ont détruit des fermes achetées par le Département militaire fédéral aux Franches-Montagnes.

Et les journaux ne disent pas tout ! Un Delémontain, formé comme pilote de *Centurion*, le char des formations mécanisées à l'époque, nous a confié que, dans une cave de la ville, il instruisait des Béliers sur un simulateur improvisé, leur apprenant à piloter cet engin de cinquante tonnes. Le groupe aurait prévu de voler des chars de combat à Bure pour les amener, semble-t-il, à Belfort, afin de ridiculiser les autorités suisses. Des rumeurs ont circulé concernant un projet d'enlèvement par le Béliet d'officiers supérieurs qui auraient été relâchés devant le Palais fédéral, nus et barbouillés de miel et de plumes...

Y a-t-il réellement eu des projets d'actions contre la place d'armes de Bure ou d'autres installations militaires ? A-t-on cherché, au Rassemblement jurassien, à intoxiquer les autorités cantonales et fédérales pour leur faire prendre des mesures qui permettraient à terme de « resserrer » les boulons dans le camp séparatiste ? Dans quelle mesure les autorités connaissaient-elles de tels projets ? Disposaient-elles de renseignements provenant directement de groupes comme les Béliers ? La police cantonale bernoise faisait-elle un examen critique, traitait-elle sérieusement les informations qu'elle recevait ou se contentait-elle de tout transmettre ? Autant de questions auxquelles seul un dépouillement des archives, en particulier celles du Rassemblement jurassien, permettrait de trouver des réponses.

En revanche, ce que l'on doit reprocher à Rudolf Gnägi, à Paul Gygli et à leurs conseillers, c'est leur conception irréaliste du secret et leur ignorance dans le domaine de l'information. Comment imaginer qu'ils pourront cacher aux médias et à l'opinion que des troupes de milice ont été mises de piquet ? En 1957, il semble que l'on avait déjà procédé de la même manière : « (...) à cause de tensions entre Berne et les séparatistes jurassiens, la Division de campagne 3 prit ses quartiers dans le Jura ; il n'y eut pas d'incident ⁸⁵. » Il apparaît pourtant évident que les hommes voient que des mesures exceptionnelles sont prises (des munitions semblent leur avoir été distribuées), ils constatent qu'ils ne peuvent pas rentrer à la maison le week-end et qu'ils peuvent communiquer librement avec l'extérieur. Les populations voisines des lieux de stationnement ne peuvent pas ne pas remarquer une présence de la troupe pendant le week-end ! Ces responsables semblent ne pas saisir qu'ils donnent des armes à la propagande du Rassemblement jurassien !

En politique, ce sont bien plus des erreurs de ce type qui déstabilisent les autorités que des décisions peut-être contestables. Il aurait donc fallu expliquer avec franchise lors d'une conférence de presse le 30 juillet ou le 1^{er} août 1968 quelle était l'appréciation de la situation qui avait conduit à prendre des mesures exceptionnelles. C'est en définitive une question de courage politique et de réalisme.

⁸⁵ *Histoire de la division de campagne 3* (manuscrit), p. 2.

5. CONCLUSIONS

Des opérations de maintien de l'ordre par l'armée, même lorsqu'on ne déplore pas d'affrontements entre manifestants et militaires, même si la troupe n'a pas à ouvrir le feu et se contente de « battre l'estrade », de faire de la gesticulation militaire, de « dissuader » d'éventuels fauteurs de troubles, marque pour longtemps la mémoire collective. On peut donc s'en servir comme argument politique lorsque se pose le problème du maintien de l'ordre par l'armée. Dans ce domaine, l'historiographie jurassienne est intéressante. Jusque dans les années 1950, lorsque commence l'époque de la « toute-puissance » du Rassemblement jurassien et de Roland Béguelin, son secrétaire général, elle reflète la vision « naturelle » de l'opinion publique en Ajoie, dans les Franches-Montagnes et dans la vallée de Delémont. A partir de ce moment, les leaders séparatistes exploitent cette vision et la renforcent, jouant psychologiquement le rôle de catalyseurs qui accélèrent une réaction chimique.

Une simple mise de piquet en 1968, résultat d'une appréciation de situation par les autorités fédérales, qui ne semble pas irréprochable en ce qui concerne la menace et le contexte politique, devient une « occupation militaire » dans les discours, les communiqués et les écrits des leaders séparatistes. Cette déformation, avec le temps, laisse moins de traces dans la mémoire collective. Rares sont en effet les témoins qui ont vu les troupes en état de préparation renforcée. Ainsi la *Nouvelle histoire du Jura* ne parle pas de la mise de piquet en 1968.

En Suisse, les autorités politiques, fédérales et cantonales ont éprouvé des difficultés, entre 1870 et 1970 à apprécier d'une manière réaliste la situation politico-psychologique à l'intérieur du pays et à estimer les risques réels de désordres. En novembre 1918, elles surestiment le danger ; en 1932, elles le sous-estiment. Dans le second cas de figure, on peut se demander quel rôle joue le manque de courage politique.

En dernière analyse, il vaut mieux que les responsables politiques et militaires en fassent trop et qu'ils évitent ainsi des affrontements. Quoiqu'ils décident, les médias et l'opinion publique vont émettre d'acribes critiques, d'autant plus que, depuis le début des années 1970, les images et les commentaires des médias occidentaux, surtout depuis les débuts de l'Intifada, la guerre des pierres dans les territoires occupés par Israël, font passer pour illégitime toute opération de maintien de l'ordre. Chaque accrochage prend la dimension simpliste d'un face-à-face manichéen entre de sinistres brutes en uniforme et de vertueuses victimes, si possible à l'âge de l'enfance. Une campagne de désinformation durable, une guerre de l'information bien menée finissent par s'avérer payantes !

Une opération de maintien de l'ordre doit être préparée jusque dans ses moindres détails ; il est indispensable que les troupes concernées reçoivent une instruction spéciale. Cette phase préliminaire demande beaucoup de temps. Il s'agit d'éviter à tout prix un échec qui aurait comme « résultat immédiat d'augmenter l'audace des émeutiers (...) persuadés d'avoir le dessus sur la troupe. Celle-ci se trouve, dès lors, en situation d'infériorité morale et court le risque de ne pouvoir se dégager que par la force des armes (...) »⁸⁶.

⁸⁶ Duchosal, op. cit., p. 69.

En Suisse, ce sont forcément des troupes de milice qui interviennent en service d'ordre, qui n'ont pas la même instruction, le même métier que des formations professionnelles. Pourtant, depuis 1856, dans 70 cas sur 85, l'intervention de l'armée n'a provoqué ni morts, ni blessés. Des drames survenus pendant cette période ne mettent-ils pas en évidence des erreurs de conception et de conduite, des fautes techniques révélatrices d'une absence de préparation à de telles missions, non pas des visées machiavéliques contre les droits populaires et la démocratie comme le prétendent les discours de la gauche et des pacifistes ?

Le blâme, alors, doit s'adresser aux autorités politiques qui n'ont pas su se doter d'un instrument démocratique, efficace et compétent pour maintenir ou rétablir l'ordre. La critique concerne aussi la partie de l'opinion qui refuse avec véhémence la préparation d'une partie des troupes (infanterie, cavalerie, troupes mécanisées, gendarmerie d'armée) à des missions branchées sur la sécurité de l'Etat de droit ⁸⁷.

Si la troupe n'était pas intervenue dans la majorité des cas connus, le bilan des affrontements politiques et sociaux, entre 1856 et 1970, aurait été bien plus lourd. Après le départ du régiment d'infanterie 9 de Zurich au début juin 1919, une manifestation ne dégénère-t-elle pas, faisant trois morts et de nombreux blessés ⁸⁸ ?

Aujourd'hui, nos autorités exécutives, beaucoup de députés fédéraux se montrent quasiment « tétanisés » par le problème du maintien de l'ordre par l'armée. Ils n'osent même pas en parler, partant créer un cadre juridique réaliste et donner des directives claires aux chefs militaires. Le 16 juillet 1940, le Conseil fédéral se montrait doublement courageux : d'abord, il acceptait la conception du Réduit national ; dans la foulée il insistait pour que les troupes soient instruites au service d'ordre ⁸⁹. Aurait-il trouvé normal qu'à Genève, 800 policiers soient mobilisés pour protéger 1500 soldats du régiment d'infanterie 3 qui défilent, en automne 1995, à la fin de leur cours de répétition ? Les circonstances, naturellement, ont changé mais, tout de même, cette particularité a beaucoup étonné les spectateurs étrangers...

H. W.

⁸⁷ Gérard Benz : « L'armée et son peuple, l'automne des amours », *Armée 2001. Le futur de la défense nationale en Suisse*. Genève, Georg, 1995, p. 191.

⁸⁸ Le Jura, 13, 16 juin 1919.

⁸⁹ Georges-André Chevallaz : *Le défi*, p. 130 ; Willy Gautschi, *Le général Guisan*, p. 314.

OBERSTLEUTNANT I GST JÜRIG STÜSSI-LAUTERBURG *

Historischer Abriss zur Frage einer Schweizer Nuklearbewaffnung

VORBEMERKUNG

Die vorliegende Arbeit gliedert sich in eine Einleitung, eine Chronik der Jahre 1965 bis 1988 und eine Zusammenfassung. Während die *Einleitung* weitgehend Bekanntes aus einer Zeit resumiert, deren Akten der Forschung im Bundesarchiv zugänglich sind, beschlägt die *Chronik* den Folgezeitraum aufgrund der auf Anweisung von Bundespräsident Kaspar Villiger durch den Generalstabschef, Korpskommandant Arthur Liener, angelegten Sammlung der internen Akten.

1. EINLEITUNG

Mit der Frage der Atombombe beschäftigten sich die einschlägigen wissenschaftlichen Kreise in der Schweiz bereits, bevor es sie gab. Der Physiker Paul Scherrer (1890-1969, seit 1920 Professor an der ETH Zürich) verstand es sogar, während des Krieges seinen deutschen Fachkollegen Werner Heisenberg zu einer Gastvorlesung in die Limmatmetropole zu holen und ihn mit einem Amerikaner zusammenzubringen, der dem *Office of Strategic Services* nahestand und herausfinden sollte, wie weit die deutschen Bemühungen in Sachen Atombombe fortgeschritten waren. Dies belegt Thomas Powers in seinem Buch « Heisenberg's war » (London : Jonathan Cape, 1993 ; EMB D 1329) recht gut aufgrund der amerikanischen Akten. Dass Scherrer danach ein Schlüsselmann der weiteren Entwicklung bei uns wurde, ist, soweit es sich um die *zivile* Seite handelt, bekannt : Die unter seinem Namen zusammengeschlossenen Institute von Villigen und Würenlingen sind das Denk-

* Dr. Phil (summa cum laude) 1982. Chef der Eidg. Militärbibliothek. Autor von *Helvetias Töchter* (1989), *Föderalismus und Freiheit* (1994).

mal, das ein praktisch veranlagtes Volk einem bedeutenden Gelehrten gesetzt hat. Welche exakte Rolle Scherrer in den bereits 1945 einsetzenden *militärischen* Bemühungen um die Erschliessung der Atomenergie zum Wohle des Landes, das heisst um den Bau einer Bombe *als Dissuasionsmittel*, eine Rolle spielte, ist angesichts des Mangels an Quellen (bzw. an Zeit, die in in- und ausländischen, vor allem amerikanischen Archiven vorhandenen zu suchen und zu sichten) vorderhand eine offene Frage.

Dass die *Studienkommission für Atomenergie* von 1945 an Grundlagen erarbeitete, steht allerdings fest. Der Bundesrat, der die SKA am 8. Juni 1946 offiziell ernannte, beantragte dem Parlament einen Bundesbeschluss über die Förderung der Forschung auf dem Gebiete der Atomenergie. Bundesrat Karl Kobelt betonte die militärischen Aspekte der Frage deutlich genug, sagte aber auch, unter den Umständen von 1946 von den objektiven Voraussetzungen her fast eine Selbstverständlichkeit, aber doch in allzu freier Auslegung der klassifizierten Instruktionen an die SKA, eine atomare Bewaffnung sei nicht geplant. Hätte er das Gegenteil gesagt, hätte er das Vorhaben objektiv, durch das Auslösen von unwiderstehlichem aussenpolitischem Druck, verunmöglicht. Diese Dinge sind schon Gegenstand historischer Untersuchungen gewesen und werden es weiterhin sein.

Es dürfte allerdings um 1955 eine gewisse Verlangsamung der Bemühungen um eine Schweizer Atombombe anzunehmen sein. Die nach ihrem Initianten so genannte *Chevallier-Initiative* vom 2. Dezember 1954, eine die Militärausgaben anvisierende Halbierungsinitiative mit zweckgebundener Verwendung der freiwerdenden Mittel, wurde vom Parlament für ungültig erklärt. Zwei weitere Initiativen mit gleicher Stossrichtung reichte Samuel Chevallier am 17. Oktober 1956 ein. Seinen Mangel an Realismus zeigte allerdings die blutige Unterdrückung des ungarischen Volksaufstandes durch sowjetische Truppen vom 5. November 1956 an nur allzu deutlich. Die akute Phase des Kalten Krieges setzte ein. Als besondere Ausschläge des Fieberthermometers mögen der Abschuss eines amerikanischen Aufklärungsflugzeuges U-2 durch die Sowjetunion 1960 und die Kuba-Krise im Jahre 1962 gelten, als nur noch ein Wort zwischen der Welt und dem nuklearen Schlagabtausch stand: Präsident John Fitzgerald Kennedy verfügte eine *Quarantäne* gegen Fidel Castros Insel. Hätte er, bei genau gleichem Verhalten der amerikanischen Flotte, eine *Blockade* angeordnet, wäre dies völkerrechtlich gesehen eine Kriegshandlung gewesen.

In dieser alles andere als beruhigenden weltpolitischen Lage mussten Behörden und Souverän eines neutralen Kleinstaates, die in ihrer Mehrheit vom Erlebnis des Durchhaltens gegen Adolf Hitlers Reich geprägt waren, zu einer modernen Sicherheitspolitik finden. Die verschiedenen Möglichkeiten wurden, wie in anderen Bereichen, auch in der Frage einer eventuellen Atombewaffnung nicht nur amtsintern bearbeitet, sondern auch öffentlich diskutiert. Am 29. März 1957 fand die erste Sitzung der *Studienkommission für die allfällige Beschaffung eigener Atomwaffen* statt. Dabei handelte es sich um ein Organ von Generalstabschef Louis de Montmollin, welcher die Angelegenheit für geheim erklärte und jede nicht von ihm autorisierte Kontaktnahme mit Drittpersonen ausdrücklich verbot. Ziel war es, den Bundesrat « über die Möglichkeit der Beschaffung von Atomwaffen in der Schweiz » zu orientieren.

Eingeweiht waren im März 1957 neben Montmollin selbst der Unterstabschef Front Oberstdivisionär Jacques Boissier, Oberst im Generalstab Peter Burckhardt, Professor Doktor Rudolf Bindschedler, der Chef des Rechtsdienstes des Eidgenössischen Politischen Departements, der *Delegierte für die Fragen der Atomenergie* Doktor Otto Zipfel, sein Stellvertreter Doktor Jakob Burckhardt, der Direktor der Reaktor AG, Doktor Rudolf Sontheim sowie die Generalstabsobersten Henri Hess und Georg Heberlein. Die *Schweizerische Offiziersgesellschaft* ihrerseits befürwortete im selben Frühling 1957 Atomwaffen als bedeutende Verstärkung der Landesverteidigung, wogegen ein Jahr später das Initiativkomitee der *Schweizerischen Bewegung gegen atomare Aufrüstung* Unterschriften für einen Artikel 20bis der Bundesverfassung zu sammeln begann, der « Herstellung, Einfuhr, Durchfuhr, Lagerung und Anwendung von Atomwaffen aller Art » verboten hätte. Zunächst gefordert war der Bundesrat.

Das Kollegium erliess am 11. Juli 1958 eine einschlägige Grundsatzerklärung, in der es heisst : « In Übereinstimmung mit unserer jahrhundertealten Tradition der Wehrhaftigkeit ist der Bundesrat deshalb der Ansicht, dass der Armee zur Bewahrung unserer Unabhängigkeit und zum Schutze unserer Neutralität die wirksamsten Waffen gegeben werden müssen. Dazu gehören die Atomwaffen. Der Bundesrat hat infolgedessen das Eidgenössische Militärdepartement beauftragt, die mit der Einführung von Atomwaffen in unserer Armee zusammenhängenden Fragen weiter zu verfolgen und ihm zu gegebener Zeit Bericht und Antrag zu Händen der eidgenössischen Räte zu unterbreiten. » Dass diese Erklärung unter anderem von der sowjetischen Nachrichtenagentur TASS kritisiert wurde, konnte, da es sich um die offiziöse Stellungnahme des wahrscheinlichsten Gegners handelte, nur stimulierend wirken (vgl. zum ganzen Zusammenhang Dominique Metzlers Basler Lizentiatsarbeit *Die Option einer Nuklearbewaffnung für die Schweizer Armee (1945-1969)*, Aarburg : Dominique Metzler, 1995).

Sahen die an den Verhandlungen der den Vorsteher des EMD beratenden Landesverteidigungskommission (LVK) teilnehmenden Offiziere eine schweizerische Atombombe eher operativ und taktisch, so gab es doch auch die Stimme des Kommandanten der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen Etienne Primault, welcher gemäss dem Protokoll am 29. November 1957 erklärte : « Wenn man ein Flz. hätte wie beispielsweise den Mirage, der fähig sei, mit Atombomben bis nach Moskau zu fliegen, so könnte man sich einen Einsatz auch im Feindesland vorstellen. » Diese Auffassung hatte aber 1957 und 1958 nur als *militärisch-technische* Beurteilung der Dinge Platz, denn *politisch* dachte der Bundesrat gar nicht daran, nach den USA, der UdSSR und Grossbritannien die Schweiz zur vierten Atommacht zu machen. Bindschedler erklärte vielmehr am 7. Oktober 1958 in einem Aide-mémoire an den schwedischen Botschafter : « Die Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Nuklearwaffen hat zur Voraussetzung, dass das Atommonopol der drei Grossmächte nicht mehr aufrecht erhalten werden kann. Das Problem stellt sich also nur, wenn dieses Monopol nicht mehr besteht. »

Für diesen an sich nicht so unwahrscheinlichen Fall wollte der Bundesrat allerdings gewappnet sein. Er beauftragte deshalb am 23. Dezember 1958 das EMD, die Wirkung, die Beschaffung, den Kauf und die Herstellung von Atomwaffen abzuklären und sodann Bericht und Antrag vorzulegen. Im Ausland sollten solche Abklärungen « unter Wahrung der neutralitätspolitischen Gesichtspunkte und in enger

Zusammenarbeit mit dem Eidg. Politischen Departement » erfolgen. Der im gleichen Beschluss erwähnten Forschung nach Uranvorkommen kam zivile *und* militärische Bedeutung zu. Dem Mitbericht des Finanz- und Zolldepartements, wonach die erforderlichen Kredite jeweils im Budget einzustellen seien, stimmte das EMD zu.

Die Atomwaffenverbotsinitiative wurde am 29. April 1959 eingereicht. Die *Sozialdemokratische Partei der Schweiz*, unter Zugzwang gesetzt, reichte am 24. Juli 1959 ihrerseits eine Initiative ein, die ein obligatorisches Referendum über den « Beschluss über die Ausrüstung der schweizerischen Armee mit Atomwaffen irgendwelcher Art » vorsah.

Der Bundesrat gab den Stand seiner Lagebeurteilung in dieser Frage das nächste Mal mit seiner Botschaft zur Truppenordnung vom 30. Juni 1960 bekannt : « Die heute fehlende Möglichkeit, Atomwaffen aus dem Ausland zu beschaffen oder sie im eigenen Lande herzustellen, sollte aber nicht dazu führen, auf diese wirksamste Verstärkung unserer militärischen Landesverteidigung von vorneherein zu verzichten. Die Entwicklung soll aufmerksam verfolgt werden, damit später gegebenenfalls sich bietende Möglichkeiten in Erwägung gezogen werden können. »

Dies war die Beurteilung des Kollegiums. Oberstkorpskommandant Jakob Anna-son, der Generalstabschef, hatte nämlich am 14. März 1960 dem EMD durchaus beantragt, von den USA, Grossbritannien und der Sowjetunion Offerten für den Kauf von Atomwaffen auf kommerzieller Grundlage einzuholen, Frankreich und Schweden dagegen eine Zusammenarbeit im Bereich von « essais » anzubieten. Solchen Ideen versagte sich der Bundesrat voll und ganz. Nicht nur lehnte er derartige Verhandlungen zur Zeit ab, er beschloss auch in aller Form, dass solche Abklärungen « erst auf Grund eines späteren Bundesratsbeschlusses vorgenommen werden » durften.

Sorgen bereitete die schweizerische Haltung aber den Atommächten (zu denen seit dem 13. Februar 1960 auch Frankreich gehörte), trotz der behördlichen Zurückhaltung. Wenn auch aufgrund der vorliegenden Akten nur in Umrissen fassbar, lässt sich doch eine amerikanische Unruhe von 1961 an feststellen. Im selben Jahr (am 25. April) beantragte der Bundesrat dem Parlament, jenes Flugzeug zu erwerben, von dem Obestdivisionär Etienne Primault 1957 lobend gesprochen hatte. 100 Mirage III S sollten für einen Gesamtbetrag von 871 Millionen Franken beschafft werden.

In seinem Bericht zur Atomwaffen-Verbotsinitiative vom 7. Juli 1961 äusserte sich der Bundesrat ein weiteres Mal zur Frage einer eventuellen atomaren Bewaffnung : « In unserem Bericht sind wir absichtlich auf die Beschaffung von Nuklearwaffen, sei es durch Ankauf, durch Eigenentwicklung oder durch Lizenzproduktion, nicht eingetreten. Diese Frage bleibt offen, bis sich eine Beschaffungsmöglichkeit zeigt, und zwar unter Bedingungen, die weder unsere Souveränität noch unsere Neutralität in irgendeiner Weise berühren. Dies ist gegenwärtig nicht der Fall. Entscheide in bezug auf die Beschaffung, die ohnehin Sache der eidgenössischen Räte wäre, sind deshalb weder getroffen noch unmittelbar bevorstehend. »

Der Souverän verwarf die Initiative am 1. April 1962 mit 537 138 zu 286 895 Stimmen. 18 Stände lehnten ab, 4 stimmten zu. Mit einer dem anderen Wortlaut der Vorlage angepassten Akzentsetzung sagte der Bundesrat dann in seinem Ergänzungsbericht zur Atomwaffen-Referendumsinitiative am 15. November 1962 : « Ob unsere Armee einmal mit Atomwaffen auszurüsten sein wird, ist vornehmlich eine militärpolitische und militärischtechnische Frage. Den Entscheid hierüber der leidenschaftlichen Atmosphäre einer Volksabstimmung auszusetzen, liesse sich vom Standpunkt der Landesverteidigung aus nicht verantworten, ganz abgesehen davon, dass Lagen denkbar sind, in denen die Ausrüstung unserer Armee mit Atomwaffen von rigorosen Geheimhaltungsvorschriften abhängig wäre. Hielte man diese ein, so bestünde die Gefahr, dass das Volk in teilweiser Unkenntnis der Sachlage einen Fehlentscheid treffen würde ; wollte man sich aber über sie hinwegsetzen, so riskierte man, dass uns die Waffen nicht geliefert würden oder – bestenfalls – dass sie, weil auch einem Gegner in ihren Einzelheiten bekannt, in ihrer Wirkung herabgesetzt wären. Demgegenüber bürgen das sachliche Klima der Beratungen in den Kommissionen der Räte, deren Erfahrungen und Fachkenntnisse sowie die Möglichkeit, ihnen alle notwendigen Informationen zu liefern, für eine umfassende und sachkundige Prüfung auch dieses grundsätzlichen Entscheides. Der herkömmliche Waffenbeschaffungsmodus, wie er der bisherigen Kompetenzordnung entspricht, allein vermag den bestmöglichen Stand unserer kompromisslosen Abwehrbereitschaft zu gewährleisten. »

Um diese Sprache richtig zu würdigen, ist es notwendig, sich daran zu erinnern, dass Präsident Kennedy die *Quarantäne* über Kuba erst fünf Tage danach, am 20. November aufhob. Die Schweiz fühlte sich in ihrer Mehrheit bedroht, und wirklich sah seit 1963 der gültige Operationsplan des Warschauer Paktes, wie ihn General Jan Sejna (im Westen seit dem Februar 1968) geschildert hat, vor, die Schweiz gleich bei Kriegsausbruch zum Gegenstand eines strategischen Ueberfalls zu machen (*We Will Bury You*, London : Sidgwick & Jackson, 1982 ; EMB Ve 2024). Selbstverständlich waren solche Pläne 1963 bei uns nicht bekannt, erahnt allerdings wurden sie schon.

Mit entsprechendem Ernst gingen die Planer 1963 und 1964 zu Werk. Der Unterstabschef Planung, Oberstdivisionär Eugen Studer, drängte nun nach den Abklärungen im Ausland, erhielt aber von Professor Bindschedler neuerlich einen Dämpfer. Bindschedler schloss sich in seinem Brief vom 4. Juli 1963 den Folgerungen einer aussenpolitischen und völkerrechtlichen Studie an, die, etwas sibyllinisch an *La Charité-sur-Loire* erinnernd, ausklingt : « Les possibilités ne sont pas encourageantes ; on ne pourrait guère qu'envisager des contacts normaux d'Etat-Major qui pourraient être étendus secrètement aux questions à l'étude. » Diese Haltung stand ohne Zweifel im völligen Einklang mit der damaligen Volksmeinung, wurde doch am 26. Mai 1963 auch die Atomwaffen-Referendumsinitiative mit 451 238 gegen 274 061 und von 17 ½ Ständen gegen 4 ½ verworfen.

Der Beitritt zum Moskauer Abkommen vom 5. August 1963 über das Verbot von Kernwaffenversuchen in der Luft, im Weltraum und unter Wasser stand mit den Abklärungen im Hinblick auf eine eventuelle Schweizer Atombewaffnung nicht im Gegensatz. So sagte auch am 18. Dezember 1963 der Berichterstatter der nationalrätlichen Kommission Willy Bretscher : « Wir sind... auch nach der Unterzeichnung des Abkommens in der Lage, das Problem der eigenen Atombewaffnung weiter zu verfolgen, und wir werden unsere Beschlüsse von der Würdigung der weiteren Entwicklung auf diesem Gebiete abhängig machen. »

Die weitere Entwicklung, die der wohlbewanderte Chefredaktor der *Neuen Zürcher Zeitung* und Staatsmann im Auge hatte, das konnte die eigene Produktion sein, ein gemeinsames Vorgehen etwa mit Schweden oder, wie sich der Unterstabsschef Planung in einer Eingabe an den Generalstabsschef am 21. Oktober 1963 ausgedrückt hatte, auch der « Ankauf von Kernwaffen im Ausland auf rein kommerzieller Basis, insbesondere in Frankreich ». An Kosten rechnete der Unterstabsschef Planung am 28. November 1963 mit 720 Millionen Franken über 35 Jahre, zunächst mit 20 Millionen Franken für Grundlagenforschung. Sollte man sich für Plutonium anstelle von hochangereichertem Uran als Basis entscheiden, sei mit 2100 Millionen Franken über 27 Jahre zu rechnen. Das konkrete Vorgehen entwarf am 21. März 1964 Doktor Paul Schmid in einem elfseitigen Papier *Vorschläge betreffend die Durchführung solcher Vorarbeiten für eine eventuelle Atombewaffnung die von vorwiegend militärischer Bedeutung sind*.

Die Untergruppe Planung hatte mittlerweile eine Vorstellung vom militärischen Bedarf erster Stufe entwickelt : « 50 Fliegerbomben à 60-100 KT (Mirage) » sah sie am 4. Mai 1964 vor. Studer selbst hatte am 8. April ein fünfseitiges Papier über die *Durchführbarkeit von Atomwaffenversuchen in der Schweiz* unterzeichnet, in dem Kavernensprengungen in einer Gegend « in der ein Umkreis von 2-3 km Radius vollständig abgesperrt werden kann » in Aussicht genommen werden. Studer wusste auch am 30. Oktober 1963 noch nachweislich von der Uranreserve des Bundes, die allerdings trotz der klassifizierenden Stempelung der Papiere keineswegs ein Geheimnis war, hatte doch Nationalrat Alfred Schaller am 8. September 1958 ganz offen in der *Schweizer Illustrierten Zeitung* von « 10 t natürliches Uran. Von Belgien gekauft, in England raffiniert » und ausserdem davon geschrieben, dass « Tonnen » dieses Materials in der « Sorgfaltspflicht » der Pulverfabrik Wimmis lägen. Eugen Studers Studien waren Weiterentwicklungen der *Möglichkeiten einer eigenen Atomwaffen-Produktion*, jenes 58 Seiten starken, nicht unterzeichneten Berichts, der am 15. November 1963 die theoretische Grundlage für eine atomare Bewaffnung der Schweiz gelegt hatte und von dessen Vorbereitung offenbar die USA (zu ihrer Beunruhigung) etwas mitbekommen hatten. Vielleicht, dass die Schweizer Entwicklung auf der seit 1958 vorgezeichneten Bahn weitergegangen wäre.

Allein, nach der Botschaft zum Mirage-Zusatzkredit vom 24. April 1964 galten andere Spielregeln. An jenem Tag beschloss der Bundesrat, für die Mirage-Beschaffung einen weiteren Kredit von 576 Millionen Franken zu verlangen, was weitherum Unverständnis auslöste und die erste parlamentarische Untersuchungskommission der Geschichte des modernen Bundesstaates zur Folge hatte. Akkurat am gleichen 24. April beantragte der Generalstabsschef dem Chef EMD, er möge vom Bundesrat 20 Millionen Franken erhältlich machen, um innert drei Jahren Uranvorkommen im Inland aufzuspüren, die Zentrifugenfrage einer Lösung näherzubringen und die Kernwaffentechnik sowie die Versuchsmöglichkeiten abzuklären.

Trotz der Mirage-Angelegenheit waren die Fachleute nach wie vor überzeugt, im Sinne des Souveräns zu handeln. Die Atmosphäre von 1964 führte auch zur mutigen Ansicht eines Fachmanns, dass « die Abklärungsarbeiten zur Atomwaffenbeschaffung der Öffentlichkeit nicht vorenthalten werden » sollen, eine Ansicht, die Generalstabsschef Annasohn am 14. Mai beim Departementsvorsteher unterstützte :

« Herr Dr. Schmid hat erklärt, dass es seinem Charakter widerspreche, dauernd lügen zu müssen, statt ehrlich zu sagen, um was es bei den Abklärungen geht. Er ist meiner Meinung nach richtigerweise der Ansicht, dass ja die Vorabklärungen nicht im geringsten einem Beschluss für die Beschaffung von Atomwaffen gleichkomme. [sic]. Dieser Beschluss bleibt voll und ganz vorbehalten. »

Wie aber unter den Bedingungen der Mirage-Angelegenheit ein mindestens für den Budgetkredit nötiger Parlamentsbeschluss hätte zustande kommen können, musste je länger desto zweifelhafter erscheinen. Am 1. September veröffentlichten die Untersuchungskommissionen des National- und des Ständerates ihren Bericht, in dem sich die Worte finden : « Das Parlament wurde in der Tat irregeführt. Es ist im Interesse des Staates verpflichtet, dafür zu sorgen, dass sich ein solcher Vorgang nicht wiederholt. Die Glaubwürdigkeit bundesrätlicher Botschaften muss von der Exekutive gewährleistet werden. » Die Zahl der zu beschaffenden Flugzeuge wurde auf 57 reduziert und mit einer Motion ein Rüstungschef, ein Fachausschuss für Rüstungsfragen, eine klare Grenzziehung zwischen Entwicklung und Beschaffung von Rüstungsmaterial sowie die Sicherstellung der Termin- und Kostenermittlung und der technischen und kaufmännischen Auftragsüberwachung verlangt.

Der Bundesrat konnte diese Schlussfolgerung der Arbeitsgemeinschaft der Kommissionen Kurt Furgler und Gion Darms zwar am 5. Juni 1964 noch nicht kennen, aber seine Reaktion auf die Anträge des EMD war skeptisch. Wohl nahm das Kollegium vom Bericht MAP Kenntnis und beauftragte EVED und EMD, in ca. drei Jahren die nötigen Entscheidungsgrundlagen zusammenzutragen, aber das EMD sollte den Aufwand auf die Tätigkeit eines Fachmanns in der Generalstabsabteilung reduzieren und einmal mehr hiess es über die Auslandkontakte : « Vor Einleitung der hierfür erforderlichen Schritte hat es [das EMD] jedoch die Zustimmung des Bundesrates einzuholen. »

Die Vorschläge Schmidts und Annasohns, die nötigen Abklärungen ganz offen durchzuführen, waren ohne Folgen geblieben. Andererseits war es unmöglich, die Geheimhaltung aufrechtzuerhalten, wie die wohl informierte Interpellation Nationalrat Helmut Hubachers vom 9. Dezember 1964 zeigt : « Besteht innerhalb des Eidgenössischen Militärdepartements eine Instanz, die sich mit der Frage der atomaren Bewaffnung allenfalls mit der Herstellung von atomaren Waffen oder deren Erprobung im eigenen Lande befasst ? Wenn ja, wie ist dieses Fachgremium personell zusammengesetzt ? » Etienne Primault und Jakob Annasohn waren bereits gegangen. Wie stand es um Bundesrat Paul Chaudet ? Würde er bleiben und dereinst, im Wahljahr 1967, seiner Partei zur Hypothek oder würde er gehen und dadurch das EMD und seine Partei zugleich im *Augenblick* als schwach erscheinen lassen ?

2. CHRONIK 1965 BIS 1988

1965

Die Jahre 1965 und 1966 waren von einer merkwürdigen Spannung gekennzeichnet : Das politische Gewicht des EMD war durch die Mirage-Angelegenheit deutlich geringer geworden und Bundesrat Paul Chaudet sah sich mannigfachen Anfechtungen ausgesetzt. Am 3. Oktober 1965 forderte der Parteitag der Sozialdemokraten den Rücktritt des Waadtländers. Ein gutes Jahr später, am 26. November 1966, versagte die Delegiertenversammlung von Chaudets eigener Freisinnig-Demokratischen Partei dem Magistraten die Unterstützung für die Wahl zum Vizepräsidenten des Bundesrats. Der Rücktritt am 28. November war daraufhin nicht mehr viel mehr als eine Formsache. Abenddämmerung der Aera Chaudet liess sich vielleicht als Epitheton für die beiden Jahre 1965 und 1966 vertreten. Gleichzeitig verlieh jedoch die kraftvolle Persönlichkeit des 1965 neu antretenden Generalstabchefs Paul Gygli den Dingen auf der militärisch-fachlichen Ebene neuen Schwung, der aber politisch nur sehr begrenzt wirksam werden konnte. Die resultierende Spannung manifestierte sich wiederholt und sollte es auch über die Amtszeit von Bundesrat Chaudet hinaus weiter tun.

Es ist gewiss ein Zufall, aber ein bezeichnender, dass das erste einschlägige Aktenstück aus dem Jahre 1965, eine Notiz vom 5. Januar, ankündigt, Gygli werde zu einem Schreiben Annasohns vom 23. Dezember 1964 (in welchem dieser die Abklärungen gemäss dem Bundesratsbeschluss vom 5. Juni 1964 rundweg für « nicht durchführbar » erklärte) noch persönlich Stellung nehmen : die Persönlichkeit des 55jährigen gebürtigen Utzensdorfers prägte hinfort die Debatte. Dass *in* dieser Debatte die Atombewaffnung auch nach der Mirage-Angelegenheit ein Thema blieb, war hingegen auf verschiedene äussere Einflüsse allgemein und insbesondere auf einen Impuls der Schweizerischen Offiziersgesellschaft zurückzuführen. Deren Präsident Louis Allet hatte, zusammen mit seinem Zentralsekretär, am Heiligen Abend 1964 ein Schreiben an den (auf Januar 1965) neuernannten Unterstabchef Planung Hans Wildbolz gerichtet und um « renseignements sur vos intentions, éventuellement sur le stade de vos études » gebeten. Wildbolz leitete das Schreiben am 14. Januar an Gygli weiter.

Im Präsidentenzimmer des Nationalrates fanden sich am nächsten Tag unter dem Vorsitz von Bundesrat Chaudet nebst Gygli und Wildbolz auch der 62jährige Ausbildungschef Robert Frick, der *Beauftragte des EMD für besondere Studien* Annasohn, der Abteilungschef der Kriegstechnischen Abteilung Fred Kuenzy, der Direktor der Eidgenössischen Militärverwaltung Arnold Kaech und der Sekretär der Landesverteidigungskommission Enis Georg Haeberli zum *erweiterten Dienst-rapport* ein. Dem Thema Atombewaffnung räumt das Protokoll eine von zehn Seiten und eine von siebzehn Nummern (4) ein. Gygli, so sagt das Dokument, würde es begrüssen, wenn er für « Kontakte mit Schweden die erforderliche Ermächtigung bekommen » könnte. Ferner wurde beklagt, dass das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement in Sachen Uranprospektion « die ihm zustehende Initiative bis heute nicht ergriffen hat. » Die Kriegstechnische Abteilung möge sich darüber äussern, welche der von Annasohn am 23. Dezember 1964 genannten Lösungsmöglichkeiten (Studiengruppe aus eigens rekrutierten Spezialisten oder Koordinationsgruppe mit von Fall zu Fall abgeschlossenen Verträgen) vorzuziehen sei.

Am 18. Januar machte sich Gygli Annasohns Stellungnahme vom 23. Dezember 1964 zu eigen und tags darauf schrieb er der Schweizerischen Offiziersgesellschaft, der Bundesrat wünsche, dass die « Probleme des Atomkrieges » betreffenden Studien geheimgehalten würden. Eine Kopie des Schreibens ging an den Departementsvorsteher, auf den ja diese Interpretation der Haltung des Kollegiums zurückgehen musste. Auf das Angebot von Louis Allet, die Auskünfte des EMD geheimzuhalten, ging Gygli gar nicht ein.

Etwa in die gleiche Zeit dürften die Vorbereitungen für einen Antrag des EMD an den Bundesrat fallen, dessen erste Fassung das Datum, des 5. Februars trägt und der schliesslich im Juni verabschiedet und ans Kollegium geschickt werden sollte. Ausgangspunkt für diesen Antrag war die Feststellung, dass die vom Bundesrat am 5. Juni 1964 beschlossene Beschränkung der Untersuchungen über die theoretischen Grundlagen der waffentechnischen Probleme auf die Tätigkeit eines Fachmanns der Generalstabsabteilung « nicht durchführbar » sei. Deshalb wurde nun eine « kleine Koordinationsgruppe unter Leitung eines beispielsweise bei der KTA einzustellenden Wissenschaftlers » bei gleichzeitiger vertraglich zu sichernder Inanspruchnahme von Leistungen kompetenter Hochschuldozenten und anderen Stellen der Wissenschaft (Lösung a) oder die Schaffung eines eigenen Forschungsinstituts mit aus Wissenschaft und Industrie rekrutierten Spezialisten (Lösung b) ins Auge gefasst. Zu diesen beiden Lösungen gesellte sich in den jeweils von Haeblerli redigierten Entwürfen vor dem 5. Februar als dritte noch die « Bildung einer Koordinationsgruppe, bestehend aus einem kompetenten Leiter (z.B. dem Delegierten für Fragen der Atomenergie) und aus geeigneten Spezialisten, die aus den interessierten Departementen des Bundes, Hochschulinstituten und der Industrie ausgewählt werden. » (Lösung c) Eine Koordinationsgruppe dieser Art gehörte eindeutig ins EVED. Das « Studium der Atomwaffentechnik als eine der Grundlagen für den Atomschutz » sollte jedoch der Kriegstechnischen Abteilung obliegen, « der hiezu die notwendigen personellen Mittel zur Verfügung zu stellen sind. » Enis Georg Haeblerli Entwurf lobt die Lösung c mit folgenden Worten :

« Ein weiterer Vorteil dieser Organisationsform würde darin bestehen, dass im ersten Stadium ein gewisses < Potential > geschaffen würde, Atomwaffen herzustellen, ohne dass schon über die wirkliche Produktion Beschluss gefasst werden muss. In diesem ersten Stadium würde der finanzielle Aufwand vornehmlich im zivilen Sektor und gleichzeitig für zivile Zwecke erfolgen. Ferner wäre nur eine beschränkte Geheimhaltung erforderlich. Die eigentliche Produktion von Atomwaffen könnte dann in verhältnismässig kurzer Zeit erfolgen. » Wenn der Bundesrat keine der drei mögliche Lösungen wolle « schiene es sinnvoller und konsequenter, auf den waffentechnischen Teil der Abklärung vorläufig überhaupt zu verzichten. »

Diese Überlegung war sicher sachlich vertretbar. Sie dem Bundesrat zuzumuten, der faktisch ein bei keiner Behörde beliebtes Rückkommen hätte beschliessen müssen, war allerdings eine andere Sache. Nicht zuletzt im Hinblick auf zu erwartende Bedenken im Kollegium war wohl auch die Lösung c eingefügt worden, denn der *Delegierte für Fragen der Atomenergie* Urs Hochstrasser unterstand nicht dem EMD sondern dem 1965 noch vom Sozialdemokraten Willy Spühler geführten EVED.

Bundesrat Chaudet scheint es trotz solch taktisch nicht unzweckmässiger Verbesserungen des Antragsentwurfs in der ganzen Angelegenheit nicht besonders eilig gehabt zu haben. Druck auf den Departementsvorsteher kam jedoch aus zwei unterschiedlichen Richtungen. Einmal hatte der Basel-Städter Nationalrat Helmut Hubacher in seiner Interpellation vom 9. Dezember 1964 Auskunft über die Existenz und die personelle Zusammensetzung einer EMD-Instanz, die sich mit der atomaren Bewaffnung beschäftige, verlangt. Diese Interpellation war vom Bundesrat ans EMD, von dessen DMV am 30. Dezember 1964 an den Generalstabschef, von diesem am 7. Januar 1965 an den Unterstabschef Planung und von Hans Wildbolz mit der Bemerkung « Sehr heikel ! Besprechung mit Prof. Hochstrasser unerlässlich » seiner Sektion Forschung und Entwicklung weitergeleitet worden.

Am 15. März nun konnte der Generalstabschef mit einem Antwortentwurf aufwarten, in dem insbesondere gesagt wird, die Vorabklärung der Probleme erfolge in der Generalstabsabteilung und auf eine Namensnennung der Sachbearbeiter und Experten solle man verzichten. Am selben 15. März setzte der Generalstabschef auch seinerseits Druck auf. Er bat den Departementsvorsteher brieflich, « das Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement sowie das Departement des Innern über das grosse Interesse der Armee an der Uranprospektion zu orientieren. » Bundesrat Chaudet verlangte von der DMV entsprechende Briefentwürfe. Die DMV beziehungsweise der dieses Geschäft primär betreuende Enis Georg Haeberli sah, wie sich aus einer Notiz vom 19. März ergibt, die Hauptschwierigkeiten darin, dass das EVED und das vom Sozialdemokraten Hans Peter Tschudi geführte Eidgenössische Departement des Innern « nur schwer dazu veranlasst werden können, gemeinsam mit dem EMD die erforderlichen Abklärungen an die Hand zu nehmen. » Soweit ersichtlich wurde Tschudi in der Folge von Chaudet gar nicht begrüsst, wohl aber Spühler. An diesen erging am 31. März ein Schreiben, in dem er nach dem Stand der Uranprospektion gefragt und allenfalls um die Erteilung der nötigen Aufträge ersucht wurde.

Nach den Erfahrungen mit der Mirage-Beschaffung schenkten Parlament, Regierung und Verwaltung der Finanzplanung wie der Kreditüberwachung verständlicherweise vermehrte Aufmerksamkeit. Eine Anfrage der Finanzdelegation der Räte vom 25. Februar betreffend das Ausmass des finanziellen Engagements bei der Vorabklärung einer eigenen Atomwaffenproduktion gelangte auf den üblichen Weg zum Unterstabschef Planung. Hans Wildbolz nahm nach Rücksprache mit Urs Hochstrasser dazu am 31. März in einer Aktennotiz an die Eidgenössische Finanzverwaltung Stellung. Im Bericht vom 15. November 1963 seien die Kosten für Vorstudien auf 20 Millionen Franken geschätzt worden, 5 Millionen Franken für die Uranbeschaffung, 10 Millionen Franken für die Entwicklung von Zentrifugen zur Urananreicherung und 5 Millionen Franken für die waffentechnische Grundlagenforschung.

« Nach dem Beschluss des Bundesrates vom 5.6.64 werden praktisch nur die Abbauwürdigkeit der schweizerischen Uranvorkommen und die Verfahren zur Produktion von spaltbarem Material untersucht werden können. Da diese Arbeiten von grosser Bedeutung für die Sicherstellung der Brennstoffversorgung von zivilen Kernkraftwerken sind, besteht die Absicht, sie in die Massnahmen zur Förderung der Anwendung der Atomenergie zur Elektrizitätserzeugung (Unterstützung einer schweizerischen Reaktorentwicklung), die vom Eidg. Verkehrs- und Energiewirt-

schaftsdepartement (EVED) geplant sind, einzugliedern. Gegenwärtig wird vom EVED eine Botschaft an die Räte vorbereitet, in welcher die Schaffung einer neuen Organisation vorgeschlagen wird, die auch für die Unterstützung der Uranprospektion und -schürfung, sowie die Entwicklung von Urananreicherungsanlagen verantwortlich wäre. Damit würde eine sehr enge Koordinierung mit der zivilen Atomforschung erreicht. Gegen aussen müsste nichts hinsichtlich der militärischen Zielsetzungen dieser Anstrengungen gesagt werden.

Hinsichtlich der Finanzierung wurde vorgesehen, dass 15 Mio. Fr. in das Budget des Büros für Atomfragen eingesetzt werden (in der Botschaft nicht aufgeführt). Bei den im langfristigen Finanzplan des EVED vorsorglich eingesetzten Budgetposten wurde davon ausgegangen, dass infolge der Hochkonjunktur fünf (statt drei) Jahre für die Arbeiten erforderlich sein werden ; der jährliche Aufwand würde wie folgt verteilt (Mio. Fr.) :

	1966	1967	1968	1969	1970	
Uranschürfung	1	1	1	1	1	
Urananreicherung	1	2	2	3	2	15 Mio. Fr.

Es handelt sich dabei um grobe Schätzungen, die besonders bei der Urananreicherung stark davon beeinflusst werden, ob geeignete Fachleute rasch und in genügender Zahl gefunden werden können. »

Enthusiastisch auf ein der Lösung centsprechendes Modell steuert ein Brief des Physikers Walter Heilpern der Kriegstechnischen Abteilung vom 1. April 1965 hin. Heilpern gehörte zu den unkonventionelleren an den Abklärungen Beteiligten. Er legte das Schwergewicht auf die friedliche Entwicklung der Kernenergie, für die er, durchaus auch unter Betonung der militärischen Nützlichkeit, grössere Summen aus öffentlichen Kassen zu mobilisieren hoffte :

« Die Industrie ist nicht in der Lage, den Bau kleiner Versuchsreaktoren zu finanzieren, die keinen wesentlichen Beitrag an Energieerzeugung leisten und daher nie amortisiert werden können. (...) einen doppelten Zweck erfüllt das Studium der eigentlichen Technik der Atomwaffen (Aufbau, Zusammensetzung der Spaltstoffe, Zündmechanismus usw.). (...) Um sich gegen eine Gefahr zu schützen, muss man sie genau kennen. A-Spezialisten bemühen sich beispielsweise seit Jahren, den Zündvorgang in Wasserstoffbomben zu erforschen. (...) Die Herstellung der Spaltstoffe und das Studium der Atomwaffen-Technik sind also notwendig, auch wenn keine Atomwaffen-Produktion beabsichtigt wird. »

« Auf dem Gebiet der Spaltstoff-Anreicherung und -Erzeugung werden massgeblich beteiligt die Spezialisten und Einrichtungen des Reaktorbaus (EIR Würenlingen, Reaktor Lucens usw., evtl. Sulzer, Winterthur und andere Industriefirmen).

Das Studium der Technik der Atomwaffen erfolgt vornehmlich in der Kriegstechnischen Abteilung und den zugehörigen, teilweise projektierten Laboratorien der Sektionen für Munition und für Schiessversuche, Thun, und der Pulverfabrik Wimmis (für Fragen der eigentlichen Waffentechnik und Versuchsplanung), der Sektion für Elektronik, Bern, (für Fragen auf elektrotechnischem und elektronischem Gebiet). »

Heilpern bestritt (in seinem den Vorschriften gemäss geheimen Papier) die Notwendigkeit, ja die Wünschbarkeit der Geheimhaltung : « Die Publizität wird die Bereitstellung der finanziellen Mittel erleichtern und die Stimmen zum Verstummen bringen, die behaupten, dass eine eigentliche Atomwaffen-Produktion geplant sei. Alle solchen Gerüchte konnten bisher nur deshalb Widerhall finden, weil auf dem Gebiet der Atomverteidigung eine unbegründete Geheimhaltung üblich ist, die zum grossen Teil durch persönliche Motive (falscher Ehrgeiz und Geltungsbedürfnis) der Fachleute bedingt wird. » Heilpern gehörte in der KTA zum Dienstkreis II. Dieser war seinerseits ein Teil der Technischen Abteilung unter Charles Grossenbacher, welcher wiederum Kuenzy unterstand. Aus diesem hierarchischen Aufbau ergab sich ein gewisser Koordinations- und Korrekturbedarf, sodass der nachfragende Bundesrat Chaudet am 5. April hörte, der versprochene KTA-Bericht werde « ca. Mitte », am 12. April, er werde « Ende April » vorliegen. Am letzten Tag des Monats ging tatsächlich, über der Unterschrift Kuenzys, die Heilperns Papier weitestgehend entsprechende offizielle KTA-Stellungnahme an den Direktor der Eidg. Militärverwaltung. Die weitere Bearbeitung innerhalb der DMV fiel erneut Haeberli zu.

Mittlerweile hatte der Direktor der Eidgenössischen Finanzverwaltung Markus Redli der Finanzdelegation der Räte die Antwort auf ihre Frage nach den finanziellen Auswirkungen einer eigenen Atomwaffenproduktion erteilt. Redli erläuterte den Bundesratsbeschluss vom 5. Juni 1964 und schrieb : « Bis heute steht die ganze Angelegenheit im Stadium der Vorabklärung, für die, abgesehen vom ordentlichen Verwaltungsaufwand, keine besonderen Mittel beansprucht werden mussten. » Für Aufwendungen darüber hinaus brauche es Kredite und damit sei das Kreditbewilligungsrecht der Räte gewahrt.

Damit waren günstige Voraussetzungen für die Behandlung eines de facto-Rückkommensantrages im Bundesrat geschaffen, denn selbstverständlich hätte sich die verständliche Sorge der Finanzdelegation den Mitgliedern des Kollegiums mitgeteilt. Nun musste noch die Eingabe mit dem Generalstabschef abschliessend bereinigt werden. Enis Georg Haeberli setzte eine Aufforderung zur Stellungnahme auf, die am 7. Mai über der Unterschrift von Arnold Kaech an Paul Gygli ging. Der Generalstabschef reichte die Unterlagen seinem Unterstabschef Planung weiter, welcher nur vier weitere Mitarbeiter ins Geschäft einweihte bzw. einzuweisen erlaubte. Die Akten gingen mit nur geringfügigen Korrekturen zurück, wie dies generell für die stets gut vorbereiteten Geschäfte Haeberlis typisch war. Um für den Fall einer in seinen Augen unerwünschten Entschlossenheit des Bundesrates, die Interpellation Hubacher bald zu beantworten, gewappnet zu sein, reichte der Generalstabschef am 31. Mai dem Departementsvorsteher einen Antwortentwurf für den ihn betreffenden Teil ein, der materiell vor allem besagte, dass die Studien der Generalstabsabteilung übertragen worden seien, welche wissenschaftliche Experten beigezogen habe. Zu gegebener Zeit seien Bericht und Antrag zu erwarten. In dieser Beziehung war also Bundesrat Chaudet vorbereitet und das Schreiben des Präsidenten der Finanzdelegation der eidgenössischen Räte, Nationalrat Emil Baumgartner, vom 14. Juni gab für den Augenblick parlamentarische Rückendeckung : « Die Finanzdelegation (...) betrachtet die Angelegenheit für den Augenblick für sie als erledigt. »

Dem Bundesrat, dem damals ausser den genannten Bundesräten Chaudet, Spühler und Tschudi noch Friedrich Traugott Wahlen, Ludwig von Moos, Hans Schaffner und Roger Bonvin angehörten, eilte es jedoch mit der Behandlung des EMD-Antrags keineswegs. Am 24. August beschloss das Kollegium vielmehr, am Nachmittag des 22. Oktobers im von Wattenwylhaus eine Aussprache über die Erklärung vom Jahre 1958 betreffend Atombewaffnung unserer Armee durchzuführen. Der Hintergrund der bundesrätlichen Zurückhaltung ist im Fortschreiten der internationalen Bemühungen um einen Nonproliferationsvertrag sowie in der veränderten Zusammensetzung des Kollegiums zu sehen. Paul Chaudet war 1965 der einzige amtierende Bundesrat, der schon 1958 dabei gewesen war. Er aber stand unter grossem Druck, einem Druck, der insbesondere von jener Bundesratspartei ausging, die 1955 bis 1959 ausserhalb der Regierungsverantwortung gestanden war und die durch die zweite Atomwaffeninitiative ihre kritische Distanz markiert hatte.

Nun war zwar diese Initiative am 26. Mai 1963 von Volk und Ständen klar abgelehnt worden, aber seither hatte die Mirage-Angelegenheit die politische Landschaft verändert und 1967 standen Wahlen bevor. So stiess das Thema bei den Mitgliedern des Bundesrates in jenem Sommer 1965 auf eine gewisse Zurückhaltung. Eine vorgesehene Sitzung der Militärdelegation des Bundesrates wurde zweimal verschoben (16. Juli und 24. August) und auch der Termin des 22. Oktobers konnte nicht eingehalten werden. Neu wurde der 26. ins Auge gefasst. Die im Wesentlichen von Enis Georg Haeberli vorbereitete, zusammenfassende Sprechnotiz für den Departementsvorsteher hatte in ihrer ursprünglichen Fassung vom 8. September das Thema Nonproliferation noch überhaupt nicht berührt, wurde dann jedoch aufgrund einer Weisung des Direktors der Militärverwaltung angepasst und lautete nun, am 10. September, in ihrem für das Verständnis der Situation besonders aussagekräftigen, abschliessendem Antragsteil unter anderem :

« 3.1. Il n'y a pas de nouvelles propositions à faire pour le moment. Mais il importe que le Conseil fédéral se prononce sur celles qui lui ont été soumises. S'il n'adopte pas une des variantes que le DMF lui a proposées, il y aura lieu de revoir la < doctrine de 1958 > qui alors ne pourra plus être maintenue.

3.2. Les discussions du Conseil fédéral devraient aussi porter (en liaison avec la question de principe) sur la situation qui est créée par les différentes propositions concernant la < non-prolifération > des armes nucléaires dont les projets de conventions sont déjà en discussion à la conférence du désarmement à Genève.

Si la position de la Suisse vis à vis du < Test-Stop > était facile à définir, celle qui serait créée par une entente entre les grandes puissances sur la non-prolifération soulèverait un grave problème, surtout si l'on considère notre doctrine de 1958 et la liberté de mouvement de la Suisse, principe que le Conseil fédéral a défendu et qui a été approuvé à de très grandes majorités dans deux votations populaires. Comment la Suisse va-t-elle réagir devant une invitation (pressante !) d'adhérer à un pacte de non-prolifération ?

Il ne faudrait pas que l'on soit obligé d'improviser sur un thème aussi important et dans des délais extrêmement courts (rappelons les quelques jours que nous avions à disposition pour nous décider sur le < Test-Stop > face à une opinion publique, suisse et mondiale, impatiente).

Il est absolument nécessaire de connaître toutes les ramifications de la non-prolifération et les répercussions qu'elle aurait pour notre sécurité nationale.

Faute d'un organe permanent s'occupant de telles questions (désarmement), dont la création doit être examinée, il serait nécessaire de créer un < groupe de travail non-prolifération > ad hoc. J'imagine que le Prof. Bindschedler serait l'homme indiqué pour le diriger. L'EMG et le STM auraient évidemment leur place dans un tel groupe.

Ce comité ne pourra évidemment travailler que sur la base d'une position de principe du Conseil fédéral bien établie. »

Haeberli übergab den modifizierten Entwurf am 10. September seinem Chef Arnold Kaech, der ihn gleichentags an Bundesrat Chaudet weiterreichte. Am 12. billigte der Departementsvorsteher das Papier und am 16. September schickte er es an die Mitglieder des Bundesrates im Sinne einer Gesprächsgrundlage für den 26. Oktober.

Mittlerweile war, wie das so zu geschehen pflegt, die Langsamkeit in der Behandlung des Geschäfts zum Gegenstand von Kritik geworden. Das damals von Wilhelm Mark und Herbert Wanner redigierte Organ der *Schweizerischen Offiziersgesellschaft*, die Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift, veröffentlichte in ihrer Septemhernummer 1965 (Seiten 520-523) Gustav Dänikers Artikel « Non-prolifération – Hoffnung oder Gefahr ? ». Däniker warnte davor, die « nach heftigen Auseinandersetzungen innenpolitisch » bewahrte « Handlungsfreiheit auf atomarem Gebiet » aussenpolitisch zu verscherzen und verlangte, dass die Schweiz « die längst fälligen Grundlagenstudien betreffend eine eigene Atombewaffnung nicht noch länger verzögert » und zwar auch, um « allfälligen eigenen Bedingungen für die Vertragsunterschrift Gewicht zu verleihen » mit anderen Worten den eigenen Schwellenmachtstatus politisch auszunützen. Dieser Gedanke Dänikers verlieh der schweizerischen Debatte (und zwar durchaus auch der EMD-internen Debatte) auf zwei Jahrzehnte hinaus eine neue Dimension, stand aber 1965 nicht im Zentrum der Aufmerksamkeit des Bundesrates.

Paul Chaudet ging aus der ausserordentlichen Sitzung vom 26. Oktober nicht mit erweitertem sondern eher mit noch stärker eingegengtem Handlungsspielraum. Der Bundesrat verliess klar den Boden des Beschlusses von 1958. Chaudet erstattete seinen Mitarbeitern am 1. November 1965 wie folgt Bericht :

« In Bezug auf die Frage der Atombewaffnung ist der Bundesrat zu folgendem Schluss gekommen :

- die Militärdelegation wird sich des Problems annehmen und Bericht erstatten ;
- das Schwergewicht muss auf dem zivilen Aspekt (Produktion von Energie) liegen ;
- die Variante C wird zuhanden der Militärdelegation als richtige Variante für die Weiterverfolgung der Studien angesehen.
- nach Vorliegen eines Antwortentwurfes auf die Interpellation Hubacher wird der Bundesrat beschliessen, wann auf diese Interpellation geantwortet werden soll.

Für das Militärdepartement ist von besonderer Wichtigkeit die Feststellung, dass der Beschluss des Bundesrates von 1964 anstelle desjenigen von 1958 tritt. Die Aufgaben und Verantwortungen des Militärdepartements sind im Beschluss von 1964 enger gefasst.

Der Departementschef wird entsprechend den Beschlüssen des Bundesrates Aufträge erteilen. »

Am 4. November erteilte Chaudet dem Generalstabschef den Auftrag, einen Vorschlag für die Zusammensetzung der vom Bundesrat prinzipiell gebilligten Arbeitsgruppe sowie für deren Auftrag vorzulegen. Die Direktion der Militärverwaltung wurde gleichzeitig mit der Vorbereitung einer Antwort auf die Interpellation Hubacher betraut. Diese an sich ja departementsinternen Aufträge gingen gleichentags in Kopie den Mitgliedern der Militärdelegation des Bundesrates zu. Am 8. November sagte Chaudet dann aber an der EMD-Konferenz, einem seiner Führungsinstrumente, er werde *weitere* Aufträge erst erteilen, wenn er mit der Militärdelegation des Bundesrates das Vorgehen besprochen hatte. Diese an sich klare Äusserung führte vor dem Hintergrund der eindeutig feststellbaren Verunsicherung in der ganzen Frage zu Missverständnissen, so dass Chaudet am 22. November seine Aufträge vom 4., die natürlich am 8. keine *weiteren* waren, noch einmal in aller Form bestätigen musste.

Etwa zur gleichen Zeit schlossen im Rahmen des *Vereins zur Förderung des Wehrwillens und der Wehrwissenschaft* Dominique Brunner, Gustav Däniker, Rudolf Farner und André Aloys Wicki die zweite Fassung ihrer Gedanken zu einer schweizerischen Atomwaffenkonzeption ab und schickten das Papier unter anderem auch an Direktor Kaech. Die Stossrichtung war jene, die Däniker in den Spalten der ASMZ skizziert hatte.

Intensivierte Abklärungen wollten auch die massgeblichen Stellen des EMD. Die Frage, die sich ihnen zunächst stellte, war nun, *welcher Form* solcher Abklärungen der Departementsvorsteher und die Militärdelegation des Bundesrates ihre Zustimmung gewähren konnten. Dies zu klären war das Ziel der *Konferenz betr. Bildung einer Arbeitsgruppe für militärische Atomfragen*, zu der der Unterstabschef Planung, Oberst Hans Wildbolz, auf den 8. Dezember einlud. Als Teilnehmer sah er den *Delegierten für Fragen der Atomenergie*, Professor Urs Hochstrasser, Professor Walter Winkler, beide Mitautoren des MAP-Berichtes von 1963, Oberstdivisionär Fred Kuenzy, Direktor Charles Grossenbacher sowie Oberstleutnant im Generalstab Carl Weidenmann vor. Die Arbeit dieser Konferenz mündete in ein von Urs Hochstrasser verfasstes Papier aus, das mit minimalen, rein redaktionellen Retouchen am 13. Dezember 1965 von Bundesrat Chaudet als Departementseingabe unterzeichnet und am 20. Dezember an die Militärdelegation des Bundesrates geschickt wurde. Ob Chaudet selbst allerdings wusste, wer das Papier redigiert hatte, ist nicht eindeutig festzustellen, war es doch auf der Stufe Generalstabschef ohne die Unterschrift des Delegierten abgeschrieben worden.

Nun, diese Frage ist weniger wichtig als jene nach dem Inhalt des Dokuments. Es stellt fest, dass bevor man ernstlich an den Aufbau einer Arbeitsgruppe für waffentechnische Probleme auf dem Atomgebiet bei der KTA denken könne, « entsprechende Fachleute » ausgebildet werden müssten. « Solche Kader können

im Zusammenhang mit der Untersuchung der grundlegenden Probleme des schnellen Brutreaktors gebildet werden (...). » « Organisation : Einsetzung eines nebenamtlichen Fachausschusses bestehend aus Reaktorphysikern des EIR, der ETH und der Universitäten, der geeignete Probleme der Physik der schnellen Brutreaktors auszuwählen, ein Programm für deren Bearbeitung aufzustellen und dessen Durchführung zu überwachen hat. Das Büro des Delegierten erteilt auf Grund der Empfehlungen des Fachausschusses Forschungsaufträge an Hochschulgruppen und das EIR. »

Dazu gesellten sich die auch rein zivil wichtigen Probleme, nämlich « die Erforschung der Uranvorkommen in unserem Lande und die Entwicklung von Anreicherungsverfahren für Uran. » Die Koordination all dieser Arbeiten solle dem Delegierten obliegen, dessen Mitarbeiterstab dafür « um ca. 6 Akademiker » aufgestockt und dem die nötigen Kredite eingeräumt werden müssten. Die Aufwendungen in den nächsten drei Jahren (also 1966 bis 1968) würden jedoch auf « jeden Fall » unter 20 Millionen Franken bleiben. « Die Koordination der vorgeschlagenen zivilen Arbeiten mit den militärischen Bedürfnissen sollte geheim gehalten und deshalb einem geheimen Arbeitsausschuss bestehend aus Vertretern der Generalstabsabteilung, der KTA und dem Delegierten für Fragen der Atomenergie übertragen werden. »

Am 22. Dezember tagte die Militärdelegation des Bundesrates, welcher ausser Chaudet als Präsident noch die Vorsteher des EVED Willy Spühler und des EFD Roger Bonvin angehörten. Zu den Beratungen zugezogen wurden der Delegierte für Fragen der Atomenergie, der Generalstabschef und als Protokollführer Enis Georg Haeblerli. Seine stenographischen Notizen ist zu entnehmen, dass nach der Einleitung durch den Präsidenten Spühler das erste Votum abgab und darin den Vorschlag des EMD, der ja in Wahrheit jener des ihm selbst unterstellten Delegierten war, unterstützte. Wichtig sei, dass « alles, was getan werden soll, auch nötig ist für die Nutzung der A-Energie für zivile Zwecke ». Bonvin betonte den Wert, den die durch Erschliessung von Uranvorkommen erreichte Unabhängigkeit einmal haben könne. Auch er war mit dem Antrag einverstanden. Hochstrasser unterstrich die Bedeutung, die es haben könne « dass wir uns in die Kat. der Staaten einreihen, die wenigstens kurzfristig in den Besitz einer A-Bewaffn. gelangen können. » Er habe es immer als beschämend empfunden, bei der Aufzählung solcher Staaten von Schweden, Indien, Holland und Deutschland aber nicht von der Schweiz zu hören. Gygli mahnte daran, dass die ganze Angelegenheit auch eine politische und eine religiöse Dimension habe, was Spühler veranlasste, an die sich stellenden aussenpolitischen Fragen, insbesondere jene der Nonproliferation, zu erinnern. Bei spürbar unterschiedlichen Akzenten erzielte aber die Militärdelegation doch Einhelligkeit und beauftragte ihren Präsidenten, dem Bundesrat Bericht zu erstatten. Seine engsten Mitarbeiter orientierte Chaudet an der Konferenz vom 29. Dezember über das Ergebnis der Sitzung der Militärdelegation.

Das Jahr 1965 hatte insbesondere den Entscheid zugunsten eines langsamen, fast möchte man sagen tastenden Vorgehens unter zivilen Vorzeichen und der Federführung des Delegierten bei gleichzeitiger Geheimhaltung der doch auch stark militärischen Motivation für die Arbeit am Problem des schnellen Brütters gebracht. Die eigene Waffenproduktion rückte in den Hinter-, das Anstreben des Schwellenmachtstatus hingegen in den Vordergrund. Die grosse Geheimhaltung, die trotz interner und auch externer Kritik beobachtet wurde, hatte ihre Ursachen wohl in er-

ster Linie in der allgemeinen politischen Stimmung der Aera nach der Mirage-Angelegenheit. Sie ging aber ausserdem auch auf den Delegierten zurück, der immerhin die massgebliche Passage des EMD-Antrags an die Militärdelegation des Bundesrates entworfen hatte und der dadurch zum einzigen und damit unentbehrlichen und mächtigen Bindeglied zwischen dem zivilen und dem militärischen Effort wurde.

Die rigorose Geheimhaltung, die zögerliche Behandlung des Geschäftes, die Angst vor grossen Geldausgaben hatten insgesamt eine Reduktion des Tempos auf helvetisches Mass zur Folge. Die Zukunft sollte zeigen, ob und wie weit die durchaus auch geäusserten Befürchtungen berechtigt waren, das *grössere* Tempo der internationalen Diskussion über einen Nonproliferationsvertrag könnte die Frage für die rohstoffabhängige und sich als ausgesprochen humanitäres Glied der Staatengemeinschaft verstehende Schweiz gegenstandslos machen.

1966

Mit dem Ausscheiden von Friedrich Traugott Wahlen aus dem Bundesrat war auch das EPD (nachmals EDA) freigeworden, wohin nun Willy Spühler wechselte. Das EVED übernahm der neugewählte Bundesrat Rudolf Gnägi, der aber, wie sich zeigen sollte, zunächst nicht von der durch seinen Vorgänger verfolgten Linie abwich.

Am 12. Januar 1966 monierte Chaudet den Bericht über die Sitzung der Militärdelegation, der ihm am 17. Januar dann auch vorgelegt, von ihm unverändert genehmigt und verschickt wurde. Die Vorbereitung des Papiers hatte länger gedauert, weil Haeberli mit Hochstrasser und Wildbolz hatte Rücksprache nehmen wollen. Der dreiseitige Bericht ist weitestgehend eine Zusammenfassung des von Bundesrat Chaudet zum EMD-Dokument gemachten Hochstrasser-Textes, dem die Militärdelegation am 22. Dezember zugestimmt hatte. Über deren Sitzung selbst finden sich sechs Zeilen. Der Bundesrat folgte am 28. Januar den Anträgen des EMD und beschloss :

« 1. Von den Ausführungen des Militärdepartements vom 17. Januar 1966 sowie vom Bericht des Militärdepartements vom 20. Dezember 1965 an die Militärdelegation des Bundesrates (Problem der atomaren Bewaffnung) wird zustimmend Kenntnis genommen.

2. Das Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement und das Militärdepartement werden beauftragt, im gegenseitigen Einvernehmen die in den unter Ziff. 1 erwähnten Berichten vorgeschlagenen bzw. umschriebenen Massnahmen und Arbeiten zu realisieren und durchzuführen. Die Initiative hat beim Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement zu liegen. »

Die Initiative wurde allerdings nur zögernd ergriffen. Am 18. April 1966 fragte Kaech Gygli, was aufgrund des Bundesratsbeschlusses vom 28. Januar bereits getan worden sei. Gygli beauftragte Wildbolz, der Sache nachzugehen und dieser fragte am 22. April brieflich bei Hochstrasser nach. Hochstrassers Antwort, ein

dreiseitiger Bericht nebst Begleitbrief, trägt das Datum des 7. Mai und ist im Ton defensiv gehalten : « Wie Sie aus dieser Unterlage ersehen, laufen die Arbeiten wegen der vorhandenen Personalknappheit nur langsam an. Ich hoffe aber, dass im Laufe dieses Jahres doch das vorgesehene Programm in Angriff genommen werden kann. » Er habe, liess Hochstrasser in seinem Bericht wissen, nur 350 000 Franken für die Uranprospektion in seinem Budget, für die Entwicklung einer Zentrifuge und die Untersuchungen über die Physik des schnellen Brutreaktors hingegen gar nichts. Sobald das Ausmass der geplanten Arbeiten bekannt sein werde, gehe er an die Anforderung eines Nachtragskredits oder an die Budgetierung für 1967. Inhaltlich führte er zu den Untersuchungen über die Physik des schnellen Brutreaktors aus :

« Diese Arbeiten sollen der Heranziehung von Fachleuten auf dem Gebiete der Physik schneller Neutronen, das grundlegend für die Atomwaffentechnik ist, dienen. Da dafür in erster Linie die Hochschulen und das Eidg. Institut für Reaktorforschung (EIR) in Frage kommen, habe ich mit den Fachprofessoren für Reaktortechnik an der EPUL und der ETH (Prof. Vittoz bzw. Prof. Hälgi) sowie mit der Direktion des EIR Fühlung genommen. Sie sind bereit, an dieser Aufgabe mitzuarbeiten. Wegen der Belastung der Dozenten während des Semesters kann aber erst im Laufe der Sommerferien mit den ersten Arbeiten auf diesen Gebiete begonnen werden. Es ist vorgesehen, Herrn Prof. Hälgi und einen seiner Assistenten im Rahmen eines WK-Dienstes bei der Generalstabsabteilung mit der Durchsicht der vorhandenen Literatur und der Formulierung von Problemen, die sich im Hinblick auf die erwähnte Zielsetzung zur Behandlung eignen, zu beauftragen. Diese Arbeit soll durch einen Ausschuss, gebildet aus Experten der EPUL, der ETH und des EIR geleitet werden. »

Weiter als bis zur *Absicht*, zwei Physiker in einem WK die Literatur durchsehen und Probleme studieren zu lassen waren also die schweizerischen Anstrengungen auf dem Gebiet der Atomwaffentechnik im Mai 1966 praktisch nicht gekommen.

Hochstrassers Papiere gingen auf dem Dienstweg an den Generalstabschef, welcher sie am 26. Mai dem Departementsvorsteher zustellte. In jenen Tagen steckte der Bundesrat den Rahmen der Atomwaffen betreffenden Abklärungen verbindlich und öffentlich ab. Er schrieb der Legislative in seinem Bericht über die Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6.6.66 : « Diese Abklärungen müssen die Frage einschliessen, wann der Punkt erreicht wäre, an dem die *weitere* Ausbreitung der Kernwaffen unser Land zu ihrer Beschaffung zwingen könnte. » Diese Haltung fand breite Unterstützung. So erklärte etwa der Schaffhauser Nationalrat Walther Bringolf anlässlich der Eintretensdebatte : « Solange aber die erwähnten Waffen vorhanden sind und auch gegen uns eingesetzt werden können, sind wir verpflichtet, die Vor- und Nachteile einer eigenen Nuklearbewaffnung mit allen ihren Auswirkungen zu prüfen. » Durchaus in diesem Sinn und Geist erhielt, am 21. September 1966, Nationalrat Hubacher Antwort auf seine Interpellation. Im selben Jahr veröffentlichte Gustav Däniker seine *Strategie des Kleinstaats*. So liesse sich also sagen, 1966 sei ein neuer Konsens gefunden worden, breit, von Bringolf bis Däniker, abgestützt und parlamentarisch sanktioniert.

Die Fachleute, die im September 1966 ihren in Aussicht genommenen WK absolvierten, warnten allerdings im Schlussbericht vom 17. September vor Illu-

sionen : « Ohne dass eine stattliche Gruppe von Fachleuten sich voll- oder hauptamtlich mit der zielstrebigem Projektierung von Kernwaffen befasst, besteht kaum eine Gewähr, dass die Forschungsaufträge, von denen hier die Rede ist, wirklich zu einer für die Produktion derartiger Waffen ausreichenden Kenntnis der entsprechenden Technik führen. » Mit anderen Worten : der politische Auftrag erschien den Spezialisten als kaum erfüllbar.

Für diesen politischen Auftrag hatte Oberst im Generalstab Jacques Freymond, vom Chef der Operationssektion der Untergruppe Front, Oberst Hans Senn, dazu aufgefordert, eine neue Formulierung gesucht. Sie findet sich in der vierten von fünf Schlussfolgerungen der *Note en vue de la formulation d'une politique nucléaire pour la Suisse*, einem Papier, das Senn am 22. September in die Verteilung gab : « Rassembler les informations nécessaires sur l'évolution de la technique nucléaire, de la tactique d'emploi des armes atomiques, de manière à pouvoir disposer des éléments nécessaires à une nouvelle décision. » Die übrigen Schlussfolgerungen wollten zur Zeit einen Beschluss der Beschaffung von Atomwaffen als weder für die Landesverteidigung nötig noch opportun vermeiden, eine Schweizer *Politik* gegen den *Einsatz* von Nuklearwaffen betreiben, die Zivilbevölkerung im Rahmen des Zivilschutzes besser gegen den Einsatz von atomaren Waffen schützen und ein schweizerisches Zentrum für strategische Studien gründen. Nun, wie auch immer diese Fragen politisch entschieden werden sollten, sie betrafen von 1967 an nicht mehr Paul Chaudet, sondern seinen Nachfolger Nello Celio.

1967

Wie Däniker, Brunner, Farner und andere Beobachter innerhalb und ausserhalb des EMD richtig erkannt hatten, begann sich das Fenster, das für eine unabhängige Schweizer Atombewaffnung offenstand, mit dem Fortschreiten der Nonproliferationsbemühungen der Grossmächte unerbittlich zu schliessen. Und in einer sehr stark abgeschwächten, gleichsam helvetisierten Form erlebte die informierte Schweiz der ausgehenden sechziger Jahre den Zusammenstoss zwischen Aussen- und Sicherheitspolitik, zwischen der Schaffung und Erhaltung von Ordnung durch Verhandlungen, Vertrauen und Verträge einerseits, durch glaubwürdige Verteidigungsbereitschaft und daraus fliessende Abhaltewirkung potentieller Aggressoren andererseits. Theoretisch sind dies keine Gegensätze, in der Praxis garantiert jedoch der ewige Kampf um begrenzte Ressourcen eine dauernde Spannung, die je nach Zeitumständen und Persönlichkeiten schroffer oder gentlemanliker in Erscheinung treten kann.

Der amerikanische Entwurf eines Nonproliferationsvertrages lag seit dem August 1965 auf dem Tisch und damit die Aussicht auf ein völkerrechtlich verbindliches Verbot des Transfers von Atomwaffen an ein Land, das noch keine besass. Dass die Supermächte, damals die USA und die Sowjetunion, nicht schneller zu einem Vertragsabschluss gelangten, ging auf die Ängste der Sowjets vor einem Einbezug der Deutschen in das Verfügungsrecht über amerikanische Kernwaffen zurück. Aber nicht nur in Moskau, sondern auch in Washington gaben in den späten sechziger Jahren Veteranen des Zweiten Weltkrieges den Ton an. Der Secretary of State Dean Rusk schreibt darüber in seinen Memoiren : « The prospect of a West German finger on the nuclear trigger was a casus belli for the Soviets. (...) we insisted

that the United States would never relinquish final decision over the firing of such weapons – we weren't going to give that away to anybody (...) ¹. »

Die Verhandlungen waren schwierig, weil der Vertrag den Nichtnuklearmächten über Deklarationen hinaus kaum etwas geben konnte. Auf der anderen Seite war es moralisch und damit politisch schwierig, sich ihm zu widersetzen, weil auch die Nichtnuklearmächte ja nicht nur je den eigenen Verzicht einbrachten, sondern auch eine gewisse Gewähr dafür erhielten, dass andere Staaten - und das hiess damals noch immer in erster Linie Deutschland – ebenfalls verzichteten. Der Schluss der Amtszeit Chaudets stand, wie dann auch die ganze Aera Celio an der Spitze des EMD und der Anfang des Wirkens Gnägis, im Zeichen der Verhandlungen über den Atomsperrvertrag, der am 27. November 1969 von der Schweiz unterzeichnet und am 9. März 1977 ratifiziert werden sollte. Und wenn es auch klar ist, dass vor dem 9. März 1977 keine Macht der Welt ein Recht hatte, der Schweiz Arbeiten auf dem Gebiet der nuklearen Bewaffnung zu untersagen, so versteht es sich doch von selbst, dass der Bundesrat nach dem 27. November 1969 keine wirklich nachhaltigen auf das Fernziel einer Beschaffungsoption gerichteten Anstrengungen auf diesem Gebiet mehr billigen konnte, ohne sich selber zu verleugnen. 1969 schloss sich in Wahrheit das Fenster, auch wenn es noch Jahre brauchte, bis diese Erkenntnis zum Allgemeingut wurde.

Nun, als der frischgewählte Bundesrat Nello Celio sein Amt an der Spitze des EMD antrat, stand das Fenster noch ein klein wenig offen. Der Tessiner selbst kannte allerdings das geheimgehaltene Atomwaffendossier noch nicht. Celio erhielt « zuhänden der Mitglieder der LVK » am 13. Februar 1967 von Gygli ein *Strategische Planung* überschriebenes Papier mit der anonymisierten, einfach einer « verwaltungsfremden Persönlichkeit » zugeschriebenen Studie Freymond. Gygli stellte Celio vor folgende Alternative : « Soll die Nuklearpolitik als besonders wichtiger Teil unserer Gesamtstrategie und als zur Zeit dringlichstes Anliegen in einer unabhängigen Studie weiterverfolgt werden oder soll aufgrund des totalen Feindbildes zuerst eine strategische Gesamtkonzeption entworfen werden, durch die auch die brennenden Fragen unserer Nuklearpolitik beantwortet würden ? Als unabhängige Studie betrieben, könnten innert Jahresfrist Grundsätze für eine schweizerische Nuklearpolitik aufgestellt werden. Die Ausarbeitung einer strategischen Gesamtkonzeption dagegen dürfte 2-3 Jahre in Anspruch nehmen. » (Gygli schätzte ziemlich gut : die durch Verfügung des EMD am 12. Mai 1967 eingesetzte, durch Karl Schmid präsiidierte Studienkommission für strategische Fragen sollte ihren Schlussbericht am 14. November 1969 vorlegen ; darin sollte sich übrigens die Kommission zur Nuklearbewaffnung nur insoweit völlig klar äussern, als sie diese nicht auf Kosten einer starken *konventionellen* Landesverteidigung gehen lassen wollte. Vgl. *Grundlagen einer strategischen Konzeption der Schweiz*, Schriften des Schweizerischen Aufklärungsdienstes 11, Zürich : SAD, 1971 ; EMB W 1167 DT ; 108) Zehn Tage später hielt Celio eine 13 Seiten lange Notiz über die *Entwicklungsgeschichte der Atomwaffenfrage in der Schweiz* aus der Feder des Verantwortlichen für den EMD-Pressedienst, Dr. Hans Rudolf Kurz, in Händen. Kurz schloss mit den Worten :

¹ (Dean Rusk, As I Saw It, London, New York : I.B.Tauris & Co., 1991 ; EMB C 1847 ; 285)

« Im Bericht zur Landesverteidigungskonzeption ging der Bundesrat durchwegs davon aus, dass unseren Streitkräften Kernwaffen und gleichwertige Waffen fehlen. Aus diesem Grund, aber auch aus Überlegungen ethisch-weltanschaulicher Art, sind wir, so stellt der Bundesrat fest, an allen Bestrebungen, die auf eine Eindämmung und Nichtanwendung solcher Waffen hinzielen und in dieser Beziehung Garantien schaffen, im höchsten Mass interessiert. Wir verfolgen deshalb die Entwicklung auf diesem Gebiet aufmerksam und hoffen, dass sie zu wirklichen Fortschritten führe. Solange aber die erwähnten Waffen bei andern Armeen vorhanden sind und somit auch gegen uns eingesetzt werden können, sind wir verpflichtet, die Vor- und Nachteile einer eigenen Nuklearbewaffnung zu prüfen.

Dazu gehört nicht nur eine gründliche Beurteilung der Schutzmöglichkeiten und der Abschreckungswirkung sowie die Frage, wie weit und unter welchen Voraussetzungen Nuklearwaffen unsere Kampfkraft zu verstärken vermöchten, sondern auch die Prüfung der Grundlagen, die eine Entschlussfassung über eine allfällige Ausrüstung mit Kernwaffen erst ermöglichen könnten. Diese Abklärungen müssen die Frage einschliessen, wann der Punkt erreicht wäre, an dem die weitere Ausbreitung der Kernwaffen unser Land selbst zu ihrer Bewaffnung zwingen könnte. Würde man die Durchführung solcher Studien, welche den Entschluss der politischen Behörden über eine Nuklearbewaffnung in keiner Weise präjudizieren dürfen, unterlassen, so käme das dem Verzicht auf eine fundierte Beurteilung aller Aspekte einer eigenen Atomwaffenherstellung gleich. Damit würde sich unser Land seiner Handlungsfreiheit berauben.

Die vom Chef des EMD am 21. September 1966 erteilte Antwort auf die Interpellation Hubacher hielt sich im Rahmen dieser Erklärung. Zusätzlich stellte der Chef des EMD fest, dass der Bundesrat das EMD damit beauftragt habe, gemeinsam mit dem Delegierten des Bundesrates die Entwicklungen auf den verschiedenen Gebieten der Nutzung der Atomenergie zu verfolgen und den Bundesrat über die Ergebnisse auf dem laufenden zu halten. »

Zwei Dinge übergang Kurz mit Stillschweigen, die Frage, was denn die weitere Ausbreitung der Kernwaffen konkret heissen sollte (mit grosser Wahrscheinlichkeit eine *deutsche* Nuklearbewaffnung) und die Motivation der *besonderen* Eile des Generalstabschefs (wohl die Angst, vom Atomsperrvertrag überholt zu werden). In der Generalstabsabteilung förderte der *Unterstabchef Planung*, der nunmehrige Oberstdivisionär Hans Wildbolz, die Arbeiten kraftvoll. Am 7. März 1967 lud er auf den letzten Tag des Monats die Professoren Urs Hochstrasser, Jakob Ackeret und Walter Winkler, Dr. Paul Schmid von der Ciba Fribourg, Direktor Charles Grossenbacher von der KTA und Oberst Hans Senn von der Operationssektion, zu einer *Besprechung von Fragen der Verwendung der Kernenergie zu militärischen Zwecken* ein. Drei Tage vor dieser Besprechung brachte der schweizerische Militärattaché in Rom, Oberstdivisionär Carlo Fontana eine Gesprächsnotiz zu Papier, in welcher, neben Aussagen über das spanische Atomwaffenprogramm auch folgende interessante Notiz zu lesen ist: « Laut Prof. Scherrer könnte die Schweiz heute selbständig Atombomben herstellen. Alles über deren Konstruktion sei heute bekannt. – Auf meine Frage, wieviel Jahre es bei uns brauchen würde, gab mir Prof. Scherrer 4 Jahre an und den Kostenpunkt bezeichnete er mit 1 Milliarde Sfr. » Was den oft wie zufällig zum entscheidenden Zeitpunkt auftretenden Paul Scherrer zu

dieser Aussage in diesem Augenblick bewogen hatte, bleibt vorderhand, wie manch anderer Aspekt der *Vita* dieses hochinteressanten Mannes eine offene Frage.

Nun, an der Sitzung des 31. März nahmen ausser den ursprünglich Eingeladenen noch Oberst Erminio Giudici als Protokollführer, sowie dessen Chef in der *Sektion für Studien und Finanzplanung* Oberst im Generalstab Kurt Bolliger teil. Giudicis Aktennotiz ist zu entnehmen, dass die Teilnehmer von der fortdauernden Gültigkeit der Bundesratsbeschlüsse vom 23. 12. 1958, vom 5. 4. 1960, vom 5. 6. 1964, vom 26. 10. 1965 der Konzeption vom 6.6.66 und der bundesrätlichen Antwort « auf die Motion » (*recte* Interpellation) Hubacher ausgingen. Für sie war « eindeutig », dass « das EMD die Abklärung der Fragen im Zusammenhang mit einer eigenen A-Bewaffungsmöglichkeit fortzusetzen » habe und « der Delegierte für Fragen der A-Energie die Studien bezüglich eigener Uranvorkommen, der Anreicherungsverfahren und der Physik der schnellen Reaktorsysteme weitertreiben » müsse.

« (...) Das EIR ist über Schulratspräs., Dr. Züti und dem < sic > Präsidenten des Industrieausschusses (Dr. Sontheim) durch Erteilung konkreter Aufträge zum Studium der schnellen Reaktorsysteme an der Mitarbeit vermehrt zu beteiligen. (...) Prof. Dr. Hochstrasser wird im Rahmen seiner Aufgaben die Industrie mit dem Bau von Zentrifugen beauftragen. (...) Es ist eine vollamtliche Arbeitsgruppe, bestehend u.a. aus Neutronenphysikern, zu bilden, welche die Dynamik der Kettenreaktion, d.h. die Ausgangsbasis für den Waffenbau, studiert. Ein Auftrag an ein Hochschulinstitut in dieser Richtung wäre unzweckmässig. » Der Entscheid über die atomare Bewaffnung der schweizerischen Armee bleibe offen, werde aber beeinflusst von « der Stellungnahme des BR zum < Internationalen Vertrag über die Nonproliferation >, dessen genauer Text noch nicht bekannt ist. » Daneben hätten die Definition der strategischen Konzeption des Landes durch die neugegründete *Kommission für strategische Studien* und ihren Unterausschuss *Schweizerische Nuklearpolitik* sowie die Ermittlung der « Bedürfnisse an A-Waffen und deren Einsatz » durch eine noch zu bildende Arbeitsgruppe der Untergruppe Front einen Einfluss. « Unabhängig von den politischen Entschlüssen und vom Zustandekommen eines Nonproliferationsvertrages ist es dringend notwendig, dass eine vollamtliche Arbeitsgruppe (...) eine wissenschaftlich-technische Untersuchung aller Aspekte der Herstellung der A-Waffe unternimmt und zu Ende führt. (...) Die Gründung einer solchen Arbeitsgruppe bedarf eines BRB. »

Am 21. April 1967 fand eine weitere Besprechung *über die Möglichkeiten der Entwicklung von Kernwaffen* statt. Es handelte sich dabei um ein Gespräch im kleinen Kreis, das insbesondere der Aufdatierung der Kenntnisse des Delegierten des Verwaltungsrates der AG *Brown, Boveri & Cie.* in Baden, Dr. Rudolf Sontheim gewidmet war. Sontheim war daneben Mitglied der *Eidgenössischen Kommission für Atomenergie* und von deren Ausschuss. Neben Sontheim war der Kreis der Teilnehmer auf Gygli, Wildbolz, Bolliger und Giudici begrenzt. Wildbolz hatte Gygli am 20. April die Behandlung von fünf Traktanden empfohlen: einer Orientierung folgten vier der Zusammenarbeit mit der Industrie gewidmete Themenkreise. Es ging darum, deren Interesse an « schnellen Reaktoren » und « Neutronenzentrifugen » abzuklären, die technischen Entwicklungsmöglichkeiten zu erfassen, die « Schaffung einer < Non profit > – Organisation der Industrie zum Studium der waffentechn. Probleme in der Ausnützung der Nuklearenergie » zu diskutieren und das weitere Vorgehen festzulegen.

Die Besprechung, deren Ton der Unterstabschef Planung selbst angab, folgte etwa dieser informellen Traktandenliste. Hans Wildbolz betonte in seiner Orientierung, dass « eine eigene Ausrüstung mit Kernwaffen nur im Sinne der Verstärkung der Abwehr in Betracht zu ziehen sei » und dass « eine erfolgversprechende Studie der waffentechnischen Probleme nur durch eine vollamtliche Gruppe wahrgenommen werden könnte. » Rudolf Sontheim hielt sich nüchtern zurück : « Um die Industrie an der Erforschung von Gaszentrifugen zu interessieren, müssten noch andere als nur militärische Benützungsmöglichkeiten sichtbar werden. Das Problem der schnellen Reaktorsysteme ist für die Industrie zu kostspielig und nur langfristig von einigem Interesse. Darum sollten die beiden eidg. Institute EIR Würenlingen und Villigen sich zu einer Zusammenarbeit auf diesem Gebiet entschliessen, was einer Anspornung bedarf. Das Institut Battelle in Genf hätte evtl. das Personal, um solche Studien durchzuführen. » Eine < Non profit > – Organisation bezeichnete Sontheim als « kaum denkbar ». « BBC wäre nur langfristig und auf unauffällige Art an einer Zusammenarbeit auf dem Gebiete der waffentechnischen Entwicklung interessiert. » Sontheims Reserve ist angesichts der durch ihn besser als durch andere abschätzbaren Kosten, die ja just in jener Zeit Scherrer mit der damals gewaltigen und auch nach fast dreissig Jahren noch grossen Summe von einer Milliarde Franken bezifferte verständlich. Stiess also die Erarbeitung einer Option (um mehr handelte es sich zu keiner Zeit) klar an wirtschaftliche Grenzen, so wurden gleichzeitig auch die politischen immer deutlicher sichtbar. Zwar reagierte Celio auf die Anträge des Politischen Departements vom 24. April betreffend Nonproliferationsvertrag durchaus im Sinn Gygli, Wildbolz' und anderer mit den Abklärungen Betrauten skeptisch. Er begrüsst den Bericht, wandte sich aber gegen die Präjudizierung eines Beitritts, verlangte eine begleitende Arbeitsgruppe mit Vertretern aller interessierten Departemente (EPD, EVED, EMD) und lehnte den Verzicht auf ein *Quid pro quo* ab, der in folgendem Satz des Berichts des EPD nahegelegt wurde : « Dans ces conditions les états non détenteurs ne devraient pas subordonner leur adhésion à des préalables qui ralentiraient sensiblement la conclusion du Traité de non prolifération ».

All das war wahr, gleichzeitig drückte aber Nello Celio im selben Mitbericht vom 24. Mai dem Bundesrat gegenüber seine tiefe Skepsis gegenüber dem eingeschlagenen Weg aus : « Der unterzeichnete Departementschef möchte allerdings schon jetzt seine Zweifel geltend machen, ob der vom Bundesrat mit Beschluss vom 28. Januar 1966 gutgeheissene Weg (Erforschung der schweizerischen Uranvorkommen ; Erforschung von Anreicherungsverfahren für Uran durch Entwicklung einer Uranzentrifuge ; Untersuchung über die Physik des schnellen Brutreaktors) gangbar ist. »

Damit öffnete sich ein Graben zwischen der Auffassung des Departementsvorstehers und den das Geschäft im EMD Bearbeitenden. Der Tessiner versuchte im an den Generalstabschef gerichteten Begleitschreiben zur Kopie seines Mitberichts, einem Papier vom 25. Mai 1967, die Pille etwas zu versüssen und schrieb : « Wie Sie feststellen werden, sah ich mich veranlasst, diesem Mitbericht Überlegungen zugrunde zu legen, die von den in Ihrem Schreiben vom 16. Mai 1967 enthaltenen abweichen, ohne dass wir – so glaube ich – über das Grundproblem verschiedener Auffassung wären. » Paul Gygli setzte Mitbericht und Begleitschreiben in recht weit gehende Zirkulation. Mittlerweile beschloss der Bundesrat, das EMD von der Teilnahme an den dem EVED übertragenen Abklärungen zu befreien.

Das geschah durch den Beschluss vom 26. Mai 1967. Darin nahm der Bundesrat vom Nonproliferationsbericht des Politischen Departements Kenntnis, setzte eine interdepartementale Arbeitsgruppe Atomsperrvertrag ein (EPD, EVED, EMD) und beschloss : « (...) Il charge le département militaire de présenter un rapport sur le problème de l'armement atomique éventuel de l'armée suisse. (...) Il constate que le département militaire doit être libéré de l'obligation de participer aux travaux prévus par l'arrêté du 28 janvier 1966. » Dies und ein offenbar nicht optimaler interner Informationsfluss brachte das Fass beim Unterstabschef Planung zum Überlaufen. Hans Wildbolz schrieb am 23. Juni dem Generalstabschef :

« Es sollte nun endlich klar entschieden werden, was man will. Die Abklärung der mit der Atombewaffnung zusammenhängenden Probleme war bisher durch ein Hin und Her von Beschlüssen, Wiedererwägungen, zögernden Stellungnahmen usw. gekennzeichnet. Es scheint mir ein Gebot der Wichtigkeit dieser Frage, dass man Farbe bekennt und klar bestimmt, was wir in dieser Angelegenheit zu unternehmen haben. Ohne ein Minimum an technischen Abklärungen, wie sie der BRB vom 28.1.66 vorgesehen hatte, sind weitere < Berichte > nutzlos. Ich möchte zur Klärung der Lage nochmals beantragen, es sei ein < Hearing > z. Hd. des Departementschefs vorzusehen. Daran hätten m.E. teilzunehmen : Generalstabschef, Kriegstechnische Abteilung, Untergruppe Front (Operationssektion), Untergruppe Planung ; Prof. Dr. Winkler, Prof. Dr. Hochstrasser und allenfalls Dr. Sontheim. »

In der interdepartementalen *Arbeitsgruppe Atomsperrvertrag* stellte Minister Rudolf Bindschedler am 24. August die Frage, « ob heute schon eine negative Entscheidung gefällt werden kann, dass auf längere Zeit die atomare Bewaffnung der Schweiz ausgeschlossen ist oder ob wir uns die Handlungsfreiheit für die Zukunft bewahren müssen. » Darauf antwortete der EMD-Vertreter, Oberst Hans Senn, man könne « keineswegs sagen, dass das Problem der taktischen Atomwaffe erledigt » sei. Im Gegenteil ist für Sommer und Herbst 1967 ein eigentlicher Aktivitätsschub festzustellen. Vom 1. September datiert ein, allerdings nicht verteiltes und nicht unterschriebenes *Memorandum* des Unterstabschefs Planung.

Wildbolz beantragt in diesem Papier die Einsetzung einer vollamtlichen Arbeitsgruppe mit einem Bestand von 15 (1. Jahr) bis 52 (5. Jahr) qualifizierten, wissenschaftlich ausgebildeten Leuten. Der Leiter soll auf den Antrag einer erweiterten wissenschaftlich-technischen Koordinationskommission vom Generalstabschef ernannt werden. Die Aufgabe dieser Arbeitsgruppe wäre « die waffentechnische Entwicklung bis zur Ausprüfung der ersten verwendbaren Sprengladung (Dauer ca. 5 Jahre) » gewesen. Andernorts war von der « Auslegung von Fissionswaffen im Kaliberbereich bis 100 KT TNT » die Rede. Dieses Memorandum wurde unter anderem an der Besprechung mit dem Chef EMD von *Fragen der Atom-Bewaffnung der Armee* verwendet. Ursprünglich war diese Besprechung, das von Wildbolz beantragte Hearing also, auf den 29. September vorgesehen gewesen, sie fand schliesslich am 5. Oktober statt.

Die Traktandenliste entstammte der Feder von Hans Wildbolz, der als ersten Punkt eine « Beurteilung der Erhöhung der Abwehrkraft der Armee mit nuklearen Mitteln » durch den Chef der Operationssektion Hans Senn vorsah. Urs Hochstrasser waren die folgenden zwei Traktanden über die « Entwicklungsmöglichkeiten von Atom-Geschossen in der Schweiz » und über die drei Aufträge aus dem

Bundsratsbeschluss vom 28. Januar 1966 zugedacht. Erminio Giudici sollte anschliessend Vorschläge für die durch den Bericht vom 6.6.66 vorgesehenen Abklärungen unterbreiten und Hans Senn über den Beitrag des EMD zur *Nonproliferationskommission* Bindschedler referieren.

Wohl auch in der Absicht, ein aktuelles Fachurteil über die Möglichkeiten und Grenzen von *nebenamtlichen* Abklärungen zu erhalten, fand am 18. und 19. September im Hotel Bären in Ostermundigen ein zweitägiges Seminar über die Probleme statt, « die gelöst werden müssen, wenn man die Vorgänge bei Nuklearexplosionen verstehen will. » Die von Urs Hochstrasser am 4. Oktober redigierte Zusammenfassung der Diskussion sieht als Minimum für die Weiterführung der Studien ein unabhängiges Institut mit mindestens 10 Mitarbeitern vor. Die unabhängig davon entstandene Notiz eines weiteren Teilnehmers am *Bären-Seminar*, Paul Wälti, entspricht Hochstrassers Dokument vollumfänglich. Wälti schrieb zur Aufgabe der geforderten Studiengruppe : » Die Studiengruppe sollte sich ausschliesslich mit der Theorie befassen. Unbedingt notwendige Experimente könnten an den Hochschulen und am EIR durchgeführt werden. » Ebenfalls klar im Hinblick auf die Besprechung vom 5. Oktober redigierte am 4. Hans Senn ein Papier unter dem Titel *Militärischer Nutzen einer Ausrüstung der Armee mit Kernwaffen*.

Die dazugehörige Sprechnotiz, offenbar die Grundlage des Referats vom 5., zeigt, dass Senn was er sagte « als grobe Annäherung an das Problem » betrachtete. Er billigte den Kernwaffen eine grosse Abhaltewirkung zu, betonte aber auch die enorme Problematik eines Kernwaffenkrieges. Zahlenmässig ging er von den im MAP-Bericht vorgesehenen 400 Atomsprengkörpern aus. « In der Annahme, dass der Gegner mindestens ebensoviele Kernwaffen gegen uns verschießt, nähern wir uns indessen rasch jener Grenze von der an die Substanz unseres Volkes gefährdet sein könnte. Wir wären in diesem Falle gezwungen, den Krieg vorzeitig abzubrechen. Diese Überlegungen zeigen, dass im Atomwaffenzeitalter der Kriegsverhütung entscheidende Bedeutung beigegeben werden muss. »

An der Besprechung vom 5. Oktober, die im Bureau des Generalstabschefs stattfand, nahmen insgesamt elf Personen teil : Nello Celio, Paul Gygli, der Ausbildungschef Pierre Hirschy, Urs Hochstrasser, der Stellvertreter des Direktors BKW Professor Stoll, der Unterstabschef Front Robert Stucki, der Vizedirektor der KTA Eduard Specker, Hans Senn, Erminio Giudici, Enis Georg Haeberli und, als Protokollführer, Major im Generalstab Pierre Gsell. Das *Beschlussprotokoll* vom 6. Oktober trägt aber nicht Gsells sondern Senns Unterschrift. Das Protokoll hält fest, dass « die Bewaffnung unserer Armee mit Kernwaffen zur Verstärkung der Landesverteidigung, rein militärisch gesehen, wünschbar » sei aber finanziell « weitgehend eine zusätzliche Belastung » wäre.

Hochstrasser referierte über den Fortgang seiner Arbeiten und stellte fest : « In ca. 2 Jahren werden genügend Fachleute ausgebildet sein, um eine waffentech Arbeitsgruppe zusammenstellen zu können. Vorerst muss aber ein Leiter für diese Gruppe gesucht werden. Möglichst bald ist auch der im BRB 28.1.66 geforderte geheime Arbeits-Ausschuss für Koordination zu bilden, der klein gehalten werden soll. » Die Bildung der von der Untergruppe Planung beantragten Arbeitsgruppe führte zu einer längeren Diskussion, an deren Ende « dem Vorschlag, als Kern einer solchen zukünftigen Arbeitsgruppe vorerst 2-3 ständige Mitglieder dem

geheimen Arbeitsausschuss für Koordination (...) zuzuteilen, allgemein zugestimmt » wurde. Die Fragen der Unterstellung dieses Arbeitsausschusses und der Aufteilung der Kosten konnten allerdings nicht geklärt werden. « Die Generalstabsabteilung soll mit ihren Abklärungen (Bestimmung der milit. Bedürfnisse) weiterfahren und erhält hiezu die Zustimmung des Chefs EMD. Für diese Arbeit wird ab 1.1.68 bei der Operationssektion ein Büro für Atomfragen aufgebaut. » Zum Atomsperrvertrag sagt das Protokoll : « Vom rein militärischen Standpunkt aus, sollte einem Nonproliferationsabkommen nicht beigetreten werden. »

Mit diesem Protokoll erklärte sich Bundesrat Celio offenbar einverstanden, betonte aber, wie dem Entwurf eines Schreibens an den Generalstabschef aus jenen Tagen zu entnehmen ist, dass die am 25. Mai 1967 vom Bundesrat ausgesprochene Befreiung des EMD von der Pflicht, sich an den im BRB vom 28. Januar 1966 vorgesehenen Arbeiten zu beteiligen, nötig sei, um die « scharfe Trennung der mit rein ziviler Zielsetzung durchzuführenden Arbeiten von den rein militärisch bedingten Untersuchungen » zu gewährleisten, eine Trennung, die ihm, Celio, « mit Rücksicht auf die hohe politische Bedeutung der ganzen Angelegenheit als dringend notwendig » erscheine. Aus Gründen der Praktikabilität sei er trotzdem mit der Bildung des vorgesehenen geheimen Arbeitsausschusses einverstanden. « Mit umso grösserem Nachdruck muss indessen verlangt werden, dass dieser Ausschuss und seine Tätigkeit einer strengen Geheimhaltung unterliegen und dass der Ausschuss personell möglichst klein gehalten wird. » Um für die zukünftige Arbeit eine tragfähige Grundlage zu besitzen, gelte es nun, einen entsprechenden Bundesratsbeschluss vorzubereiten. Es sei unerlässlich « dass unter das Bisherige gleichsam ein Strich gezogen » werde.

Dass hinter dem höflich-dürren Deutsch der Akten zwei ganz verschiedene Grundauffassungen zu suchen sind, dass die Persönlichkeiten, die diese Auffassungen vertraten, nicht füreinander geschafften waren, ist mehr als nur eine Vermutung. Arnold Fisch, ein langjähriger und sensibler Beobachter des Bundeshauses, hörte Andrée Weitzel, die damals an der Spitze des Frauenhilfsdienstes stand, erzählen, wie sie Bundesrat Celio während seiner Amtszeit im EMD, den Kopf auf die verschränkten Arme auf dem Schreibtisch gelegt, ausrufen gehört habe « Oh que je suis malheureux ! » (Arnold Fisch, *Meine Bundesräte*, Stäfa : Gut, 1989, 125) Celio sah offensichtlich keine politische Grundlage für den Einsatz von Beträgen in Milliardenhöhe, ohne die man unter keinen Umständen zu Nuklearwaffen hätte gelangen können, und er sah andererseits den innen- und aussenpolitischen Schaden, der eintreten konnte, wenn die Forschungen des EMD bekannt und in einseitiger Beleuchtung politisch ausgewertet werden sollten, er verstand es aber nicht, diese Erkenntnisse seiner Umgebung im Departement so mitzuteilen, dass eine von gegenseitigem Vertrauen geprägte Atmosphäre entstand.

Der Bundesrat beschloss am 10. November 1967, ein Aide-memoire an die beiden Kopräsidenten des in Genf tagenden 18-Mächte-Ausschusses zu erlassen, von dem formell der Atomsperrvertrag erarbeitet wurde. Zahlreiche Bedenken und ein genereller Vorbehalt änderten nichts an der Stossrichtung des Aide-memoires, das über die Haltung der Schweiz erklärte : « Deshalb hofft sie auch sehr, dass ein befriedigender Atomsperrvertrag zustande kommen werde. » In seinem Mitbericht vom 9. November hatte Nello Celio klar gefordert : « In jedem Fall muss die Armee darauf bestehen, dass alle erlaubten Abklärungen vorgenommen werden, die

nötig sind, um innert nützlicher Frist eine Atomrüstung durchführen zu können, falls die internationale Lage dies erfordern sollte. » Dagegen hatte das EPD keine Einwendungen und Celio hatte klar Flagge gezeigt. Dies entspannte die Atmosphäre jedoch keineswegs. Die Spannungen nahmen im Gegenteil um den Jahreswechsel 1967/1968 weiter zu. Anlass dazu war Bundesrat Willy Spühlers Beantwortung der Interpellation Binder.

Nationalrat Julius Binder hatte am 8. März zusammen mit 22 Mitunterzeichnern eine Interpellation eingereicht, in der er den Bundesrat einlud, « die staatspolitischen, rechtlichen, militärischen und wissenschaftlich-wirtschaftlichen Konsequenzen eines Atomsperrvertrages unter unseren nationalen Gesichtspunkten darzulegen ». Der Bundesrat beantwortete diese Interpellation zunächst nicht, sondern gab in einem Aide-mémoire am 17. November den Botschaften der USA und der Sowjetunion seinen Standpunkt zum ihm zugestellten Vertragsentwurf vom 24. August bekannt. Binder zog nun aber, obwohl er dies kurz erwog, seine Interpellation nicht zurück. Am 18. Dezember 1967 erhielt er Gelegenheit, sie im Nationalrat zu begründen. In unserem Zusammenhang interessant ist vor allem folgende Passage der Rede des Aargauers : « Ist eine wirksame Landesverteidigung ohne Atomwaffen möglich ? Heute muss diese Frage bejaht werden. Niemand denkt daran, dass unsere Armee jetzt mit Atomwaffen ausgerüstet werden müsste. Die Situation kann sich aber verändern ; es können Völker in den Besitz von Atomwaffen kommen, die heute noch keine Atomwaffen besitzen, kurz, es könnte der Tag anbrechen, da eine Landesverteidigung ohne den Besitz von Atomwaffen nicht mehr glaubhaft wäre. » Die relevanten Passagen der Antwort von Bundesrat Spühler lauten :

« Es wäre sehr zu begrüßen, die weitere Verbreitung von Nuklearwaffen durch einen Vertrag zu verhindern. Weil es aber völlig wirklichkeitsfremd wäre, anzunehmen, dass die Atomwaffen besitzenden Mächte auf diese verzichten werden, wird der Vertrag zwangsläufig diskriminatorisch sein, indem er die nicht Atomwaffen besitzenden Mächte daran hindern wird, eine Waffe von entscheidender Bedeutung zu besitzen, über die fünf andere Staaten verfügen. Ist nun die Nichtweiterverbreitung oder die Nichtdiskriminierung vorzuziehen ?

Die Frage muss wohl eher so gestellt werden : Kann der Besitz von Atomwaffen die Sicherheit eines kleinen Staates erhöhen ? Ich bin nicht in der Lage, hierauf mit Bestimmtheit zu antworten ; denn es handelt sich um ein unabsehbar vielseitiges Problem, mit dem sich verschiedene Kommissionen befassen, die ihre Arbeiten noch nicht beendet haben. (...)

Beim jetzigen Stande der Wissenschaft und der Kernstrategie, und insoweit nicht neue Entdeckungen die uns bekannten Verhältnisse umstürzen, hat es somit nicht den Anschein, als ob die Schweiz ihre Landesverteidigung merklich verbessern könnte, wenn sie sich mit Atomwaffen ausrüsten würde. (...)

Ganz abgesehen von der sehr starken Zunahme der Militärausgaben hätte die Herstellung von Atomwaffen eine einseitige Beanspruchung der technisch-industriellen und wissenschaftlichen Mittel in personeller und materieller Hinsicht zur Folge. Ob ein kleines Land die Möglichkeit hat, derartige Lasten zu tragen ohne Beeinträchtigung seiner wirtschaftlichen Entwicklung, erscheint zweifelhaft. »

Spühlers Äusserungen veranlassten Gygli zu einem *Persönlich und geheim* klassifizierten vierseitigen Schreiben an den Departementsvorsteher. Das Schreiben trägt das Datum des 19. Januar 1968 und gibt folgender Sorge des Generalstabschefs Ausdruck : « Auf Grund der Rede von Herrn Bundesrat Spühler muss die Öffentlichkeit annehmen, dass der Sicherheitsaspekt bereits restlos abgeklärt ist und die beschlossenen Studien eine reine Formsache darstellen, die den Zweck haben, das Rückzugsgefecht des Bundesrates zu untermauern. » Spühler habe « kaum » die Meinung des Gesamtbundesrates vertreten, sondern vielmehr « seine höchst persönliche Meinung dargetan ». Gygli schloss mit folgenden Worten : « Es lag mir, Herr Bundesrat, daran, Ihnen von dieser für mich beunruhigenden Sachlage Kenntnis zu geben und eine Klarstellung der Verhältnisse, die wohl vom Bundesrat als solchem auszugehen hätte, zu beantragen. »

An einer solchen Klarstellung musste dem Generalstabschef um so mehr liegen, als die institutionelle Organisation der Arbeit an den Fragen weiter voranschritt. Eine weitere von den wissenschaftlichen Fachleuten dominierte Tagung fand am 24. Januar statt und als nächster Sitzungstermin wurde der 21. Februar in Aussicht genommen. Treibende Kraft scheint in dieser Phase der interimistisch die Sektion für Studien und Finanzplanung führende Oberst Erminio Giudici gewesen zu sein. Giudici versuchte gleichzeitig, erfolglos, die *Kommission für Nuklearbewaffnung der Schweizerischen Offiziersgesellschaft* davon abzubringen, auch ihrerseits eine Studie zu erstellen. Oberstbrigadier Ernst Schuler, der Präsident der Kommission, stellte vielmehr am 16. Februar 1968 in der Aula der ETH fest, « dass Parallelstudien sehr wertvoll sein können und gerade die SOG Gewähr für eine selbständige Betrachtung der Dinge bietet ». Die zweite Fassung der Studie der Kommission war am 20. März in den Händen der Mitarbeiter der Gruppe für Generalstabsdienste. Ihre Hauptschlussfolgerung : « Hält man den taktischen Atomkrieg nach dem Kriege alten Stiles für den wahrscheinlichsten, so liegt eine Rüstungspolitik nahe, die bei Erfüllung der notwendigen Erfordernisse unserer heute bestehenden Armee, aus dem Arsenal der Atomwaffen die taktischen bevorzugt und unter diesen diejenigen zur Verstärkung unseres Raumschutzes. »

Giudicis Abmahnung an die Adresse der SOG war eine Folge seiner amtlichen Kenntnisse. Vom 8. Februar datiert der Entwurf für ein Schreiben des Generalstabschefs an den Chef EMD betreffend die *Bildung eines < Geheimen Arbeitsausschusses (GAA) > für Fragen der Atombewaffnung der schweizerischen Armee*. Diesen Entwurf sandte Giudici am 15. an den Unterstabschef Front, Oberstdivisionär Robert Stucki, an Direktor Charles Grossenbacher von der Gruppe für Rüstungsdienste und an den Delegierten Urs Hochstrasser mit der Bitte um Stellungnahme. Als Endziel wurde ins Auge gefasst, dem Generalstabschef den zu bildenden GAA zu unterstellen, dem GAA seinerseits die *vollamtliche Arbeitsgruppe* unterzuordnen und einen *wissenschaftlichen Beirat* beizuordnen. Die Bestimmung des Leiters der vollamtlichen Arbeitsgruppe, der sich « in der Person eines hochqualifizierten Wissenschafters » finden müsse, stelle die erste Notwendigkeit, aber auch das erste Hindernis dar. Für die vollamtliche Arbeitsgruppe rechnete das Papier mit Kosten von 103 000.– Franken im ersten, 180 000.– Franken im zweiten und 213 000.– Franken im dritten Jahr.

In der gleichen Zeit sollte die Zahl der beschäftigten Wissenschaftler von anfänglich drei auf sieben steigen. Für Material waren im dritten Jahr 7000.– für die Benützung von bundesfremden Computern 20 000.– Franken eingesetzt. Beantragt wurde die Bildung des GAA, des Wissenschaftlichen Beirats sowie die Anstellung von zwei bis drei, vorerst dem Wissenschaftlichen Beirat zu unterstellenden, Mitarbeitern als erster Schritt zur Bildung einer vollamtlichen Arbeitsgruppe. Grossenbacher nahm mit folgenden Worten zu diesem Entwurf Stellung : « Der ganze Vorschlag ist m.E. unrealistisch bezüglich zu erwartende Resultate. M.E. geht es darum, eine vollamtliche Arbeitsgruppe im Rahmen des EMD zu schaffen, die an die Arbeit geht. Ob und inwieweit dann noch Hochschulinstitute etc, durch diese Arb'gruppe beigezogen werden sollen, wird deren Angelegenheit sein. Wenn diese Lösung nicht geht, dann wird sowieso nichts heraus schauen bei der ganzen Aktivität : Wer formuliert z.B. die Detailaufg. an den W Be und dessen vollamtl. Mitarbeiter ? » Diese Bemerkungen Grossenbachers finden sich allerdings nur handschriftlich auf seinem Exemplar des Entwurfs. In der maschinengeschriebenen Stellungnahme ist der Ton milder, die Beurteilung in der Sache jedoch dieselbe. Ein weiteres wichtiges Anliegen des erfahrenen Projektleiters und zukünftigen Rüstungschefs dagegen verfügt in der, vom 28. März datierten, maschinengeschriebenen Fassung über schärfere Konturen : « Wir haben berechtigte Zweifel, ob dieser Ausschuss geheim bleiben kann, indem für die Bearbeitung dieser Probleme Kosten auflaufen werden, für welche eine Abrechnung präsentiert werden wird, die im Rahmen der Bundesverwaltung schwerlich geheim bleiben kann. »

Die Zeit drängte, das Fenster der Option Atombewaffnung begann sich zu schliessen. So erschien es zumindest, den Akten nach zu schliessen, dem Chef der Operationssektion Hans Senn. Er erarbeitete deshalb in der Annahme, sonst werde der Zeitpunkt verpasst, die der *Studienkommission für strategische Fragen* aufgebene *Beurteilung des militärischen Nutzens einer Ausrüstung der Armee mit Kernwaffen* gleich selbst. Nachdem er seinen Entwurf am 8. April mit Gustav Däniker besprochen hatte, reichte er ihn am 15. dem Vorsitzenden und den Mitgliedern des *Arbeitsausschusses 1* der erwähnten Kommission ein. Die *Beurteilung* trat ohne Wenn und Aber für die Beschaffung von Atomwaffen ein : « Nur eine atomar und konventionell modern gerüstete Armee vermag auch in Zukunft potentielle Angreifer davon zu überzeugen, dass ihr Einsatz und Risiko bei der Niederwerfung der Schweiz grösser sind, als der unter besten Bedingungen zu erzielende Gewinn. »

Vorgesehen waren drei Ausbaustufen zu je ungefähr fünf Jahren ohne Vorbereitungszeit wie folgt :

« 1. Ausbaustufe :	100 Atomsprengköpfe	50 KT für Bomben
	50 Atomsprengköpfe	10 KT für Lenkrakete
2. Ausbaustufe :	80 Atomsprengköpfe	20 KT für Bomben
	25 Atomsprengköpfe	20 KT für Lenkrakete
	25 Atomsprengköpfe	1-2 KT für Geschütz 155 mm
3. Ausbaustufe	50 Atomsprengköpfe	5 KT für Lenkrakete
	25 Atomsprengköpfe	20 KT für Lenkrakete
	25 Atomsprengköpfe	1-2 KT für Geschütz 155 mm
	20 Atomsprengköpfe	200 KT für Bomben »

Als Waffenträger war neben « den vorhandenen Kampfflugzeugen und zu den Geschützen » ein Lenkwaffensystem mit einer Reichweite von bis zu 150 Kilome-

tern vorgesehen. « Es sind 8 Lenkwaffenbataillone mit je 2 Einheiten zu 1 Abschussrampe zu beschaffen. » Die während 15 Jahren « nur für die Entwicklung und Beschaffung » anfallenden Kosten für ein taktisch-operatives Atompotential auf Uranbasis veranschlagte die *Beurteilung* auf jährlich 100 bis 175 Millionen, auf Plutoniumbasis auf 185 bis 380 Millionen Franken. Unter dem Titel *Nächste Massnahmen* stellt die *Beurteilung* nüchtern fest, die mit grosser Wahrscheinlichkeit zu erwartende Unterzeichnung des Nonproliferationsvertrages werde der Schweiz « verbieten, die atomare Bewaffnung der Armee in nächster Zeit einzuleiten. » Verlangt wird jedoch die « Prüfung aller Grundlagen, die eine Entschlussfassung überhaupt erst ermöglichen ».

Während dieses 39 Seiten starke Dokument, die *Beurteilung*, von der Studienkommission analysiert wurde, reichte der Unterstabschef Planung, Hans Wildbolz, am 29. April dem Generalstabschef die siebenseitige Studie *Probleme der atomaren Bewaffnung* ein. Generalstabschef Paul Gygli trug Grossenbachers Kritik insofern Rechnung, als der GAA in Gyglis Eingabe an Bundesrat Nello Celio nun zum AAA, zum *Arbeitsausschuss für Atomfragen* wurde. Celio liess, als die *Probleme* vorlagen, aber auch erst jetzt, präziser gesagt am 16. Mai 1968, eine revidierte Fassung des im Herbst des Vorjahres entworfenen Schreibens an den Generalstabschef abgehen. Celio teilte in seinem Brief Gygli mit, er könne « der Bildung des geforderten geheimen Arbeitsausschusses (...) nicht zustimmen », forderte ihn auf, « das Ausmass der allenfalls » für theoretische Untersuchungen « benötigten Mittel und die Art und Weise ihrer Aufbringung » zu bezeichnen. « Unsere endgültigen Entscheidungen in diesem Zusammenhang müssen wir uns natürlich vorbehalten. »

Im zweiten Teil seines Briefes erteilte der Departementsvorsteher dem Generalstabschef den Auftrag, einen neue Klarheit in die unübersichtliche Lage bringenden Bundesratsbeschluss zu skizzieren. Am 20. Mai tagte der Leitungsstab des Militärdepartements und billigte die Anträge des Generalstabschefs vom 1., also jene der *Probleme*. Es war also sehr begreiflich, dass der Unterstabschef Planung, dem Gygli Celios Brief an einem Rapport vom 28. aushändigte, angesichts zweier widersprüchlicher Aufträge (AAA bilden beziehungsweise nicht bilden) Klarheit verlangte.

Celio gab nach : Am 31. Mai richtete er ein Schreiben an den Generalstabschef, in dem er mitteilte, er wolle an den Leitungsstabsbeschlüssen vom 20. festhalten. « Insoweit sind auch unsere Ausführungen im Kapitel I unseres Schreibens vom 16. Mai 1968 als gegenstandslos zu betrachten. Wir möchten Sie lediglich bitten, darüber zu wachen, dass bei der schrittweisen Ausführung der Beschlüsse mit der angesichts des delikaten Charakters der ganzen Materie gebotenen Behutsamkeit vorgegangen werden möchte. » Den Entwurf zu einem Bundesratsbeschluss verlangte Celio hingegen nach wie vor. « Dabei möchten wir auch nicht etwa von vornherein die Möglichkeit ausschliessen, dass die Herbeiführung eines neuen Bundesratsbeschlusses auf Grund der Ergebnisse Ihrer Bestandesaufnahme und im Lichte weiterer Ueberlegungen eventuell im Moment als nicht notwendig oder auch nicht tunlich erscheint. Der Entscheid darüber, ob dem Bundesrat ein entsprechender < abschliessender > Antrag einzureichen sei oder nicht, bleibt auf der Ebene des Departementes ausdrücklich vorbehalten. » Dieses bemerkenswerte Schreiben datiert vom 31. Mai 1968, auf den 1. Juli desselben Jahres übernahm Nello Celio das Finanzdepartement, während Rudolf Gnägi, der als Vorsteher des EVED

das atomare Dossier bereits teilweise kannte, ins EMD hinüberwechselte. Roger Bonvin verliess das EFD zugunsten des EVED. Für diesen ausserprogrammgemässen Departementswechsel waren sicher auch viele Gründe, die nicht zu unserem Thema gehören, ausschlaggebend.

So begann also am 1. Juli 1968 für das EMD die Aera Rudolf Gnägis, des früheren Mitglieds der nationalrätlichen Mirage-Untersuchungskommission und Chefs EVED (1966-1968), die bis 1979 dauern sollte. Zu den wohl zeitlosen Finanzproblemen gesellte sich nun die *Contestation*, Soldatenkomitees begannen sich zu formieren, seit langem nicht mehr bekannte Phänomene wie (kleine) Meutereien in Rekrutenschulen waren zur Kenntnis zu nehmen. Die veränderte Stimmungslage des Landes mag vignettenhaft das Ergebnis der Volksabstimmung vom 24. September 1972 über die Rüstungskontrollinitiative zeigen. Sie wurde verworfen, aber nur mit 592 833 Stimmen gegen 585 046. Das waren keine Zeitläufte, die einer nuklearen Bewaffnung der Schweiz günstig waren. Vor allem aber wurde am gleichen 1. Juli 1968, an dem Rudolf Gnägi an die Spitze des EMD trat, in London, Moskau und Washington der *Vertrag über die Nichtverbreitung von Kernwaffen* unterzeichnet. Was das für die Schweiz mit ihrer humanitären Tradition und ihrem Selbstverständnis heissen musste, war wenigstens in den zeitungslisenden Kreisen sofort klar.

Am 12. Juli 1968 schickte der Finanzdienst der Eidg. Finanzverwaltung den MAP-Bericht zurück. Möglichkeiten einer eigenen Atomwaffenproduktion waren im Departement Celio im Juli 1968 kein Thema mehr. Und wenn auch Erminio Giudici an der Spitze der Sektion für Studien und Finanzplanung weiter an den Weisungen für den AAA und für den Wissenschaftlichen Beirat sowie an der Rekrutierung der Mitglieder arbeitete, so lässt doch die für die zweite Hälfte des Jahres 1968 ausgesprochen dürre, aber offensichtlich ziemlich vollständige Aktenlage im EMD den Schluss zu, dass sich bei den massgeblichen Köpfen die ernüchternde Erkenntnis durchsetzte, dass das Fenster für eine eigene Atombewaffnung sich zumindest vorläufig geschlossen hatte.

1969

Das wichtigste Ereignis des Jahres 1969 war in unserem Zusammenhang die Unterzeichnung des Atomsperrvertrages durch die Schweiz am 27. November. Danach war ja kaum mehr damit zu rechnen, dass der Bundesrat sein politisches Gewicht für Vorbereitungsmassnahmen zu einem eventuellen Beschaffungsbeschluss in die Waagschale werfen würde, der einem nun klar dokumentierten ausserpolitischen Ziel zuwiderlaufen musste. Da ausserdem das Geschäft, je weitere Kreise man es ziehen liess immer grössere Kosten zu verursachen drohte und, einem Teil des politischen Spektrums ohnehin suspekt, von einem anderen nur unter politischen Opfern vertreten werden konnte, kam ein grosser Effort von vornherein nicht in Frage. Übungsabbruch stand allerdings auch nicht zur Debatte, da viele Fachleute den Sinn von weiteren Forschungen im zivilen Nutzen, in der Erhaltung des bereits vorhandenen Fachwissens und im Offenhalten von Optionen für alle Fälle erblickten.

Alle Fälle und ähnliche Ausdrücke waren in diesem Zusammenhang weitgehend Euphemismen für die Angst vor einer deutschen Atombewaffnung. Die prägenden Jugenderinnerungen der in den späten Sechziger Jahren bestimmenden Generation gingen auf die Aktivdienstzeit zurück, wie schon ein Blick auf die Jahrgänge der Bundesräte von 1969 zeigt: sie lagen alle zwischen 1902 (Spühler) und 1917 (Gnägi). Einzelne der damals *massgeblichen* Militärs und zivilen Mitarbeiter des EMD waren etwas jünger (Senn 1918, Wildbolz 1919, Grossenbacher 1922), aber die prägenden Eindrücke des grössten Krieges aller Zeiten hatten sie *alle* gemeinsam. Diesen Krieg hatte die Schweiz dank einem gütigen Geschick und dank einem nicht immer glücklichen, insgesamt aber äusserst erfolgreichen Zusammenspiel von Konzessionsbereitschaft und Widerstandswillen als demokratischer Staat in Freiheit und ohne kämpfen zu müssen überstanden. Der wichtigste potentielle Gegner, gegen den die Armee sich 1939 bis 1945 bereithielt, war Deutschland gewesen. Und nun kamen, just im Umfeld der Diskussion über den Atomsperrvertrag, aus diesem Deutschland merkwürdige Signale.

Marcel Hepp etwa, seit 1967 geschäftsführender Herausgeber des *Bayernkurier* und persönlicher Referent von Franz Josef Strauss, beschrieb 1968 in seinem Buch *Der Atomsperrvertrag* dieses Werk so: « Jeder Satz eine Diskriminierung. Der Text, den uns die Weltmächte beschert haben, ist ein Musterbeispiel machiavellistischer Machtverherrlichung, eine Abkürzung der Klassenverhältnisse in der Welt. Konnten sich die kleineren Industriestaaten in Europa und Asien bisher immer noch schmeicheln, zum nördlichen Weltgürtel der besitzenden Klasse und wenigstens nicht zu den Entwicklungsländern zu gehören, so finden sie die hochnäsige amerikanische Vokabel der < havenots > plötzlich auf sich selbst angewendet. Das Glück auf der Welt wird neu verteilt, und die Bundesrepublik kann sagen, sie sei passiv dabeigewesen ². »

Die Frage, die nicht zuletzt angesichts solcher Töne aber ihrer heiklen Natur wegen oft unausgesprochen im Raum stand war, ob die durch den Vertrag möglich gewordene Einbindung Deutschlands für die Sicherheit der Schweiz genügen würde oder nicht. Einschränkung ist jedoch zu bemerken, dass alle militärischen Planungsunterlagen und insbesondere Hans Senns Planskizze *Zielhäufigkeit und Aufmarschräume*, die eine geographische Vorstellung vom möglichen operativen und taktischen Einsatz von Schweizer Atomwaffen und von Atomwaffen gegen die Schweiz vermittelt, eindeutig auf den Fall eines sowjetischen Stosses von der Donau durch das Schweizer Mittelland an die Rhone ausgerichtet waren – und damit auf die Vermeidung des mit Sicherheit anzunehmenden Einsatzes französischer Atomwaffen auf in der Schweiz stehende sowjetische Verbände.

Auf der politischen Ebene massgeblich war jedoch das Schlüsselwort vom 6.6.66 her: « *weitere* Ausbreitung der Kernwaffen ». Das war ein klarer Verzicht auf eine eigene Atombewaffnung solange nur die USA, die Sowjetunion, Grossbritannien, Frankreich und China über derartige Waffen verfügten und ein ebenso klarer Vorbehalt einer eigenen Atombewaffnung für den Fall – ein Blick auf die Geographie lässt keinen Zweifel offen – einer entsprechenden Massnahme in Deutschland. Der Atomsperrvertrag konnte dieses Problem für die Schweiz ethisch und politisch eleganter und wesentlich billiger lösen als eine eigene nukleare Aufrüstung. Deshalb fand das Vertragswerk auch weit in eine starke Landesverteidigung befürwortende

² Stuttgart-Degerloch: Heinrich Seewald, 1968; EMB C 3023; 113.

Kreise hinein Unterstützung. Mehr als eine institutionalisierte Forschung auf kleinem Feuer konnte 1969 gar nicht mehr in Frage kommen, auch wenn sich diese Erkenntnis erst im Laufe der Zeit generell durchzusetzen vermochte.

Die Institutionalisierung setzte die Regelung der Aufgaben des AAA und des Wissenschaftlichen Beirats sowie die Wahl der Mitglieder voraus. Erste Entwürfe lagen bereits im Februar 1969 vor. Am 30. April schliesslich unterzeichnete Bundesrat Rudolf Gnägi im Einvernehmen mit EPD, EDI und EVED die Departementsverfügung betreffend *Arbeitsausschuss für Atomfragen mit Wissenschaftlichem Beirat*. Der AAA, dessen Mitglieder der Vorsteher des EMD ernennt, ist dem Generalstabschef « für die Bearbeitung aller Fragen im Zusammenhang mit der Verwendung der Atomenergie für militärische Zwecke » beigegeben. Der AAA verfügt seinerseits über den Beirat. Im AAA ist die Gruppe für Generalstabsdienste, welcher der Vorsitz zukommt, mit drei Vertretern präsent. Der Beirat delegiert zwei Mitglieder in den AAA und je eines vertritt die GRD, die Abteilung für Wissenschaft und Forschung und das EPD. Der Beirat besteht aus acht bis zehn Wissenschaftlern von Hochschulen und aus der Privatindustrie, welche ebenfalls der Chef EMD ernennt.

Die entscheidende Frage, jene nach den vollamtlichen Mitarbeitern des Beirates nämlich « wird besonders geregelt. » Die ersten Mitglieder des AAA ernannte Bundesrat Gnägi am 14. Mai. Oberstdivisionär Hans Wildbolz, der Unterstabschef Planung, sollte den Vorsitz führen, Mitglieder wurden ausser ihm Minister Rudolf Bindschedler, der Rechtsberater des EPD, Oberst im Generalstab Erminio Giudici, der Chef der Sektion Studien und Finanzplanung im Stab der Gruppe für Generalstabsdienste, der Direktor der Technischen Abteilung der Gruppe für Rüstungsdienste, Charles Grossenbacher, dipl. Ing. ETH, Dr. Jean-Michel Pictet, der Chef der Sektion für Atomforschung der Abteilung für Wissenschaft und Forschung sowie Oberst im Generalstab Hans Senn, der Chef der Operationssektion. Der nunmehr gebildete AAA trat zwischen dem 26. September 1969 und dem 25. Oktober 1988 zu insgesamt 27 Sitzungen zusammen.

Weniger als zwei Sitzungen pro Jahr fanden also im Durchschnitt während der ganzen Zeit seines Bestehens statt. Dies allein zeigt schon, dass es der Schweiz jener Jahre um ein ganz anderes Anliegen ging, als jenes, das in den Jahren 1942 bis 1945 die USA zum *Manhattan Project* veranlasste. Dort Budgetbeträge von Milliarden Dollars der Vierziger Jahre, ein amerikaweites Netz von Forschungs- und Produktionsstätten unter straffer militärischer Führung, getragen vom rückhaltlosen Einsatz der den Nationalsozialismus und den Faschismus zutiefst ablehnenden, insbesondere einen deutschen Vorsprung im selben Feld fürchtenden Physiker, hier ein gemächliches Forschen ohne Zeitvorgabe und vor allem ohne den nötigen massiven politischen Willen im Hintergrund.

Wir sind, im Bestreben, die Bemühungen des AAA insgesamt zu würdigen, vorgeeilt. 1969 versuchte, noch vor der Gründung des AAA, der Chef der Operationssektion seine mittlerweile bereinigte *Beurteilung des militärischen Nutzens einer Ausrüstung der Armee mit Kernwaffen* wenigstens in die Akten sowohl der SSF als auch der interdepartementalen *Arbeitsgruppe Atomsperrvertrag* zu bringen. Liest man den von Senn entworfenen einschlägigen Brief Stuckis an Gygli vom 25. April spürt man so etwas wie Torschlussangst heraus : « Wenn der Bearbeiter des

Berichtes von uns nicht rechtzeitig Unterlagen erhält, riskieren wir, dass die militärischen Belange kümmerlich und unter einem falschen Blickwinkel behandelt werden. Es gibt zwei Möglichkeiten, unsere Interessen zu wahren. Entweder stellen wir dem Sekretär den beiliegenden Entwurf als Arbeitsunterlage zur Verfügung oder wir verlangen, dass die bereinigte und von Ihnen genehmigte Studie als Ganzes dem Bericht der interdepartementalen Arbeitsgruppe einverleibt wird. »

Der Kopf der SSF, Professor Karl Schmid, nach dem heute in Zürich eine Strasse benannt ist, war bereit, Hans Senns Arbeit in dessen eigenem Namen ins Dossier seiner Kommission zu nehmen. Schmid legte jedoch am 7. Mai 1969 dem Chef der Operationssektion in einem dreiseitigen Brief dar, weshalb er eine schweizerische Nuklearbewaffnung ablehne. Ein Ersteinsatz von Nuklearwaffen durch die Schweiz sei nicht glaubwürdig. Die Verstärkung durch A-Waffen sei wahrscheinlich die von einem Koalitionspartner am leichtesten zu erhaltende. Aus diesen beiden Gründen sei das Maximum von Mitteln, das die Schweiz aufbringen könne, für die Erhöhung der Beweglichkeit und der Feuerkraft der Verbände und für die Schaffung von Schutzraum einzusetzen. Keine grundsätzliche Kritik an Senns Papier übte der Unterstabschef Planung. Wildbolz empfahl aber doch am 16. 5. die eine oder andere Formulierung zu dämpfen. Insbesondere bezeichnete er folgenden Satz als zu « absolute, politisch gefährliche Formulierung » : « Die Armee im heutigen Zustand ist, auch wenn sie zusätzlich eine atomare Bewaffnung erhält, nicht in der Lage, in einem atomaren Krieg erfolgreich zu kämpfen. » Wildbolz'Anregung hatte zur Folge, dass der Satz in der Formulierung vom 31.7. (*recte* 30.7. oder früher) lautete : « Im Nuklearkrieg wäre unsere heutige Armee gegenüber modernen Streitkräften selbst dann benachteiligt, wenn sie zusätzlich eine atomare Bewaffnung erhielte. »

Mittlerweile hatte Bundesrat Gnägi den naturwissenschaftlich geprägten *Wissenschaftlichen Beirat* ernannt. Professor Jakob Ackeret sollte den Vorsitz führen. Ausserdem gehörten dem Beirat als erste Mitglieder die Professoren Max Berchtold, Walter Hälg, Erich Weibel und Walter Winkler, Doktor Paul Schmid sowie Hans Enzmann, dipl. Ing. ETH, Adjunkt der Abteilung für Wissenschaft und Forschung an.

Am 26. September 1969 traten die Mitglieder des AAA und des Wissenschaftlichen Beirats zu ihrer gemeinsamen konstituierenden Sitzung zusammen. « Prof Dr Ackeret betont, dass wir endlich dazu kommen müssen, die A-Bombe zu verstehen. Beim gegenwärtigen Stand sind Ueberschätzungen und Unterschätzungen möglich. » Der Atomsperrvertrag musste den Teilnehmern als sehr ferne Grösse erscheinen. Rudolf Bindschedler sagte gemäss dem Protokoll : « es besteht keine Eile für die Unterzeichnung. » Nach einer solchen werde allerdings auch der heute freie Abbau von Natururan einer Kontrolle unterliegen. Walter Winkler erkundigte sich nach den Möglichkeiten des Imports ausländischen Natururans, um Vorräte anzulegen. Ebenfalls angesprochen wurde die Einlagerung der bestehenden Reserve an Natur-Uran ; diese Sache wurde Giudici, Grossenbacher und Winkler in Zusammenarbeit mit dem Delegierten für wirtschaftliche Kriegsvorsorge zur Abklärung übergeben.

Mittlerweile hatte sich an einem konkreten Beispiel die erhöhte Skepsis des Bundesrates wenn nicht gegenüber einer nuklearen Bewaffnung überhaupt, so doch gegenüber ihrer Dringlichkeit manifestiert. Die Eidgenössische Finanzverwaltung,

woher ja bereits 1968 ganz klare Signale gekommen waren, lehnte es ab, im Voranschlag für das Jahr 1970 den vom Delegierten Hochstrasser beantragten Betrag von 1 500 000.– Franken für die Uranzentrifugen-Entwicklung stehen zu lassen. Hochstrasser bat Gygli und Gygli Gnägi den Betrag wieder ins Budget zu setzen. Der Departementsvorsteher bedauerte am 3. November, dass es sich « leider aus terminlichen Gründen als unmöglich erwiesen » habe, die Aufnahme der Summe in den Voranschlag 1970 zu erwirken. Immerhin sei ja eine halbe Million Franken für die Uranprospektion im Budget stehengeblieben. « Es bleibt unter den gegebenen Umständen nichts anderes übrig, als dass die Arbeiten durch Herrn Prof. Hochstrasser im Sinne des ihm seinerzeit erteilten Auftrages in dem beschränkten Rahmen weitergeführt werden, den der oben erwähnte Budgetkredit hinsichtlich Umfang und Zweckbestimmung erlaubt. »

Hochstrasser hatte allerdings gegen Ende November die Auffassung gewonnen, der Bundesrat stehe nicht mehr hinter dem Auftrag, eine Zentrifuge zu entwickeln, was Giudici, dem er dies mitteilte, an Wildbolz meldete und diesen zugleich bat, Gygli um Klärung der Sachlage zu ersuchen. Gygli schrieb am zweitletzten Tag des Jahres an Gnägi um Auskunft. Inzwischen hatte der Bundesrat, am 24. November, beschlossen, den Atomsperrvertrag sofort zu unterzeichnen. Zwar war eine Universalität erwartet worden, zu der nebst der Ratifikation durch die USA und die Sowjetunion auch die Unterzeichnung durch Deutschland und Japan gehört hätte – und diese Bedingung war noch nicht erfüllt – doch galt es andererseits den Anschein zu vermeiden, « im Schlepptau der Bundesrepublik zu handeln ». Diesen Passus in von Arx' Entwurf für den Antrag an den Bundesrat strich allerdings der EPD-Vorsteher. Spühler schrieb einfach von einer erheblichen Klärung der Frage der Universalität. Zu den im Bericht vom 6.6.66 bestätigten, für das Mandat des AAA ja zentralen Studien beschloss der Bundesrat : « Die vom Bundesrat in seinem Bericht über die Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6. Juni 1966 (S. 19) in Aussicht gestellten Studien und Abklärungen, vor allem auf dem Gebiet der Urananreicherung und -prospektion, die auch für die Wirtschaft von grosser Bedeutung sind, sind dem Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement und dem Departement des Innern zur Stellungnahme zu unterbreiten. »

Am Tage nach diesem bundesrätlichen Unterzeichnungsbeschluss reichte Nationalrat James Schwarzenbach eine *Dringliche Kleine Anfrage* ein : « Am 24. November 1969, unmittelbar vor Zusammentritt des Parlamentes, hat der Bundesrat dem Politischen Departement die Vollmacht erteilt, den Atomsperrvertrag zu unterzeichnen. Was drängt den Bundesrat, derart überstürzt zu handeln, ohne das Parlament vorerst zu informieren – und wie kommt er dazu, sich über einen Volksentscheid hinwegzusetzen, der für das Schweizervolk die Optionsfreiheit über die Atombewaffnung gesichert hat ? » Der Bundesrat beschloss seine Antwort am 23. Dezember : Er habe nach wiederholtem reiflichem Abwägen, also keineswegs überstürzt entschieden und die Schweiz sei denn auch erst der 92. Signatarstaat.

1970

Die Personen kamen und gingen, die Probleme blieben : Hans Wildbolz wurde als Unterstabschef Planung durch Hans Senn abgelöst und dieser als Chef der Operationssektion durch Bernard de Chastonay. Senn wurde deshalb zum Präsidenten des AAA, Chastonay zum Mitglied ernannt und Wildbolz unter Verdankung der

geleisteten Dienste entlassen. Was der AAA sollte, war allerdings seinem neuen Präsidenten keineswegs klar. Am 2. Februar schrieb er Ackeret, den er als ständigen Vertreter des Wissenschaftlichen Beirats im AAA begrüsst, « dass die nächste Sitzung erst dann einberufen wird, wenn der BR klare Weisungen erteilt hat, ob die begonnenen Studien zur Abklärung der Beschaffungsmöglichkeiten von Atomwaffen auch nach Unterzeichnung des Atomsperrvertrages fortgesetzt werden sollen oder nicht. » Gnägi dokumentierte seine Ratskollegen Tschudi und Bonvin am 19. Januar und sprach davon, dass die im Bundesratsbeschluss über die Ratifizierung des Atomsperrvertrages offengebliebene Frage « militärisch gesehen von sehr grosser Bedeutung » sei. Diese Frage, die sich nach dem Ratifikationsbeschluss vom 24. November 1969 von selbst stellte, hatte Hans Wildbolz am 8. Dezember so formuliert : « Sind die s Zt vom BR beschlossenen Studien (Uranprospektion, Uranzentrifuge usw) unverändert od eingeschränkt weiterzuführen ? »

Weniger von Zweifeln gehemmt als der AAA traf sich der Wissenschaftliche Beirat sowohl am 7. Januar wie am 25. Februar 1970 an der ETH in Zürich zu Sitzungen. Im Protokoll der zweiten Sitzung stehen die für die Aufbruchstimmung jener Zeit typischen Sätze : « Allfällige Auswirkungen auf unsere Aufgaben werden dem WBe mitgeteilt werden. Bis dahin sind die Arbeiten im geplanten Rahmen weiterzuführen. » An den Sitzungen ergab sich ein Konsens, dass vorderhand zweieinhalb Stellen für Mitarbeiter der Professoren Hälgi, Ackeret, Berchtold und Weibel nötig seien, dass gewisse Teilaspekte in begrenztem Umfang durch die Ausgabe von Doktorarbeiten bearbeitet werden könnten, dass hingegen Konstruktionsarbeiten, welche für realistische Annahmen für den Zündvorgang und die Abbrandbegrenzung notwendig werden könnten, nicht an der ETH durchgeführt werden sollten, « da Zeichnungen wesentlich direkter Informationen an einen viel grösseren Kreis weitergeben können, als Rechenprogramme, und daher leichter Schwierigkeiten mit den Massenmedien verursachen können. » Hälgi legte ein 27teiliges detailliertes Forschungsprogramm in zwei Hauptteilen vor, einerseits Nuklear- und Plasmaphysik, andererseits Gasdynamik und Sprengtechnik.

Walter Winkler hatte sich bereits an der konstituierenden Sitzung von AAA und Wissenschaftlichem Beirat nach der Anlegung von Plutonium- und Uranvorräten erkundigt. Walter Hälgi orientierte am 14. November 1969 Erminio Giudici über 2955,83 Gramm Norwegen gehörendes Plutonium, das in Mol bei der Firma Eurochemie liege und für einen politisch unbedenklichen Käufer wie die Schweiz erhältlich wäre. Das Plutonium unterstand allerdings Inspektionen der IAEA in Wien. Auch aus diesem Grund lehnte am 2. März Senn das Angebot in einem Brief an Hälgi dankend ab. Dieser liess sich dadurch jedoch so wenig entmutigen wie durch den schleppenden Gang der politischen Klärung des Geschäfts. Am 22. April 1970 beantragte er die vollamtliche Anstellung eines diplomierten Physikers und Doktoranden, auf den 15. Mai, ansonsten sich der Kandidat um eine andere Anstellung bemühen werde.

Professor Hälgi hatte auch eines der zwei substanziellen Traktanden der AAA-Sitzung vom 16. September 1970 zu bestreiten, nämlich über den *Stand der theoretischen Studien über die physikalischen Vorgänge bei A-Explosionen* zu referieren. Botschafter Bindschedler seinerseits orientierte über die *Ansicht der Bundesbehörden betr Fortsetzung der zivilen und militärischen Studien über die Verwendung der Kernenergie*. Die militärischen Studien seien EMD-Sache und würden deshalb

im jüngsten einschlägigen Bundesratsbeschluss, jenem vom 7.7.70 nicht mehr erwähnt. Dagegen sei vom Kollegium die Weiterführung der Uranprospektion beschlossen worden, allerdings für 1971 nur mit einem Betrag von 200 000.– Franken. Über die Urananreicherung herrsche grosse Uneinigkeit. Die Abteilung für Wissenschaft und Forschung müsse sich auf Vorstudien beschränken, sodass man ohne Beteiligung der Industrie oder der Elektrizitätswerke Gefahr laufe, international den Anschluss zu verpassen.

Die Aussprache im Schosse des AAA ergab den Wunsch, in die Gespräche über die Ratifizierung des « NPT » einbezogen zu werden. Der letzte Satz des, auch das ein klares Zeichen fortschreitender Bürokratisierung, erst am 5. März 1971 aufgesetzten Protokolls lautet : « Die Einberufung des AAA erfolgt beim Vorliegen des Rapportes über die Uranzentrifuge, allenfalls erst im Herbst 1971. »

1971

Am gleichen 5. März 1971, an dem er das AAA-Protokoll unterschrieb, schickte der Unterstabchef Planung dem Generalstabchef eine Standortbestimmung. Daraus spricht eine gewisse Enttäuschung über die beschränkte Zuteilung von finanziellen Bundesmitteln und das mangelnde Interesse der Industrie, was zusammen zur Folge habe, dass die 1966 beschlossenen Untersuchungen auf den Gebieten der Uranprospektion, der Urananreicherung und der Physik der schnellen Reaktoren keine besonders fortgeschrittenen Resultate zeigten. Dagegen zeigte sich Senn sichtlich beeindruckt von den unter Walter Hälgs Leitung erzielten Forschungsergebnissen sowie vom Potential der Berner Laserforschung, die sich allerdings noch in der Phase der Grundlagenforschung befinde. « Seitens des EMD sind die wissenschaftlichen Studien sowohl auf dem Gebiet der Uran- bzw Plutonium-Kernspaltung durch überkritische Massen, als auch auf dem Gebiet der Fusion durch Laser fortzusetzen. » Allerdings bemerkt Senn zum Schluss : « Experimente, die über blossе Laboratoriumsversuche hinausgehen, wären aber mit dem Nonproliferationsvertrag nicht mehr vereinbar. » Senns Eingabe vom 5. März schickt Gygli praktisch unverändert am 21. April an Bundespräsident Gnägi.

Hans Senn berief 1971 keine Sitzung des AAA ein. Er wurde auf den 1. Januar 1972 zum Kommandanten des Feldarmeeekorps 4 ernannt ; neuer Unterstabchef Planung und Vorsitzender des AAA wurde der gleichzeitig zum Oberstdivisionär beförderte Hans Rapold, sodass der AAA an der dritten Sitzung den dritten Präsidenten haben sollte. Bernard de Chastonay trat gleichzeitig das Kommando über die Gebirgsdivision 10 an. Neuer Chef der Operationssektion und damit neues Mitglied des AAA wurde Josef Feldmann.

Jakob Ackeret war mit dem Jahrgang 1898 der Senior der Mitglieder des Wissenschaftlichen Beirates. Er demissionierte am 10. Februar 1972 und wurde von Bundesrat Gnägi mit dem Dank für die geleisteten Dienste auf den 30. Juni als Vorsitzender durch Walter Hälgi und als Mitglied durch einen weiteren ETH-Professor, Hans Heinrich Thomann ersetzt. An der dritten Sitzung des AAA am 27. April 1972 nahm Ackeret schon nicht mehr teil. Feldmann war militärisch unabhkömmlich und sowohl Bindschedler als auch Grossenbacher entsandten ihre Stellvertreter. Es ist gewiss ein Zufall, aber doch ein bezeichnender, dass der nun amtierende dritte Präsident des AAA der erste war, der in der Folge nicht zum Korpskommandanten aufsteigen sollte.

Die Sitzung behandelte neun Traktanden, von denen zwei formeller Natur waren. Materiell reichte das Spektrum von den Konsequenzen des Atomsperrvertrages über den Stand der Abklärungen auf dem Gebiet des Hochleistungslasers (der natürlich nur teilweise mit der Option einer Nuklearbewaffnung zusammenhing) und die Arbeiten des wissenschaftlichen Beirates, die Uranzentrifugenfrage und die Uranprospektion sowie die Möglichkeiten zur Einlagerung von Natururanreserven bis hin zu personellen Fragen des Wissenschaftlichen Beirates im Zusammenhang mit Ackerets Rücktritt.

Das Protokoll, das rund drei Monate später (am 20. Juli) entstand, hinterlässt den Eindruck eines Gremiums, das ohne besondere Eile und in abschliessend institutionalisierten Formen Sorge trägt, dass alle Beteiligten auf dem neusten Kenntnisstand sind und dass das Land als Ganzes Wissen erwerben kann, das sich einmal als nützlich erweisen *könnte*. Deshalb wurden unter Professor Hälgis Leitung die verschiedenen Sprengkörperkonfigurationen gerechnet und, dies war wohl die wichtigste Entscheidung des AAA im Jahre 1972, grünes Licht für die praktische Erprobung *der konventionellen Teile* eines nuklearen Sprengkopfs gegeben. Der Ton war gelöst und entspannt; ein Teilnehmer sagte, der Vatikan habe den Atomsperrvertrag ratifiziert « was uns vor einer < heiligen Atombombe > bewahrt ! »

Die Hauptaufmerksamkeit hatte sich eindeutig auf den Versuch verschoben, die Funktionsweise der Nuklearwaffen genau zu verstehen, um sich dagegen besser schützen zu können. So sagte Walter Hälgi: « Der Übergang der ursprünglichen Bestandteile der Nuklearwaffe in ein Plasma, aus welchem Wärmestrahlung, Röntgenstrahlung aber auch Partikel wie Neutronen entweichen, wird zur Zeit sehr eingehend untersucht. Diese Phase initialisiert später den Feuerball und damit die Druckwelle, und deren Kenntnis ist essentiell für die Aufstellung von Verhaltensregeln der Truppe und Zivilbevölkerung hinsichtlich Photonen- und Neutronenemission. »

Hans Enzmann legte am 30. November 1972 eine Arbeit unter dem Titel *Ergebnisse und Stand der Abklärungen über Ultrazentrifugen* vor. Der Stand war kein besonders hoher, die Erklärung dafür folgende: « Wenn Versuche... mit minimalem Aufwand durchgeführt werden, bei dem die Arbeiten mehr durch das ausgesähte [sic] Interesse aufrechterhalten werden als durch die verteilten Geldmittel, kann man auf Termine nicht drängen. » Ein weiteres Problem sei « die Verweigerung der aktiven Mitarbeit des EIR » gewesen. Nun, Enzmann wurde auf den 31.

Dezember 1972 unter Verdankung der geleisteten Dienste aus dem Wissenschaftlichen Beirat entlassen und als Vertreter der Abteilung für Wissenschaft und Forschung durch Felix Gilliéron ersetzt. Ausser ihm ernannte Bundesrat Gnägi als Mitglieder für die Amtsperiode 1973/1976 Walter Hälgi, Max Berchtold, Paul Schmid, Hans Heinrich Thomann, Erich Weibel und Walter Winkler. Für die gleiche Amtsperiode bestimmte das Ernennungsdokument vom 5. Dezember 1972 als Mitglieder des AAA Hans Rapold, Rudolf Bindschedler, Erminio Giudici, Charles Grossenbacher, Jean-Michel Pictet und Josef Feldmann. Selbstverständlich ging von der Ernennungsurkunde je ein Exemplar an das Eidgenössische Personalamt und an die Eidgenössische Finanzkontrolle.

Damit nicht genug hatte der AAA-Vorsitzende Hans Rapold auf Ende 1972 auch noch eine zusätzliche Gesamtzusammenstellung aller Kosten des AAA und des Wissenschaftlichen Beirates samt den einschlägigen Rechtsgrundlagen für die Jahre 1970 bis 1972 zu liefern. Daraus ergibt sich, dass für Sitzungsgelder gesamthaft 1085.– Franken, für Billettkosten 194.60 ausgegeben worden waren. Die angeordneten wissenschaftlichen Untersuchungen hatten 1970 Fr. 12 196.15, 1971 Fr. 25 861.60 und 1972 Fr. 28 611.95 gekostet. Für den Zeitabschnitt 1970 bis 1972 ergibt dies ein Gesamttotal von Fr. 67 949.30.

1973

Genau ein Jahr nach der dritten fand am 27. April 1973 in Bern, diesmal im Parlamentsgebäude, die vierte Sitzung des AAA statt. Gilliéron hatte am 14. März 1973 einen umfangreichen Bericht unter dem Titel *Abklärungen über die Möglichkeiten, Reserven von Natururan einzulagern* abgeschlossen und mit der Einladung an die Mitglieder des AAA verteilen lassen. Da aber im Inland kaum abbauwürdige Vorkommen entdeckt worden waren und die Aussicht gering schien, aus dem Ausland zu nicht unter dem Kontrollregime stehendem Natururan zu kommen, verzichtete der AAA « vorderhand » auf « Untersuchungen über die finanziellen Auswirkungen ». Hälgi meldete, folgende Untersuchungen seien abgeschlossen :

- Abschätzung der kritischen Masse
- Dynamik von Spaltsystemen nach sphärischem und kompressionssphärischem Modell
- Unterbruch der Kettenreaktion infolge Abbrand.
Dagegen seien die Abklärungen in folgenden Problemkreisen noch zu wenig fortgeschritten oder erst im Aufbau :
 - Nukleare Zündung, zusammen mit Fragen der Statistik
 - Dynamik von Fissionssystemen nach zylindrischem Modell
 - Verhalten des gesinterten Brennstoffes
 - Kaliber aus einem kombinierten Fusion-Fissionsystem und dazu die Möglichkeit der Zündung durch Laser
- Verschiedene Fragen über die Zustandsgleichungen für die Sprengkörper

Was an Dynamik in den Anstrengungen zur Erforschung des Nuklearwaffenfeldes geblieben war, war bei Walter Hälgi zu suchen. Nach einem ersten vollamtlichen Mitarbeiter schlug er nun im Sommer 1974 vor, einen zweiten in Dienst zu nehmen. Am 17. Dezember orientierte er an einer Sitzung an der ETH, die, wie

sich aus einigen Notizen klar ergibt, höchstens dreieinhalb Stunden dauerte, den Wissenschaftlichen Beirat darüber. Eingespielter Routine gemäss besprach der Beirat das wieder stark auf WK-Arbeiten abstellende Programm für das Jahr 1974.

1974

Nach einigen Jahren ruhiger Forschungstätigkeit im kleinen Rahmen – wohl departementsübergreifend und unter Einhaltung der Vorschriften, aber unter dem Schleier des Geheimnisses und unter weitestgehender Ausschaltung der Öffentlichkeit – wurde die Atombewaffnung der Schweiz 1974 noch einmal ein Thema, da der Bundesrat am 30. Oktober beschloss, dem Parlament die Ratifizierung des Atomsperrvertrages zu beantragen, in seiner Botschaft jedoch betonte, die Studien in Sachen Nuklearbewaffnung seien fortzusetzen, « damit bei ungünstiger Entwicklung der internationalen Lage alle Grundlagen vorhanden sind, um die Frage einer allfälligen Nuklearbewaffnung entscheiden zu können, was allerdings den Rücktritt vom Vertrag voraussetzen würde. » Also 5. Akt, 1. Szene. Gleichzeitig aber auch Aufbruch zur Untersuchung neuer Probleme.

Der weltweite Terrorismus erlebte damals eine traurige Blüte. Der sogenannt konventionelle Terrorismus stellte zur Amtszeit Bundesrat Gnägis ein akutes Problem dar, mit dem sich das Land intensiv auseinandersetzen musste : Zu weithin sichtbaren terroristischen Untaten wie der Entführung einer *Swissair*-Maschine nach Zerka in Jordanien im September 1970 gesellten sich durch die Polizei oder durch die Umstände vereitelte Vorhaben. So ist es nicht unwahrscheinlich, dass Sabri al Banna *alias* Abu Nidal 1973 mindestens einen einsatzbereiten Terroristen in Genf hatte, um durch einen Anschlag auf den Völkerbundspalast die Nahostkonferenz zu sprengen, die dort am 21. Dezember eröffnet, jedoch am 22. wieder vertagt wurde (Patrick Seale, Abu Nidal, New York : Random House, 1992 ; EMB G 1542 ; 106).

War es möglich, dass Leute dieses Schlages, mit deren sicherheitspolitischer Bedeutung sich beispielsweise Gustav Däniker in seiner *Antiterror-Strategie* von 1978 auseinandersetzte, in den Besitz einer Atombombe gelangen konnten ? Professor Dr. Franz Aebi, Vizedirektor der Technischen Abteilung der GRD, brachte die « Möglichkeit von Terror mit A-Waffen » in einem Brief an Oberstdivisionär Hans Rapold vom 29. April 1974 ins Gespräch. Eine amerikanische These besage, « irgendwie abgezweigtes ziviles Reaktorplutonium » könne für eine « funktionsfähige < Behelfsatomwaffe > benützt werden ».

Veranlassung zum Brief mag das Treffen von Rapold und Aebi am 26. April an der fünften Sitzung des AAA gewesen sein. Für den mittlerweile zum Grad eines Oberstbrigadiers aufgestiegenen und aus seinem Amt an der Spitze der *Abteilung Militärische Gesamtplanung* ausgeschiedenen Erminio Giudici nahm nun Dr. Arthur Liener, der Chef der Sektion Planungsverfahren an den AAA-Sitzungen teil. Professor Rudolf Bindschedler teilte mit : « Der Chef des Politischen Departementes hat sich für die Ratifizierung des Atom-Sperrvertrages entschieden. » Damit war für den AAA wie für den Wissenschaftlichen Beirat die Existenzfrage gestellt.

Rapold skizzierte einen Zwischenbericht an den Generalstabschef. Diesem soll in der « Schlussfolgerung » die Frage präsentiert werden « ob es sinnvoll ist, die Arbeiten des AAA weiterzuführen, oder ob sich ein Abstrich, bzw die Auflösung des

AAA mit dem WBe aufdrängt. » Letztlich war das eine Frage, die nur auf der Stufe des Departementvorstehers beantwortet werden konnte. Rapold sandte Gnägi dementsprechend am 15. Juni 1974 eine kurze Notiz, in der er auf den Bundesratsbeschluss vom 11. Juli 1958 und auf den Bericht vom 6.6.66 Bezug nahm und am Ende schrieb : « Damit Handlungsfreiheit wahren, zukünftigen Entwicklungen und Bedrohungen mit der Aufgabe angemessenen Mitteln begegnen zu können.... In diesem Sinne wird gearbeitet, wobei aber gesagt werden muss, dass z. Zt. eine Kernwaffenausstattung unserer Armee weder im operativ/taktischen noch gar im strategischen Sektor aktuell ist. »

In eine etwas andere Richtung tendierte Walter Hälgs *Bericht über Untersuchungen des wissenschaftlichen Beirates zur Wirkungsweise von Nuklearwaffen im Zeitraum 1969 bis 1974* vom 5. Juli. Der Präsident des Wissenschaftlichen Beirats hatte, zusammen mit zwei weiteren Mitgliedern, am 11. Juni mit dem Vorsitzenden des AAA die Probleme Revue passieren lassen und dabei besonders die Bedeutung der Weiterführung des Schwerwasserreaktors DIORIT in Würenlingen unterstrichen. Hälg schrieb zusammenfassend, in 5,3 Mannjahren habe ein Drittel der auf total 36 Mannjahre geschätzten Arbeiten gemäss Plan 1968 erledigt werden können.

« Wir sind heute in der Lage, zuverlässige Aussagen über das Verhalten von Uranspaltwaffen mit kugelsymmetrischem Aufbau zu machen. Solche Anordnungen werden mit einem konventionellen Sprengstoff verdichtet. Durch Wahl des Kompressionsgrades lassen sich die Kaliber in beträchtlichen Grenzen, d.h. von 1 Kt bis 200 Kt variieren. Dabei muss der Beginn der nuklearen Kettenreaktion solange verzögert werden, bis die konventionelle Sprengwelle das Bombenmaterial maximal verdichtet hat.

Es konnte ferner gezeigt werden, dass die Energieproduktion nur unwesentlich durch den Verbrauch des Spaltstoffes limitiert, jedoch durch die Ausdehnung des heissen Bombenkörpers beendet wird.

Die Rechnungen ergeben im Zentrum der Anordnungen Temperaturen bei welchen Fusionsreaktionen möglich werden, wodurch Kombinationswaffen mit bevorzugter Strahlungsleistung oder spezifischer Druckwellenwirkung realisiert werden können.

Die Untersuchungen über den Strahlungstransport sind soweit fortgeschritten, dass wir in Kürze in der Lage sein sollten die spektrale Verteilung und den zeitlichen Ablauf der Photonenemission als Funktion des Kalibers anzugeben. Dies ermöglicht eine Überprüfung oder Revision der heute geltenden Richtlinien zum Verhalten der Truppe oder Zivilbevölkerung bei A-Angriffen.

Unsere Ergebnisse der Modelluntersuchungen in einer Kugelgeometrie lassen sich, unter gewissen für erste Abschätzungen nicht sehr nachteiligen Restriktionen für Zylindergeometrie umrechnen. Wir sind damit in der Lage, erste Konstruktionsangaben für die Herstellung einer Waffe zu liefern. »

« Der Bau der Waffe, oder auch schon die experimentelle Ueberprüfung von gewissen in den Rechnungen angenommenen Konstanten setzt jedoch das Vorhandensein des entsprechenden nuklearen Materials voraus. Dieses kann, wenn man

von der Trennung von Uranisotopen absieht, durch Ausbrüten von Plutonium in Kernreaktoren erhalten werden. Für letztere Möglichkeit kommen nur Graphit- und Schwerwassermoderierte Typen in Betracht. »

« Der Entschluss der zuständigen Behörde, den Schwerwasserreaktor zu liquidieren, hätte somit neben der politischen Konsequenz, dass die Schweiz ihren Ruf eine potentielle Atommacht zu sein aufgibt eine unmittelbare Auswirkung auf die zukünftigen Arbeiten des wissenschaftlichen Beirates. »

Der AAA konnte damals auch der personellen Fluktuation an der Spitze wegen dem Wissenschaftlichen Beirat nicht die nötige institutionelle Stabilität geben : Auf den 1. September 1974 löste Oberstbrigadier Ernst Wyler Hans Rapold als Vorsitzender ab. Wie jedes analoge Papier der sehr exakten und vorschriftentreuen Aera Gnägi ging auch Wylers übrigens unklassifizierte Ernennung vom 5. August 1974 unter anderem in Kopie an EPD, EDI, EVED, Eidg. Personalamt und Eidg. Finanzkontrolle. Im AAA pflegten nicht etwas unrealistische Militärs gefährliche Träume, sondern setzte eine auf helvetisch-spartanische Finanzdiät gesetzte Gruppe von Menschen ihre Energie dafür ein, auftragsgemäss dem Bundesrat Entscheidungsgrundlagen zu beschaffen und Optionen so lange offen zu halten, wie dies die innen- und aussenpolitischen Gegebenheiten nötig machten.

Gleichzeitig meldeten sich immer weitere, neu entstandene oder mit neuer Bedeutung ausgestattete militärische Stellen zur vertieften Mitarbeit. So liegt ein kurzes Schreiben des Chefs *Abteilung AC Schutzdienst*, Oberst Ulrich Imobersteg, vom 22. August bei den Akten, in welchem er Hälgs oben zitierten Bericht, Gilliérons Übersicht über die Uranprospektion und den Urananreicherungsabschlussbericht der Abteilung für Wissenschaft und Forschung vom 28. November 1973 bestellt. Hans Rapold seinerseits unterschrieb am zweitletzten Tag seines Vorsitzes einen achtseitigen *Bericht über die Tätigkeit des Arbeitsausschusses für Atomfragen bzw des wissenschaftlichen Beirates*. Rapold betrachtete « die Weiterführung der Tätigkeit des AAA und des wissenschaftlichen Beirates als gegeben und weiterhin erwünscht. » Er stellte drei Gründe dafür an den Schluss seines Papiers : den Schwellenmachtstatus («Es ist zu prüfen, wieweit diese Tatsache im Rahmen der entstehenden parlamentarischen Debatten zur Ratifizierung des Atomsperrvertrages gezielte Erwähnung verdient. »), die Auswertung der Erkenntnisse « für A-Schutzmassnahmen » und schliesslich die angewandte Forschung.

Zwei hierarchische Stufen höher, im Bundesrat, fand etwas später ein Informationsaustausch in Sachen *Probleme der atomaren Bewaffnung* statt. Der Ausdruck findet sich als Betreff über einem Brief, welchen am 13. September 1974 Bundesrat Hans Hürlimann, der Vorsteher des EDI an den EMD-Vorsteher Rudolf Gnägi richtete. Als weitere Mitglieder der Militärdelegation des Bundesrates erhielten die Bundesräte Kurt Furgler und Georges-André Chevallaz, der zu Jahresanfang Nello Celio an der Spitze des Finanzdepartementes abgelöst hatte, Kopien, sodass also eine Mehrheit des Kollegiums vom Inhalt informiert war. Hürlimann skizzierte die Übertragung der drei ursprünglich vom Delegierten für Fragen der Atomenergie wahrgenommenen Aufgaben (Uranprospektion, Urananreicherungs-forschung, Untersuchung der Physik des schnellen Brütters) auf die Abteilung für Wissenschaft und Forschung am 1. März 1969. Am 7. Juli 1970 habe der Bundesrat die Weiterführung der Uranprospektion sowie der Urananreicherungs-forschung bis zur Projektdefinitionsphase beschlossen. Das EDI habe mit seinem Bericht vom 28. Dezember 1973 unter diese einen Schlussstrich gezogen und werde es unter jene im kommenden Jahr (also 1975) tun. Der Bundesrat werde im Frühling 1976 einen ausführlichen Bericht darüber erhalten.

« Die Frage, welche eigenen Produktionsmöglichkeiten von Uran, für zivile oder militärische Zwecke, vorhanden sind, lässt sich jedoch im Rahmen des gegenwärtigen Auftrages voraussichtlich nicht definitiv abklären.

Es wären dazu noch umfangreichere und sich über mehrere Jahre hinaus erstreckende Untersuchungen erforderlich. Mit der bisherigen ad hoc-Organisation und dem heutigen Finanzierungsmodus, welcher keine, über die Dauer eines Jahres hinausgehende Dispositionen gestattet, können diese nicht in rationeller Weise durchgeführt werden. »

Wer sich mit einem Thema intensiv beschäftigt, wird sich, zumal in der Schweiz, früher oder später auch für seine politische Dimension interessieren und seine Stimme dazu vernehmen lassen. So ist es nicht erstaunlich, belegbare aber stets loyale Opposition gegen die Ratifikation des Atomsperrvertrages im Militärdepartement festzustellen. So beantragte der *Direktor der Technischen Abteilung* der GRD Urs Lanz seinem Rüstungschef Charles Grossenbacher am 14. Oktober 1974 zuhänden des Leitungsstabes, in einer ausdrücklich als « persönliche Meinung » gekennzeichneten Passage eines Schreibens :

« Das EMD sollte gegen die Ratifizierung der Atomsperrzonen [sic] opponieren. Begründung : Solange unser Parlament den Vertrag noch nicht ratifiziert hat, bleibt uns eine gewisse Handlungsfreiheit erhalten. Ich glaube nicht, dass unserem Lande die Ratifikation irgendwelche Vorteile bietet. Dagegen können uns aus der öffentlichen Diskussion, die einer Ratifikation vorausgehen würde, in mancher Beziehung Nachteile erwachsen (wie z B Aeusserungen von Atomwaffen-Befürwortern, Argumente von Gegnern der Wehrbereitschaft allgemein etc).

<Schlafende Hunde sollte man nicht wecken ! >

(...) Im Falle der vollzogenen Ratifizierung des Atomsperrvertrages müsste die Existenzberechtigung des AAA überprüft und im Falle der Weiterführung müsste ein neuer Auftrag erteilt werden. »

Der Rhythmus war bereits deart zur Gewohnheit geworden, dass der mittlerweile zum Divisionär avancierte Ernst Wyler am 27. März 1975 die Mitglieder « zur diesjährigen Sitzung des AAA » einladen konnte. Von den fünf materiellen Traktanden waren vier Orientierungen und eines die Diskussion über eine Anpassung des Auftrags an den Wissenschaftlichen Beirat.

Diesem war offensichtlich die Zukunft des Schwerwasserreaktors DIORIT das brennendste Anliegen. Jedenfalls figuriert es ganz oben auf Walter Hälgs dreiseitigem Tätigkeitsbericht für das Jahr 1974. Felix Gilliéron vom Amt für Wissenschaft und Forschung bemerkte dazu in seinen *Notizen* zuhanden des AAA (vom 24. April 1975), der Schweizerische Schulrat habe am 8. November 1974 die Betriebseinstellung des Reaktors auf den Zeitpunkt des Abbrandes der gegenwärtigen Brennstoffladung beschlossen. Die Reaktion des AAA, welcher am 25. April tagte, war gemäss dem Protokoll: « Es sollten Mittel und Wege der Finanzierung des weiteren Dioritbetriebes gesucht werden. »

Professor Bindschedler orientierte über den in der ständerätlichen Kommission ins Stocken geratenen Ratifikationsprozess für den Atomsperrvertrag und die daraus resultierende Aufgabe, Stellungnahmen der Elektrizitätswerke einzuholen, den Universalitätsgrad des Vertrages zu bewerten und die Ergebnisse der im Mai unter Einbezug einer Schweizer Delegation stattfindenden Revisionskonferenz einzubeziehen. Für die weitere Tätigkeit des Wissenschaftlichen Beirates sollte ein Unterausschuss unter dem Stellvertretenden Direktor der Untergruppe Planung, Dr. Arthur Liener, ein Programm festlegen. Ausser Liener gehörten Hälg, Imobersteg und Aebi dem Unterausschuss an.

Der Unterausschuss tagte am 2. Juli 1975 und bestätigte das bestehende *Programm 68* « in seinen Grundzügen ». Es werde bis Ende 1975 von der « Arbeitsgruppe Hälg des Wbe », also vom Professor und den zwei auf AAA-Rechnung bezahlten Assistenten sowie einigen Dienstpflichtigen während des WKs, abgeschlossen werden können. Neue Klarheit schuf die Sitzung des Unterausschusses in der Frage, was vom Wissenschaftlichen Beirat in Sachen « Bastlerbombe » erwartet wurde: « Es ist von der folgenden Fragestellung auszugehen: < Was kann ich in welcher Zeit und mit wieviel Aufwand mit Kernbrennstoff alles machen? > Erwartet werden Entscheidungsunterlagen für den Fall des Krisenmanagements sowie eines möglichen Einsatzes als < Notlösung > zugunsten der Armeeleitung. »

Bereits 1972 hatte Johann Jakob Vischer Paul Gygli als Generalstabschef abgelöst. Im Sommer 1975 engagierte sich nun der Basler Korpskommandant persönlich, um den Zusammenhang zwischen dem angestrebten Rang einer nuklearen Schwellenmacht, den Rahmenbedingungen für eine Waffenproduktion (Technik, Brennstoffbeschaffung, Zeitfaktoren) und der geplanten Abschaltung des DIORIT-Reaktors zu klären. Der persönliche Einsatz des Generalstabschefs war angesichts der gegensätzlichen Auffassungen seiner Berater und weiterer Beteiligter eine Notwendigkeit. So wollte der Direktor des Eidgenössischen Instituts für Reaktorforschung, Professor Heini Gränicher, unter Ausschluss der übrigen Besprechungsteilnehmer vorgängig allein mit Vischer konferieren, was ihm am 31. Juli 1975 auch von 14.30 Uhr bis 15.00 Uhr gewährt wurde. Erst danach fanden sich im Bureau

des Generalstabschefs ausserdem Professor Walter Winkler, Divisionär Roger Maillard, der Unterstabschef Front, Divisionär Ernst Wyler, der Unterstabschef Planung, Professor Franz Aebi, Oberst Ulrich Imobersteg und Dr. Arthur Liener ein.

Die vom Generalstabschef unterzeichnete Aktennotiz trägt das Datum des 18. August. Gegen eine Stilllegung des Reaktors DIORIT bestünden « aus militärischer Sicht keine stichhaltigen Gründe ». Die Schweiz dürfe « als potentielle nukleare Schwellenmacht bezeichnet werden ». « Aus dieser Beurteilung kann ein strategischer Dissuasionseffekt abgeleitet werden. » « Das Schwergewicht allfälliger schweizerischer Anstrengungen müsste auf dem Gebiet der Anreicherungstechnik liegen. Vorerst wären Empfehlungen ausarbeiten zu lassen, auf welcher Basis (Uran oder Plutonium) die zukünftigen Arbeiten weiterbetrieben werden sollten. Abzuklären wäre überdies, wie und auf welche Art Rohstoffe beschafft werden könnten.

Diese Tätigkeiten setzten allerdings den Willen voraus, eine nukleare Schwellenmacht zu werden, was noch, zum mindesten auf Regierungsstufe, nicht eindeutig erkennbar ist. »

« Entgegen einer Reihe von Publikationen wird der Bedrohungswert einer Bastlerbombe als gering beurteilt.

Voraussetzung für eine Bastlerbombe sind :

- genügend Spaltmaterial
- sehr viele Detailkenntnisse
- mindestens fünf Spezialisten
- sehr viel Zeit
- auf der Plutoniumbasis sehr schwierig, auf Uranbasis etwas einfacher

Die Misserfolgchance ist in allen Fällen sehr hoch. »

Die Bremsung des Ratifizierungsprozesses auf politischer Ebene hatte also, so wird man beim Blick auf das Jahr 1975 als Ganzes feststellen, eine stimulierende Wirkung auf die an der Beschaffung von Grundlagen für eine eventuelle Nuklearbewaffnung Beteiligten, mehr aber auch nicht. Zu mehr hätte es Mittel in einer Grössenordnung gebraucht, wie sie zu keiner Zeit erhältlich waren.

1976

Die innenpolitische Lage des Jahres 1976 war einer Ratifikation des Atomsperrvertrages günstig. Der Bundesrat legte den von der ständerätlichen Kommission für auswärtige Angelegenheiten gewünschten Ergänzungsbericht zum Atomsperrvertrag vor und drang damit durch. Im Februar oder zu Beginn März sandte das EDI seine offenbar nun als entbehrlich betrachteten Geheimakten wie den Bericht über Möglichkeiten einer eigenen Atomwaffenproduktion (MAP-Bericht) aus dem Jahr 1963 zurück.

Die 7. Sitzung des AAA fand am 23. Juni statt, ohne den Vorsitzenden Wyler, der sich ebenso entschuldigte wie Botschafter Bindschedler und die Obersten Imobersteg und Feldmann. Das Präsidium der Sitzung führte Arthur Liener. Am selben Tag genehmigte der Ständerat den Atomsperrvertrag mit 23 zu 8 Stimmen, wie an der Sitzung des AAA bekanntgegeben wurde. Der Hintergrund dafür wie für die ganze Beurteilung des Geschäfts in der Schweiz überhaupt war die von Botschafter Herbert von Arx vom EPD unterstrichene « klare Tendenz der Sperrvertragsstaaten, aussenstehende Staaten härter zu behandeln. » Diese Lage der Dinge liess nur einen Schluss zu, jenen, den das Protokoll vom 28. Juni 1976 in die Worte fasst : « Es wäre sinnvoll, den WBe in der gegenwärtigen Form anlässlich der Neuwahlen nicht mehr zu bestätigen. » Entsprechend wurde eine neue Verordnung über den AAA erlassen. Sie trägt das Datum des 19. Oktober 1976 und trat am 1. Januar 1977 in Kraft.

Die Mitglieder des Wissenschaftlichen Beirates verabschiedete der Unterstabscchef Planung am 23. Dezember mit dem « Dank für ihre wertvollen Dienste ». Der AAA hatte, so bestimmte es die von Bundesrat Gnägi am 24. November unterzeichnete Ernennungsurkunde, noch acht Mitglieder, nämlich Divisionär Ernst Wyler als Vorsitzenden, die Professoren Rudolf Bindschedler, Walter Hälgl und Hans Heinrich Thomann, die Doktoren Ulrich Imobersteg, Arthur Liener und Jean-Michel Pictet sowie den Direktor der Technischen Abteilung der GRD Ulrich Lanz als Mitglieder. Die ausscheidenden Mitglieder wurden mit dem besten Dank entlassen.

1977

Am 9. März 1977 trat der Vertrag über die Nichtverbreitung von Kernwaffen für die Schweiz in Kraft. Damit wurde, denn die Möglichkeit einer Kündigung war und blieb völlig theoretisch, die Frage einer Schweizer Nuklearbewaffnung zum Gegenstand von nötigen und nützlichen Studien und Szenarien, ein politisches Problem existierte keines mehr. Die Arbeit des AAA konnte sich danach bis zu seiner Auflösung durch Bundesrat Arnold Koller am 1. November 1988 (auf den 31. Dezember) höchstens noch auf die Aufrechterhaltung von Fachwissensbeständen und auf die Bearbeitung von Gegenständen wie die Bastlerbombe oder die Wirkung von Nuklearwaffen erstrecken. In diesem Sinn ist wohl auch ein von Divisionär Josef Feldmann, dem neuen Unterstabscchef Front, eingereichter Entwurf zum Thema *Schweizerische Politik in der Frage der nuklearen Bewaffnung* vom Mai 1977 (abgeschlossen vor dem 25.) zu verstehen. Er ist als Dokument über der Unterschrift des 1977 nun als Generalstabscchef zum Thema zurückkehrenden Hans Senn vorgesehen. Der Entwurf gelangt zu folgender Hauptschlussfolgerung :

« Die Beurteilung der sicherheitspolitischen Lage und ihrer Entwicklungsmöglichkeiten führt zum Schluss, dass die Schweiz ein Interesse daran hat, alle im Rahmen des NPT erlaubten Massnahmen zu treffen, welche geeignet sind, ihr den Status einer nuklearen Schwellenmacht zu sichern und langfristig zu wahren. » Im selben einundzwanzigseitigen Entwurf wird eine rigorose Geheimhaltung gefordert. « Der Kreis der < Mitwisser > müsste (...) so eng wie möglich gehalten werden. » Eine Konspiration von Militärs, welche gültige, verbindliche politische Entscheide nicht akzeptieren konnten ? Beileibe nicht ! Nicht nur wollte der Autor des Entwurfes skrupulös nur das vom Vertrag Erlaubte tun, er schrieb auch in die Schlussfol-

gerungen, es sei « wichtig, dass der Bundesrat in dieser Hinsicht die nötigen Entscheide trifft und entsprechende Aufträge erteilt. »

Mittlerweile nahm die Forschung ihren Lauf, aber in einem sehr viel breiteren, in keiner Weise mehr auf das Funktionieren von Nuklearwaffen im engeren Sinn und konstruktive Fragen fokussierten Sinn. Der von Franz Aebi präsidierte Forschungsausschuss EMD, welcher den Wissenschaftlichen Beirat beerbt hatte, beantragte vielmehr am 20. Juni 1977 Fragen wie dem nuklearen elektromagnetischen Impuls (NEMP), den Fern- und Spätwirkungen eines A-Einsatzes, den Bastlerbomben, der Bedrohung von Kernkraftwerken und anderen mehr besondere Aufmerksamkeit zu schenken. Dabei ging es ihm offenbar auch um die AAA-Legitimierung von durchaus auch anderen Gebieten zuzuordnenden Forschungsvorhaben. Walter Hälgi bemerkte dazu, dass gerade für die Bearbeitung des Gebiets der Bastlerbombe Waffenkenntnisse nötig seien.

Die 8. Sitzung des AAA fand am 14. Juli 1977 wieder unter dem Vorsitz von Divisionär Wyler statt. Zu den Teilnehmern gehörten nicht weniger als vier zukünftige Korpskommandanten, wovon zwei Generalstabschefs, neben Wyler Feldmann, Liener und der als Chef der Sektion Grundlagenplanung anwesende Oberst im Generalstab Eugen Lüthy. Die Diskussion drehte sich einmal mehr um den DIORIT-Reaktor. Walter Hälgi fragte, ob er auch aus politischen Gründen stillgelegt worden sei, was Rudolf Bindschedler verneinte und hinzufügte: « Das EPD ist der Meinung, dass das schwere Wasser aus dem Diorit nicht verkauft werden soll. » Der AAA unterstützte einhellig eine Fortsetzung der Uranprospektion. Über die Organisation der Forschung herrschte keine Einigkeit. Deshalb wurde beschlossen, schriftliche Stellungnahmen zu verlangen, welche Franz Aebi in einen neuen, einer weiteren Diskussion zu unterwerfenden Entwurf einfließen lassen solle. Analog sollte in Sachen *Schweizerische Politik* verfahren werden. Um dies auch tatsächlich tun zu können, beschloss der AAA eine Sondersitzung am 2. November 1977.

Mit Wylers Wahl zum Chef Führung und Einsatz im KFLF musste Bundesrat Gnägi das AAA-Präsidium neu besetzen. Er tat dies am 6. September 1977 durch die Ernennung Divisionär Josef Feldmanns mit Amtsantritt am 1. Januar 1978. An Feldmann waren bereits die Eingaben zur *Schweizerischen Politik* zu richten. Die wichtigste stammte wohl aus der Feder von Walter Hälgi. Er schrieb am 26. September:

« Dies bedeutet, dass wir nicht darum herumkommen, in jedem Fall Detailprobleme einer (...) Waffe zu erarbeiten.

Dabei ist die Zeitspanne ΔT , welche uns für diese Arbeiten zugewillt werden soll, von grösster Bedeutung. Verzicht auf Kenntnisse einer Schwellenmacht würde bedeuten, dass wir uns damit abgefunden hätten, für diese Untersuchungen eine Zeitspanne unendlich einzuplanen.

Wenn man als Schwellenmacht ernst genommen werden will, muss die Zeit ΔT realistisch kurz sein. Ein ΔT von 5 Jahren wäre vielleicht noch tragbar, 8 bis 10 Jahre jedoch nicht. Dabei muss man berücksichtigen, dass eine Waffenherstellung selbst nochmals beträchtliche Zeit beanspruchen würde, und dass man somit nicht erst im Falle einer Bedrohung (...) mit den Vorbereitungen beginnen darf. »

Die am 2. November vom AAA verabschiedeten Forschungsprioritäten billigten dann allerdings Spezialentwicklungen und Zündmechanismen auf dem Gebiet der thermonuklearen Waffen zusammen mit dem Schutz von Truppe und Bevölkerung nur mittlere Priorität zu. *Hohe* Priorität hatten gemäss Antrag die Neutronenwaffe und der NEMP erhalten. Forschungspolitisch wurde hier klar die Ära Hälg durch die Ära Aebi abgelöst.

Zur *Schweizerischen Politik* äusserten sich gemäss dem Protokoll vom 29. November die Gesprächsteilnehmer im Sinne des Schwellenmachtstatus. « Als Ziel bleibt : die Schweiz muss ihren Status als Schwellenmacht wahren. Falls dies nicht möglich ist, sind die Bedenken gegen den Nonproliferationsvertrag viel schwerwiegender (Prof. Bindschedler). » Allerdings dachten die Mitglieder des AAA keinen Augenblick an ein eigenmächtiges Vorgehen, ihre Absicht war, die Untergruppe Front den Bericht im Lichte der Diskussion überarbeiten und via Leitungsstab und EMD an den Bundesrat senden zu lassen.

1978

Korpskommandant Senn ging zu Beginn des Jahres 1978 zunächst an die Bereinigung der *Schweizerischen Politik*. Zur Bereinigung dieses Grundlagenpapiers lud er auf den 20. Januar den Rüstungschef und die Unterstabschefs Front und Planung zu einer Besprechung ein, deren Vorbereitung wieder allerhand Aktivitäten auslöste. Senn konnte zur Besprechung selbst fünf Teilnehmern begrüßen, ausser dem zum Divisionär und USC Planung aufgestiegenen Eugen Lüthy und seinem Pendant von der Front Josef Feldmann die alten Vertrauten des Dossiers Grossenbacher, Imobersteg und Aebi. Grossenbacher und Aebi waren kategorisch in ihrer Ablehnung des Entwurfs :

« Die dissuasive Wirkung der Studie wird in Frage gestellt und festgehalten, dass man kein < Los Alamos > will (Rüstungschef).

Als Mängel der Studie werden genannt (...) die fehlende Definition des Begriffs < Schwellenmacht > ; die Vermischung neuerer und älterer Dokumente als Basis ; die ungenügenden und lückenhaften technischen Sachverhalte (Prof. Dr. Aebi). » So jedenfalls protokollierte Imobersteg. Für das weitere Vorgehen wurde die Erarbeitung einer neuen Studie durch die Untergruppe Front vereinbart. « Für die technische Durchführung allfälliger Aufträge wird die GRD als federführend bestimmt. »

Professor Aebi organisierte mittlerweile weitgehend GRD-intern eine Neuauflage des abgeschafften Wissenschaftlichen Beirats, das BOA (*Beratungsorgan für A-Fragen des FA-EMD*), das am 22. Juni 1978 in Thun seine erste Sitzung abhielt. Von der rudimentären Aktennotiz könnte man den Eindruck gewinnen, ein neues Team beginne von vorn. Allerdings erbrachte dieses neue Team für seinen Chef Aebi eine beachtenswerte Leistung. Am 4. August lag ein rund 50 Seiten starker Problemerkatalog auf dem Tisch, an dem im Zusammenhang mit der Schwellenmachtfage besonders interessant ist, mit welcher Verve die Diskussion von den alten Wissenschaftlichen Beirat besonders interessierenden Zündmechanismen weggesteuert wurde : « Die praktische Bedeutung für die Beurteilung der Bedro-

hung durch taktische Nuklearwaffen und für die zu treffenden Schutzmassnahmen ist gering. (Diese Bedeutung wäre für ein Land, das selber TNW entwickeln resp einsetzen möchte, sehr gross !)

An der von Josef Feldmann präsierten 10. Sitzung des AAA am 18. August 1978 wurden die Mitglieder gebeten, ihre Beurteilung der Prioritäten für die Forschungstätigkeit anzugeben. Als Kriterien wurden genannt :

- « 1. Generelle Ueberlebenssicherung ; Schutzaspekte.
2. Erhaltung der Kampfkraft ; nicht nur Schutz des Lebens, sondern auch der Geräte, Waffen und Bauten.
3. Beibehaltung des Schwellenmachtstatus. »

Bei der Diskussion der *Schweizerischen Politik* regten die Vertreter des EPD, Rudolf Bindschedler und sein Wissenschaftlicher Adjunkt Herbert von Arx an, Abklärungen über Plutoniumanwendung in die Studie einzubeziehen und zu prüfen, ob allenfalls auf dem freien Markt Uran eingekauft werden könne « da bei Ausbruch eines Konfliktes der Nonproliferationsvertrag automatisch erlischt ».

1979

Mehrmals tauchte an den Sitzungen des AAA der Gedanke auf, Natururan zwecks Äufnung einer strategischen Reseve zu kaufen. Dass von 1957 und 1958 her noch 3238 Kilogramm Uran und 2283 Kilogramm Uran Oxyd UO₃ auf dem Gelände der Pulverfabrik Wimmis lagerten, seit 1964 aber von niemandem mehr bewirtschaftet worden waren, hatte man weitherum vergessen. Dr. Peter Grossenbacher, der Direktor der Pulverfabrik, verlangte in einem Brief vom 20. Juni 1978 die Ermittlung der verantwortlichen Amtsstelle, welche sich schliesslich im EVED, konkret im Eidgenössischen Amt für Energiewirtschaft fand. Dessen Direktor, Dr. Eduard Kiener, war wohl bereit, « das Material in unserer Buchhaltung » zu führen, wollte es aber wenn anders möglich unangetastet lassen : « Wir können... nicht ausschliessen, dass sich der jetzige Zustand als optimal herausstellen wird. » schrieb er am 21. September 1978 der GRD.

Peter Grossenbacher wollte aber das Material nicht mehr auf dem Areal seiner Fabrik dulden, deshalb hatte er ja überhaupt zur Feder gegriffen. Anlässlich einer Besprechung in Wimmis, an der am 23. November 1978 Vertreter der GRD, der Pulverfabrik, des Amts für Energiewirtschaft, der Abteilung für die Sicherheit der Kernanlagen und des EIR teilnahmen wurde festgestellt, dass es sich um Uran handelte, welches in den fünfziger Jahren von der *Schweizerischen Studienkommission für Atomenergie* (SKA) von Belgien und Grossbritannien beschafft worden war. Zwar war die SKA auf Ende 1958 abgeschafft worden, sie hatte aber in verschiedenen Instanzen, die schliesslich im Amt für Wissenschaft und Forschung des EDI aufgingen ihre Nachfolger gefunden. Aber an das Uran in Wimmis dachte niemand mehr. Robert Knörr, der die Ereignisse im Sommer 1978 miterlebte, schrieb in einer Aktennotiz am 26. Juli : « Meinem Eindruck, dass die Kontrolle über das Material und deren [sic] Vorhandensein durch die laufend neu ernannten Kommissionen und zuständigen Amtsstellen sowie Amtsinhaber in Vergessenheit geraten sei, wur-

de nicht beigespflichtet. Wer jedoch bis heute zuständig war, konnte nicht in Erfahrung gebracht werden. »

Deshalb sah der Entwurf eines Bundesratsbeschlusses vom 6. Februar 1979 nun vor, das Verfügungsrecht über die Uranreserve dem EVED zu übertragen, das Material der internationalen Kontrolle im Rahmen des Atomsperrvertrages zu unterstellen und es ins EIR zu überführen. Ferner wurde im Entwurf die « zur Zeit der Beschaffung (1955) des Materials betriebene Geheimhaltung » aufgehoben, was aber nur eine Formalität war, denn das Vorhandensein der Reserve war ja in der Schweizer Illustrierten Zeitung 1958 vorgestellt worden, was allerdings mittlerweile offenbar auch wieder in Vergessenheit geraten war. Der Entwurf für den Bundesratsbeschluss setzte nun in- und ausserhalb des Militärdepartements das übliche Räderwerk in Gang. Am Ende teilte der seit Jahresanfang amtende Direktor der Eidgenössischen Militärverwaltung Hans-Ulrich Ernst am 28. Juni 1979 namens des EMD dem Bundesamt für Energiewirtschaft Zustimmung zum vorliegenden Entwurf unter Vorbehalt der Anhörung des AAA des EMD in Sachen geeigneter Verwendung des Materials. Das war dem Bundesamt für Energiewirtschaft recht, ihm drängte es mit dieser Sache nicht, wohl aber der Pulverfabrik. Nach langen weiteren Peripetieen beschloss schliesslich am 12. August 1981 der Bundesrat :

- « 1. Die seit der Beschaffung der Uranreserve des Bundes betriebene Geheimhaltung wird aufgehoben ; das gesamte Uran wird dem nationalen sowie dem internationalen Materialkontrollsystem gemäss Atomsperrvertrag unterstellt.
2. Das Verfügungsrecht über das Uran wird dem Bundesamt für Energiewirtschaft übertragen ; vor allfälliger Weiterverwendung des Urans ist der Arbeitsausschuss für Atomfragen des Militärdepartements anzuhören.
3. Bis zur allfälligen Weiterverwendung bleibt das Uran an den gegenwärtigen Aufbewahrungsorten gelagert (EIR und Pulverfabrik Wimmis). »

Im Dezember 1986 sollte schliesslich die Überführung des Wimmiser Urans nach Würenlingen tatsächlich stattfinden.

Dieses hier, um den Zusammenhang nicht zu stören, gesamthaft präsentierte Geschäft war das erste, das den AAA-Vorsitzenden Feldmann 1979 beschäftigte. Er legte noch im März die nächste AAA-Sitzung auf den 11. Juli fest. Es gelangten drei materielle Traktanden zur Behandlung, der Stand der Prioritätenfestlegung in Sachen Forschung, eine Orientierung über den Stand der an die Hand genommenen Schwellenmachtstudie durch den Unterstabschef Front selbst und die Revisionskonferenz des Nonproliferationsvertrages.

Die im September 1979 abgelieferte GRD-Studie *Aspects techniques liés à la question de l'accession de la Suisse au rang de puissance nucléaire* legte Josef Feldmann am 17. September Hans Senn vor. Feldmann beantragte keinen Bundesratsbeschluss, er beantragte nur, die Studie « als internes Arbeitspapier » zu verwenden und den AAA für die periodische Aufdatierung und gegebenenfalls für rechtzeitige Antragstellung verantwortlich zu machen. Der Generalstabschef folgte den Anträgen seines Unterstabschefs Front und legte am 28. September 1979 fest :

- « a) Die Studie der GRD wird als internes Arbeitspapier verwendet und GEHEIM klassifiziert.
- b) Der AAA wird beauftragt, die Studie periodisch aufzudatieren.
- c) Falls die politische oder technische Entwicklung zu einer grundsätzlich neuen Lagebeurteilung führen sollte, stellt der AAA rechtzeitig Antrag über die zu ergreifenden Massnahmen. »

Damit war der AAA zu einem reinen *think tank* geworden.

Dem entsprach die Prioritätensetzung durch den Forschungsausschuss EMD Professor Aebis. An einer ausserordentlichen Sitzung mit dem Unterstabschef Front am 28. November 1979 beschloss er klar, das Schwergewicht auf den Schutzaspekt zu legen : « Der Schwellenmachtstatus behandelt eine separate Zielsetzung und soll mit 2. Priorität behandelt werden. »

1980

Die 12. Sitzung des AAA vom 11. Januar 1980 diente einmal mehr hauptsächlich der Information der Mitglieder, diesmal insbesondere über die Verbreitung von Kernwaffen in der Dritten Welt, über die Entscheide des Generalstabschefs vom vorangehenden September und über die Fortführung der Uranprospektion durch das Bundesamt für Energiewirtschaft. Am 6. August meldete Divisionär Josef Feldmann seinen Nachfolger per 1.1.1981, Divisionär Gérard de Loes. Am 3. September 1980 verordnete Bundesrat Georges-André Chevallaz die Aufnahme einer Vertretung des Bundesamtes für Energiewirtschaft in den AAA. Chevallaz hatte die Nachfolge Nello Celios in umgekehrter Reihenfolge übernommen und stand seit dem 1. Januar 1980 nicht mehr an der Spitze des Finanz- sondern des Militärdepartements. Chevallaz ernannte auch, am 9. September 1980, die Mitglieder des AAA für die Amtsdauer 1981 bis 1984. Ausser dem Vorsitzenden de Loes handelte es sich um die Professoren Walter Hälgi und Hans Heinrich Thomann, um die Doktoren Herbert von Arx vom EDA, Christian Favre vom Bundesamt für Energiewirtschaft, Arthur Liener, den Stellvertretenden Direktor der Untergruppe Planung und Jean-Michel Pictet vom Bundesamt für Bildung und Wissenschaft sowie Oberst Ulrich Imobersteg, den Chef der Abteilung ACSD und Ulrich Lanz, dipl. Masch. Ing. ETH, den Direktor des Bundesamtes für Rüstungstechnik. Josef Feldmann und Rudolf Bindschedler wurden mit dem Dank für die geleisteten Dienste entlassen.

Bevor es soweit war, präsidierte Feldmann noch die 13. AAA-Sitzung, nunmehr im Verwaltungsgebäude des EMD an der Papiermühlestrasse 20. Das war am 29. Oktober 1980. Zum Zwischenbericht des Forschungsausschusses EMD weiss das Protokoll vom 19. November 1980 unter anderem mit folgender Rosine aufzuwarten : « Wir hatten bis anhin keine Möglichkeit etwas zu unternehmen, ausser dem Einholen von Recherchen, wer auf welchem Gebiet federführend sein könnte. »

1981

Die 14. Sitzung des AAA fand am 23. Oktober 1981 statt. Der Vorsitzende de Loes bezeichnete als Ziele der Forschungstätigkeit :

- « Informationserarbeitung (Wissenschaftlich à jour bleiben)
- Verifikation und Ausbau eigener Schutzmöglichkeiten
- Erhalten des Schwellenmachtstatus der Schweiz » Unter dem Titel « Tätigkeiten des AAA 1982 » findet sich im Protokoll vom 5. 11. 1981 an erster Stelle folgender Text : « Der AAA bittet den Forschungsausschuss EMD zur < sic > Erledigung folgender Aufgaben :
- Erhebung des IST-Zustandes der Kenntnisse (Studien, WK-Berichte usw.)
- Telefonverzeichnis der Spezialisten
- Formulierung des Aufgabenkataloges ; was erwartet der AAA von den Spezialisten bzw von den im AAA vertretenen Bundesämtern ? »

1982

Um den festgestellten dokumentarischen Mängeln abzuhelpen, ging de Loes daran, das AC-Labor in Spiez beziehungsweise die verantwortlichen Instanzen davon zu überzeugen, das neu zu schaffende nebenamtliche technische Sekretariat des AAA zu übernehmen. Ferner projektierte er ein internes Mitteilungsblatt. Die Sinnfrage, die im Auftrag oder vielmehr in der Bitte an den Forschungsausschuss des EMD schon fast verzweifelt sichtbar wurde, wollte aber nicht vom Tisch. Sie dominierte auch die 15. Sitzung am 24. September 1982. Der AAA kam zum Schluss, innert sechs Monaten den Entwurf *Schweizerische Politik* aus dem Jahre 1977 zu überprüfen und zu ergänzen. Dies erfuhr im jährlichen Tätigkeitsbericht des AAA vom 22. Dezember 1982 auch der Generalstabschef, seit 1981 nun Korpskommandant Jörg Zumstein. Zumstein versah den entsprechenden Passus mit fragenden Randglossen, deren letzte lautet «- eigene Auffassung ? »

1983

Das vom Vorsitzenden Gérard de Loes am 10. Januar 1983 unterzeichnete *Cahier des charges du secrétariat technique de l'AAA* ist vor allem wegen des Aufschlusses interessant, den es über die Auffassung vom Sinn des AAA gibt, wie ihn sein Chef in der Spätphase des Kalten Krieges gesehen hat. Es werden darin nämlich zu Beginn, allerdings mit der mehr formellen Einschränkung « entre autre », die Aufgaben des AAA formuliert :

- «- évaluation de l'efficacité des mesures de protection contre l'effet des armes nucléaires
- < événements nucléaires > (sabotages, chantages, accidents, etc)
- politique nucléaire (traité de non prolifération, etc)
- maintient du niveau des connaissances techniques de la fabrication de l'arme nucléaire pour le cas où la Suisse devrait accéder au rang de puissance nucléaire. »

Die fünf materiellen Traktanden der AAA-Sitzung vom 25. März 1983 waren dem erwähnten Pflichtenheft, der Koordination mit dem Forschungsausschuss EMD, einer Orientierung über die NEMP-Arbeiten, den Auswirkungen der Nukleartechnik auf die indirekte Kriegführung sowie den Fern- und Spätwirkungen des A-Einsatzes gewidmet. Die nächste, 17. Sitzung des AAA wandte sich am 23. September 1983 Orientierungen über die Informationsarbeit der ZGV und über die Zwischenlagerung schwach radioaktiver Abfälle aus dem Bereich des Bundesamts für Gesundheitswesen zu. Mittlerweile hatte der personelle Wechsel zur Folge, dass mit dem Sitzungsprotokoll allen Mitgliedern die Verordnung vom 19. Oktober 1976 und die Änderung vom 3. September 1980 in Kopie beigelegt werden mussten.

In seinem Bericht an den Generalstabschef vom 9. Dezember 1983 rückte der Unterstabschef Front (die oben im Gesamtzusammenhang skizzierte) Frage der Uranreserve und die Bastlerbombe ins Zentrum. Zu dieser seien zwei Studien angefertigt worden, jene solle « nicht angetastet werden ». Dr. Michel Dufour, der Wissenschaftliche Adjunkt Fachstellen und Forschung der GRD, kam in einem sechs Tage danach abgeschlossenen, der Neubeurteilung des Entwurfs Schweizerische Politik aus dem Jahr 1977 gewidmeten Papier zum Schluss : « Durant les six années qui se sont écoulées... nos connaissances dans le domaine de la technologie des engins nucléaires n'ont progressé dans l'ensemble que lentement. »

1984

Am 21. März 1984 fand im AC-Labor in Spiez die 18. Sitzung des AAA statt. Ausser dem Vorsitzenden selber werden in der Traktandenliste Minister Herbert von Arx (zu Nonproliferationsfragen) und die GRD-Ingenieure Bernard Anet und Bruno Heiz genannt, diese zur Studie *Weiterleben*, zu einem auswärts vergebenen Bericht *Kernwaffen-Arsenal* und zur technisch-wissenschaftlichen Beurteilung von *The Day After*, eines damals vielbeachteten Films.

Die zentrale Frage « Wollen wir den Schwellenmachtstatus erreichen bzw. beibehalten » wurde gemäss Protokoll wohl diskutiert, aber nicht entschieden. Vielmehr wurde beschlossen, die *Schweizerische Politik* samt Dufours Bemerkungen dazu allen Mitgliedern zwecks Stellungnahme bis Ende August 1984 zuzustellen.

Am 19. Juni 1984 unterzeichnete Bundesrat Jean-Pascal Delamuraz, der zu Jahresanfang die Führung des EMD von seinem Vorgänger Chevallaz übernommen hatte, eine Änderung der Verordnung betreffend den AAA. Dementsprechend sollte insbesondere vom 1. Januar 1985 an die Zentralstelle für Gesamtverteidigung neu, hingegen auf dessen ausdrücklichen Wunsch das Bundesamt für Bildung und Wissenschaft nicht mehr vertreten sein.

Die Stimmung des Sommers 1984 trifft wohl am ehesten folgender in den Akten liegender, nicht unterzeichneter Kommentar vom 10. August : « Die technischen Studien können im bisherigen Umfange fortgeführt werden. Für weitergehende Schritte aber wurde einfach der richtige Zeitpunkt verpasst. Ihre potentiellen Kosten sind grösser (und zwar deutlich) als der mögliche militärische Gewinn. »

An der 20. Sitzung des AAA vom 21. September 1984 wurde einmal mehr das Dossier der *Schweizerischen Politik* gewälzt. Es wurde Doktor Josef Schärli von der Untergruppe Front anvertraut und zu einem von vier Schwergewichtsthemen für das Jahr 1985 erklärt. Die übrigen drei waren die Studie der Arbeitsgruppe *Weiterleben*, die Studie *A-Bastlerbombe* und die NPT-Überprüfungskonferenz « unter Leitung EDA ». Herbert von Arx war sich, nach in den Akten liegenden Handnotizen vom 10. Oktober 1984 zu schliessen, keineswegs sicher, dass der Atomsperrvertrag Bestand haben würde. Er schrieb in einer selten offenen Würdigung sowohl der Entstehungsumstände als auch der wichtigsten schweizerischen Motivation zum Beitritt :

« So lange der Atomsperrvertrag eine gewisse < Mindestuniversalität > aufweist (insbesondere keine neuen Kernwaffenmächte in unserer Nachbarschaft), können wir selber unsere Kernwaffenoption aufgeben. Das darf allerdings nur unter der Voraussetzung geschehen, dass wir in der Lage sind, diese Option sofort wieder vollumfänglich zu haben, falls sich die erwähnte Voraussetzung ändert. » « Der Vertrag, der ja ursprünglich vor allem für die europäischen Verhältnisse (Westdeutschland) bestimmt war, könnte durch eine Veränderung gerade in dieser Region zusammenfallen. Man denke z.B. an einen Rückzug der USA, wobei z.B. der BRD und Italien eine Verfügungsgewalt über den Einsatz von Kernwaffen zukäme. »

Der Entwurf für einen Brief des Vorsitzenden de Loes an Generalstabschef Zumstein vom 18. Oktober orientierte sich ganz an diesen Vorstellungen, empfahl den « Unterhalt materieller und personeller Kapazitäten und Ressourcen » zur « Wahrung der Schwellenmacht-Option » und versprach sich einen erheblichen « Zugewinn an Dissuasion » « wenn bekannt wird, dass die Schweiz die erforderlichen Vorkehrungen zur Wiederherstellung und dauernden Gewährleistung des Schwellenmacht-Status zu treffen (erneut) bereit ist. » « Die Realisierung vorbehaltener Entschlüsse setzt Vorbereitungsmaßnahmen voraus. Ohne solche würden jene zu < vorgehabten Entschlüssen > verkümmern und der Schwellenmacht-Status zu einem Wunschtraum verdünnt. »

1985

Jörg Zumstein erhielt am 8. Januar 1985 ein am Dezember-Entwurf orientiertes Schreiben seines AAA-Vorsitzenden. Der Generalstabschef brachte einige Fragezeichen an, insbesondere bei der enigmatischen Formulierung « Gedankenspiele um eine europäische Nuklearstreitmacht (mit BRD und Italien als Vefügungsinstanzen über Kernwaffen) », einem Passus, bei dem die klare und militärisch-offene Sprache des Diplomaten von Arx von den Militärs wohl aus diffusen diplomatischen Bedenken verändert worden war. Eilig hatte es aber Zumstein mit der Sache keineswegs. Er besprach das Papier erst am 3. Oktober mit dem Unterstabschef Front, von dem er eine Eingabe des AAA an den Bundesrat unter Offenlegung verschiedener Optionen wünschte.

Am 10. Januar 1985 meldete sich mit einer verblüffenden Detailkenntnis und mit einer Herbert von Arx' Überlegungen wenigstens nicht entkräftenden Stossrichtung der Verteidigungsattaché der Bundesrepublik Deutschland, Oberstleutnant im Ge-

neralstab Graf von Pfeil bei Oberst Erich Kipfer, dem Chef des Militärprotokolls. Der Graf wünschte namens des Bundesministers der Verteidigung fünf mit genauen Verfasserangaben und Titeln, in zwei Fällen auch mit der militärischen Einteilung der Autoren versehene interne Studien zu erhalten. Die Titel lauteten :

- « Einige Überlegungen über stochastische Phänomene bei der Zündung von Nuklearwaffen »
- « Zeitabhängigkeit des Rossi-Alpha bei aufeinander prallenden Uranzylindern »
- « Stochastische Phänomene am räumlich ausgedehnten und reflektierten multiplizierenden System »
- « Über die Frühzündung von Nuklearwaffen bei Verwendung von Plutonium aus Leistungsreaktoren »
- « Thermonukleare Fusion Teil I : Physikalische Grundlagen »

Der technische Sekretär des AAA Bernard Anet beantragte beim Vorsitzenden de Loes am 5. Februar « de donner suite à la demande allemande pour les 2 premiers rapports et de < négocier > les 3 autres selon ce que nous recevrons en échange (une délégation de RFA est attendue fin mars à notre laboratoire). » De Loes leitete das Schreiben mit dem Vermerk « réglé entre Anet et Kipfer » dem Sekretär des AAA weiter, was wohl heisst, dass eine Weitergabe sehr wahrscheinlich, ein Handel in der skizzierten Form möglicherweise zustande gekommen ist.

An der 20. Sitzung des AAA, jener vom 27. März 1985, erhielten gemäss Traktandenliste ausser dem Vorsitzenden Herbert von Arx, Bernard Anet und Doktor Andreas Pritzker zu eigenen Geschäften das Wort. Anet sprach unter anderem zur fünften der von Pfeil gewünschten Studien, aber nicht zu Pfeils Wunsch danach. Das Thema kam auch an der 21. Sitzung (7. Oktober, Sprecher die obigen, minus Pritzker plus Schärli und Heinz Staub, Sekretär des AAA) nicht zur Sprache. Noch immer war die *Schweizerische Politik* in Überarbeitung. Die Hauptschlussfolgerung der 21. Sitzung lautete :

« Im Einvernehmen mit dem Generalstabschef ist ein < Schreiben des Vorsitzenden AAA an den Chef EMD > auszuarbeiten. Zweck dieses Schreibens ist es, dass der Chef EMD den Gesamtbundesrat auffordert, seine Auffassung/Politik zur Frage der nuklearen Bewaffnung dem AAA bekanntzugeben. Im speziellen sind die folgenden Punkte darzulegen :

- Problemstellung (Bericht 6.6.66 und NPT-Vertragswerk)
- Darstellung der Lösungsmöglichkeiten hinsichtlich vertiefter Forschung inklusive Auswirkungen im finanziellen, personellen und strukturellen Bereich
- Hinweis auf Problematik der Geheimhaltung (betr Kredite)
- Antrag »

Am 1. November 1985 ernannte Bundesrat Delamuraz auf den 1. Januar 1986 den Vizedirektor beim Bundesamt für Energiewirtschaft, Professor Alec Jean Baer, und Oberst Heinz Lott, den neuen Chef der Abteilung für ACSD als Nachfolger der ausscheidenden Mitglieder Christian Favre und Ulrich Imobersteg im AAA. Am letzten Tag des Jahres schickte der Vorsitzende de Loes seinen Brief zur *Schweizerischen Politik* an den Departementsvorsteher, an den das Papier noch am Silvester 1985 durch den Generalstabschef weitergeleitet wurde. Der wichtigste Antrag lautete auf einen Beschluss des Bundesrates, der bestätigen soll-

te, « dass der Status einer nuklearen Schwellenmacht für die Schweiz als eine der sicherheitspolitischen Zielvorstellungen fortbesteht ». Daraus ergab sich der Antrag auf einen weiteren Bundesratsbeschluss, der AAA solle innert 6 Monaten « eine approximative Kalkulation des erforderlichen finanziellen, institutionellen und personellen Aufwandes » unterbreiten.

1986

An der 22. Sitzung des AAA am 4. März 1986 waren nur de Loes, von Arx und Anet als Sprecher mit eigenen Traktanden vorgesehen. Von zentraler Bedeutung war die Reaktion des Departementsvorstehers auf den Brief des AAA-Vorsitzenden. Das Protokoll sagt darüber lapidar : « Vorläufig aber ist der C EMD nicht bereit, das Problem dem Gesamtbundesrat zur Stellungnahme zu unterbreiten (politische Brisanz). » « Sollte der C EMD bzw BR nicht gewillt sein, Stellung zu nehmen, muss ernsthaft an eine Aufhebung des AAA gedacht werden, da ja in einem solchen Fall für die Zukunft der AAA jeglichen Mandates entbehren würde. » Die Zeit bis zu einer abschliessenden Stellungnahme des Departementsvorstehers sollte durch die Erarbeitung einer durch das technische Sekretariat des AAA, also durch Bernard Anet einzuleitenden Machbarkeitsstudie überbrückt werden. Anet und von Arx sollten Kopien des Silvesterbriefes erhalten.

Als Anet den Brief erhalten hatte setzte er am 9. April ein Schreiben an de Loes auf, in welchem er seinem « étonnement » Ausdruck gab. « En conclusion – et je sais en ceci représenter le point de vue de mes collègues du GDA –, je me permets d’insister pour **que le Conseil fédéral ne soit à nouveau confronté à cette question d’armement nucléaire, que lorsque l’étude envisagée lors de la séance de l’AAA de mars 1986, sera disponible.** » Im Hinblick auf diese Studie leitete Anet am 19. Juni 1986 in Spiez eine « *Brainstorming* » – Diskussion zu wissenschaftlich-technischen Aspekten einer eventuellen schweizerischen Nuklearbewaffnung. Zu den Schlussfolgerungen dieser Diskussion gehörte die Feststellung, dass die Schweiz, immer eine vorgängige Kündigung des Atomsperrvertrages vorausgesetzt, für die Konstruktion einer Plutoniumwaffe nicht über das genügende « Detonik-Know-How (Implosionsverfahren) » verfüge und für die Herstellung einer Uran 235 – Waffe mangels Anreicherungsanlagen nicht an das nötige Spaltmaterial herankommen könne. Deshalb sei die Schweiz zur Zeit kein Schwellenland, könne es « im Sinne eines nationalen Efforts » innerhalb von zwei Jahren jedoch werden.

Am 2. Oktober entliess Bundesrat Delamuraz de Loes als Vorsitzenden des AAA auf Ende Jahr unter Verdankung der geleisteten Dienste und ernannte seinen Nachfolger als Unterstabchef Front, Divisionär Rolf Sigerist, auf den 1. Januar zum neuen Chef des AAA. Er sollte ein schweres Erbe antreten, denn alte Gegensätze über Federführung und Programmgestaltung und Mittelverteilung bei und von und für Forschungsvorhaben tauchten im Zusammenhang mit der vom AAA beschlossenen Machbarkeitsstudie im Oktober 1986 in etwas veränderter Form neu auf, wobei als Protagonisten erneut (wie zu Zeiten Hälgs und Aebis) das, was man vielleicht als ETH-Kreis bezeichnen könnte einerseits und die in ihrer Mehrheit skeptische GRD andererseits auftraten.

Die Angelegenheit ist aufgrund der vorliegenden Akten nicht mit letzter Gewissheit rekonstruierbar, aber die beiden Hauptpositionen lassen sich klar fassen. Dufour von den *Fachstellen und Forschung* der GRD empfahl in einer internen Notiz vom 8. Oktober, wenn der militärische Bedarf nach Nuklearwaffen ausgewiesen sei, ernsthaft eine « variante < clef en main > » in Betracht zu ziehen, also die Waffen zu kaufen, weil so der lange Entwicklungsaufwand samt Beschaffung des Spaltmaterials, waffentechnische Studien insbesondere der Detonik und Feldversuchen vermieden werden könne. Wenn man aber doch eine Machbarkeitsstudie erstellen müsse, dann habe sie « avant tout une affaire interne au GDA » zu sein, die, ohne Beizug weiterer Leute im Konsensverfahren unter Anrufung des Rüstungschefs bei Differenzen vorangetrieben werden müsse. Am 19. November teilte der Direktor des *Rüstungsamts* 3 Ulrich Lanz dem Vorsitzenden de Loes in aller Form mit, der Rüstungschef (Charles Grossenbacher) habe die Machbarkeitsstudie Vize-Direktor Bruno Heiz, dem Chef der *Fachstellen und Forschung* übertragen. Der andere Standpunkt wurde vom *Wissenschaftlichen Berater für die Annexanstalten* der ETH, Andreas Pritzker, in einem Brief an den AAA-Vorsitzenden am 27. Oktober dargelegt. Zwei Passagen mögen die klimatische Grosswetterlage und die Stossrichtung zugleich illustrieren :

« Als ich neulich mit Herrn Anet (...) Kontakt aufnahm, erfuhr ich, dass der Problembereich aufgrund von GRD-internen Diskussionen dem Bereich FSFO übertragen worden war.

Diese Aktion steht meiner Meinung im Widerspruch mit dem vom AAA erteilten Auftrag, weil damit genau jene Stellen, welche sich in den Diskussionen gegen die Studie ausgesprochen hatten, mit dieser betraut werden. (...)

(...) Es ist Aufgabe der Verwaltung, fachlich ausgewiesene Entscheidungsgrundlagen bereitzustellen und die von den Oberbehörden angeordnete Politik zu vollziehen. Es darf nicht Aufgabe einzelner Beamter sein, selbst Politik zu betreiben, indem zB die Schaffung von Entscheidungsgrundlagen unterdrückt oder in Form einer Alibiübung hintertrieben wird. »

Nun, an der 23. Sitzung des AAA am 20. November erhielten zu eigenen Geschäften nur de Loes, Anet, Lanz und Dr. Herbert Braun von der Zentralstelle für Gesamtverteidigung das Wort. Die Verabschiedung des abtretenden und die Begrüssung des neuen Vorsitzenden übernahm Walter Hälgl.

1987

An der 24. Sitzung des AAA, der ersten unter dem Vorsitzenden Sigerist, die am 3. April 1987 stattfand, referierte zunächst ein auswärtiger Referent über Sicherheitsvorkehrungen im Bereich der KKW. Anschliessend referierte Heiz über die jetzt unter dem Titel « Machbarkeitsstudie (Schwellenmachtstatus) » laufende Arbeit. Sie sei ihm vom Rüstungschef übertragen worden. Das Protokoll sagt weiter :

« Der bisher in dieser Sache beteiligte Personenkreis soll nicht erweitert werden. Es sei zudem heute unzweckmässig, eine detaillierte Studie zu erstellen ; vielmehr sollte es genügen, die Probleme aufzuzeigen. Auch soll die Nuklearindustrie nicht

in die Studie miteinbezogen werden. Fazit : Die Studie beschränkt sich auf unsere internen Kenntnisse und die verschiedenen Gespräche und Diskussionen.

Das Vorgehen betr die Bearbeitung wurde im vergangenen Januar zwischen den Herren Dr. Fritzker [sic], Dr. Dufour und Ing. Heiz besprochen. Anlässlich der nächsten Sitzung des AAA vom 13. November 87 soll die Studie vorgestellt werden. »

Ebenfalls besprochen wurden an der Sitzung verwandte Themen wie die Lehren aus Tschernobyl. Mit welchen ganz anderen, praktischen Problemen auf welchem ganz anderen Niveau sich die Mitglieder des AAA auch 1987 herumschlagen mussten mag das Beispiel der Ergänzungskurse von Peter Vontobel zeigen. Vontobel leistete seinen Dienst anstelle des regulären Kurses mit seiner Einheit vom 12. bis zum 24. Januar unter der Anleitung von Pritzker und Hälgi und schrieb die Rechenprogramme früherer Arbeiten vom abzulösenden Betriebssystem EMOS des ETH-Rechenzentrums auf das neue Betriebssystem NOS sowie auf die FORTRAN-Version 77 um. Sinnvollerweise wollten Hälgi und wohl auch Pritzker Vontobel noch einmal zu einer Dienstleistung aufbieten, sinnvollerweise auch noch 1987, solange er sich an die Dinge noch gut zu erinnern vermochte. Das sei, so lautete am 15. April nach den nötigen Abklärungen der Bescheid des AAA-Sekretärs, nur als freiwillige Dienstleistung ohne Anrechnung mit der schriftlichen Zustimmung des Wehrmannes und im Einvernehmen mit dem Arbeitgeber möglich...

Der Vorsitzende des AAA, Divisionär Sigerist, meldete sich am 29. September 1987 per 1. Januar 1988 bereits wieder ab und nominierte seinen Nachfolger als Unterstabschef Front, Divisionär Carlo Vincenz, für sein Amt. Damit war sichergestellt, dass die am 4. März 1986 zwecks Überbrückung der Zeit bis zum politischen Entscheid des Bundesrates in Aussicht genommene *Machbarkeitsstudie* erst vom Nachfolger oder doch von einem Nachfolger auf Zeit des damaligen Vorsitzenden de Loes behandelt werden konnte, letztlich zuhause des Nachfolgers des damaligen Departementsvorstehers Delamuraz, Koller, via den Nachfolger (Lüthy) jenes Generalstabschefs, Zumstein, der am allerletzten Tag seiner Amtszeit, am 31. Dezember 1985, noch den Brief des AAA-Vorsitzenden de Loes an Delamuraz weitergeleitet hatte.

Das waren Umstände, die es der von Pritzker wohl richtig herausgespürten GRD-Tendenz auf Übungsabbruch erleichterten, sich durchzusetzen. Am 10. November 1987 schickte Heiz den so lange versprochenen Bericht an Sigerist. Das zwanzig Seiten starke Papier trägt den Titel *Considérations techniques relatives à l'accèsion de la Suisse au rang de puissance nucléaire* und den Verfasservermerk **Grouperement de l'armement Services techniques spécialisés et Recherche**. Heiz' Begleitbrief enthält den Ausdruck *inopportun* bezogen auf weitere Studien zweimal, davon einmal als letztes Wort des Briefes überhaupt. Die Studie, die keine wesentlichen den Lesern dieses Abrisses verborgengebliebenen Aspekte behandelt, schliesst mit der Feststellung, dass sich der Eigenentwicklung von Nuklearwaffen nicht nur technische sondern auch politische Probleme in den Weg stellen dürften. Für die technische Seite gelte : « Nos connaissances sont actuellement insuffisantes pour permettre de quantifier avec une précision utile l'effort qui serait nécessaire. »

Bevor man weitere Studien unternehme, gelte es, angesichts der « brisance de la question » aufmerksam ihre Opportunität abzuklären.

Der AAA fasste an seiner 25. Sitzung am 13. November 1987 nach « eingehender Diskussion » den Beschluss, von der Studie « in zustimmendem Sinn Kenntnis » zu nehmen, « der Frage des < Schwellenmachtstatus > nicht mehr weiter » nachzugehen und dem Generalstabschef zu beantragen, den Auftrag vom 28. September 1979 (periodische Aufdatierung und bei einer fundamentalen Änderung der politischen oder technischen Lage rechtzeitig Antrag über die zu treffenden Massnahmen zu stellen) zurückzunehmen. Damit stellte sich für den AAA einmal mehr die Sinnfrage. Das Protokoll sagt denn auch klar : « Der AAA in seiner heutigen Form sollte - wenn ihm nicht eine neue Zielsetzung gegeben wird - aufgehoben werden. » Eugen Lüthy signalisierte im Gespräch mit Rolf Sigerist, dem scheidenden AAA-Vorsitzenden, am 21. Dezember 1987 Zustimmung zu den Anträgen, das heisst Rücknahme des Mandats und Auflösung des AAA. Zu jenem Zeitpunkt war, seit dem 2. Dezember 1987, Carlo Vincenz durch Bundesrat Arnold Koller auf den 1. Januar 1988 ernannt und Rolf Sigerist mit dem Dank für die geleisteten Dienste entlassen worden. Keine Woche nach dieser Ernennung war allerdings durch Nationalrat Paul Rechsteiner die erste von zwei mit einer Woche Abstand aufgeworfenen Fragen gestellt worden.

Am 7. Dezember 1987 wollte Rechsteiner wissen, wie sich der Bundesrat zu den Forschungsergebnissen von Peter Hug stelle, wonach das Parlament 1946 von Bundespräsident Karl Kobelt, welcher der Studienkommission für Atomenergie den Auftrag erteilt habe, atomare Kriegsmittel anzustreben, dies aber im Ratssaal bestritten habe, angelogen worden sei. Ausserdem fragte er : « Ist der Bundesrat bereit, über die im Atomsperrvertrag eingegangenen Verpflichtungen (welche Forschung und Entwicklung nicht berühren) hinaus dafür zu sorgen, dass in Zukunft jede Forschung und Entwicklung für die militärische Nutzung der Atomenergie verboten wird ? »

Der Bundesrat antwortete Rechsteiner darauf, es könne « nicht Aufgabe des Bundesrates sein, zu Forschungsergebnissen von Historikern Stellung zu nehmen. » Ausserdem heisst es in der Antwort : « Im Jahr 1969 hat unser Land den Atomsperrvertrag unterzeichnet und ihn im Jahr 1977 ratifiziert. Dieser Vertrag verbietet uns die Entwicklung und Herstellung eigener Atomwaffen. Die Schweiz hält sich strikte an die Bestimmungen des Vertrags, und die Ausrüstung unserer Armee mit Nuklearwaffen steht seit Abschluss des Atomsperrvertrages nicht mehr in Frage, so dass sich weitere Verbote erübrigen. » Eine Woche später, am 14. Dezember, hakte Nationalrat Rechsteiner nach. Er fragte nach der Uranreserve vom Geschäft mit Grossbritannien und Belgien in den fünfziger Jahren her und wollte ausserdem wissen : « Besteht die vom EMD geleitete verwaltungsinterne Gruppe für Atomfragen immer noch ? Wenn ja, weshalb ? » Darauf antwortete der Bundesrat : « Der im Einvernehmen mit dem EDA, dem EDI und dem EVED im Jahre 1976 eingesetzte, interdepartementale Arbeitsausschuss für Atomfragen besteht immer noch. Ob er nach Ablauf der Ende 1988 ablaufenden Amtsdauer weitergeführt werden soll oder nicht, ist noch offen.

Der AAA konnte entweder den Versuch unternehmen, sich selbst einen neuen Inhalt zu geben, oder seine eigene Auflösung beantragen. Er kam an der 26. Sitzung am 3. Juni 1988 bei einer Enthaltung einstimmig zum Schluss, die Auflösung zu beantragen. Der Vorsitzende Vincenz beantragte dies dem Generalstabschef am 1. September 1988. Korpskommandant Lüthy stellte dem Departementsvorsteher am 8. September entsprechenden Antrag. « Insbesondere kann angesichts der heutigen geänderten Umstände (NPT, Abrüstungsverhandlungen, etc) die Frage der nuklearen Bewaffnung der Schweiz nicht mehr als opportun bezeichnet werde. (...) Im Gegensatz zur Periode 69-76 kann heute festgehalten werden, dass das EMD über eigene Kernwaffenexperten (GRD) verfügt. Somit könnte ohnehin auf die zivilen Vertreter des AAA (Vertreter der Atomwissenschaften) verzichtet werden. »

Die Worte Lüthys lassen die Stimmung der Periode des zuende gehenden Kalten Krieges erkennen. Vom 19. bis zum 21. November 1985 hatten sich in Genf der amerikanische Präsident Ronald Reagan und der sowjetische Parteichef Michail Gorbatschow zu einer Gipfelkonferenz getroffen, der bereits in der zweiten Hälfte der achtziger Jahre durchaus auch Skeptiker eine neue Qualität zubilligten. Das sowjetische Imperium, die grösste Bedrohung des Weltfriedens nach 1945 und eine, deren Verniedlichung auch im nachhinein ganz und gar fehl am Platze wäre, dieses Imperium erwies sich als ökonomisch und ideologisch bankrott. Afghanistan machte auf eine gerade auch in der Schweiz sorgfältig beobachtete Weise klar, wie prophetisch Homer Lea 1912 in die ferne Zukunft gesehen hatte :

« We have heretofore shown that there exist in the world certain places that have for mankind a strange and fatal significance, in that they give direction to his conquests. In these places victories are decisive, and defeats mark the consummation of national ruin. These places are the doorways through which nations come and go ; sometimes arches of triumph ; sometimes those narrow exits through which nations, like men, pass to return no more. Herat is one of these places, Kabul another ³. »

Die Sowjetunion war 1988 erkennbar auf ihrem Weg in die Geschichtsbücher und mit ihr der Kalte Krieg und mit dem Kalten Krieg das Risiko eines Zusammenbruchs des Atomsperrvertrages. Denn wenn der Vertrag sogar die zum Teil enormen Spannungen der Jahre 1968 bis 1988 ausgehalten hatte, um wieviel mehr war nicht sein Überleben in einer sich abzeichnenden postsowjetischen Welt sichergestellt, war und ist doch für das geschwächte Russland gerade die Teilhabe am Oligopol militärischer Nuklearmacht Garantie gegen ein Absinken zum Land zweiter Ordnung. Wenn aber kein Zusammenbruch des NPT-Vertrages mehr drohte, gab es auch keinen Grund mehr, die schon seit 1969, vollends aber dann seit 1977 ja nur als Vorbereitungsmassnahmen für die Auslösung eines vorbehaltenen Entschlusses gedachten Arbeiten des AAA fortzusetzen. Deshalb konnte Bundesrat Arnold Koller am 1. November 1988 durch die Unterzeichnung der Auflösungsverfügung einen Schlussstrich ziehen. Im Protokoll der 27. und abschliessenden Sitzung des AAA vom 25. Oktober 1988 findet sich der bezeichnende, ausdrücklich als « Mei-

³ Strategischer Überfall, das Beispiel Afghanistan, II. Teilband, Liestal : Bibliotheca Afghanistanica, 1993, Frontispiz.

nung AAA » gekennzeichnete Satz : « Unzweifelhaft ist eine Aenderung in der Aussenpolitik der UdSSR eingetreten. » Der Kalte Krieg und damit das Thema schweizerische Nuklearbewaffnung waren Geschichte geworden.

3. ZUSAMMENFASSUNG

Wissenschaftlich war 1945 kaum ein Kleinstaat besser auf das Atomzeitalter vorbereitet als die Schweiz. Die Verbindungen, die Paul Scherrer mit den nunmehr führenden Amerikanern in der Kriegszeit angeknüpft hatte, sorgten allein schon dafür. Das entsprechende Selbstbewusstsein mag dazu beigetragen hatte, dass sich der Bundesrat 1945 zunächst unter Geheimhaltung dieses Entscheids und 1958 dann ganz offen auf die Ausstattung der Armee mit den wirksamsten Waffen, also mit Atomwaffen festlegte. Dabei spielte die Aktivdienst Erfahrung der erfolgreichen Selbstbehauptung durch eine Kombination von Kompromissbereitschaft und klar demonstriertem Verteidigungswillen ebenso eine Rolle wie die Angst vor den durch den sowjetischen Einmarsch in Ungarn 1956 nur allzu deutlich gemachten Hegemonieansprüchen der kommunistischen Supermacht.

Unsicherheit, ob die wohl in allererster Linie befürchtete deutsche Nuklearrüstung Wirklichkeit werde, eine lange Tradition demokratischer Legitimierung politischer Entscheide und der permanente Kampf um beschränkte Ressourcen bremsen allerdings das Tempo erheblich bis Volk und Stände durch ihre Verwerfung einer auf das Verbot von Atomwaffen gerichteten Initiative am 1. April 1962 ein stimulierendes Signal gaben. Es setzte eine Phase intensiver Arbeit ein, deren wichtigstes Ergebnis der Bericht über Möglichkeiten einer eigenen Atomwaffenproduktion von 1963 war. Diese ihres grossen Umfangs wegen nicht völlig geheimzuhaltenden Arbeiten verstärkten wahrscheinlich die amerikanischen Bemühungen um einen Nonproliferationsvertrag, Bemühungen, die sich wohl weniger auf die Schweiz als auf das durch sie möglicherweise vorexerzierte Modell bezogen. Den entscheidenden Knick versetzte aber den schweizerischen Arbeiten die Mirage-Angelegenheit :

Der Bundesrat beantragte dem Parlament am 24. April 1964 einen Zusatzkredit von 576 Millionen Franken für die Beschaffung von Kampfflugzeugen Mirage-III S. Dieses Begehren führte zu einer parlamentarischen Untersuchung, zur Reduktion der Stückzahl, zum Abgang des Generalstabschefs und des Kommandanten der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen und zu einer Erschütterung des Vertrauens des Parlaments in den Bundesrat und des Bundesrats ins Militärdepartement. Das waren keine Zeitläufte, um vom Bundesrat die von Paul Chaudet beantragten 20 Millionen Franken für drei Jahre zu erhalten, vor allem nicht wenn dahinter eine Gesamtkostenschätzung von 720 Millionen Franken stand und man mit Beträgen solcher Grössenordnung für militärische Projekte soeben unerwünschte Erfahrungen gemacht hatte und noch täglich machte. Der Bundesrat bewilligte deshalb am 5. Juni 1964 nur die Tätigkeit eines Fachmannes in der Generalstabsabteilung.

Damit war ein Widerspruch zwischen dem 1958 erklärten und nie widerrufenen bundesrätlichen Ziel einer Ausstattung der Armee mit Atomwaffen und dem angesichts rigoroser Einschränkungen noch Machbaren entstanden. Mit der von

Chaudet verlangten Klärung der Lage hatte es der Bundesrat aber 1965 keineswegs eilig. In einer Aussprache im von Wattenwylhaus einigte sich das Kollegium am 26. Oktober 1965 schliesslich auf die klare Priorität der zivilen Aspekte der Atomfrage. Am 28. Januar 1966 beschloss der Bundesrat in aller Form, die vom Militärdepartement und der Militärdelegation des Bundesrates beantragten (jedoch vom Delegierten für Fragen der Atomenergie formulierten) Massnahmen und Arbeiten zu realisieren und durchzuführen, jedoch die Initiative dem EVED zu übertragen. Die Konzeption der militärischen Landesverteidigung vom 6.6.66 präziserte im gleichen Jahr, dass nur eine *weitere* Ausbreitung der Kernwaffen die Schweiz vor die Beschaffungsfrage stellen könne und dass die laufenden Abklärungen auf diese Tatsache ausgerichtet seien.

Nello Celio, der 1967 an die Spitze des Militärdepartements trat, war den Nuklearwaffenanliegen gegenüber skeptisch. Er stiess zusammen mit in der Untergruppe Planung der Gruppe für Generalstabsdienste erarbeiteten Vorstellungen, eine innerhalb von fünf Jahren von 15 auf 52 vollamtliche Mitarbeiter anwachsende Arbeitsgruppe solle ans Werk gehen. Da Celio gleichzeitig der Auffassung war, es sei falsch, den vorgeschlagenen Atomsperrvertrag ohne *Quid pro quo* zu unterzeichnen gab er am 5. Oktober 1967 an einer Besprechung nicht rotes Licht für die Arbeit an der Einsetzung eines auf den Bundesratsbeschluss vom 28. Januar 1966 gestützten geheimen Koordinationsausschusses, in dem sich aber nur zwei bis drei Mitarbeiter vollamtlich dem Thema widmen sollten. Das bedeutete Wahrung der Handlungsfreiheit, nicht Bau der Bombe.

Die Planungsarbeiten schritten innerhalb der Gruppe für Generalstabsdienste weiter voran. Die Operationssektion errechnete 1968 einen jährlichen Finanzbedarf von 100 bis 175 Millionen Franken für die Entwicklung und Beschaffung auf der, billigeren, Uranbasis allein um nach 15 Jahren 400 Atomsprengköpfe für die vorhandenen Kampfflugzeuge, für die Geschütze und für ein zu beschaffendes Lenkwaffensystem zu haben. Das war, nebst anderen, durch die Jahrzahl allein genügend evozierten Phänomenen, der Hintergrund für Celios Ablehnung des geplanten geheimen Koordinationsausschusses im Mai 1968. Der Generalstabschef erwirkte dann allerdings ein Rückkommen und erneutes grünes Licht, Celio hingegen wechselte just am Tag, an dem in London, Moskau und Washington der Atomsperrvertrag unterzeichnet wurde, am 1. Juli 1968 ins Finanzdepartement hinüber.

Vom Finanzdepartement gingen von da an deutliche Signale gegen eine schweizerische Nuklearbewaffnung aus. So lehnte es die Eidgenössische Finanzverwaltung 1969 ab, für die Entwicklung von Uranzentrifugen 1 500 000 Franken ins Budget 1970 aufzunehmen. Auf politischer Ebene schloss der Bundesrat das seit der Mirage-Angelegenheit ohnehin nur noch einwenig geöffnete Fenster durch den Beschluss, den Atomsperrvertrag am 27. November 1969 zu unterzeichnen. Wenn auch völkerrechtlich der Schweizer Verzicht erst mit der Ratifikation am 9. März 1977 wirksam wurde, so war doch von 1969 an höchstens noch denkbar, der Schweiz das nötige Fachwissen zu verschaffen, um als Schwellenland zu gelten, was gleichzeitig die Wahrung der Handlungsfreiheit für den Fall eines Zusammenbruchs des Vertrages bedeutete. Dies auf der praktischen Ebene sicherzustellen war die Aufgabe des vom EMD im Einvernehmen mit EPD, EDI und EVED am 30. April 1969 geschaffenen Arbeitsausschusses für Atomfragen mit Wissenschaftlichem Beirat.

Der AAA tagte während seines Bestehens (30.4.1969 bis 31.12.1988) insgesamt 27 mal, also durchschnittlich weniger als zweimal im Jahr, was allein schon zeigt, dass es gar nicht um mehr gehen *konnte* als um vorbereitende Massnahmen, um für den Bundesrat, sollte ihn eine veränderte internationale Lage, konkret zum Beispiel eine Nuklearbewaffnung Deutschlands im Zusammenhang mit einem Scheitern der Nonproliferation, zu einem Beschaffungsbeschluss veranlassen, diese Option überhaupt offenzuhalten.

Dem entsprach die Höhe der für die Arbeiten aufgewendeten Beträge. Für die Zeit von 1970 bis 1972 belief sich das Gesamttotal einschliesslich der Löhne von zwei während einer gewissen Zeit für den Wissenschaftlichen Beirat rechnenden Physikern auf Fr. 67 949.30. Und obwohl damit ein Stein aus der ursprünglichen Konstruktion – die Heranbildung von für die Waffentechnik besonders geeigneten Spezialisten durch die Arbeit am Schwerwasserreaktor nämlich – herausgebrochen wurde, erklärte Generalstabschef Johann Jakob Vischer 1975 die Betriebseinstellung des DIORIT in Würenlingen für militärisch unbedenklich. Für die weitere Arbeit wollte Vischer, gestützt auch auf das Urteil seiner *militärischen* Fachleute, das Schwergewicht auf die Anreicherungstechnik legen. Der Wille, eine nukleare Schwellenmacht zu werden, schien ihm allerdings « zum mindesten auf Regierungsstufe nicht eindeutig erkennbar ».

Das Jahr 1976 brachte mit dem Ratifizierungsbeschluss des Ständerates, der das Geschäft als Erstrat behandelte und ursprünglich mit dem Auftrag, einen Zusatzbericht vorzulegen, zurückgewiesen hatte, eine gewisse Ernüchterung unter die Mitglieder des AAA und des Wissenschaftlichen Beirats. Diesen beschloss man als nicht mehr notwendig zur Abschaffung zu beantragen, der AAA aber arbeitete, aufgrund einer leicht angepassten Verordnung, auch 1977 weiter.

Die theoretische Grundlage für die Arbeit des AAA in der Zeitspanne 1977 bis 1988 legte im Mai 1977 ein vom Unterstabschef Front Josef Feldmann redigiertes Dokument unter dem Titel *Schweizerische Politik in der Frage der nuklearen Bewaffnung*. Die *Schweizerische Politik* kommt zur Schlussfolgerung, dass « die Schweiz ein Interesse daran hat, alle im Rahmen des NPT erlaubten Massnahmen zu treffen, welche geeignet sind, ihr den Status einer nuklearen Schwellenmacht zu sichern und langfristig zu wahren. » Allerdings erhielten die dafür nötigen Studien im unausgesetzten Verteilungskampf um sehr spärliche Mittel Konkurrenz durch nun, nach dem Wegfall des Wissenschaftlichen Beirats, leichter in den AAA zu tragende Vorhaben, die mit der ursprünglichen Aufgabe gar nichts mehr zu tun hatten aber eine AAA-Legitimation brauchen konnten wie die Massnahmen zum Schutz gegen den nuklearen elektromagnetischen Impuls (NEMP). Der Rüstungschef und seine Gruppe für Rüstungsdienste, die in dieser Form ihre Existenz bzw. die Existenz ihrer Ämter der Mirage-Angelegenheit zu verdanken hatten und auch fachlich die besten Voraussetzungen für die Beurteilung der Schwierigkeiten einer eventuellen Beschaffung mitbrachten, steuerten etwa von diesem Zeitpunkt an die Diskussion im AAA mit Verve und schliesslich mit Erfolg von Fragen des Zündmechanismus und ähnlichen konkreten waffentechnischen Problemen weg in andere Richtungen.

Das verhinderte selbstverständlich keineswegs die Erledigung von AAA-Aufträgen, wie etwa die Redaktion einer technischen Studie über den Aufstieg der

Schweiz zur Schwellenmacht, die periodisch aufzudatieren der Generalstabschef, mittlerweile Hans Senn, am 28. September 1979 dem AAA auferlegte. Weiter heisst es in Senns Weisung : « Falls die politische oder technische Entwicklung zu einer grundsätzlich neuen Lagebeurteilung führen sollte, stellt der AAA rechtzeitig Antrag über die zu ergreifenden Massnahmen. »

Die politische Entwicklung schien es nun aber, am 12. August 1981, dem Bundesrat zu erlauben, die Geheimhaltung betreffend die Uranreserve des Bundes aufzuheben, sie der internationalen Kontrolle im Rahmen des Atomsperrvertrages zu unterstellen, das Verfügungsrecht dem EVED zu übertragen, das den AAA anhören musste, mehr aber auch nicht. So wenigstens *glaubte* das Kollegium zu entscheiden, denn in Wirklichkeit hatte die *Schweizer Illustrierte Zeitung* bereits 1958 das Vorhandensein und den Einlagerungsort des Vorrats publiziert, was jedoch offenbar mittlerweile von jedermann vergessen worden war. Im AAA war mehrfach über die Möglichkeiten gerätselt worden, Natururan zu kaufen und für alle Fälle einzulagern, doch niemand hatte darauf hingewiesen, dass fünfeinhalb Tonnen davon bereits in Wimmis lagen.

Der Beschluss des Bundesrates von 1981 zeigt aber klar, dass es auf seiner Ebene kaum - denn des Rests an Unsicherheit wegen war ja der AAA noch anzuhören - mehr Zweifel gab, dass es sich beim Atomsperrvertrag um eine Dauereinrichtung und bei der schweizerischen Nuklearbewaffnung um ein historisches Thema handelte.

In der Tat machte sich innerhalb des AAA während der ersten Hälfte der achtziger Jahre die Sinnfrage immer deutlicher bemerkbar. Darüber konnte weder die Fortführung von WK-Arbeiten und andern Studien noch die Bearbeitung neuer Aufgaben wie die Abklärung der Möglichkeiten, eine sogenannte Bastlerbombe, also eine behelfsmässige Nuklearwaffe zu fabrizieren, hinwegtäuschen. Dass aber auch blossе Studien ihre Brisanz haben konnten, zeigt die Anfrage des deutschen Militärattachés im Jahre 1985. Er war genauestens über die erstellten Arbeiten im Bild, kannte Autoren und Titel und begehrte nun einige davon zu beziehen.

Ob er sie erhalten hat, lässt sich auf Grund der Akten nicht mit letzter Sicherheit beurteilen, der technische Sekretär des AAA jedenfalls war von der Anfrage nicht nur nicht überrascht, sondern beantragte, ihr teilweise vorweg, teilweise im Sinne eines Tauschgeschäfts bei entsprechender Gegenleistung stattzugeben. Wie im Nachrichtendienst aller Zeiten und Länder üblich scheint auch im Bereiche der klassifizierten Wissenschaft etwas wie ein Basar zu bestehen : so wenigstens ist man versucht zu folgern. Zwei weitere Gedanken drängen sich auf : Auch andere Länder beschäftigten sich mit dem Fall eines Zusammenbruchs des Atomsperrvertrags und bereiteten sich darauf zumindest geistig vor. Sodann wird man schliessen müssen, dass infolge der langen Dauer der Arbeiten und der vielen und nicht immer unvermeidlichen personellen und institutionellen Wechsel noch anderes in Vergessenheit geraten war als die Publikation der Uranreserve in der *Schweizer Illustrierten*, im vorliegenden Fall das klare bundesrätliche Verbot von einschlägigen Auslandkontakten ohne vorgängige ausdrückliche Erlaubnis des Kollegiums.

Schliesslich ist man beeindruckt vom demonstrierten Niveau der Disziplin, denn es braucht wenig Vorstellungsvermögen, sich die publizistischen und politischen Konsequenzen eines Bekanntwerdens der Sache zum damaligen Zeitpunkt auszumalen, auch wenn der Austausch von Studien gewiss keine Verletzung des Atomsperrvertrags darstellte.

Der Geist von Genf, den Ronald Reagan und Michail Gorbatschow 1985 wehen liessen, akzentuierte innerhalb des AAA die Sinnfrage. Am letzten Tag dieses weltgeschichtlichen Jahres richtete der Vorsitzende des AAA, Divisionär Gérard de Loes, via den Generalstabschef ein Schreiben an Bundesrat Jean-Pascal Delamuraz, der dem Bundesrat beantragen sollte, amtlich festzustellen, dass die Schweiz immer noch eine nukleare Schwellenmacht sein wolle. De Loes, sichtlich enttäuscht von der Zurückhaltung des Departementsvorstehers dieser Sache gegenüber, fasste 1986 offen die Aufhebung des AAA ins Auge, da ihm ja da das Mandat fehle. In Wirklichkeit fehlten vielleicht eher die Zuversicht und der Glaube, das bestehende Mandat sei sinnvoll, was zum Wunsch nach bundesrätlicher Rückenbedeckung führte. In einer noch in Bearbeitung gegebenen GRD-Studie wurde die « brisance de la question » betont und in Bezug auf weitere Studien die Opportunitätsfrage gestellt.

Mit diesen Fragen waren die Mitglieder des AAA nicht allein. Mit zwei im Abstand einer Woche gestellten Fragen wollte im Dezember 1987 Nationalrat Paul Rechsteiner unter anderem wissen, ob es die vom EMD geleitete verwaltungsinterne Gruppe für Atomfragen immer noch gebe und wenn ja weshalb. Der Bundesrat antwortete, der AAA bestehe noch, ob man ihn allerdings nach 1988 für eine weitere Amtszeit bestätigen werde, sei noch offen. Zu diesem Zeitpunkt hatte der Generalstabschef, Korpskommandant Eugen Lüthy, bereits signalisiert, dass er die vom AAA beantragte Entbindung von den einzig noch sinnstiftenden Aufträgen in Sachen Schwellenmachtstatus befürworte.

Dem AAA blieb damit noch, einstimmig bei einer Enthaltung, seine eigene Abschaffung zu beantragen. Dementsprechend zog Bundesrat Arnold Koller am 1. November 1988 den Schlussstrich unter das Thema einer schweizerischen Nuklearwaffe.

J. S. L.
(Silvester 1995)

ABKÜRZUNGSVERZEICHNIS

A	Atom
AAA	Arbeitsausschuss für Atomfragen
BKW	Bernische Kraftwerke
BOA	Beratungsorgan für Atomfragen
BR	Bundesrat
BRB	Bundesratsbeschluss
C EMD	Chef des Eidgenössischen Militärdepartements
DMV	Direktion der Militärverwaltung
EDA	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten
EDI	Eidgenössisches Departement des Innern
EIR	Eidgenössisches Institut für Reaktorforschung
EK	Ergänzungskurs
EMB	Eidgenössische Militärbibliothek
EMD	Eidgenössisches Militärdepartement
EMG	état-major général
EPD	Eidgenössisches Politisches Departement
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
EVED	Eidgenössisches Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement
FA	Forschungsausschuss
FSFO	Fachstellen und Forschung
GAA	Geheimer Arbeitsausschuss für Fragen der Atombewaffnung
GDA	Groupement de l'armement
GRD	Gruppe für Rüstungsdienste
KFLF	Kommando der Flieger- und Fliegerabwehrtruppen
KTA	Kriegstechnische Abteilung
MAP	Möglichkeiten einer eigenen Atomwaffenproduktion
NPT	Non Proliferation Treaty
RFA	République fédérale d'Allemagne
SKA	Schweizerische Studienkommission für Atomenergie
SOG	Schweizerische Offiziersgesellschaft
SSF	Studienkommission für strategische Fragen
STM	Service technique militaire
TNW	thermonukleare Waffen
VED	Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement
WBe	Wissenschaftlicher Beirat
WK	Wiederholungskurs
ZGV	Zentralstelle für Gesamtverteidigung

Table des matières

Bundesrat Adolf Ogi Vorwort des chefs EMD	3
Cdt C Adrien Tschumy Introduction du président de l'ASSHM	5
Oberst Hans Rudolf Fuhrer Das «Stillesitzen» - Zur Problematik der schweizerischen Neutralität im Dreissigjährigen Krieg	7
Cap Derck Engelberts Les forces d'occupation française face à l'insurrection. Problème de conduite et de commandement du général Schauenburg en 1798	35
Maj Hubert Foerster Der missglückte Volksaufstand 1799 in der Schweiz	55
Col Hervé de Weck Aspects du maintien de l'ordre par l'armée (1830-1970)	67
Oberstlt i Gst Jürg Stüssi-Lauterburg Historischer Abriss zur Frage einer schweizerischen Nuklearbewaffnung	107

Adresse des auteurs

Derck Engelberts
Chemin des Abbesses 29
2012 AUVERNIER

Hubert Förster
Rue Monseigneur-Besson 4
1700 FRIBOURG

Hans Rudolf Fuhrer
Juststrasse 32
8706 MEILEN

Jürg Stüssi-Lauterburg
Scheuerrain 1
5210 WINDISCH

Hervé de Weck
Rue Saint-Michel 7
2900 PORRENTRUUY

La conception graphique et la mise en pages
ont été réalisées par
DEMOTEC SA – Microédition, à Porrentruy.

Achevé d'imprimer
en novembre 1997, sur les presses
de l'Imprimerie 2000, à Porrentruy.